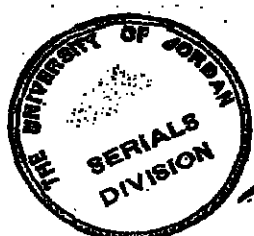


مكتبة

Avec ce numéro, supplément « Initiatives »



Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15

BOURSE

★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14536 - 6 F

MERCREDI 23 OCTOBRE 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Une Europe à dix-neuf

UN nouveau sigle européen est né, lundi 21 octobre, à Luxembourg : l'EEC. Enlaidies depuis des mois dans des sujets techniques - droits de pêche, transit routier dans les Alpes, compensations financières - les négociations entre les douze pays de la Communauté économique européenne et les sept membres de l'Association européenne de libre-échange ont finalement débouché sur un accord global. Oubliés les marchandages de technocrates, c'est soudain la perspective d'une nouvelle Europe qui s'ouvre avec la création de cet espace économique européen à dix-neuf.

La portée de l'accord sera pourtant dans l'immédiat relativement limitée. Le commerce entre la CEE et l'AELÉ a déjà été considérablement libéralisé et développé. La libre circulation des personnes, des biens, des marchandises et des services, piliers du libre-échange à l'euro-péenne, est déjà dans certains cas une réalité. Dans d'autres domaines - ouverture des marchés publics, mouvements financiers - plusieurs membres de la Communauté ont encore eux-mêmes un long chemin à parcourir avant d'être en conformité avec les directives européennes. Et l'AELÉ ne représente que trente-deux millions d'habitants, soit moins que l'Espagne. L'accord est donc surtout par l'adaptation des législations des sept membres de l'AELÉ à celles de la Communauté, quelques transferts financiers et la mise en place de plusieurs organismes communs.

La portée de cet accord, en revanche, est considérable à terme. La décision commune des dix-neuf pays intervient alors que les membres de l'AELÉ, loin de renoncer à leurs candidatures à la CEE, se font de plus en plus pressants. C'est le cas de l'Australie, de la Suède, de la Finlande et même de la Suisse. Le rapprochement entre la CEE et l'AELÉ n'est donc pas un processus périphérique, mais s'inscrit bien dans la perspective de l'élargissement de la Communauté. Au moment où les anciens pays communistes manifestent aussi des souhaits d'adhésion de plus en plus vifs. Lorsque la Finlande ou les pays d'Europe de l'Est seront intégrés, la CEE aura une frontière commune avec la Russie.

Les Douze ont appris, ces trois dernières années, à accepter le principe de la formation d'une Europe « géographique » greffée sur le noyau économique de la Communauté. La réflexion sur le rythme de l'élargissement et sur le contenu de cette nouvelle Europe reste pourtant embryonnaire. Un accord comme celui de Luxembourg permet de franchir concrètement une nouvelle étape vers un élargissement déjà présent dans les esprits.

MALGRÉ l'omniprésence de l'enjeu de l'approfondissement de l'union des Douze restent considérables. L'actualité récente a prouvé la difficulté de s'entendre, à douze, sur l'élaboration d'une politique agricole commune ou sur la définition d'une stratégie industrielle acceptable pour chaque pays et compétitive à l'échelle mondiale. Quant à la fameuse union politique, économique et monétaire, elle n'a toujours pas fait l'unanimité des membres de la CEE, à moins de deux mois du sommet de Maastricht.

Lire l'article de PHILIPPE LEMAITRE page 21

M0147 - 1023 0 - 6.00 F



Dénouant les « bandes » qui « mettent en péril la République »

M. François Mitterrand s'affirme résolu à réprimer les violences des agriculteurs

M. François Mitterrand a condamné, mardi 22 octobre, sur France-Inter, les « bandes » d'agriculteurs qui, par leurs violences, « mettent en péril d'une certaine manière la République ».

Il a appelé les responsables du maintien de l'ordre à « faire leur devoir ». Il s'est montré plus compréhensif à l'égard des infractions par Thomas Ferenzy

Le message qu'a voulu faire passer M. Mitterrand, mardi matin, sur France-Inter, est simple : face aux troubles sociaux qui agitent le pays et dégénèrent quelquefois en violences, l'ordre sera maintenu, ceux qui en ont la charge feront leur devoir, l'autorité du gouvernement ne sera pas mise en cause, le temps de la patience est terminé, « maintenant c'est assez ».

Le chef de l'Etat peut, certes, compter sur « un premier ministre extrêmement énergique » et « résolu », mais dès le moment où des « petits groupes activistes » « mettent en péril d'une certaine manière la République », il lui appartient d'intervenir personnellement pour donner un coup d'arrêt. « Il n'est pas acceptable, affirme-t-il, que ces bandes continuent de brûler, de frapper, de détruire, de casser ».

Lire la suite et les déclarations du président de la République pages 9 et 10

mières, mais a jugé « sérieuses » les propositions qui leur sont faites par M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé. Répondant implicitement à l'opposition, qui réclame des élections anticipées, le chef de l'Etat s'en est pris à ceux qui « spéculent sur une crise grave », affirmant que « ceux qui tiennent la barre sont solides et tiendront bon ».



Liban, la renaissance au ralenti

Le canon s'est tu, la vie économique a repris peu à peu mais la reconstruction n'a pas vraiment commencé

BEYROUTH

de notre envoyé spécial

Il y a un an, presque jour pour jour, les canons se taisaient au Liban, après l'armistice, en quelques heures, des troupes chrétiennes du général Aoun par l'armée syrienne. Libanais de toutes confessions : chrétiens, musulmans sunnites, chiites et druzes, étaient soudainement la paix du bout des doigts, tout à l'improvvisation de ne plus recevoir d'obus (jusqu'à

5 000 par jour). Fièrement, ils commencent à redécouvrir leur propre pays, découpé jusqu'alors en zones interdites aux adversaires.

Le canon s'est tu, oui, mais la vie économique a repris au ralenti et, surtout, la reconstruction n'a pas vraiment commencé. On rapasse un réseau routier guère entretenu depuis quinze ans et très abîmé par les combats; l'eau et l'électricité ne sont distribuées qu'à 50 % des besoins; quant au téléphone, c'est un véritable cauchemar : les plus débrouillards utilisent des combinés cellulaires, reliés par radio à un centre qui, pour l'étranger, passe par Chypre ou ailleurs. Côté immobilier, c'est pire. Sans doute entreprises et particuliers raccommodent tant bien que mal leurs immeubles, s'ils peuvent l'être et dans la mesure de leurs moyens : l'Etat libanais ruiné ne peut indemniser les dommages de guerre.

Mais à Beyrouth, le centre-ville, autrefois joyau du Proche-Orient,

avec sa place des Canons, ses banques, ses souks, reste, depuis sa destruction en 1975-1976, un désert de ruines hantées par les rats, où le squelette des ossements en béton voisine avec les arcades brisées des maisons de l'époque turque et des colonnes romaines qui ont miraculeusement survécu.

FRANÇOIS RENARD

Lire la suite et nos informations page 5

Paix fragile au Cambodge

Les représentants des dix-neuf pays participant à la conférence de Paris, destinée à formaliser les accords de paix au Cambodge, mettent la dernière main, mardi 22 octobre, aux textes qui seront signés le 23. Une paix fragile puisque des combats ont eu lieu le 21, à la frontière de la Thaïlande, entre des unités gouvernementales de Phnom Penh et des Khmers rouges. Pour l'essentiel, les quatre forces qui se disputent le pouvoir admettent un mandat temporaire de l'ONU, en attendant des élections libres au début de 1993.

Lire pages 6 et 7 le dossier de JEAN-CLAUDE POMONTI

Hausmann, le castor impérial

Quand la capitale chauffait sous le bicorné du préfet. Une exposition et un livre

par Frédéric Edelmann

Un champ de ruine apocalyptique, comme sorti du noir imagier de la dernière guerre : voilà Paris dans les années 1860, le Paris d'Hausmann, cette ville mutilée, aux trésors effondrés, qui fit gémir tant d'écrivains, et plus simplement pleurer tant d'habitants perdus. Une maquette le montre, au pavillon de l'Arsenal, ce Paris qui fait Hugo s'écrier : « Guerre aux démolisseurs ! ». Et il faut être soi-même un barbare (le préfet fut entre autres surnommé « l'Attila de l'expropriation »), pour ne pas ressentir la désolation, la douleur de ces images, de ces habitudes, de ces secrets perdus, de cette ville et cette vie à jamais disparues. Est-ce le même sentiment d'horreur que

celui qui nous a pris devant l'éventrement du vieux Bucarest par Ceausescu ? Oui, si l'on s'en tient à l'image et aux ruines, à la comptabilité des églises, des hôtels particuliers ou de simples maisons (15 373 de 1860 à 1869) qui ont été rasés à Paris. Non, si l'on en croit, ce que l'on a toute raison de faire, l'exposition de l'Arsenal et surtout le remarquable ouvrage qui l'accompagne, dû à Jean des Cars et Pierre Pinon. Sur l'exposition, passons vite. Elle est trop rapide, trop pauvre en documents au regard de l'ampleur du sujet ; sa muséographie high-tech, tempérée de quelques citations d'époque, perd toute signification sous un badigeon fluo, ce que ne compense pas, et pour cause, une difficile lisibilité des références.

Lire la suite page 14

Un entretien avec M. Georges Kiejman

M. Georges Kiejman, ministre délégué à la communication, défend, dans un entretien au Monde, le projet de loi sur les quotas télévisés. Partisan d'une réglementation « souple, respectée parce que respectée » qui incite les chaînes à ne pas abandonner les émissions de qualité, il plaide pour une augmentation du budget de l'audiovisuel public.

Lire l'entretien avec MICHEL COLONNA D'ISTRIA et YVES-MARIE LABÉ page 25

SCIENCES ♦ MÉDECINE

■ L'effet de Gènes ■ Le matin des molécules ■ La mort et le sacré ■ Spot contre les plaies d'Egypte pages 18 à 20

Cartier LA BOUTIQUE

Cartier L'ART D'ÊTRE UNIQUE

23, PLACE VENDÔME, PARIS 4015.03.51

هك ان النحل

DÉBATS

Economie et politique

L'éternel retour de l'exception française

par Laurent Cohen-Tanugi

LES réactions provoquées en France par le veto de la Commission européenne au rachat de l'avionneur canadien De Havilland par Aérospatiale et Alenia ont semblé rassembler des temps qu'on croyait révolus : celui où un député de la majorité déclarait à ses opposants « vous avez juridiquement tort parce que vous êtes politiquement minoritaires » ou celui, plus lointain encore, où l'on s'imaginait que quelques coups de fil à la Maison Blanche suffiraient à faire atterrir le Concorde à New-York. L'exception française, dont d'aucuns accusaient les années 80 d'avoir causé la perte, est de retour, sous ses aspects les plus contestables : excès nationaliste, politisation, méconnaissance des réalités juridiques et institutionnelles communautaires.

Le premier de ces traits ne transparaît pas seulement dans le procès d'intention à l'adresse de Sir Leon Brittan, suspecté des plus noirs desseins à l'égard des entreprises publiques françaises, mais davantage encore dans le reproche fait à Jacques Delors de s'être abstenu. Comme si les membres de la Commission (la *fortiori* son président) étaient supposés favoriser les entreprises de leur pays d'origine, voire voter en fonction des intérêts nationaux ou des objectifs de ce pays, alors que la spécificité de la Commission dans l'architecture institutionnelle de la Communauté est tout au contraire - faut-il le rappeler ? - d'incarner, face au conseil des ministres, notamment, l'indépendance et la neutralité « supranationale ». Reprocher à M. Delors de n'avoir pas fait ce qu'on a accusé M. Brittan d'avoir fait n'est-ce pas la seule de nos inconsciences dans cette affaire.

Politique industrielle et politique de la concurrence

Que les entreprises concernées manifestent leur amertume et leur déception, quoi de plus naturel ? Mais que l'échec d'un rapprochement entre entreprises devienne immédiatement une affaire d'Etat, mobilisant le gouvernement et la classe politique tout entière contre les « doctrines de la concurrence », voilà qui nous fait retrouver le grand art de la politisation généralisée de toute chose et de l'étatisme triomphant, au détriment d'ailleurs des principales intéressées. Les réactions italiennes semblent avoir été empreintes de plus de sobriété.

L'épisode n'a traduit pas moins un malaise profond, qu'il faut prendre au sérieux. La position française se justifie en ce que nous appréhendons cette affaire exclusivement en termes de politique industrielle, autre tradition nationale, avec pour enjeu non pas d'étroits intérêts hexagonaux, mais l'« Europe de l'industrie », que Bruxelles aurait une fois de plus sacrifiée sur l'autel du « juridisme ». L'objectif vient de ce que la « politique industrielle » de la Communauté repose principalement, en l'état actuel, non sur la constitution de « champions européens », mais sur la politique de la concurrence, rouage essentiel tant du « capitalisme rhénan » cher à Michel Albert que de son *alter ego* anglo-saxon. Les traités communautaires ne soufflent d'ailleurs mot ou presque de la politique industrielle, laquelle ne saurait résulter, dans la philosophie libérale qui anime la construction européenne, que d'une bonne régulation du marché, de la création d'un environnement favorable aux entreprises et d'une utilisation efficace des instruments de la politique commerciale commune à l'égard des pays tiers.

Encore faut-il souligner que le droit communautaire de la concurrence est loin d'exclure toute forme de coopération entre entreprises, dès lors qu'il obéit concomitamment à l'objectif d'union du marché européen, parfois contradictoire avec les exigences de l'orthodoxie concurrentielle. Peut-être faut-il aller plus loin dans la définition d'une politique industrielle européenne, mais peut-on reprocher aujourd'hui à la Commission de s'en être tenue aux termes de son mandat ?

Car la réaction française est d'autant plus paradoxale que la décision qui nous occupe ne résulte pas du traité de Rome - à l'égard duquel on entendrait de plus en plus plaider le vice du consentement, à mesure de la prise de conscience de son antinomie avec les traditions économiques nationales, - mais d'un règlement communautaire sur les concentrations adopté voilà moins de deux ans après avoir été négocié en grand détail par les exécutifs nationaux, avec le concours actif de la France.

Conforme au légitime souci français de ne pas réduire la Communauté à une vaste zone de libre-échange et de laissez-faire, ce règlement vise à limiter les effets anticoncurrentiels des multiples opérations de concentration que la perspective du marché unique et la restructuration de l'économie mondiale n'ont en effet pas manqué de provoquer depuis son adoption. Rares sont aujourd'hui les opérations d'envergure sur le plan international qui ne tombent pas sous sa coupe. Il est toutefois assez révélateur que nul ne se soit jamais souvenu ici des possibles effets anticoncurrentiels de certaines des quelque cinquante opérations de concentration - concernant ou non des entreprises nationales - autorisées par la Commission en un an :

sans doute a-t-on fait confiance, pour protéger les consommateurs européens, à la perspicacité de Sir Leon... Dans ce but de régulation du marché unique, la Commission s'est donc vu confier par les Etats le pouvoir de contrôler, au terme de procédures complexes, les opérations de « taille communautaire » et d'aménager, voire d'interdire, celles d'entre elles qui présenteraient un risque important pour la concurrence dans la Communauté. Les entreprises concernées doivent présenter un dossier substantiel sur la compatibilité de leur projet avec le droit communautaire, et il n'est pas rare que leurs concurrents fassent valoir des arguments contraires auprès de la Commission, qu'il faut gérer soigneusement et en temps utile. Les décisions de celle-ci procèdent d'un raisonnement juridique-économique, non d'un arbitrage politique. Elles sont passibles du contrôle juridictionnel de la Cour de justice de Luxembourg (mais non d'un « recours gracieux »), et sont en outre largement débattues et critiquées en doctrine, contribuant ainsi du même coup à l'élaboration d'une jurisprudence communautaire déjà très riche en matière de concentrations. En l'état, rien n'indique que la Commission n'ait pas agi en cette affaire conformément au règlement qui lui donnait compétence pour appliquer les critères d'analyse juridique-économique propres à la matière.

Règlement idéologique

La validité de cette logique, voire l'aptitude d'un organisme comme la Commission à administrer le règlement sur les concentrations sont de légitimes sujets de débat - encore qu'il soit pour le moins contradictoire de dénoncer simultanément la « politisation » du règlement de la Commission et son « juridisme ». Les Allemands sont d'ailleurs aux antipodes des souhaits français lorsqu'ils évoquent la mise en place d'une agence spécialisée indépendante du pouvoir politique dans la Communauté. S'agit-il de la Commission ? La Communauté, force est de constater que le « déficit démocratique » sévit d'abord à Paris plutôt qu'à Bruxelles ou Strasbourg : le grand débat national sur l'Europe souhaité par M^{me} Elisabeth Guigou apparaît aujourd'hui plus urgent que jamais.

Le contexte général dans lequel cette polémique intervient n'est pas indifférent. Il est, d'une part, celui d'une hostilité croissante de certains milieux économiques à l'égard de la Communauté à l'approche de l'écoulement de 1993, d'autre part, celui d'un réarmement idéologique,

sensible tant à droite qu'à gauche, prônant le retour de l'Etat contre le marché, de la nation contre l'Europe et l'internationalisation, de la politique (industrielle ou politique) contre le droit, de l'industrie contre la finance, etc. Les deux phénomènes se nourrissent naturellement l'un de l'autre, conférant à cette résurgence de l'exception française une tonalité offensive à l'égard de ce qui s'identifie en définitive aux années 80.

Outre ce qu'elle a de insaisissable, dans un climat politique de plus en plus morose, cette réaction idéologique fait commettre aux meilleurs esprits une grave erreur de perspective : compte tenu de nos pesanteurs culturelles et institutionnelles, les défis du marché unique et de l'Europe politique, de l'internationalisation et de la régulation par le droit (tant au niveau européen que national) demeurent bel et bien devant nous. Quels qu'aient été leurs succès (essentiellement financiers), les mouvements à l'œuvre au cours de la décennie écoulée représentent des tendances lourdes, qui ont puissamment contribué à moderniser le pays : leur tourner le dos nous condamnerait à l'isolement et au déclin. C'est en cela que l'affaire De Havilland est inquiétante, parce que les réactions françaises remettent en cause l'idée européenne en ce qu'elle a de plus essentiel : le dépassement des nationalismes, l'intégration par le droit et l'économie libérale, toutes choses que nous prescrivons d'ailleurs assidûment à nos voisins de l'Est.

Réponse aux attentes présumées de l'opinion ? Mais alors ce concert de protestations n'est pas fait pour atténuer la confusion qui règne à juste titre sur les finalités de la Communauté, et l'hostilité montante à son égard : la première mission de l'homme politique n'est-elle pas au contraire la pédagogie ? Coup d'éclat tactique dans le bras de fer latent sur la nouvelle répartition des pouvoirs dans la Communauté ? Mais pourquoi avoir choisi alors un terrain si peu favorable quand la Commission prête si souvent le flanc au reproche d'empirisme sur les compétences légitimes des Etats ?

La Communauté européenne a bien des défauts, mais dans les turbulences géopolitiques actuelles, à quelques semaines du sommet décisif de Maastricht, elle n'avait pas besoin de ce mauvais procès. A trop brader l'« Europe des marchands » et l'Europe du droit sur l'autel de nos mythes nationaux - fussent-elles projetées en Eurovision - nous aurons bientôt définitivement léché la proie pour l'ombre.

» Laurent Cohen-Tanugi est avocat international et écrivain.

Du bon usage des crises

par Marcel Bleustein-Blanchet

APRÈS soixante-cinq ans de carrière qui font de moi le plus vieux publicitaire au monde encore en activité, j'ai acquis une certaine expérience des crises.

La montée du chômage en 1936 et les grandes tempêtes sociales qui s'ensuivaient, l'arrivée du Front populaire au pouvoir, la pénurie et le débâtement industriel provoqués par la guerre, mais aussi le conflit d'Algérie, la fin de la IV^e République, les deux chocs pétroliers des années 70, j'en oublie peut-être. Car ces secousses pouvaient bien être d'origine, de nature, d'ampleur différentes. Elles se ressemblaient toutes par les réactions qu'elles entraînaient chez les chefs d'entreprise.

En fait, il existe une pathologie de la crise. Elle se traduit chez les patrons par deux séries de mesures qui relèvent du réflexe conditionné. Arrêter la production, parce que c'est facile. Réduire les effectifs, parce que c'est comode.

Bien sûr, je ne méconnais pas l'ampleur des problèmes que peuvent rencontrer les entreprises lorsque la conjoncture se gâte. Surtout s'il s'agit de grands groupes qui ont pu, dans les périodes fastes, laisser s'alourdir leurs charges et se dégrader leur productivité. Face à la tempête, je comprends que leurs dirigeants soient tentés de carguer les voiles.

Un autre type de management

Mais je voudrais attirer l'attention de tous sur le danger d'une politique à court terme. D'ailleurs, je voudrais affirmer ici avec force qu'il y a une culture de crise et qu'il faut savoir s'en servir.

D'une part, il est néfaste de ralentir les investissements publicitaires. Je ne préche pas seulement pour mon saint. J'ai trop vu d'entreprises prospères qui, pour avoir abandonné leur part de voix en période difficile, ont abandonné aussi leur part de marché à d'autres, plus malins ou plus courageux.

D'autre part, il ne suffit pas d'annuler une campagne ou de

procéder à une vague de licenciements pour redevenir compétitif. Pas plus qu'il ne suffit de perdre du poids pour retrouver des muscles et du nerf.

Les crises font inévitablement partie des aventures qu'une entreprise connaît au cours de son existence. Elles sont à la fois prévisibles, passagères et renouvelables. Il faut donc les gérer, c'est-à-dire les anticiper, et quand elles sont là les assumer sans céder à l'affolement, sans pour les prendre comme prétextes pour tomber dans la paresse d'esprit ou le règlement de comptes social.

La crise en réalité exige un autre type de management que celui qui prévaut en temps ordinaire : plus inventif, plus nerveux, plus dynamique.

Ce n'est pas d'arrêter ni même de freiner la publicité qu'il s'agit, mais peut-être de changer d'approche et de discours. Ni de se contenter de supprimer des postes excédentaires, mais de redynamiser les ressources humaines, en donnant aux collaborateurs de l'entreprise des raisons de croire dans l'avenir, à travers un nouveau projet, de nouvelles perspectives, de nouvelles ambitions.

« Mon centre est enfoncé, mon alle gauche se dérobe, l'attaque ! » disait en substance je ne sais plus quel grand général. Nous n'en sommes pas là, mais les raisons d'attaquer sont nombreuses pour les entreprises françaises. Il y a l'Europe qui se prépare. Il y a les pays de l'Est dont la libéralisation va ouvrir de gigantesques marchés. Qui sera capable de les conquérir ? Les entreprises qui auront su abriter leur activité, déployer leur force de vente, s'adapter leur management ? Ou bien celles qui auront su, tout en procédant aux allègements indispensables, investir là et quand il fallait ?

Poser la question c'est y répondre. Pour sa part, le groupe Publicis a d'ores et déjà installé des tours de guet de l'autre côté de feu le rideau de fer.

Nouveaux besoins

J'ajoute qu'une catégorie bien particulière d'entreprises voient leurs chances de succès se multiplier par dix lorsque les circonstances générales sont défavorables. Ce sont les petites et les moyennes, existantes ou à créer. Leur agilité leur permet des retournements et des initiatives qui ne sont pas à la portée des grands groupes.

En temps ordinaire, ces entreprises-là sont un peu étouffées par les leaders qui occupent puissamment le terrain, c'est-à-dire à la fois les marchés et les tribunes publicitaires. Vienne la crise, et des possibilités nouvelles s'offrent à elles, à la fois parce que les commanditaires des grands paquebots sont trop occupés à réduire la machine, et parce que la conjoncture est en soi féconde.

Car toute crise fait naître de nouveaux besoins et donc développe des occasions. Les gens de marketing le savent bien. Beaucoup d'idées, de produits ou de services qui n'auraient pas trouvé place en régime normal peuvent alors se développer, avec un succès foudroyant. L'industrie de l'épuration est née de la prise de conscience d'une pollution galopante ; les carburants sans plomb, les pots catalytiques, les moteurs silencieux aussi ; le développement spectaculaire des activités de conseil trouve son origine dans l'emprise croissante des procédures bureaucratiques et l'accumulation des jurisprudences ; les crises pétrolières ont donné du travail et du chiffre d'affaires à toutes les entreprises spécialisées dans les économies d'énergie, etc.

La nature a horreur du vide. L'économie aussi. Quoi qu'il en soit, crise ou pas crise, il y a toujours ceux qui sont prêts d'arriver et ceux qui ont pressenti d'attendre. Vous ne m'en voudrez pas de préférer les premiers aux seconds.

» Marcel Bleustein-Blanchet est président du conseil de surveillance de Publicis.

BIBLIOGRAPHIE

La « main invisible », gantée de fer...

LA GUERRE ÉCONOMIQUE MONDIALE

de Bernard Esambert.

Ed. Oliver Orban, 302 p., 150 F.

Bernard Esambert persiste et signe. Depuis une vingtaine d'années, il nous parle de « guerre économique » à travers articles et livres. En voici un nouveau. Peut-être lui apparaît-il que la répétition est une figure de rhétorique indispensable dans un monde où l'attention s'éparpille. On peut bien enfoncer dans les têtes. Déjà, Adam Smith écrivait en 1776 : « Le commerce qui, naturellement, devrait être pour la nation un lien de concorde et d'amitié est devenu la source la plus féconde des haines et des querelles. »

On peut également s'interroger sur la thèse selon laquelle cette « guerre » a servi de substitut à l'autre, plus sanglante. L'équilibre de la terreur atomique - qu'il évoque aussi, bien sûr, mais en second rang - nous paraît nettement plus déterminant.

Peu importe. Puisque Bernard Esambert se sent bien dans ce cadre de réflexion, pourquoi ne pas l'utiliser, même s'il est un peu vieillot ? Car c'est le contenu qui compte, et il est très riche. L'histoire, la géographie, la politique, l'économie sont requises pour illustrer cette fresque des

grandes batailles du commerce et de l'industrie. Il ne manque pas un bouton de guêtre aux « combattants » qui défilent, nation par nation. Une analyse de l'état des forces fines et pertinentes.

De même, dans le sillage des métaphores guerrières, l'opposition des « armées » (les entreprises) et des « armes » (productivité, délocalisation, recherche, investissement, formation, cohésion sociale, etc.) est remarquable. Comme les développements sur la « cuisine » (entrées, plats, par les nations aux importations, sous le couvert de belles déclarations libérales).

Etrange sensation à la sortie du livre. « Servitude et grandeur militaire », écrivait Vigny. Craint et force du marché, pourrait dire Esambert. L'ouvrage laisse un goût amer : celui de l'absurdité de ces combats de titans, fruits d'un système où l'on confond la fin et les moyens, qui profite aux forts et écrase de plus en plus d'exclus. La « main invisible » est vraiment gantée de fer.

Bernard Esambert veut s'accrocher à l'idée que, si les économies s'appuient les unes sur les autres par le truchement du commerce international, « tous les combattants peuvent gagner en même temps » (p. 34). Ce serait trop beau. Dans une guerre, comme dans un match, c'est « que le meilleur gagne », ce qui

veut dire : « que les autres croient » (Serge Latouche).

Au reste, notre auteur, à maintes reprises, montre qu'il est tout à fait conscient des ravages de l'« économie », de la « compétitivité » (1), des coûts humains de la course à la réussite (2). Il critique le « plagiat industriel » sur les pays du tiers-monde, dénonce le « honteux chômage », demande que « l'on réduise un peu l'efficacité en vue d'une plus grande solidarité ».

« La guerre économique ne se poursuivra pas jusqu'à la fin des temps », écrit Bernard Esambert. Sans le dire, il ouvre ainsi la voie aux pionniers d'une autre société où brilleront davantage les écologistes, les artistes, les penseurs, qui finiront par dire aux soubresauts - indispensables - de l'économie, en paraphrasant Shakespeare : « Il y a plus de choses sous le soleil que dans toute votre industrie. »

PIERRE DROUIN

(1) Titre d'un article de Riccardo Patella dans le *Monde diplomatique* de septembre 1991.

(2) Lire à ce sujet le livre-tout fraîchement publié de Nicole Audebert et Vincent de Gaudemar : *Le Côté de l'Éternel*, Seuil.

» Sur le même sujet vient de sortir chez Dunod un livre de Gérard S. Cohen : *La Guerre industrielle*. Il est préfacé par Bernard Esambert (230 p., 159 F.).

POUVOIRS
1991 59

la Cour suprême des Etats-Unis

controverses : ronald dworkin
puissance : marie-france toinet
nominations : james ceaser
réduction des opinions : frederick morton
marché unique et libertés : patrick julliard
l'affaire du drapeau : jodie et laurent cohen-tanugi
Fédération/Etats : jean beauté
avortement et peine de mort : roger pinu
affirmative action : pierre bouretz

Publié avec le concours du C.N.R.S. puf

LES REVUES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

سكس ان لاجل

ÉTRANGER

URSS : la première session de l'Assemblée constituante d'une nouvelle Union

Une mission impossible ?

Le nouveau Parlement soviétique, mis en place après le putsch manqué du mois d'août, a entamé lundi 21 octobre sa première session, à laquelle participaient les députés de sept Républiques seulement : deux slaves (Russie et Biélorussie) et cinq d'Asie centrale (Kazakhstan, Ouzbékistan, Kirghizistan, Tadjikistan et Turkménie).

MOSCOU

La tâche est-elle trop lourde, le corps à moitié démantelé de l'ex-URSS trop abîmé pour qu'on puisse espérer lui insuffler une nouvelle vie ? Le spectacle offert, lundi 21 octobre, à l'ouverture de la première session du nouveau Soviet suprême n'est en tout cas pas de nature à rassurer les partisans d'une Union rénovée : le visage las, la mine sceptique, les députés de ce qui fut le Soviet suprême ont écouté dans un morne silence le président soviétique dresser l'impressionnante catalogue de tout ce qu'il faut, on le dirait, faire pour éviter la « catastrophe » que serait, pour lui, la complète dissolution de l'URSS.

Mais cette « Assemblée constituante » elle-même, à supposer qu'elle en ait réellement le désir, paraît bien mal armée pour faire face à de telles responsabilités. Les députés de sept Républiques seulement (sur les douze restant après le départ définitif des pays baltes) ont assisté à la tribune aux côtés du député rouge frappé de la faucille et du marteau, survivance d'un autre âge qu'on conserve faute de symbole de remplacement. Les « saboteurs », en tête desquels figure une fois de plus l'Ukraine, ont été nombreux pour ce nouveau Parlement, déjà maudit de pouvoirs très restreints, en apparence tout à fait insuffisants.

CRÉDIT

Dans l'une de ses deux Chambres, le Soviet de l'Union, les trois quarts des députés sont russes. Et encore ne sont-ils pas assurés de rester. A en croire le quotidien moscovite *Vladivostok*, le Parlement de Russie, qui doit se réunir d'ici une semaine, pourrait alors décider de retirer ses

représentants de la nouvelle Assemblée. M. Gorbatchev, lui-même, semblait gagné par la morosité ambiante. C'est un homme qui ne paraissait plus tout à fait y croire qui prononça, avec une sobriété inhabituelle, un discours qui, sur le fond, était pourtant un cri d'alarme et un vigoureux appel à l'action, avec, pour commencer, une mise en garde fondamentale. « Pour servir le

la privatisation de l'économie et de la libération des prix, de « supprimer les barrières légales et administratives » qui entravent le développement des entreprises, de « s'attaquer enfin à une réforme agraire radicale » et du système des « commandes d'État » (c'est-à-dire des livraisons obligatoires) ; enfin, de « réorganiser tout le système » des

occupation : l'armée. Il rappelle qu'après que le congrès des députés réuni en septembre avait convenu du principe d'une défense unique, certaines Républiques proclamaient désormais l'intention de créer leur propre armée et entreprenaient de « nationaliser » voire de privatiser des éléments de l'armée soviétique.

M. Gorbatchev ne désigne pas les coupables mais tout le monde les connaît : l'Ukraine et l'Azerbaïdjan, qui se sont avancés en ce domaine plus loin que les autres Républiques. Mais lorsque le président soviétique menace de prendre contre les fautes « des mesures d'ordre constitutionnel », un murmure réprobateur parcourt la salle où ni les Ukrainiens ni les Azerbaïdjanais ne sont pourtant représentés.

« Organe de contacts »

Ces bruits de fond ont un sens très clair : M. Gorbatchev a parfaitement le droit de parler, mais a-t-il vraiment encore celui d'agir ? De plus, comme le dira plus tard un député réformateur russe, M. Loubtchenko, le président soviétique ne commet-il pas une « grave erreur » en s'en prenant à l'Ukraine alors qu'il devrait « se mettre à genoux devant Leonid Kravtchouk », le président ukrainien, pour que ce dernier envoie une délégation au Soviet suprême, puisque tout le monde sait bien que sans l'Ukraine « ce Parlement ne peut exister ». D'ailleurs, selon le même Constantin Loubtchenko, pourtant candidat de la Russie à la présidence du Soviet de l'Union de ce Parlement, celui-ci n'en est pas vraiment un, mais plutôt « un organisme de préparation psychologique » en vue de la création d'un « nouvel espace politique commun ». Rien d'autre, en fait, qu'un « organe de contacts interpubli-cains ».

On est loin de l'Assemblée constituante dont avait pu parler M. Gorbatchev. Et le rôle de ce dernier y est tout aussi ambigu que sa présence dans les autres institutions de la période de transition. Car si ce Parlement-là est nouveau, le président soviétique n'en a pas l'ancien Soviet suprême, et aucun vote n'est venu depuis réaffirmer sa légitimité. Un dinosaure aussi glorieux qu'il soit, peut-il lutter efficacement contre une modification du climat et de l'environnement ?

JAN KRAUZE



échange extérieur. En un mot de faire de toute urgence ce que beaucoup accusent M. Gorbatchev de ne pas avoir eu l'audace d'entreprendre en six ans.

Murmures réprobateurs

C'est beaucoup et pourtant c'est loin d'être tout. Car il faudrait aussi « maintenir la paix sociale » et s'attaquer à tous ces phénomènes négatifs qui choquent et inquiètent le président soviétique, que ce soit « la commercialisation de la culture », l'invasion des films étrangers, la suppression des subventions aux bibliothèques, aux musées, au sport. Et que dire de tous ces actes de « vandalisme » contre les monuments d'un passé que les générations présentes ont le droit de connaître « tel qu'il était » (il s'agit entre autres du démantèlement des statues de Lénine).

L'assistance écoute tout cela sans la moindre réaction, mais des sursauts se lèvent quand M. Gorbatchev passe à un autre sujet de grave pré-

BELGIQUE : les législatives du 24 novembre

Les querelles communautaires dominent la campagne électorale

Le Parlement issu des élections du 13 décembre 1987 s'est séparé la semaine dernière après avoir décidé quels articles de la Constitution pourront éventuellement être révisés par les nouvelles Chambres après le scrutin du 24 novembre. Les querelles communautaires entre Wallons et Flamands et les questions économiques vont de nouveau dominer la campagne électorale.

BRUXELLES

On se demandait encore, il y a quelques jours, si « une crise à l'intérieur de la crise » - c'est-à-dire un vote de défiance à l'égard du gouvernement maintenu en place par le roi Baudouin après l'offre de démission présentée par M. Wilfried Martens le 4 octobre - n'allait pas ajouter à l'imbroglio. Alors que la crise avait été ouverte par le départ de deux ministres de la Volksunie hostiles à des projets de ventes d'armes belges à l'étranger, la grogne s'étendait à presque tous les militants flamands des partis de la majorité, et pas seulement les nationalistes. Finalement, après avoir réglé les comptes plus tard, la sagesse l'a emporté, et les députés ont laissé aux ministres le temps nécessaire pour prendre certaines mesures de bonne gestion et pour mener à bien la procédure prévue pour une « réforme de l'Etat » toujours à l'ordre du jour.

Cette réforme - dans le sens d'un « fédéralisme d'union » (le Monde du 9 octobre) - est inachevée et, pour qu'elle puisse se poursuivre, il faut que le Parlement sortant ait, en quelque sorte, fixé l'ordre du jour du Parlement suivant en matière de révision constitutionnelle. Tous les articles de la Loi fondamentale insérés sur cette liste ne sont pas nécessairement éviscérés, mais les articles ne peuvent l'être qu'à condition d'y figurer. Dans la liste établie la semaine dernière - près de la moitié d'une Constitution rédigée il y a cent soixante ans - certains ont repris du programme antérieur, réalisés seulement en partie. D'au-

tres sont nouveaux, notamment à la suite de la crise créée en avril 1990 par le refus du roi de mettre sa signature sous une loi autorisant l'avortement - celui qui précise que « le Roi sanctionne et promulgue les lois ».

Si le public ne s'intéresse que modérément à ce débat constitutionnel, compliqué à souhait et ouvert depuis longtemps, les vieilles querelles communautaires, qui semblaient en voie d'apaisement, risquent de s'envenimer, notamment en raison de la surenchère des partis en Flandre, où les sociaux-chrétiens (CVP), traditionnellement mesurés, sont en passe de perdre la majorité. Alors qu'un *modus vivendi* s'était instauré sur le plan linguistique, le débat dérive maintenant vers l'économie, notamment avec la remise en question par des Flamands du régime national de sécurité sociale, dont la Wallonie profite davantage que la région du Nord.

L'accord Sabena-Air France ajourné

Toujours sur le plan économique, l'une des conséquences de la crise est l'ajournement d'un important accord entre Air France et Sabena. En échange d'une coopération commerciale, la compagnie française devait injecter près de 700 millions de francs dans le capital de son nouveau partenaire. L'actionnaire principal de la Sabena étant l'Etat, il fallait le feu vert du gouvernement. Le climat intérieur est tel que M. Jean-Luc Dohenne, ministre CVP des communications et possible successeur de M. Martens, n'a pas voulu donner un aval qui risquait de lui être reproché en Flandre. D'autant plus que l'opération de recapitalisation s'accompagnait d'un « ancrage belge » essentiellement constitué par un apport du groupe Bruxelles Lambert et du francophone Albert Frère. Toutes composantes politiques et linguistiques confondues, le conseil d'administration de la Sabena déplore ce retard et demande au gouvernement en sursis de ne pas remettre en question « le seul projet de coopération industrielle qui puisse assurer la viabilité à terme de la Sabena ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

TURQUIE

M. Demirel va former un gouvernement de coalition

M. Mesut Yilmaz, premier ministre turc et dirigeant du Parti de la Mère patrie (ANAP), battu aux élections législatives du dimanche 20 octobre (le Monde du 22 octobre), a présenté, lundi, sa démission au président Turgut Ozal.

Il a accepté de rester en fonction jusqu'à la formation d'un nouveau gouvernement. M. Soleyman Demirel, ancien ministre de la justice, dirigeant du Parti de la juste voie (DYP), s'apprête à former son septième cabinet, mais les dernières estimations sur la

répartition des sièges au Parlement (les résultats définitifs devaient être connus dans la journée de mardi) indiquent que le DYP devra former une large coalition, comprenant plusieurs partis, s'il veut, comme il le souhaite, réviser la Constitution.

Une alliance avec le Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal Inonu, qui semblait, au départ, être son partenaire le plus probable, ne suffirait pas pour obtenir les 300 voix (deux tiers du Parlement) nécessaires à l'adoption d'amendements constitutionnels.

M. Demirel a affirmé qu'il consulterait les divers partis et n'a pas exclu une collaboration avec l'ANAP. « Nous sommes ouverts à tout, nous ne rejetons rien », a-t-il déclaré.

M. Yilmaz, de son côté, n'admet pas la possibilité d'une telle alliance. « Nous considérons que le peuple nous a donné le mandat de mener l'opposition », a-t-il déclaré. Nous voulons être un parti d'opposition responsable et constructif, nous ne voulons pas faire partie d'une coalition. » (Corresp.)

BULGARIE

Les griefs de M. Jivkov

L'ancien numéro un communiste bulgare, M. Todor Jivkov a donné, lundi 21 octobre, une version très particulière des circonstances dans lesquelles il a quitté le pouvoir, en novembre 1989.

Au cours d'une conférence de presse convoquée à deux jours de la reprise de son procès pour détournement de fonds, M. Jivkov, qui a dirigé la Bulgarie d'une main de fer pendant trente-cinq ans, a affirmé qu'il avait démissionné de son poste de chef d'Etat parce que M. Gorbatchev bloquait ses réformes depuis Moscou. « Gorbatchev ne faisait que parler de réformes, alors que c'est moi qui en ai défini le concept », a-t-il dit. (Reuters, AFP.)

Le président Jeleu à Moscou. Le chef de l'Etat bulgare, M. Jeleu, est arrivé, lundi 21 octobre, à Moscou pour une visite de travail, à l'invitation du président russe, M. Boris Eltsine. C'est la première fois que M. Jeleu, ancien chef de l'opposition démocratique bulgare, se rend à Moscou depuis son élection. L'établissement de relations diplomatiques normales figure au programme des entretiens. (L'Ess, UPI.)

YUGOSLAVIE : les soldats fédéraux évacuent la Slovaquie. Plus d'un millier de soldats fédéraux, soit environ la moitié du dernier contingent des troupes yougoslaves en Slovaquie, se sont retirés, lundi 21 octobre, du territoire de cette République, a annoncé le ministre slovaque de la défense, M. Jozef Jansa. (AFP.)

Les Albanais du Kosovo nous-mêmes un « chef de gouvernement ». Les Albanais du Kosovo, qui forment près de 90 % des deux millions d'habitants de cette province sous tutelle serbe, ont nommé un chef de gouvernement, le Dr Bajram Bokshi, a rapporté le journal en langue albanaise *Stendija*, cité, lundi 21 octobre, par l'agence Tanjug. Le Dr Bokshi, ancien secrétaire du principal parti de l'opposition albanaise, l'Union démocratique du Kosovo (UDK), a été désigné à ce poste par le « Parlement de la République du Kosovo », formé par les députés de l'ancienne Assemblée du Kosovo, suspendue sine die par la Serbie en juillet 1990. Les Albanais du Kosovo, qui réclament des élections libres, ont opté fin septembre pour « une République du Kosovo souveraine » à l'issue d'un référendum organisé dans la cha-

Un représentant du Sandjak invité à La Haye. Le leader des musulmans du Sandjak (sud de la Serbie), Sulejman Ugljanin, se rendra le 24 octobre à La Haye à l'invitation du médiateur néerlandais de la CEE, Henry Wijnveld, rapporte l'agence Tanjug. Dirigé par le Parti d'action démocratique, M. Ugljanin, a été invité, selon cette source, à « exposer les points de vue des musulmans du Sandjak dans le cadre d'un règlement pacifique de la crise yougoslave ». Les partis politiques des musulmans de Sandjak ont invité la population de cette région de la Serbie, où vivent 200 000 musulmans, à se prononcer sur « l'autonomie politique et territoriale du Sandjak ». Ce référendum, qui doit se tenir entre les 25 et 27 octobre, a été qualifié lundi de « tentative de renversement l'ordre constitutionnel de la Serbie » par le gouvernement serbe. (AFP.)

Les accords de désarmement et l'indépendance balte. Les seize pays de l'OTAN et les six anciens membres de l'ex-pacte de Varsovie ont réglé lundi 21 octobre le problème qui posait l'indépendance des Etats baltes pour l'application du traité de désarmement conven-

sont convenus que le territoire des trois Républiques n'appartient pas à la zone couverte par le traité. L'Union soviétique s'est cependant engagée à soumettre ses armements conventionnels qui y sont stationnés aux réductions prévues par le traité. Les inspections se feront avec l'accord des Etats baltes. (AFP.)

POLOGNE : le vote des ressortissants en France. L'ambassade de Pologne en France informe ses ressortissants qu'ils peuvent voter aux élections générales du 27 octobre dans les bureaux de vote situés aux consulats généraux de Pologne à Paris, Lyon, Lille et Strasbourg, de 6 à 20 heures. Les électeurs sont priés de se munir d'une pièce d'identité attestant leur nationalité polonaise. Toute information relative au vote peut être obtenue auprès des consulats de Pologne.

NORVEGE : huit diplomates soviétiques expulsés. Le gouvernement norvégien a annoncé, lundi 21 octobre, l'expulsion de huit diplomates soviétiques en raison d'« activités incompatibles avec leur statut ». Selon le quotidien *Aftenposten*, l'un des diplomates expulsés serait le chef des opérations du KGB en Norvège. (AFP, Reuters.)

SUISSE : après les élections

Le Conseil fédéral reconduit sans changement

BERNE

Malgré l'avertissement que constitue pour les partis gouvernemeaux suisse la poussée populaire aux élections générales du dimanche 20 octobre (le Monde du 22 octobre), il n'est pas question de remettre en cause « la formule magique » qui préside depuis 1959 à la formation du Conseil fédéral. Les quatre partis représentés en son sein perdent quatorze sièges mais disposent toujours d'une confortable majorité de 147 sur

200 au Conseil national (Chambre basse du Parlement fédéral). Le Conseil fédéral sera donc reconduit dans sa composition actuelle : deux radicaux, deux socialistes, deux démocrates-chrétiens et un démocrate du centre. 200 sièges du Conseil national se répartissent ainsi : 44 radicaux (-7), 43 socialistes (inchangé), 36 démocrates chrétiens (-6), 24 démocrates du centre (-1), 14 écologistes (+3), 10 libéraux (+1), 8 représentants du Parti des automobilistes (+6), 5 démocrates d'extrême-droite (+2), 2 députés du Parti du Travail (+1) - ancien-

nement communiste - et divers élus de petites formations. En attendant un second tour pour les sièges en ballottage, 37 des 46 fauteuils du Conseil des Etats (Chambre haute) ont déjà été attribués : 15 radicaux (+3), 14 démocrates-chrétiens (-1), 4 démocrates du centre, 3 libéraux et 1 indépendant. Les écologistes ont finalement mieux fait que ne le laissent penser les premiers résultats. De leur côté, les socialistes n'ont pas bougé d'un pouce.

J.-C. B.

Une lecture tonifiante qui pousse à l'action, qui donne envie de faire quelque chose...

Roger Gentis
La Quinzaine Littéraire

PROCHE-ORIENT

Avant la conférence de paix

M. Arafat affirme qu'il a « nommé M. Fayçal Hussein à la tête de la délégation palestinienne »

Dans une déclaration à l'aéroport de Tel-Aviv, lundi 21 octobre, avant de s'envoler pour Strasbourg où il doit s'adresser mardi aux parlementaires européens, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, s'est déclaré « étonné » par la présence à Madrid d'une « instance de référence » pour la délégation palestinienne à la conférence de paix sur le Proche-Orient. Il a ajouté qu'il devait encore, avant qu'Israël ne participe à la conférence, vérifier que la représentation palestinienne à ce forum remplisse

les conditions fixées par l'Etat hébreu. « Nous devons vérifier les noms et agir en conséquence », a-t-il souligné. A son arrivée à Strasbourg, M. Shamir, interrogé sur un gel éventuel des implantations juives en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, a esquivé la question en affirmant qu'il n'y avait pas « de territoires occupés ».

Au Caire, où il a rencontré mardi le président Mubarak, qui le recevait pour la première fois depuis la guerre du Golfe, M. Ara-

fat a précisé que M. Fayçal Hussein - dont les Israéliens récusent la présence à Madrid parce qu'il habite Jérusalem-Est - serait le chef de la délégation et que M. Haydar Abdel Chafi serait le chef de l'équipe négociatrice. « N'oubliez pas que j'ai nommé Fayçal Hussein à la tête de la délégation palestinienne », a-t-il souligné. M. Arafat a affirmé par ailleurs que la lettre de garantie remise par les Etats-Unis aux interlocuteurs palestiniens de M. James Baker était « inadéquate et insuffisante ». Il a déploré que les Américains, en tant que « coparticipants » de ces pourparlers, n'aient pas jugé utile de rétablir au préalable le dialogue avec la centrale palestinienne, « alors que les relations entre l'URSS et Israël ont été rétablies ».

Le chef de l'OLP était attendu à Paris mardi pour s'y entretenir avec le ministre soviétique des affaires étrangères Boris Pankine sur les préparatifs de la conférence. La dernière visite de M. Arafat à Paris remonte au 29 août 1990 en pleine crise du Golfe. Le leader palestinien avait rencontré M. Michel Rocard, alors premier ministre.

Trois organisations palestiniennes, dont deux des principaux composantes de l'OLP, le FPLP de M. Nayef Hawatme et le FPLP de M. Georges Habbache, ainsi que le mouvement islamiste Hamas, ont condamné la conférence de paix et appelé à la poursuite de la lutte armée jusqu'à la libération du sud palestinien. Dans un virulent communiqué, rendu public lundi, les trois organisations ont également appelé la population palestinienne des territoires occupés à une grève générale mercredi « en signe de refus des projets américains ». Critiquant implicitement la direction de l'OLP, elles ont affirmé que, face à ce projet, « les concessions gratuites et faibles à l'avance ont en fait remis en question les dernières décisions du Conseil national palestinien et du Conseil central de l'OLP ». A Jérusalem, où les représentants de l'OLP sont de plus en plus isolés à la conférence internationale sur la Palestine patronnée par l'Iran, un des plus irréductibles adversaires de M. Yasser Arafat, M. Ahmed Jibril, chef du FPLP-Commandement général, a déclaré lundi que les délégués palestiniens à Madrid s'étaient « eux-mêmes condamnés à mort », et a défilé les Etats-Unis d'être « capables de les protéger, à Madrid ou ailleurs ». (AFP, Reuters, AP.)

GEORGES MARION

Les pays du Maghreb, sauf la Libye, observateurs

Circonspection en Algérie

Après le Maroc et la Tunisie, et vingt-quatre heures avant la Mauritanie, l'Algérie a annoncé, dimanche 20 octobre, qu'elle avait « décidé de répondre positivement à l'invitation qui a été adressée aux Etats maghrébins pour prendre part, en tant qu'observateurs, à la conférence de paix sur le Moyen-Orient ». Des cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA), seule la Libye est opposée à toute participation.

ALGER

de notre correspondant

Selon le communiqué de l'Agence officielle APS, la raison de la participation algérienne à la conférence de Madrid se trouve dans le souhait de l'OLP que « l'Algérie et les autres pays arabes libres » donnent à l'invitation « une suite favorable en témoignage de soutien au peuple palestinien et à sa direction, pour assumer avec eux une part de responsabilité en ce moment historique particulièrement sensible ».

Même si elle ne témoigne pas d'un enthousiasme débridé, cette décision était attendue après la réponse favorable de l'OLP à l'invitation des Etats-Unis et de l'URSS. Profondément, et de tout temps, pro-palestinienne, l'Algérie ne pouvait se permettre d'être plus intransigente que les Palestiniens eux-mêmes. Pour autant, elle

demure circonspecte, convaincue que la conférence de Madrid ne préjuge en rien de la suite.

La rapide évolution des choses aura, en tout cas, permis de bousculer quelques vieux clichés, tenaces encore, pour intangibles. Traditionnellement, beaucoup d'Algériens considéraient que la politique américaine au Proche-Orient était dictée par Israël, la guerre du Golfe étant la dernière illustration de la force du « lobby sioniste ». Cette fois, pourtant, le théorème ne fonctionne plus, mais personne ne s'est encore donné la peine d'expliquer où était l'erreur.

Inversement, un autre dogme voulait qu'Israël n'ait rien à refuser à son protecteur américain dont dépendait sa survie. Cette fois encore, les faits n'illustrent pas toujours la théorie. La presse locale souligne ainsi chaque manifestation d'indépendance de l'Etat hébreu comme autant de preuves de sa mauvaise volonté vis-à-vis du processus de paix, à laquelle elle se garde prudemment d'apporter une explication. Elle se contente de rendre froidement compte des faits.

Les journalistes ont pris du recul, évitant d'utiliser le vocabulaire stéréotypé qui, auparavant, séparait les bonnes causes des mauvaises. Exemple de ces changements sémantiques, on dit - et on écrit - « Israël » et non plus « l'entité sioniste »; de même, M. Itzhak Shamir n'est plus « le chef de l'administration sioniste » mais le « premier ministre israélien ».

GEORGES MARION

LE BANQUIER
QUI A LA
NOTATION AAA/Aaa
EST UN PÈRE
POUR LES BÉBÉS
DE CERGY.

BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

Un nouvel otage américain a été libéré par le Jihad islamique

M. Jesse Turner a été officiellement remis, mardi matin 22 octobre, à l'ambassadeur des Etats-Unis, au siège du ministère syrien des affaires étrangères, à Damas, où il était arrivé quelques heures plus tôt. Il avait été confié aux forces syriennes, « quelque part au Liban », par le Jihad islamique pour la libération de la Palestine, qui l'avait enlevé le 24 janvier 1987. Il doit regagner les Etats-Unis après une étape en Allemagne.

M. Turner, quarante-quatre ans, qui avait le visage pâle mais paraissait en bonne santé, s'est déclaré, au

cours d'une brève conférence de presse, « très heureux d'être enfin sorti » et a remercié « tous ceux qui ont aidé à [sa] libération ». Professeur, marié à une Libanaise et père d'une fille née pendant sa détention, cet Américain avait été kidnappé sur le campus du Collège universitaire de Beyrouth, dans le secteur à majorité musulmane, en même temps que trois de ses collègues, dont deux ont été relâchés en 1988 et en 1990.

Dans un communiqué, le secrétaire général de l'ONU a remercié « les groupes au Liban de leur

coopération (...) ainsi que tous les gouvernements de leurs efforts pour l'assistance dans cette opération humanitaire, particulièrement les gouvernements d'Iran, de Libye et de Syrie ». M. Javier Perez de Cuellar s'est aussi félicité de la libération de quinze détenus libanais par les autorités israéliennes. Il a exprimé l'espoir que « ce processus de libération continuera et que, dans le futur, des otages de toutes nationalités actuellement retenus quelque part dans le monde seront libérés ».

De son côté, le Jihad islamique a accusé, lundi soir, dans un communiqué, Israël d'entraver les efforts de la communauté internationale - pour un règlement global du dossier des otages - ce qui mériterait de mettre un terme à nos gestes de bonne volonté. L'organisation pro-iranienne réagissait ainsi au raid de représailles effectué, le matin même, par l'aviation israélienne contre le village de Jibchit au Liban sud, qui visait des positions du Hezbollah pro-iranien.

Le premier ministre israélien a confirmé, pour sa part, lors d'une conférence de presse, à l'aéroport de Tel-Aviv, avant de s'embarquer pour l'Europe, que la libération de quinze détenus libanais s'inscrivait dans le cadre d'un échange global de prisonniers auquel les Nations unies œuvrent depuis le mois d'août. « Je crois qu'il s'agit d'une mesure parmi une série de mesures sur lesquelles nous nous sommes entendus avec le secrétaire général de l'ONU », a expliqué M. Itzhak Shamir, qui ne s'était jamais montré aussi explicite sur ce sujet. (AFP, AP, Reuters.)

Huit Occidentaux encore détenus

Huit otages occidentaux sont encore détenus au Liban.

Quatre Américains : MM. Terry Anderson, quarante-trois ans, directeur régional de l'Agence Associated Press, enlevé le 16 mars 1985; Thomas Sutherland, soixante ans, doyen de la faculté d'agronomie de l'Université américaine de Beyrouth (AUB), enlevé le 9 juin 1985; Joseph Cleppio, soixante et un ans, comptable à l'AUB, enlevé le 12 septembre 1986; Allan Stein, enseignant au Collège universitaire de Beyrouth, enlevé le 24 janvier 1987.

Deux Allemands : MM. Heinrich Strack, cinquante ans, et Thomas Kempner, trente ans, membres de l'organisation caritative ASME-Humanitas, disparus le 16 mai 1988.

Un Britannique : M. Terry Waite, cinquante-deux ans, envoyé spécial

de l'archevêque de Cantorbéry, enlevé le 20 janvier 1987.

Un Italien : M. Alberto Molinari, soixante et onze ans, disparu le 11 septembre 1985.

D'autre part, trois cent quinze Libanais (dont trente femmes), neuf Palestiniens, deux Syriens, un Algérien et un Égyptien, sont encore détenus par Israël, dans la prison de Khiam, au Liban sud, quelques-uns depuis six ans. Une cinquantaine de Libanais sont, en outre, incarcérés en Israël même, selon Amnesty International. Certains ont été condamnés à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison. D'autres, comme Chahid Abdel Kafar Obaid, un responsable du Hezbollah libanais, enlevé en juillet 1989 au Liban sud, n'ont pas été jugés. (AFP.)

IRAK

Bagdad admet avoir eu un programme nucléaire à des fins militaires

Pour la première fois, Bagdad a admis avoir mené des recherches pouvant conduire à la fabrication d'armes atomiques, a annoncé, lundi 21 octobre, le chef de la septième mission de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) en Irak, M. Dimitri Periccos. « Il [les Irakiens] ont déclaré qu'ils avaient lancé un programme de recherches et d'études pour la fabrication d'armes nucléaires, déclarations qui confirment les données trouvées par la précédente inspection », a déclaré M. Periccos. Selon lui, les autorités irakiennes ont affirmé que ce programme « n'avait comme objectif que d'être prêt, au cas où une décision politique serait prise, pour produire des armes atomiques ».

La sixième mission de l'AIEA, conduite début octobre par l'Américain David Kay, avait révélé que l'Irak était en possession d'une petite quantité de lithium 6, substance utilisée pour la construction de bombes à hydrogène (le Monde du 10 octobre). Une prochaine mission doit se rendre à Bagdad le 10 novembre. (AFP, Reuters.)

Réunis à Londres

Des leaders chiites demandent des « zones de protection » dans le sud de l'Irak

Des leaders chiites réunis à Londres ont dénoncé, lundi 21 octobre, les « atrocités » commises par le régime de Bagdad contre des chiites du sud de l'Irak et ont appelé la communauté internationale à créer dans cette région des « zones de protection » comme celles établies pour les Kurdes dans le nord.

Du 18 au 20 octobre, la « conférence internationale chiite » regroupait des dizaines de leaders religieux et politiques de différents pays où le chiisme est présent. Ils ont décidé de lancer « une grande campagne pour obtenir de la communauté internationale la protection des sites sacrés qui sont détruits par le régime irakien ainsi que des dirigeants religieux et des chiites qui sont persécutés », a précisé un porte-parole de la conférence. Il a affirmé qu'« au moins 300 000 réfugiés chiites dans le sud de l'Irak étaient en danger de mort, soit par la famine soit plus directement par les bombardements de l'armée irakienne ». Dénonçant l'« indifférence » de l'Occident face à la « barbarie » du régime irakien à l'égard des chiites, il a affirmé : « Si j'avais dans cette région une dizaine d'Occidentaux en danger, le monde entier

BIBLIOGRAPHIE

Entre conte et cauchemar

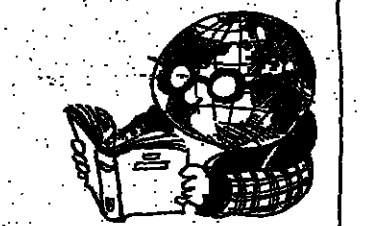
Le 6 mars 1986, Aurel Cornes, ingénieur du son à Antenne 2, est envoyé au Liban avec Hansen, Normandin et Rochot pour enquêter sur le sort des otages capturés par le Hezbollah. Comme dans un policier aux multiples rebondissements, ils se trouvent tous les quatre piégés dans le brouillard moyen-oriental. Détenus par un groupe-culte semi-clandestin, la semaine de leur mission se prolonge ainsi de longs mois.

Souvenons-nous. A l'époque, les visages médiatisés de ces hommes de médias surgissaient chaque jour sur le petit écran à l'heure des actualités. Cinq ans ont passé depuis, et le monde tel que nous l'avons connu a volé en éclats. L'actualité à sensation, obsolète et fragile, est une chausse-trappe avec les écrivains, fussent-ils les meilleurs, tentant plutôt d'éviter. Et pourtant nous sommes séduits par le charme éternel du récit inspiré par cet événement dramatique sans doute un peu oublié. L'auteur fait bien de nous le rappeler aujourd'hui.

Fox-trot à Beyrouth

Né à Bucarest en 1943, Tudor Eliad arrive en France, il y a une vingtaine d'années et publie plusieurs témoignages insolites sur la solitude singulière de l'émigré. Comme lui, Aurel Cornes est roumain et connaît les inforts de l'exil. Après sa libération de l'enfer libanais, cet homme « sans qualités », si proche du personnage de Musil, confie son expérience à Eliad, son vieil ami écrivain.

Ce dernier métamorphose le cauchemar en une suite de contes de Mille et Une Nuits où l'insolence discrète de l'humour trouve son écho dans le grondement menaçant de la tragédie vécue par des hommes enchaînés. Pour résister à l'usure des heures, les prisonniers écoutent les histoires de Cornes, puisées



dans sa vie, histoires entraînantes par le commentaire de Tudor Eliad qui fait éclater l'espace et le temps. C'est tantôt l'évocation d'un autre univers carcéral, cette Roumanie que l'otage n'a pas fini de fuir, tantôt celle d'innombrables pérégrinations entre la mer Noire et la côte bretonne, entre Los Angeles et Londres, New-York, Moscou et Paris, quand ce n'est pas l'évasion dans l'imaginaire d'une gastronomie fabuleuse, alors que les otages ne mangent jamais à leur faim.

Pour obtenir une cigarette supplémentaire, mieux encore quelques bribes d'information au sujet de l'avenir incertain, Cornes interrompait son discours jusqu'à ce que les gardiens, fascinés par ce griot inhabituel, accédant à ses désirs impérieux. Sinistre jeu de cache-cache avec la mort qui rôde sur la pointe des pieds.

Mais ce qui lie davantage Cornes le bon vivant à Eliad le désespéré, c'est l'amour qu'ils partagent pour le jazz. Et alors que le staccato des fusillades ponctue la nuit beyrouthine, les rythmes de Duke Ellington, de Benny Goodman et de Gene Krupa, derniers fox-trots dans la capitale libanaise assaillie et meurtrie, bercent l'insomnie des captifs.

Plus que le récit d'une prise d'otages et de son dénouement heureux, l'histoire d'Aurel Cornes et de ses trois camarades, Hansen, Rochot et Normandin, est tout d'abord l'histoire d'une authentique amitié, forgée dans l'adversité. Le livre de Tudor Eliad, au-delà du suspense à peine dilué sur les pages de l'attente angoissée, laisse transparaître une mélancolie profonde qui par poudoir ne dit pas son nom, cette mélancolie si souvent couverte par le panache de la plupart des déracinés.

EDGAR REICHMANN

« Aïnanach oriental ou les 291 nuits d'Aurel Cornes », de Tudor Eliad, éd. Jacques Boin, 300 pages, 710 F.

مكتبة الامم المتحدة

PROCHE-ORIENT

Liban, la renaissance au ralenti

Suite de la première page

Tout a été soigneusement bûché, mitrillé, perforé par des projectiles de tout calibre : on se traitait dessus au canon de campagne, de chaque côté des rues.

Or, depuis la paix d'octobre 1990, le centre-ville supporte comme une plaie ouverte au cœur de Beyrouth, avec le risque de devenir un champ de bataille pour les squatters, ce qui achèverait de couper en deux la cité. Pour l'instant, pas un engin n'a commencé à dévaler les gravats. Quant au tourisme, l'un des atouts du Liban dans les années heureuses, il est au point mort ou presque, avec 80 % du patrimoine hôtelier détruit, le reste en mal de rénovation, et des candidats touristes qui ont peur, bien à tort, d'être retenus en otages ou agressés.

Bien plus grave, et bien plus inquiétante que les destructions physiques, la dégradation des mœurs, due à la guerre, plus de tout son poids. « La corruption était endémique, elle devient épidémique », soupire un bon connaisseur du Liban, ajoutant : « Avant la guerre, il y avait peu d'État, et personne ne s'en plaignait, au contraire ; aujourd'hui, il n'y en a pas plus, au moment où on en aurait bien besoin ! »

Les services fiscaux sont devenus une véritable mafia : un groupe d'employés du téléphone a fait du téléphone sa propriété personnelle et les factures d'eau et d'électricité, calculées sur des tarifs ridiculement bas, comme les communications téléphoniques d'ailleurs, sont plutôt mal recouvrées. A vrai dire, avec un salaire minimum d'environ 1 à 500 francs français, les 100 000 fonctionnaires libanais, même si beaucoup d'entre eux gardent des attaches avec la campagne toute proche, peuvent difficilement vivre sans quelques « à-côtés », et, de toute façon, selon un autre connaisseur, « tous ces fonctionnaires sont des « chômeurs déguisés ».

Ajoutons-y le tarissement des envois de fonds par les 200 000 Libanais travaillant dans le Golfe avant l'invasion du Koweït, l'atténuation des détenteurs de capi-

taux à l'étranger, notamment ceux de l'économie diasporique libanaise, avec ses 20 à 40 milliards de dollars d'actifs dans le monde entier, et on aura sous les yeux un tableau bien noir de la situation.

Les explications ne manquent pas. En premier lieu, tout le monde reste attentiste, et prudent, même après un an de trêve, même si personne ne croit à la reprise des combats : les milices ont rendu à l'armée nationale leurs chars, canons et obus, bien qu'il reste, dans la montagne et ailleurs, assez d'armes légères pour équiper deux ou trois divisions et, surtout, l'armée syrienne veille, de près et de loin, comme on peut le constater de visu. Mais, surtout, derrière un industriel libanais, « nous avons eu deux fois à la fin des combats, en 1977-1978 avec la première paix syrienne, et en 1982-1983 avec la paix israélienne, et deux fois nous nous sommes fait avoir, avec des reprises de l'économie fulgurantes, suivies de rechutes non moins fulgurantes ».

L'ombre de la Syrie

Ensuite, la constitution d'un « front international d'aide » se fait cruellement attendre ; la reconstruction du centre-ville, l'enfant chéri du riche Libano-Saoudien Rafic Hariri, est bloquée par une bataille juridique et, surtout, l'ombre de la Syrie plane, avec, en filigrane, le problème de l'évacuation du pays par ses troupes en septembre prochain, en conformité avec les accords de Taëf, signé, comme on le sait, en septembre 1989.

Enfin, les investisseurs éventuels, publics ou privés, notamment dans l'infrastructure, n'ont pas trouvé, jusqu'à présent, d'interlocuteur valable au gouvernement : pas de « commissariat au plan », le Conseil de développement et la reconstruction, qui en tiendrait lieu, manquant de données pour l'édifice reconstruction.

Un tableau bien noir, et qui paraît désespérant si des indices plus rassurants n'indiquent que les conditions d'un réel redémarrage ne sont plus extrêmement éloignées. En

premier lieu, comme s'en félicite M. Michel El Khoury, l'homme le plus respecté du pays, président de la Banque du Liban, vestale de la monnaie, la livre libanaise, dont la chute avait été absolument vertigineuse, s'est rattrapée de 30 % par rapport au dollar, au début de l'année, depuis le « pic » de 1 200 livres pour un dollar atteint l'an dernier, et surtout s'est stabilisée, ce qui a stoppé une spéculation échevelée à certains moments.

Bien plus, les capitaux extérieurs commencent à rentrer timidement, de 800 millions à 1 milliard de dollars, qui sont venus renforcer les réserves de devises de la banque centrale, qui, avec son stock d'or resté intact pendant le conflit, dépassent 4 milliards de dollars.

Le port de Beyrouth, cœur du pays, totalement ravagé il y a un an, dépourvu de tout, des grues aux soutes de ports, a vu son activité multipliée par six depuis décembre, retrouvant son niveau de 1980 : les bigues des cargos ont pu décharger les conteneurs, dont le trafic atteint 50 % de celui du port de Marseille, tandis que les recettes douanières, stables par rapport à un budget au déficit vertigineux, se rétablissent rapidement.

Le système bancaire, très développé, est resté pratiquement intact, et comme le souligne M. Georges Aché, président de l'Association des banques, en seize ans de guerre, n'a jamais failli à ses engagements vis-à-vis d'une banque étrangère. S'il prête beaucoup à l'État, qui lui fait placer ses bons du Trésor (+ 58 % sur les premiers mois de l'année), il prête également au secteur privé (+ 42 %), ce qui fait dire à beaucoup, dont le président de la Banque du Liban, que le redémarrage est moins lent qu'on ne le dit.

Fait significatif, la production de drogue en provenance de la vallée de la Bekaa, contrôlée par les Syriens, qui rapportait jusqu'à 7 milliards de dollars en 1985, est en nette régression, du fait de l'arrêt des combats qu'elle finançait et de la forte pression des États-Unis sur la Syrie. Restent les problèmes lancinants de la remise sur pied de l'administration, de l'aide extérieure, du rétablissement des infrastructures, des structures d'accueil, de la reconstruction de l'immobilier et de la présence syrienne.

Sur tous ces sujets, M. Marwan Hamadé, ministre de l'économie, a des idées et des projets plutôt cohérents. Ce Druze, fils d'une Française et conseiller écouté du leader de sa confession, M. Walid Joum-

blatt, ancien journaliste, considéré et respecté, aussi à son aise dans le Golfe qu'à Paris ou à New-York, pour une fois, n'utilise pas la langue de bois communément pratiquée. La mafia des services fiscaux ? Il fait, selon lui, l. à la porte la majorité des employés de ces services.

L'aide extérieure ? Deux à trois milliards de dollars, comme on a rêvé, c'est trop : quelques centaines de millions de dollars suffiront, et elles vont arriver, en provenance des pays du Golfe, amenant la pompe des capitaux privés. Le rétablissement des infrastructures ? M. Hamadé est partisan de privatiser le téléphone, sans monopole, bien que le débat soit vif sur ce sujet, le risque étant de voir l'État se priver de ressources appréciables. Le ministre s'y refuse, en revanche, pour la production d'énergie électrique, dont l'utilisation et l'orientation sont trop délicates et relèvent de la puissance publique.

Les structures d'accueil ? D'ici cinq à six mois, la puissante firme américaine d'ingénierie conseils Bechtel déposera ses conclusions, dont le Conseil de développement et de la reconstruction fera usage pour répondre aux propositions de l'étranger, notamment des Italiens qui souhaitent accorder 700 millions de dollars de crédits pour l'achat de matériel, et les ont gardés. La reconstruction du centre-ville, bloquée par l'opposition de nombreux propriétaires et ayants droit, qui se voient proposer des actions d'une société à créer pour l'édification d'un complexe digne des pharaons avec des capitaux extérieurs, mais qui ont peur d'être floués ? Une loi pourrait prochainement être votée, déclarant l'opération d'utilité publique de liliages d'une rare complexité.

Des projets séduisants

La présence syrienne ? Pour M. Hamadé, il faut dépassionner le problème, et négocier un accord économique avec la Syrie, en bonne voie d'ailleurs, même si le grand voisin demeure prudent. Pour le ministre, il est nécessaire de revenir à l'union douanière libano-syrienne, avec un « marché commun » pour 15 millions de consommateurs, élargi à d'autres pays, le cas échéant. Sans doute, y aurait des gagnants et des perdants, la concurrence de l'agriculture et de l'économie syriennes pouvant s'avérer redoutable pour le Liban.

Ces projets sont séduisants, trop peut-être, aux yeux de ceux qui voient le Liban vendu aux Syriens par les États-Unis, soupçonnant leur grand voisin de vouloir reconstruire la « grande Syrie » de jadis, et ne croient pas à l'évacuation de ses troupes en septembre prochain.

C'est possible, mais c'est aussi ignorer que l'effondrement de l'URSS, si active auparavant au Proche-Orient, et le retour triomphant des États-Unis dans la guerre du Golfe, ont rebattu toutes les cartes, surtout si la conférence de paix, réunie fin octobre, réussit à débloquent la situation dans cette zone brûlante. Le président Assad est trop intelligent pour vouloir tuer la poule aux œufs d'or que serait un Liban reconstruit, riche de ses services et de ses intermédiaires mondialement répandus, ouvert au monde extérieur par ses banques et ses hommes d'affaires.

Que la Syrie reste « socialiste » ou se libéralise, elle aura besoin du Liban, dont d'autres atouts entrent en ligne de compte : une dette extérieure quasi négligeable, un secret bancaire plus épais qu'au Luxembourg et en Suisse, et que les Israéliens n'ont pu percer, en 1982, pour obtenir les comptes des Palestiniens, un port en eau profonde et au service rapide, contrairement à celui du port syrien de Lattaquié, où les bateaux attendent des jours l'achèvement de formalités tracassières. Ajoutons-y un climat merveilleux, la fraîcheur de la montagne à une heure de la chaude Méditerranée, la gentillesse de l'accueil, la pratique de l'arabe, qui séduisent tant les gens du Golfe : iriez-vous passer vos vacances au Koweït ?

Il est tout à fait possible qu'au Liban les conditions d'un redémarrage se réunissent lentement, avec une subtile percée. Le meilleur signe est que des Libanais de la diaspora se hâssent à visiter à nouveau leur pays, pour y faire des affaires certes, mais, aussi, pour l'aider : à Beyrouth, on a vu très récemment M. Samir Traboulsi.

Les Américains, interdits de séjour par leur gouvernement, commencent à se manifester indirectement, et les Saoudiens s'impacientent du blocage de l'opération centre-ville. Un très ambitieux projet de marché de livraison physique, avec création d'une Bourse de commerce, alimentant l'interland, avec des millions de tonnes d'échanges de céréales à partir du port de Beyrouth, est en gestation.

Quant aux Français, très présents déjà avec la filiale de la BNP et la Banque franco-libanaise, dirigées par deux personnalités remarquables, MM. Henry Tyan et Farid Raphaël, ils poussent timidement quelques pions : le Crédit lyonnais, échaudé il y a deux ans par la faillite de la Banque Trad, où il a laissé des plumes, se prépare à revenir, et on a vu la firme de courtage FINACOR, numéro un français et européen sur les marchés interbancaires, déléguer son directeur général, M. Michel Roche, pour créer les conditions de fonctionnement d'un véritable marché des changes à Beyrouth, place autrefois réputée pour les transactions sur les devises et sur l'or.

Un coup de poker, dira-t-on ? Mais comment douter d'un pays qui a subi les dominations assyrienne, babylonienne, perse, romaine, arabe et turque et a survécu pour prospérer, le dernier miracle étant qu'il n'ait pas explosé après quinze années d'un conflit atroce, où les puissances étrangères se bécotaient par Libanais interposés ?

FRANÇOIS RENARD

Le séjour du président Hraoui à Paris

M. Mitterrand accepte le principe d'une visite officielle au Liban

A l'issue d'un déjeuner au palais de l'Elysée, le président libanais Elias Hraoui a indiqué, lundi 21 octobre, que M. François Mitterrand avait accepté son invitation à se rendre au Liban en visite officielle, à une date qui reste encore à déterminer. Après avoir indiqué qu'il reviendrait au chef de l'État français de fixer cette date, M. Hraoui a souligné que son entrevue à l'Elysée, était « la meilleure rencontre » qu'il avait eue « jusqu'à maintenant ».

MM. Hraoui et Mitterrand se sont entretenus durant quarante-cinq minutes en tête à tête, entretien élargi à leurs ministres au cours du déjeuner. Selon l'Elysée, il a été question des conditions du redémarrage de la vie quotidienne au Liban

avec l'examen des besoins urgents en matière d'infrastructures : eau, électricité, téléphone, transports, port de Beyrouth, domaines dans lesquels le gouvernement et les entreprises françaises auront un rôle à jouer, avant la reconstruction proprement dite, avec l'implantation de nouvelles usines, le renouvellement du matériel, etc.

Lors d'un entretien des ministres libanais et français de la défense, MM. Michel Murr et Pierre Joxe, le Liban a demandé à la France de contribuer à la remise en état de son armée qui est en cours de reconstitution et dont le matériel a été en bonne partie détruit ou endommagé pendant les seize années de conflit dans ce pays.

AFRIQUE

ZAIRE : après la révocation du premier ministre

Nouvelles scènes de pillages à Lubumbashi

La ville de Lubumbashi, capitale de la province minière du Shaba (sud-est), a été le théâtre de nouvelles scènes d'émeutes et de pillages, menées par des militaires et des civils, dans la nuit du lundi 21 au mardi 22 octobre, à-on après à Kinshasa. Les liaisons aériennes avec Lubumbashi ont été suspendues.

Le ministère belge des affaires étrangères a confirmé que des « troubles » avaient bien eu lieu à Lubumbashi, mais ils auraient été « limités, semblant-il, à des magasins ». Il n'y a pas eu, apparemment, de victimes parmi la centaine de Belges, résidant à Lubumbashi, qui ont été rassemblés dans l'école belge de la ville. Huit cent cinquante militaires belges se trouvent encore au Zaïre, notamment des parachutistes, stationnés dans la ville minière. L'escadron de reconnaissance et les membres de la compagnie de para-commandos qui sont sur place n'ont pas été engagés dans les incidents, selon un porte-

parole militaire belge. Selon un témoin, interrogé par la radio publique belge RTBF, les émeutes ont commencé lundi, vers 22 h 15 (heure locale) et se poursuivent, mardi matin. Les militaires ont tiré à l'arme lourde et légère et « sont les magasins » de Lubumbashi ont été pillés.

Ces événements surviennent alors que la partie de bras de fer, engagée depuis près d'un mois, entre le président Mobutu et les partis de l'opposition, vient de connaître un nouveau rebondissement : le premier ministre, M. Etienne Tshisekedi, nommé le 30 septembre, a été révoqué, lundi, par ordonnance présidentielle. L'annonce de ce renvoi a été marquée par des manifestations de rue, plusieurs centaines de jeunes défilant notamment devant les ambassades de France, de Belgique et des États-Unis, pour protester contre le « soutien » que les gouvernements occidentaux sont accusés d'apporter au chef de l'État. - (AFP, Reuters)

Renamo s'engage à mettre fin aux combats et à agir par la voie politique dès la signature d'un cessez-le-feu, qui devrait intervenir « avant la fin de l'année », selon un porte-parole italien. - (AFP, Reuters)

■ BURUNDI : quatre morts dans le Nord-Ouest. La police a tué trois villageois et en a blessé trois autres, samedi 19 octobre, à Mabayi, dans le nord-ouest du Burundi, tandis qu'un homme d'origine rwandaise était lynché par la population, a-t-on appris, lundi, de source officielle à Bujumbura. Selon les autorités, la police, qui s'était rendue à Mabayi pour arrêter un homme soupçonné d'entraîner les villageois à la guerre intestinale, s'est heurtée à une bande d'hommes armés de lances, de bâtons, de machettes, de haches et de gourdin. Trois personnes ont été arrêtées. - (AFP)

■ MOZAMBIQUE : accord sur le processus de paix. Le gouvernement mozambicain et la Résistance nationale du Mozambique (Renamo) ont signé, vendredi 18 octobre à Rome, sous l'égide du gouvernement italien, un accord « qui fixe le cadre institutionnel dans lequel devra se dérouler le processus de paix ».

TUNISIE

Des abus ont été commis « à titre individuel » affirme le Comité supérieur des droits de l'homme

M. Rachid Driss, président du Comité supérieur des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CSDH), a indiqué, dimanche 20 octobre, que des violations des droits de l'homme ont été commises « à titre individuel ».

Se référant aux conclusions d'un rapport d'enquête que lui avait commandé, en juin, le président Ben Ali, il a précisé que ces agissements « ne sont pas conformes à la politique de l'État et aux directives du président de la République ». Composés notamment de personnalités indépendantes, le CSDH avait été créé à l'initiative de M. Ben Ali pour « faire la lumière » sur des plaintes faisant état d'exactions policières, en particulier à l'encontre de détenus islamistes.

M. Driss a affirmé qu'en revanche les plaintes de plusieurs familles, selon lesquelles certains de leurs en prison auraient été victimes d'abus, « n'ont aucun fondement » et que les plaintes des détenus eux-mêmes et ceux des médecins, à propos des « doléances des familles qui demeurent un certain temps dans l'ignorance du lieu de détention de leurs proches », si a insisté sur la nécessité de permettre aux familles d'avoir des nouvelles de leurs proches et aux avocats de suivre l'affaire.

D'autre part, la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme a « condamné énergiquement », dans un communiqué publié, vendredi, l'exécution, début octobre, de trois islamistes tunisiens, membres du mouvement intégriste Ennahdha, en la qualifiant de « pratique moyenâgeuse ». L'Organisation marocaine des droits de l'homme a condamné aussi cette exécution, estimant que cette « pratique pose également et criminellement le problème de l'avenir des droits de l'homme au Maghreb. - (AFP)

LE BANQUIER QUI A DÉJÀ LES ACTIONNAIRES LES PLUS SOLIDES FAIT JOUER LES SPORTIFS D'ARRAS.

BIENTÔT, VOUS POURREZ VOUS AUSSI EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

L'ACCORD DE PARIS

Un objectif ambitieux : réconcilier les frères ennemis

BANGKOK

de notre correspondant
en Asie du Sud-Est

L'infortuné Cambodge va-t-il enfin connaître la paix ? C'est ce à quoi un ensemble de pressions et d'incitations, à la suite de négociations sans fin, s'efforcent de parvenir depuis des mois. Mercredi 23 octobre, à Paris, en présence de M. François Mitterrand et du secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar, des quatre factions qui se disputent le pays - nationalistes sihanoukistes et de M. Son Sann, Khmers rouges et régime de Phnom-Penh - de leurs protecteurs vietnamiens et chinois, des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, des six membres de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est), de l'Australie, de l'Inde, du Japon, du Laos... et de la Yougoslavie, un accord de paix sera signé en grande pompe. Il prévoit un processus de réconciliation, sous la supervision de l'ONU, pour préparer des élections libres et démocratiques.

Les principes sont louables. Reste à en assurer la réalisation. Ce sera d'autant plus délicat que les haines sont profondes, anciennes et tenaces. Et que les Khmers rouges, les principales victimes d'un accord qu'ils ont été contraints d'accepter, ne manifestent guère d'enthousiasme à le respecter. Ils ont déjà tant d'organiser le rapatriement forcé dans leurs zones de réfugiés entassés dans les camps sous leur contrôle. L'autorité de l'ONU, la diplomatie du prince Sihanouk - qui sort grand de la négociation en tant que président du Conseil national suprême (CNS) et seule personnalité acceptable par tous et de stature internationale - ne seront pas de trop pour convaincre communistes et anciens communistes à abandonner un système et un mode de pensée dépassés.

Toujours est-il que, malgré toutes ces difficultés, jamais, depuis vingt et un ans, le Cambodge n'aura été aussi près de la paix. Après trois conflits qui, en un demi-siècle, ont ravagé la péninsule indochinoise, il est temps que Cambodgiens, Laotiens et Vietnamiens puissent, enfin, commencer à reconstruire leur pays, trop longtemps le champ clos des rivalités entre grands.

C'est le 18 mars 1970, avec la destitution du prince Norodom Sihanouk par une Assemblée rebelle, que le Cambodge a plongé dans la guerre. Certes, il y avait quelques années déjà que les Vietcongs et Nord-Vietnamiens, pour contourner le dispositif militaire américain et sud-vietnamien, utilisaient la piste Ho-Chi-Minh, dense réseau de routes de forêt traversant le bas-Laos et l'Est cambodgien.

Le prince, chef d'un Etat sans moyens militaires, n'y pouvait rien. Il tolérât que, par cette présence, la guerre du Vietnam morde sur son royaume, estimant - à la fois lucide et pessimiste - que ce risque, si grand fût-il, était encore le moindre. Vingt et un ans après, au bout d'un long calvaire, les principaux protagonistes dans le conflit doivent conclure, mercredi 23 octobre à Paris, un accord de paix sous les auspices des Nations unies.

En se débarrassant de leur prince et en proclamant la république, les bourgeois et militaires de Phnom-Penh, encouragés par les Etats-Unis, ont alors fait définitivement basculer le Cambodge dans la guerre. Troupes américaines et sud-vietnamiennes interviennent dans l'Est du Cambodge pour tenter de réduire les centres de commandement ennemis et de couper la piste Ho-Chi-Minh.

Plus d'un million
de morts

Du coup, les troupes communistes vietnamiennes vont se répandre dans les campagnes pour y nourrir une insurrection autochtone dirigée par un noyau de fanatiques : les Khmers rouges. Le Cambodge est vite à feu et à sang. Les troupes républicaines du futur maréchal Lon Nol s'en prennent, les premières, aux communautés vietnamiennes du pays, dont plusieurs sont victimes de massacres.

Villes encerclées par une guérilla sans merci, bombardements souvent aveugles, l'ancien « protectorat chétif » de la France est vite ruiné. Le 15 août 1973, sur ordre du Congrès, les bombarde-

ments américains prennent fin. A compter de cette date, l'issue de la guerre ne peut plus faire de doute.



Le Cambodge est un pays de 181 035 km², dont la population est estimée à 8 millions d'habitants. Ancien protectorat français, plongé en 1970 dans une guerre qui l'a dévasté, démographiquement et économiquement, le Cambodge est essentiellement agricole : ses principales richesses sont le riz, le caoutchouc et la pêche. Sa capitale est Phnom-Penh, les autres villes importantes étant Battambang, Kompong-Cham et le port de Kompong-Som.

Bénéficiant de l'aval du prince Sihanouk, les Khmers rouges se montrent de plus en plus pressants. Phnom-Penh et ses alentours immédiats, où se sont réfugiés près de trois millions de gens, soit plus du tiers de la population du pays, ne sont plus ravitaillés que par convois fluviaux remontant le Mékong, ou par avion. Les Khmers rouges se sentent même

avec l'ancien allié vietnamien, la tension monte, notamment sur la frontière contestée entre les deux pays, où de durs accrochages ont très vite lieu.

Le prince, qui a regagné Phnom-Penh au lendemain de la victoire, s'y retrouve prisonnier et doit renoncer à ses fonctions, fictives, de chef de l'Etat dès 1976. On dit même que sa vie ne sera épargnée par M. Pol Pot qu'à la demande pressante des Chinois, uniques alliés des Khmers rouges.

Avec l'ancien allié vietnamien, la tension monte, notamment sur la frontière contestée entre les deux pays, où de durs accrochages ont très vite lieu. Le prince, qui a regagné Phnom-Penh au lendemain de la victoire, s'y retrouve prisonnier et doit renoncer à ses fonctions, fictives, de chef de l'Etat dès 1976. On dit même que sa vie ne sera épargnée par M. Pol Pot qu'à la demande pressante des Chinois, uniques alliés des Khmers rouges.

Les relations frontalières ne cessent de s'envenimer avec le Vietnam. Non sans s'être assurés l'appui de Moscou, les Vietnamiens finissent par occuper le Cambodge. Leurs troupes y

penètrent le 25 décembre 1978 et Phnom-Penh tombe entre leurs mains dès le 7 janvier 1979.

On connaît la suite. Méfiant, xénophobe, les Khmers rouges vidant les villes, abolissent la monnaie, ferment les écoles, brûlent les bibliothèques, font la chasse aux intellectuels. Ils se lancent dans de vastes travaux d'irrigation avec inconscience et, sans doute, avec l'ambition d'occuper à des travaux forcés l'ancienne population urbaine. On évoque le chiffre d'un million de gens assassinés, morts à la tâche ou de maladie. Entre-temps, au sein de l'Angkar, l'organisation des Khmers rouges, les purges se multiplient.

Les Chinois en ont évacué le prince Sihanouk la veille. Un quart de million de Cambodgiens se réfugient sur la frontière thaïlandaise. Les Vietnamiens mettent en place de nouvelles autorités, recrutées notamment parmi des dissidents qui ont réussi à échapper aux purges de M. Pol Pot.

Pressions
internationales

C'est le cas de M. Chen Shui, actuel président de l'Assemblée nationale de Phnom-Penh, ou encore de M. Hun Sen, le premier ministre. Le régime de Phnom-Penh, qui hérite d'un pays ruiné, n'obtient la reconnaissance que de ses propres mentors, le Vietnam, l'URSS, les pays de l'Est. Et de l'Inde. Les Chinois se vengent de deux façons. Avec un succès plutôt limité en tentant d'indiger une « Jeune Armée » aux Vietnamiens. En nourrissant en outre, sur la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, la gué-

rilla des Khmers rouges. Au bout de quelque temps, les républicains de M. Son Sann (FNLPK), le prince Sihanouk, réfugié à Pékin, et les Khmers rouges s'allient. Cette coalition occupe le siège du Cambodge aux Nations unies et bénéficie de divers appuis, en particulier de la Thaïlande, par laquelle transitent les armes destinées aux maquis.

Les Khmers rouges disposent de la guérilla la mieux organisée et la plus disciplinée. Mais, après une offensive contre les camps de la coalition sur la frontière thaïlandaise (1984-1985), les Vietnamiens peuvent commencer à rapatrier une partie de leurs 200 000 soldats stationnés au Cambodge.

Sous la pression internationale, notamment en raison des changements intervenus dans la diplomatie soviétique, Hanoi retire le gros de son corps expéditionnaire en septembre 1989, alors que des négociations, amorcées deux ans auparavant, demeurent dans l'impasse.

Une élite
décimée

Le régime et l'armée de Phnom-Penh, appuyés par un noyau de Vietnamiens, vont tenir le coup. Les Khmers rouges, qui n'ont changé ni de direction ni d'ambitions, s'organisent dès 1988 en vue d'une phase de lutte politique qu'ils jugent inévitable. Le conflit se dénoue en avril 1991 quand Pékin décide de normaliser ses relations avec Hanoi. Le plan de paix, mis au point en novembre 1990 par les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, servira de base au règlement international annoncé à New-York en septembre.

Les Khmers, pour la première fois, peuvent songer à voir s'éloigner le typhon qui les a happés voilà plus de vingt ans. Mais le bilan est redoutable. Outre les destructions matérielles, on parle de 800 000 orphelins et d'un million de veuves. Avec un revenu annuel par tête inférieur à 200 dollars, le Cambodge est l'un des dix pays les plus pauvres de la planète. L'élite a été décimée : les deux tiers des enseignants et la moitié des étudiants auraient été, par exemple, victimes des Khmers rouges. En outre, on compte plus de 300 000 réfugiés en Thaïlande et environ 200 000 personnes déplacées au Cambodge, sur une population estimée à quelque huit millions de personnes.

JEAN-CLAUDE POMONTI

LE BANQUIER
QUI A DE TRÈS
BONS RÉSULTATS
TRAVAILLE POUR
LES ÉCOLIERS
DE SORGES.

BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

Le Monde

Édité par le S.A.R.L. Le Monde
Comité de direction :
Jacques Leuvenin, président
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Gulu
directeur de la gestion
Maurice Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Arago
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(président du directeur
de la rédaction)

Thierry Fereval
Philippe Harmanet
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bonneau-Méry (1944-1963)
Jacques Pauzet (1963-1967)
André Laurens (1967-1980)
André Fontaine (1980-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE PALUDINE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. (1) 40-85-25-26
Télécopieur 40-85-25-98
ADRESSE :
1, PLACE HUBERT-BEUVÈRE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. (1) 40-85-25-26
Télécopieur 40-80-30-10

Le Monde

PLANTU

LE PRÉSIDENT
HIP HOP!



L'ALBUM 91

La sélection de ses meilleurs dessins
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : l'élection présidentielle de 1992

Deux candidats à l'investiture démocrate veulent rajeunir l'image de leur parti

Refusant de se laisser décourager par les taux de popularité du président - républicain - George Bush, que la presse qualifie de «stratosphériques», l'ancien gouverneur de Californie, M. Jerry Brown, a, pour la troisième fois de sa carrière, annoncé, lundi 21 octobre, sa candidature à l'investiture du Parti démocrate, en vue de l'élection présidentielle de 1992. Parmi les neuf personnalités démocrates entrées en lice jusqu'à présent, MM. Bill Clinton et Bob Kerrey font figure de candidats «atypiques», déterminés à réconcilier leur parti avec les jeunes et la classe moyenne.

WASHINGTON

de notre correspondant

Le gouverneur de l'Arkansas, M. Bill Clinton (quarante-cinq ans), et le sénateur du Nebraska, M. Bob Kerrey (quarante-huit ans), représentent la nouvelle génération du parti. Pour eux, la bataille de 1992 peut être un galop d'essai pour la présidentielle de 1996; elle est aussi l'occasion de faire entendre de nouvelles voix dans un parti fatigué, dont l'image est celle d'une formation démodée, divisée et sans programme.

Gouverneur d'un pauvre et petit Etat du Sud (l'Arkansas compte moins de trois millions d'habitants), Bill Clinton veut regagner deux électeurs qui abandonnent les démocrates: le Sud, précisément, qui a plébiscité George Bush en 1988, et les jeunes, de plus en plus nombreux à voter républicain. Bill Clinton s'est taillé une réputation nationale en mettant sur pied dans l'Arkansas un des systèmes d'éducation les plus solides du pays: salaires élevés mais tests de compétence pour les enseignants; bourses et autres facilités pour les étudiants mais retrait du permis de conduire pour ceux qui échouent les cours. C'est un bilan qui compte à l'heure où les Etats-Unis observent avec inquiétude les performances de plus en plus atrophiques de leurs écoles et collèges.

Virage à droite?

Mais cela n'aurait sans doute pas suffi à faire du démocrate de Little Rock, capitale de l'Arkansas, une personnalité nationale. Depuis 1985, Bill Clinton a aussi pris la tête d'un mouvement de recentrage du Parti démocrate. Il est l'un des dirigeants du «Conseil pour une nouvelle direction démocrate» (Democratic Leadership Council, DLC), organisation qui entend aiguillonner les apparatchiks du Comité national démocrate, la traditionnelle, et très symbolique,

direction du parti. A entendre les militants du DLC, le parti n'aura de chances de regagner la Maison Blanche que lorsqu'il n'apparaîtra plus comme un collectif de groupes d'intérêts (les Noirs, les femmes, les syndicats etc.) et redeviendra le porte-parole d'une mythique «classe moyenne».

Cela suppose d'abandonner les vieilles recettes de l'Etat-providence (gros impôts pour gros programmes sociaux), de prôner une certaine discipline budgétaire et de limiter les programmes préférentiels réservés aux minorités. En langage politique «traditionnel», cela s'appelle un virage à droite pour reconquérir cette «classe moyenne», qui s'estime opprimée par le fisc et vit comme une menace la montée en force des minorités ethniques. Elle se reconnaît dans les toiles de Norman Rockwell - «son» peintre réaliste de l'Amérique profonde - pas dans l'exotisme patchwork multiculturel en gestation sur la côte ouest et dans les grandes villes. Défendus par une partie du monde des affaires et par des groupes d'intérêt comme l'association pour la liberté du commerce des armes (National Rifle Association), les militants du DLC se veulent le courant «moderniste» du parti.

Bob Kerrey, de son côté, est un peu plus atypique encore. Lui aussi veut incarner la nouvelle génération, lui aussi se défie du courant populiste traditionnel démocrate et de l'image «antibusiness» qui colle

au parti. Mais son message est plus sophistiqué, voire un tantinet nébuleux: George Bush serait, dit-il, le dernier des présidents de la génération de la guerre froide et, comme tel, devrait céder la place à une génération de responsables susceptibles de mieux préparer l'Amérique à gagner une «guerre économique» déjà engagée.

Personne n'a très bien compris ce que cela voulait dire et l'impact sur l'électorat n'est pas garanti, mais comme Bob Kerrey a un profil avantageux et une personnalité chaleureuse, la couverture médiatique a été substantielle. Le journaliste du New York Times à Lincoln, capitale du Nebraska, a risqué une comparaison avec John Kennedy. Bob Kerrey siège au Sénat depuis 1989: il a été gouverneur du Nebraska après avoir fait fortune en lançant une chaîne de restaurants et une autre de centres de remise en forme.

Comme Bill Clinton, le sénateur n'a pas d'idées très arrêtées en politique étrangère. Bob Kerrey a voté contre l'engagement américain dans la guerre du Golfe mais les républicains - notamment le vice-président Dan Quayle - auront du mal à lui imputer un procès en patriotisme: Bob Kerrey est un héros de la guerre du Vietnam, où il a perdu une jambe, et sa bravoure au combat lui a valu une des plus hautes décorations militaires américaines.

ALAIN FRACHON

CANADA

Victoire des sociaux-démocrates aux élections en Saskatchewan

MONTREAL

de notre correspondant

Le Nouveau Parti démocratique (NPD, social-démocrate) a remporté haut la main les élections générales tenues lundi 21 octobre en Saskatchewan, aux dépens du parti conservateur de M. Grant Devine, au pouvoir depuis neuf ans dans cette province de l'ouest du Canada.

En obtenant 55 sièges et plus de 50 % des suffrages exprimés, les sociaux-démocrates dirigés par

M. Roy Romanow ont balayé la province, y compris les régions rurales traditionnellement acquises au parti conservateur, qui n'a pu faire élire que dix députés. Le Parti libéral a un seul élu: son chef, M^{me} Lynda Haverstock.

La Saskatchewan est la troisième des dix provinces du Canada passé aux mains des néo-démocrates. En Colombie britannique, le NPD et son chef, M. Mike Harcourt, ancien maire de Vancouver, ont facilement remporté la majorité absolue de 51 sièges (41 % des suffrages exprimés) aux élections du 17 octobre. Le Parti libéral a obtenu 17 sièges, et le Crédit social (droite, au pouvoir sans interruption depuis seize ans) n'a conservé que sept députés.

M^{me} Rita Johnston, premier ministre sortant, et quatorze de ses ministres ont été battus. En Ontario, la province la plus riche du Canada, le NPD conduit par M. Bob Rae avait pris le pouvoir, en septembre 1990, détrônant les libéraux de M. David Peterson.

Tous ces gains se sont principalement réalisés aux dépens des conservateurs (au pouvoir à Ottawa depuis 1984), accusés de mettre en péril les acquis sociaux dans une conjoncture économique qui reste maussade. Ils pourraient par ailleurs modifier sensiblement le cours des négociations constitutionnelles, actuellement dans une phase critique au Canada.

JEAN-ANDRÉ LEBLANC

LE BANQUIER
RESPECTÉ POUR
SON RATIO COOKE
OUVRE UNE SALLE
AUX MUSICIENS
DE RENNES.

BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

DIPLOMATIE

Les pourparlers entre les deux Corées

Nouvelle rencontre entre les premiers ministres de Séoul et de Pyongyang

Les premiers ministres de Corée du Nord et du Sud se rencontrent mercredi 23 octobre à Pyongyang. Il s'agit de leur quatrième série d'entretiens en treize mois, après une interruption depuis février, à l'initiative de l'Etat communiste. Entre temps, les deux pays ont été admis, en septembre, aux Nations unies, et le climat international, en Asie comme ailleurs, s'est, pour l'essentiel, détendu.

Les deux chefs de gouvernement ont, par le passé, défendu une approche différente: M. Yon Pyong-muk de Pyongyang, met en avant la nécessité de signer un traité de non-agression militaire et politique; et M. Chung Won-shik, pour Séoul, avance l'idée d'une coopération entre le Sud et le Nord. Cette divergence subsiste, mais, cette fois, le représentant de l'Etat méridional propose des modalités concrètes d'ouverture com-

merciale, et en matière de déplacement des personnes.

Un autre sujet brûlant est à l'ordre du jour de cette nouvelle rencontre entre les deux chefs de gouvernement: la question nucléaire. Les voisins de Pyongyang, ainsi que les Etats-Unis, se sont émus de ses récents essais de missiles balistiques, ainsi que de l'apogée de son programme nucléaire. La Corée du Nord se bat en ce domaine, ainsi que sa signature de l'accord international sur la sécurité nucléaire, avec les inspections qui en sont le corollaire, à un retrait de toutes les capacités atomiques américaines entreposées au Sud.

Or le 27 septembre, M. Bush a annoncé que Washington était disposé à éloigner du territoire de son allié toutes les armes nucléaires à courte portée basées sur terre et, sur mer. Récemment, la presse américaine a indiqué que les Etats-Unis seraient prêts à aller plus loin, et à retirer, par exemple, leurs engins transportés par avion. Les propositions, en ce domaine, du frère ennemi méridional pourraient donc être moins irrécevables que par le passé pour Pyongyang. - (AFP, Reuters, UPI)

L'élargissement de la CEE

Les Pays-Bas appellent à l'ouverture des négociations dès 1992

La Communauté européenne doit entamer dès 1992 les négociations préalables à l'adhésion de la Suède et de l'Autriche, de sorte que ces pays puissent entrer dans la CEE d'ici à 1996, a déclaré lundi 21 octobre le premier ministre néerlandais, M. Ruud Lubbers, dont le pays assure actuellement la présidence tournante de la Communauté.

«Les négociations préparatoires doivent commencer dès l'an prochain», a estimé M. Lubbers à l'issue d'un entretien avec le chef du gouvernement suédois, M. Carl Bildt. «Bien entendu, elles ne se concluront pas immédiatement. Mais au moins que la Suède et l'Autriche deviennent membres de la CEE avant la conférence intergouvernementale de Maastricht

(en décembre prochain) et la suivante vers 1996.»

M. Lubbers a exprimé le souhait que la Suède puisse rapidement participer aux négociations sur la politique de défense et de sécurité commune européenne afin de dégager un concept de neutralité «qui soit plus proche du futur que du passé». D'autre part, M. René Felber, conseiller fédéral suisse pour les affaires étrangères, a affirmé lundi que la Suisse entendait demander son adhésion à la Communauté, sans en préciser la date. L'adhésion, «n'est plus une option mais le but de la politique européenne de la Suisse», a-t-il déclaré à l'issue des négociations de Luxembourg entre la CEE et l'AELC (voir en pages économiques). - (AFP)

Le projet de défense européenne ne doit pas affaiblir l'OTAN

déclare M. Dick Cheney

Le secrétaire américain à la défense, M. Dick Cheney, a estimé lundi 21 octobre que le projet d'armée européenne ne devrait pas s'affaiblir aux dépens de l'OTAN.

«Nous craignons que, si les forces de la nouvelle entité, elle ne soient pulvérisées dans les forces déjà affectées à l'OTAN», a-t-il dit à la presse. «Nous pensons qu'il s'agit d'un affaiblissement de l'OTAN, ce qui ne serait pas sage», a-t-il ajouté.

M. Cheney a tenu ces propos à l'issue d'une visite d'une semaine en Italie, pendant laquelle les ministres de la défense de l'OTAN se sont entendus pour réduire de 80 % les stocks d'armes nucléaires en Europe.

Selon lui, les Etats-Unis n'ont pas d'objection à ce qu'une force européenne agisse hors du territoire de

POTAN, mais des conflits pourraient éclater si son champ d'activité devait être l'Europe de l'Ouest même. «Il nous est facile de soutenir la proposition d'une entité basée en Europe qui pourrait de temps à autre éprouver la nécessité de déployer des forces hors du cadre de l'OTAN», explique le secrétaire à la défense. «La seule question qui se pose, poursuit-il, c'est de savoir si les forces qui y seront affectées auront un double commandement. Notre problème, c'est qu'un mécanisme soit créé en concurrence avec l'OTAN.»

Le secrétaire général de l'OTAN, M. Manfred Woerner, a emboîté lundi le pas à M. Cheney en déclarant qu'une future force européenne ne devrait pas avoir de mission à remplir sur le territoire de l'Alliance atlantique. - (Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

HONGKONG

Les «boat people» récidivistes seront rapatriés au Vietnam

Un accord partiel est intervenu lundi 21 octobre entre Hanoi et la Grande-Bretagne sur la question des «boat people» vietnamiens de Hongkong. Il concerne les 322 immigrants illégaux récidivistes (double backers); ceux-ci seront, selon diverses modalités, rapatriés courant novembre.

Les discussions se poursuivent sur le cas de près de 60 000 autres Vietnamiens arrivés à Hongkong, et que Londres refuse, pour la plupart d'entre eux, de considérer comme des réfugiés. Une politique de rapatriement forcé, entreprise unilatéralement par Londres, avait soulevé de vives protestations de la communauté internationale, et a été abandonnée.

Un accord est, par ailleurs, survenu, en mars 1988, entre le

Vietnam et la Grande-Bretagne pour des rapatriements de volontaires: 10 000 «boat people» sont ainsi rentrés chez eux. Certains des migrants, installés dans des camps de fortune dans la colonie britannique, ont menacé de procéder à des suicides collectifs s'ils étaient contraints de rentrer au Vietnam. - (AFP, AP, UPI)

MADAGASCAR

L'attitude de la France «déçoit» l'opposition

Le chef du «gouvernement de transition» autoproclamé par le mouvement d'opposition les Forces vives, M. Albert Zafy, a fait part, lundi 21 octobre, au cours d'une conférence de presse à Paris, de la «déception» du peuple malgache, «surpris» par la réaction «trop modérée» du gouvernement français après le «massacre sans discernement» perpétré le 10 août par la garde présidentielle contre les manifestants qui tentaient de s'approcher pacifiquement du palais présidentiel.

Invité par le groupe des Verts du Parlement européen, M. Zafy, accompagné de trois «ministres de transition», a entrepris à Paris une série de visites qui le mèneront à Strasbourg - au Parlement européen - à Bruxelles, Berna et Lyon, l'objectif de ce voyage étant d'obtenir la «reconnaissance» du «gouvernement de transition» et un «soutien international» à l'organisation d'un référendum «avant janvier». Dans un premier temps, les Forces vives ont l'intention de réunir, dès le 3 novembre, une conférence nationale «qui durera au maximum six ou sept jours», et qui sera chargée d'examiner le projet de Constitution dont elles disposent. Le professeur Zafy a dit espérer être reçu par M. Roland Dumas, interrogé sur l'intention des Forces vives de faire traduire en justice le président Didier Ratsiraka, le «premier ministre bis» a estimé que celui-ci «le méritait bien». «Je ne comprends pas du tout l'inquiétude des socialistes français face à notre décision de faire juger le président Ratsiraka», a ajouté le ministre des finances, M. Evarist Merson.

هكذا من لامل

DIPLONATIE

POLITIQUE

Le Monde • Mercredi 23 octobre 1991 • 9

Les déclarations du président de la République sur France-Inter

« Il faut désormais que ceux qui ont la charge de l'ordre fassent leur devoir »

M. François Mitterrand, était, mardi 22 octobre, de 8 heures à 9 heures, l'invité d'une émission spéciale de France-Inter.

Interrogé sur son état d'esprit et sur l'état du pays, le président de la République a d'abord indiqué que, personnellement, il se portait « très bien ». « J'aimerais, a-t-il ajouté, que cela marchât aussi bien pour tous les Français. » Il n'a pas contesté l'existence d'une certaine « sinistrose » dans l'opinion publique : « On le dit et on a raison. C'est évident. Si moi je m'interroge chaque jour pour tenter de comprendre les raisons de cette crise psychologique, mais qui repose sur des difficultés économiques et sociales, c'est que la réponse mérite examen. Les Français ont besoin d'espérer, donc ils ont besoin d'espérance, a souligné M. Mitterrand. D'autre part, ceux qui tiennent la barre, qui sont à mes côtés, sont solides et tiendront bon. »

La France traverse-t-elle une « crise de pouvoir », une « crise de la démocratie », une « crise d'autorité » ou une « crise de régime » ? « Beaucoup, aujourd'hui, répond M. Mitterrand, confondent la réalité et ce qu'ils souhaitent. Beaucoup rêvent de crise, spéculent sur une crise grave. Je pense que les Français sont assez raisonnables et assez sages pour comprendre qu'il y a de très grands objectifs qui méritent qu'ils se rassemblent sans tomber dans un pessimisme qui serait excessif. »

A propos des revendications des infirmières, M. Mitterrand a

affirmé que celles-ci effectuaient « un travail éreux » car « on leur en demande beaucoup, souvent trop ». « Il incombe à tous ceux qui concourent au service de santé de veiller, dit-il, à ce que les infirmières aient leur dû. » Le président de la République a ensuite remarqué que l'on ne pourrait juger des propositions du gouvernement qu'à la fin de la « négociation sociale » en cours, que c'est à répondre « aux besoins immédiats », que les propositions, notamment en matière de création de postes, car « de toute manière il en faudra au cours des années prochaines beaucoup plus. »

Le chef de l'Etat s'est ainsi étonné que certains puissent dire que le gouvernement ne propose « rien ». Il y voit le résultat d'une « compétition », d'une « surenchère » entre les neuf organisations qui négocient avec M. Bruno Durieux.

Elargissant son propos pour viser explicitement « les agriculteurs », M. Mitterrand a estimé que le fait de dire « il faut que le gouvernement nous donne » est « une façon de raisonner étrange ». Selon lui, « il faudrait dire : il faut que les autres Français nous donnent ». Et d'ajouter : « Faudrait-il une augmentation générale des impôts ? (...) Faudrait-il casser une politique économique qui commence à remplir son office ? »

Invité à commentier le comportement des forces de l'ordre, le 17 octobre, à Paris, à l'encontre des infirmières, M. Mitterrand a

qualifié de « déplorable » l'incident dont avaient été victimes, ce jour-là, des manifestantes. Après avoir assuré qu'aucun ordre gouvernemental n'est venu pour que les infirmières fussent frappées, il a ajouté : « On sait bien quel immense service les infirmières rendent dans leur travail quotidien (...), leur gentillesse, leur dévouement. » Constatant toutefois que « les forces de l'ordre sont harcelées de toutes parts », le chef de l'Etat a estimé : « Ce harcèlement finit par les épuiser moralement et physiquement (...). S'il y a brutalité, elle est regrettable, mais on peut la comprendre et excuser ceux qui s'y laissent aller à condition de leur faire les observations nécessaires. »

« Pas de lieux interdits pour un ministre »

Revenant alors sur les manifestations paysannes, M. Mitterrand a affirmé : « Vous avez des agriculteurs qui font une manifestation très importante à Paris, dans le calme et même dans la bonne humeur. (...) Lorsque, après coup, après que certaines mesures ont été prises, il apparaît des bandes, des groupes qui pratiquent la brutalité, la violence, qui veulent tout casser, ce n'est pas tolérable. Pendant deux semaines, le gouvernement a usé de patience. On n'entre pas d'emblée dans un choc frontal avec des gens qui sont dans l'ensemble de bons gens, de bons professionnels, de bons Français. Mais lorsqu'un certain nombre d'entre eux se détachent de la masse pour mener des aventures de violence individuelle, ou [former] de petits groupes activistes, la patience finit par s'user. C'est le cas. »

Le président de la République a alors expliqué que c'est pour leur dire « C'en est assez » qu'il a réuni, samedi 19 octobre, à l'Elysée, le premier ministre, les ministres de la justice et de l'intérieur, et pour leur indiquer que leur autorité, celle de l'Etat, celle de la République, risquent d'être mises en cause : « Il n'est pas acceptable que des bandes continuent de bruler, de frapper, de dévaster, de casser. (...) Il faut désormais que ceux qui ont la charge de l'ordre, police, gendarmerie et justice, fassent leur devoir », précise-t-il.

Interrogé sur la responsabilité des dirigeants agricoles, le président de la République a expliqué que leur rôle doit « consister à recommander le calme à tous leurs

adhérents. Ils mettent en cause, à l'heure actuelle, l'ordre public, a-t-il déclaré. Ils nuisent à l'ensemble des citoyens. Ils mettent en péril, d'une certaine manière, la République, et moi, je ne l'accepte pas. »

A propos des consignes données aux ministres de ne plus se déplacer sans l'accord de Matignon, M. Mitterrand a précisé : « Je souhaite que les ministres sortent là où ils ont des obligations. Il faut qu'ils se rendent désormais là où rendez-vous est pris. Mais il fallait mettre fin à une sorte de désordre. Bien de ces manifestations étaient parfaitement inutiles en l'état présent des esprits. »

« Le premier ministre va donc exercer son contrôle. Mais à partir de maintenant, croyez-moi, les ministres vont repartir à leur travail en France. Il n'y a pas de lieux interdits pour un ministre et d'ailleurs pour personne. La liberté de circulation doit exister pour tout le monde et d'abord pour le gouvernement. »

Insistant sur les causes de la crise des milieux agricoles, M. Mitterrand a expliqué qu'il y a « des agriculteurs » et que « les situations sont très différentes ». « Le revenu des agriculteurs s'est accru, dans l'ensemble, d'une façon tout à fait raisonnable, quelquefois même importante (...). Ce sont essentiellement aujourd'hui les éleveurs (...) qui souffrent beaucoup. »

« Mais je veux leur dire ceci : pourquoi cette colère contre le gouvernement ? Quelle est la responsabilité du gouvernement ? Chaque fois que cela a été nécessaire, il a engagé et poursuivi le dialogue avec vous. Il a déjà consenti beaucoup de crédits répartis ici ou là de façon importante. Il y a un point limite. Vous savez combien de fonds publics ou de transferts sociaux se font vers l'agriculture en général ? Quelque 153 ou 154 milliards de francs. Cet argent d'où vient-il ? Il ne vient pas du gouvernement. Il vient des ressources publiques. Il vient des impôts. Il y a bien un moment où il faut que cela s'arrête ! »

« Et quand on examine les maux qu'il faudrait guérir, à quel moment le gouvernement en a-t-il été responsable ? Est-il responsable de la pluie, de la sécheresse, du soleil, des inondations ? Est-il responsable du fait que les consommateurs achètent moins de viande aujourd'hui qu'ils ne le faisaient dans les années précédentes ? Est-il

responsable du fait qu'il y ait une libération dans l'ensemble des pays de l'Est et du centre de l'Europe et que ces pays-là demandent l'accès à notre marché, que nous consentions d'ailleurs avec une extrême prudence ? Pourquoi s'adresser au gouvernement qui défend les agriculteurs ? Il y a des situations différentes. On s'étonne parfois que dans certaines régions où il n'y a pas d'élevage, il y a aussi des agriculteurs qui cassent. »

A propos des conséquences de la

politique agricole commune sur la production et le revenu des agriculteurs français, M. Mitterrand a ajouté : « On peut dire : adressez-vous à Bruxelles. Mais les chiffres sont les chiffres. La France contribue à la politique communautaire agricole. L'Etat donne de l'argent des contribuables pour 53 milliards. Mais il revient de la Communauté 4 ou 5 milliards de plus qu'il n'en part de France. Au total, nous y gagnons. »

Libre la suite page 10

Un plaidoyer pour l'Europe

A tous ceux qui doutent de l'Europe ou se méfient d'elle, à ceux qui la voient divisée, impuissante devant la crise yougoslave, qui la croient incapable de se réformer vers davantage d'intégration, à ceux qui critiquent les « technocrates » de Bruxelles ou redoutent le poids excessif dont l'Allemagne pèsera dans la Communauté, le président de la République a opposé mardi une ferme profession de foi : la construction européenne est et restera l'axe majeur de sa politique, parce que « la France aura d'autant plus d'influence dans le monde qu'elle jouera son rôle dans l'Europe », parce que c'est « capital pour les Français » et qu'« ils grandiront avec l'Europe ».

Il n'en démentira pas, quels qu'ils soient les revers. Même si les Douze rataient la prochaine étape, s'ils ne parvenaient pas à s'entendre, début décembre au sommet de Maastricht, sur les projets d'union monétaire et d'union politique, il « ne faudrait pas désespérer », il faudrait poursuivre les efforts jusqu'à « parvenir à convaincre », a affirmé M. Mitterrand. Il a fait preuve d'ailleurs d'un certain optimisme à propos de cette échéance, bien que l'accord ne soit pas encore acquis sur l'union politique et notamment sur la perspective d'une politique étrangère et de défense commune européenne.

A deux reprises, le président a rappelé que la Grande-Bretagne du temps de M^{re} Thatcher n'avait

pu faire obstacle aux avancées de la construction européenne et qu'elle avait « toujours dû céder devant l'évidence ». Elle finira une fois encore par se rallier, estime-t-il, fût-ce avec un délai, avec des « conditions particulières ». Peut-être est-ce présenter un peu trop l'approche française comme la seule voie possible. Beaucoup d'Européens ont en effet tendance à penser ces temps-ci que la bonne voie est celle du compromis et qu'il ne s'agit pas pour les uns seulement de se rallier, mais pour tous, y compris la France, de composer.

« L'un des points sur lesquels la Grande-Bretagne s'oppose aujourd'hui le plus vivement à la France et à l'Allemagne est leur projet de défense européenne que Londres voit comme un affaiblissement de l'Alliance atlantique. Il ne s'agit pas de balancer cette alliance par-dessus l'épaule », affirme M. Mitterrand, tout en déclarant en substance qu'il faut préparer une relève car on ne peut imaginer que l'Europe s'en remette éternellement aux Etats-Unis pour sa sécurité.

Quant au danger d'une suprématie allemande sur lequel il était interrogé, il ne le nie pas. Mais mieux vaut encadrer le voisin allemand dans un cadre communautaire, semble dire M. Mitterrand quand il demande, et c'est par là qu'il termine : « Croisez-vous que sans l'Europe l'Allemagne n'existerait pas ? »

C. T.

M^{re} Mireille Cez (Coordination nationale infirmière) : « Plus de discours, mais des actes »

« Au lieu de prendre ses responsabilités au vu de la dégradation du système de soins et d'envisager des réponses d'urgence, concernant notamment les salaires et les effectifs, M. François Mitterrand essaie de créer un affrontement entre la coordination et les autres syndicats et de faire porter le chapeau de ses erreurs à la coordination, nous a déclaré mardi Mme Mireille Cez, présidente de la coordination nationale infirmière. Nous sommes

très surpris du jeu du gouvernement, qui au lieu d'apporter des solutions concrètes tente de discréditer les organisations représentatives des infirmières. Déjà le président de la République avait déclaré en 1988 que les infirmières n'avaient ni le sort ni la situation que la société leur devait, il réitère aujourd'hui le même type de discours alors que la situation s'aggrave. Nous ne voulons plus de discours, mais des actes. »

M. Mitterrand et les agriculteurs

Suite de la première page
Cet avertissement s'adresse, bien entendu, aux agriculteurs, à l'égard desquels le président de la République use d'un ton particulièrement sévère. Il ne peut admettre que la liberté de circulation soit entravée et que les membres du gouvernement ne puissent se déplacer comme ils l'entendent. M. Mitterrand les invite au contraire à multiplier les déplacements, qui seront désormais coordonnés par l'hôtel Matignon. Quant aux dirigeants des organisations agricoles, ils sont priés de recommander le calme à leurs adhérents.

Le chef de l'Etat est plus compréhensif à l'égard des infirmières, dont il estime les revendications légitimes. Il n'hésite pas toutefois à les mettre en garde contre les

tentations de surenchère, apporte son soutien au ministre délégué à la santé, M. Bruno Durieux, dont les propositions sont jugées « sérieuses », et va jusqu'à « excuser » les forces de l'ordre qui, « harcelées », se sont laissées aller à des brutalités déplorables le 17 octobre à Paris.

Bref, pour M. Mitterrand le temps est venu de la fermeté. Il n'est pas question de céder à ceux qui réclament des élections anticipées et qui « spéculent sur une crise grave ». Le président de la République ne nie pas le climat de « sinistrose », mais « ceux qui tiennent la barre sont solides et tiendront bon ». Il s'agit seulement pour eux de faire mieux comprendre des Français. Tel est le deuxième volet du message présidentiel : après la répression, l'explication. M. Mitterrand a auprès de lui « un bon gouvernement », qu'il s'efforce « d'appuyer selon ses moyens ». Il approuve en particulier la politique de M. Bérégovoy, qui seule permettra, à terme, de lutter contre le chômage et de donner à la France la possibilité de « jouer son rôle ». Mais ce gouvernement, de toute évidence, ne convainc pas l'opinion. « S'il s'est fait mal comprendre, il faut qu'il s'explique davantage », affirme le chef de l'Etat.

La « responsabilité éducative » des médias

Certes, M^{re} Cresson assume son impopularité « pour servir le pays » et « gouverner, ce n'est pas plaire ». Il n'en est pas moins indispensable de dissiper le mécontentement ambiant. « Il faut que la France ait confiance en elle. » L'intervention du président de la République sur l'antenne de France-Inter fait partie de cette stratégie de connaissance.

cation. L'effort doit continuer. On attendait avec intérêt les propos du président de la République sur les médias, lui que l'on sait fort irrité par certaines émissions de télévision.

Prudent, il s'est contenté de rappeler la « responsabilité éducative formidable » des moyens audiovisuels et de souhaiter que ceux-ci recherchent « un peu moins » le sensationnel. Il a cité avec malice les propos d'un journaliste qui, apprenant que le sommet franco-italien de Viterbe s'était bien passé, se serait écrié : « Alors il n'y a rien à dire ? ». Cette anecdote est, à elle seule, assez révélatrice du malentendu qui continue d'opposer le chef de l'Etat à la presse...

Reste le troisième volet des déclarations présidentielles : la réaffirmation du grand dessein européen. L'Europe est « une grande chance » pour la France, répète M. Mitterrand. C'est elle qui a assuré les progrès de l'agriculture, tout en étant profitable à « l'ensemble des Français », c'est elle aussi qui peut permettre à la France de peser sur les affaires du monde. Voilà pourquoi le président de la République accepte de laisser dans l'histoire le souvenir d'un homme qui ne fut pas seulement « Européen » et « socialiste », mais « Européen parce que socialiste ».

On aurait aimé entendre le chef de l'Etat s'exprimer aussi sur d'autres sujets : les drames de la transfusion sanguine, l'état de la majorité et le choix de ses alliances futures, la pression du Front national, qu'il n'a fait qu'aborder. Le président de la République saura certainement trouver d'autres occasions pour mettre « en perspective », et non pas seulement « en scène », selon une distinction qui lui tient à cœur, ses orientations.

THOMAS FERENCZI

LE BANQUIER
DES VILLES
FAIT LE BONHEUR
DES PÊCHEURS
DU VERDON.

BIENTÔT, VOUS POURREZ EN ÊTRE ACTIONNAIRE.

le journal mensuel de documentation politique
après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)
offre un dossier complet sur :
LE SPORT ET L'ARGENT
Envoyer 60 F (moins 2,50 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolot, 75014 Paris, en spécifiant la somme demandée ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'abonnement, qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro)

POLITIQUE

Les déclarations du président de la République

Suite de la page 9

« Les progrès immenses de l'agriculture en Europe, mais aussi en France, sont dus à l'organisation de l'Europe, du marché commun. S'il n'y avait pas cette organisation, les agriculteurs qui, du coup, seraient alignés sur les prix mondiaux, perdraient la moitié de leur revenu. Ils seraient réduits vraiment à la misère. De telle sorte que l'Europe, l'Europe communautaire, et la politique du gouvernement français ont assuré à l'immense majorité des agriculteurs des moyens de vivre qui sont importants. »

« Mais il y a des maladies inhérentes à l'heure actuelle à la fonction, à savoir que les besoins ne sont pas les mêmes, que de plus il serait nécessaire de rassembler un certain nombre d'exploitations pour pouvoir produire mieux, produire davantage. Davantage, pas toujours. Ça dépend du produit. Quelquefois on produit trop, on a trop produit dans un certain nombre de matières, parce que, d'une part, on a des prix garantis, c'est-à-dire que les produits qui sortent de votre exploitation sont automatiquement achetés. »

« Un bon gouvernement »

« Puis, a poursuivi le chef de l'Etat, il arrive un moment où ceux qui bénéficient de ces dispositions européennes se disent : eh bien ! puisque tout cela est automatiquement acheté, je vais en produire davantage. Puis il arrive un moment, bien entendu, où il y a plus de consommateurs et où il n'y a pas d'acheteurs extérieurs, où on ne peut plus exporter ses produits. Alors, on tourne en rond, on stocke. Mais le stockage, cela coûte cher, il faut quand même y mettre un peu de raison. Ce n'est pas facile de mener cette Europe à douze. Mais au total, elle est très profitable, non seulement aux agriculteurs, mais à l'ensemble des Français. »

Interrogé sur l'opportunité pour

lui de se préoccuper directement de toutes ces questions, M. Mitterrand a répondu : « Il faut que je m'occupe de beaucoup de choses. J'ai la chance d'avoir auprès de moi un premier ministre extrêmement énergique, résolu, qui a beaucoup de sang-froid et un gouvernement dont je pense, pour en avoir connu quand même déjà quelques-uns, que c'est un bon gouvernement. S'il se fait mal comprendre, eh bien ! il faut qu'il s'explique davantage. Et je commence à le faire, voyez, avec lui. »

« L'Europe est une grande chance pour la France »

A propos de la construction européenne, M. Mitterrand a affirmé : « Je suis de ceux qui pensent que l'Europe est une grande chance pour la France. La France sera d'autant plus prospère et rayonnante dans le monde qu'elle jouera son rôle dans l'Europe, et ce rôle sera conforme à l'histoire, et à la perspective du marché unique. M. Mitterrand s'est voulu rassurant : « Nous sommes parmi les grands de l'Europe. Il y a actuellement douze pays, il y en aura davantage plus tard ; nous sommes l'un des quatre grands. Pourquoi ? Parce que nous avons derrière nous des siècles et des siècles, une réputation, un prestige. Nous apparaissons aujourd'hui comme l'un des pays menés le plus raisonnablement, qui ont surmonté le mieux beaucoup d'aspects de la crise économique. »

M. Mitterrand a alors rappelé que le traité de Maastricht, en décembre, était destiné à définir « une politique, une diplomatie commune, une monnaie commune ». « Le problème de la défense de l'Europe, a-t-il précisé, s'est greffé sur l'ensemble de ces tentatives éminentes qui réussissent, qui devraient réussir, sur lesquelles nous appliquons toute notre énergie (...). L'Europe devient une grande puissance, elle est la pre-

mière puissance commerciale du monde, elle devrait être normalement à comparaison possible avec les Etats-Unis d'Amérique sur les plans industriel et technologique. Nous sommes aujourd'hui une telle force montante qu'il est normal qu'on se dise : est-ce qu'on va dépendre de la sécurité des autres ? Ne vaudrait-il pas mieux se doter des moyens d'assurer notre propre défense ? Et comme beaucoup sont réticents, nous avons été deux - en réalité trois, ou quatre, parce qu'il ne faut pas oublier l'Espagne - à dire : on va créer un premier noyau d'une force de sécurité européenne. »

A propos de l'institution d'une monnaie unique, M. Mitterrand a estimé que celle-ci était en bonne voie. Il a espéré qu'elle serait « au point avant la fin de siècle, en 1996 ».

Evocant ensuite les réticences britanniques à l'égard d'une défense commune européenne, M. Mitterrand a rappelé que les Britanniques étaient réservés sur « tout ce qui signifie pouvoir de supranationalité à l'Europe. M. Thatcher, a-t-il dit, a toujours été une partenaire sérieuse, coriace mais elle a toujours dû céder devant l'évidence. La difficulté actuelle, présente, circonstancielle, tient du fait qu'il existe un système de défense, auquel nous tenons, l'OTAN, cette alliance qui a produit ses effets depuis la guerre froide, et qui a permis d'éviter d'autres guerres et de préserver un certain équilibre. » Il ne s'agit pas de balancer par-dessus l'épaule cette alliance.

La proposition franco-allemande de création d'un corps d'armée européen est « l'apogée d'un nouveau moyen de défense qui peu à peu prendra de l'importance car on ne peut pas imaginer que les Etats-Unis seront toujours au premier rang pour défendre l'Europe ». « Nous sommes dans l'alliance même si nous ne sommes pas dans le commandement intégré », a ajouté M. Mitterrand, en faisant preuve d'un optimisme mesuré pour le sommet de Maastricht : « Je ne sais pas ce que la Grande-

Bratagne fera, si elle se ralliera aussi, ou si elle sera là avec des conditions particulières. Je ferai tout pour, avec quelques autres, pour que l'union politique, l'union économique et monétaire soit décidée avant la fin de cette année 1991. » En cas d'échec, estime M. Mitterrand, « il faudra que nous repartions d'un bon pied pour convaincre nos partenaires, et regretter de perdre des années, ce qui serait très dommageable pour l'Europe. »

Interrogé à propos de l'impasse de l'Europe des Douze dans la crise yougoslave, M. Mitterrand a souligné que l'Europe n'a pas d'unité politique : « Le traité de Rome et l'ensemble des textes déjà adoptés n'ont jamais compris de diplomatie commune. Là, il s'agit de prendre une décision commune. » « Dans une certaine mesure, j'y crois quand même, et ne négligerai rien pour cela. Les Français grandiront avec l'Europe. » La crise yougoslave « démontre la nécessité de ne plus perdre de temps ». C'est à l'appui du corps d'experts et la cour arbitrale présidée par M. Robert Badinter, le président de la République a assuré : « Il ne faut pas dire que l'Europe n'a pas été utile. Tout cela est en place pour apaiser les passions. On ne peut pas intervenir militairement dans un pays contre le sentiment de ceux qui y combattent. On ne peut pas faire la guerre en Yougoslavie. »

M. Mitterrand a commenté la convocation de la conférence de Madrid sur le Proche-Orient et les chaînes de télévision de trois à sept, sans compter les chaînes câblées. « Le monopole n'existe plus, la liberté d'expression est totale, le moyen de parler s'est largement étendu et la liberté de parler est intégrale », a ajouté le président, en considérant que « les moyens d'expression audiovisuels pourraient être un peu plus éducatifs, pourraient, peut-être, un peu moins chercher la sensationnel ».

A propos des résultats des sondages, le chef de l'Etat a indiqué qu'il en assumait « toujours la responsabilité ». Au sujet du premier ministre qui s'efforce d'appuyer selon [ses] moyens, M. Mitterrand a dit qu'il « préfère quelqu'un qui assume l'impopularité pour servir le pays et exécuter la politique dont elle a la charge à quelqu'un qui s'effondrerait ou qui se diviserait en son sein, de toutes sortes pour plaire à tout le monde. Gouverner, ce n'est pas plaire ». Remarquant que M. Edith Cresson « ne prétend pas » à une candi-

dature élyséenne, le président a souligné qu'il avait « beaucoup de successeurs potentiels » qu'il « regarde vivre ». « C'est normal, a-t-il ajouté. De toute façon, j'en aurai un. »

Abordant rapidement, en fin d'émission, l'éventualité d'une réforme électorale, M. Mitterrand a affirmé que « les modes de scrutin sont généralement injustes » : « Il n'est pas normal qu'il y ait vingt-cinq conseils généraux de gauche sur plus de cent et deux conseils régionaux de gauche sur vingt-deux en métropole. Ce n'est pas juste, ce n'est pas une vraie répartition, a-t-il indiqué. Le meilleur mode de scrutin, à mes yeux, c'est celui qu'on a réussi à imposer pour le vote municipal. Celui qui avait préconisé Jean Poperen, le ministre des relations avec le Parlement. On ne peut peut-être pas le mettre partout, mais c'est le meilleur. L'absence de proportionnelle punit trop sévèrement des gens qui méritent d'être représentés et d'être portés à l'exéc, la division de la France en deux camps. La France mérite d'être gouvernée et il ne faut pas avoir, non plus, des assemblées trop instables. »

« Quand Pierre Mauroy dit, et je suis d'accord avec lui, a précisé le chef de l'Etat, qu'il faut trouver un système mixte, cela me paraît raisonnable. » « Je ne sais pas du tout s'il existe une majorité parlementaire pour cela, a glissé M. Mitterrand, concluant que c'est le Parlement qui fait la loi. »

Interrogé sur la trace qu'il souhaite laisser dans l'histoire, « Mitterrand l'interrogeant », on a vu le président de la République répondre : « Si on dit les deux, on verrait juste. Je suis européen beaucoup, parce que je suis socialiste (...). Je suis européen aussi par vocation. Il a ajouté : « La France a une vocation universelle, je ne voudrais pas que la France s'enferme derrière ses frontières ; elle vaut mieux que cela. Voilà pourquoi je veux que la France, autant que possible avec son génie propre, inspire l'Europe et accepte la compétition. »

M. Mitterrand a conclu en déclarant : « Il faut que la France ait confiance en elle. Je m'efforce de contribuer à cette confiance pour traverser la période actuelle qui est difficile à traverser. On jugera aux résultats. Si les résultats sont bons comme je le souhaite, alors la France continuera cette œuvre à été bénéfique, aussi difficile qu'elle soit. S'ils ne le sont pas, c'est que notre diagnostic n'a pas été le bon. »

M. Mitterrand a conclu en déclarant : « Il faut que la France ait confiance en elle. Je m'efforce de contribuer à cette confiance pour traverser la période actuelle qui est difficile à traverser. On jugera aux résultats. Si les résultats sont bons comme je le souhaite, alors la France continuera cette œuvre à été bénéfique, aussi difficile qu'elle soit. S'ils ne le sont pas, c'est que notre diagnostic n'a pas été le bon. »

MM. Dray et Mélenchon en accusation

L'ancienne direction de Frères des hommes dénonce une mainmise partisane sur l'association

Opération de noyautage politique ou sauvetage d'une association humanitaire proche de la faillite ? Depuis l'été, Frères des hommes connaît une crise sans précédent, ponctuée d'invectives entre l'ancienne et la nouvelle direction, d'appels pressants aux adhérents et aux donateurs, de règlements de comptes qui menacent l'existence même de cette ONG (organisation non gouvernementale), créée il y a vingt-cinq ans, sans attache politique ni confessionnelle.

Depuis quelques années, les ONG de développement connaissent des difficultés. L'argent des donateurs va aux opérations d'urgence (catastrophes naturelles) ou de promotion de la recherche médicale (Téléthon) de préférence aux actions, moins médiatiques, de solidarité internationale. Frères des hommes perd plus de 2 millions de francs par an. Depuis quelques années, le nombre des donateurs (quatre-vingt mille) et des adhérents (cinq cents) est en chute libre. Des employés sont licenciés.

Devant la crise, les administrateurs se débattent. Recrutés quelques mois plus tôt comme directeur de la communication, M. Claude Danrey, proche de M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur (PS) de l'Essonne et animateur de la Nouvelle école socialiste (NES), fait entrer au conseil d'administration quatre de ses amis politiques. Ce serait l'amorce d'une opération de récupération partisane,

dénoncée par M^{me} Béatrice Digeon, ancienne présidente, et son comité de soutien. Elle aurait trouvé son accomplissement, une monnaie commune, a-t-il précisé, s'est greffé sur l'ensemble de ces tentatives éminentes qui réussissent, qui devraient réussir, sur lesquelles nous appliquons toute notre énergie (...). L'Europe devient une grande puissance, elle est la pre-

Une OPA politique

Si ce que M^{me} Digeon appelle le coup d'Etat n'est pas le résultat d'une OPA politique, cela y ressemble fort. Opportunément créées dans l'année, cinq équipes locales de Frères des hommes - Massy, Lons-le-Saunier, La Roche-sur-Yon (situées dans trois départements dont les fédérations socialistes sont dirigées par la NES), Créteil-Thiais et Vermeil - arrivent à l'assemblée générale portées d'une certaine de mandats, dont trente-six d'adhérents de la Nouvelle école socialiste du député de l'Essonne, M. Julien Dray, et de M. Mélenchon.

A la suite d'une « utilisation démagogique des difficultés économiques », dit M^{me} Digeon, ils « débarquent » l'ancien bureau et prennent le pouvoir. Frères des hommes est désormais dirigée par une équipe de sept personnes, dont cinq sont membres de la NES, devenue en août, après fusion avec le courant de M^{me} Marie-Noëlle Lienemann, député de l'Essonne, la Gauche socialiste.

Le nouveau président, M. Albert Lagrée, a toutefois rendu sa carte de militant socialiste à sa section de

Massy. C'est ce bureau qui assure directement la gestion, car les trois anciens cadres administratifs de Frères des hommes sont partis. L'un a donné sa démission, et les deux autres, en « fin de mission », ont été renvoyés. « Il y aura sans doute d'autres licenciements » parmi les vingt-trois salariés, prévient les nouveaux dirigeants, leur nombre dépendant du rendement du prochain appel de fonds.

Un fiasco complet

Or le fiasco risque d'être complet. Les donateurs et les adhérents sont désorientés par les sollicitations rivales de la nouvelle direction et du comité de soutien de l'ancien bureau. Pour en découdre, une prochaine assemblée générale est prévue à la mi-décembre à Paris.

Le nouveau bureau nie farouchement toute accusation de coup de force politique et ouvre les comptes. Sur un budget de 20 millions de francs, 3 millions seulement iraient aux pays du tiers-monde, le reste étant versé à une structure européenne ou dépensé en salaires et frais généraux. « Le budget ne servait qu'à faire tourner une grosse machine », dit M. Denrey. Le « clash » actuel oppose, en fait, des gens qui voulaient transformer l'association en comité d'experts, et d'autres pour qui Frères des hommes doit pouvoir vivre avec plus de cinq cents adhérents et se réapproprier une véritable ligne. »

HENRI TUNCO

EN BREF

■ M. Léron devient président du groupe socialiste au conseil régional Rhône-Alpes. Le député de la Drôme, a été désigné comme président du groupe socialiste du conseil régional Rhône-Alpes, après la démission de M. André Vianès, qui a quitté le PS pour rejoindre l'Union Nouvelle Claude (le 16 octobre). M. Gérard Lindberg, coordonnateur national du courant socialiste, devient le porte-parole du groupe. Celui-ci ne compte plus que quarante-trois membres. M. Vianès et quatre autres conseillers régionaux socialistes ayant décidé de s'aligner désormais sous l'étiquette Majorité présidentielle. - (Bur. rég.)

■ Discussions au sein du PS des Ardennes. - Dans une lettre adressée aux deux cent quatre-vingt-cinq adhérents de la section socialiste de Charleville-Mézières (Ardennes), le secrétaire régional, M. Bernard Bourgeois, mairoyiste, a annoncé, lundi 21 octobre, sa démission, épilogue d'un long conflit avec un élu municipal fabiusien, M. Lucien Baubach, fabusien, premier secrétaire fédéral, a lancé un appel « au calme et à la responsabilité des militants », afin que « l'unité se fasse et se renforce ». Le maire de la ville, M. Roger Mas, mairoyiste, a déclaré que cette démission est « un cas grave, qui [l'inquiète] pour le Parti socialiste ». - (Corresp.)

■ Une précision de M^{me} Roudy (PS). - Après la publication, dans nos colonnes, d'un article sur la constitution des listes socialistes pour les élections régionales (Le Monde du 15 octobre), M^{me} Yvette Roudy, députée du Calvados, chargée des droits de la femme au secrétariat national du PS, fabiusienne, précise qu'elle a déposé, le 12 octobre, « au nom des femmes socialistes, toutes tendances confondues, une motion signée par de nombreux responsables de premier plan » en faveur de la représentation des femmes sur les listes électorales et qu'elle a étudié « toutes les listes en discussion », mettant « systématiquement de côté toutes celles, sans distinction de tendances, qui ne présentaient pas 30 % de femmes éligibles. »

Election municipale en Corse-du-Sud

Partielles perpétuelles...

BASTIA

de notre correspondant

Dimanche 20 octobre, les deux cent douze électeurs inscrits sur la liste de la commune de Casabivra étaient convoqués pour le second tour de la huitième élection municipale partielle en vingt-trois mois.

Dans ce paisible village installé sur la route nationale entre Ajaccio et Bonifacio, les électeurs devaient pourvoir au remplacement de quatre conseillers municipaux démissionnaires. Pour la huitième fois, les démissionnaires ont été réélus. Ils sont tous des opposants déclarés au maire, M. Jean-Pierre Césari, un avocat réputé, qui fut, il y a vingt-six ans, le premier maire régionaliste élu dans l'île. Leur revendication depuis près de deux ans est d'obtenir deux postes d'adjoint.

Aucune dérogation au scénario. Après chaque partielle, le conseil municipal de Casabivra refuse la demande. Les quatre opposants démissionnent, provoquant un nouveau scrutin partiel. Dimanche, le dépouillement de l'urne a été sans surprise. Seuls cinq électeurs avaient accompli leur devoir. Les quatre conseillers démissionnaires ont été réélus. Ils ont obtenu trois voix. Les deux autres suffrages se sont portés sur des candidats soutenus par le premier magistrat de la commune. Dans les jours qui viennent les nouveaux élus pourraient encore démissionner, provoquant une neuvième élection partielle.

Les opposants sont déterminés à bloquer le système, même s'ils affirment que « les partielles ne sont pas une fin en soi, mais un moyen d'alerter les autorités compétentes sur le dysfonctionnement de la commune et l'injustice de la

répartition des postes d'adjoints. » « Nous estimons avoir la majorité au village, nous espérons que le conseil des ministres, seul habilité à le faire, prononcera la dissolution du conseil municipal », explique Lucien Bartoli, porte-parole des contestataires. Alors la démocratie pourra s'exprimer dans une élection municipale complète. »

Le maire, quant à lui, déclare : « Avec ma majorité au conseil municipal nous accomplissons l'essentiel de la gestion communale qui est reconnue et admise par l'autorité de tutelle. Ces démissions à répétition démontrent un vide juridique. Le législateur devrait s'orienter vers une réforme tendant à empêcher la démission d'un élu municipal dans un délai raisonnable. »

Sans opposition solide depuis plus d'un quart de siècle, M. Césari avait accepté en mai 1989 d'accepter une liste d'union avec les contestataires du village auxquels il avait proposé d'occuper cinq des onze sièges du conseil municipal. A l'époque, il avait obtenu 107 des 137 suffrages exprimés, mais les contestataires avaient fait mieux avec un total variant de 117 à 124 voix. Dès lors ils sont devenus des opposants. L'un d'entre eux, en accord avec ses amis, a accepté de ne plus démissionner « pour observer l'évolution de nos adversaires de l'intérieur du conseil municipal », explique Lucien Bartoli, qui affirme : « Notre revendication est d'obtenir les postes de premier et deuxième adjoint dans l'équipe de M. Césari, faute de quoi les quatre élus démissionneront pour la huitième fois... Tous les espoirs sont permis. »

MICHEL CODACCIONI

هكذا ان النحل

POLITIQUE

Réuni à Paris les 26 et 27 octobre

Le congrès du RPR adoptera un programme de gouvernement

Le congrès statutaire du RPR se tiendra les 26 et 27 octobre à Paris. Les quelque mille quatre cents délégués (membres du conseil national et représentants des fédérations) seront appelés à voter sur « le projet du Rassemblement », qui définit le programme qu'un gouvernement d'alternance mettrait en œuvre. Ce projet, que présentera M. Alain Juppé, secrétaire général, s'inspire notamment des travaux des états-général de l'opposition. Bien que ce projet ne traite pas des institutions, M. Chirac devrait proposer dimanche un « toilettage » de la Constitution et notamment

l'instauration du quinquennat. Il constitue la contribution du RPR à un éventuel programme commun de l'opposition. Les délégués, avant d'entendre le discours de clôture de M. Chirac, devront également adopter le nouveau « logo » du RPR qui représente une croix de Lorraine stylisée, sur fond tricolore, remplaçant le bonnet phrygien très figuratif qui servait d'image de marque au mouvement depuis sa fondation le 6 décembre 1976. Le sigle et la dénomination « Rassemblement pour la République » seront conservés, mais l'accent sera mis davantage sur le mot « rassemblement ».

Le projet du RPR s'articule autour de dix thèmes, accompagnés chaque fois d'esquisses de solution sous la formule explicite : « Ce que nous ferons ». Ce sont les suivants :

1) Insécurité. — Répression plus sévère des crimes et délits ; création d'une peine incompressible, substitut de la peine de mort ; développement de l'ilotage ; création d'une « garde nationale » qui complètera l'action de la police et de la gendarmerie ; plan d'urgence pour accroître les moyens de la justice ; réforme du Conseil supérieur de la magistrature, qui sera nommé par des institutions indépendantes et non plus par le président de la République.

2) Immigration. — Rétablissement de la loi Pasqua-Pandraud ; regroupement familial réservé aux étrangers titulaires d'une carte de résident de long séjour ; certificat d'hébergement contrôlé par les maires ; réforme du Code de la nationalité ; rappel que le droit de vote est indissolublement lié à la citoyenneté française.

3) Monde rural. — Maintien d'une politique agricole européenne ; réduction des charges fiscales et sociales de l'agriculture ; développement de l'installation de PME en zones rurales et maintien de services publics.

4) Environnement. — Renforcement des sanctions financières et pénales contre les pollueurs ; participation accrue des associations aux décisions ; répartition de l'habitat social dans toute la cité.

5) Chômage. — Réduction des gaspillages publics en faveur de l'investissement et de l'épargne ; baisse des impôts et des charges des entreprises et amélioration du pouvoir d'achat des salariés ; poursuite des privatisations ; garantie à tous les jeunes d'une qualification professionnelle ; développement des emplois de proximité.

6) Éducation. — Développement du soutien scolaire, revalorisation de l'enseignement professionnel, de l'apprentissage ; autonomie accrue aux établissements ; organisation du partenariat entre établissements locaux à l'échelon régional ; amélioration du statut moral et matériel des enseignants ; garantie aux parents du libre choix de l'école et mise à égalité des enseignements publics et privés ; référendum sur un plan pour l'éducation.

7) Famille. — Transformation de l'allocation parentale d'éducation en un véritable revenu pour les familles de trois enfants et plus ; allongement de la durée du congé

de maternité ; diversification des modes de gardes d'enfants.

8) Santé et retraites. — Libre choix du praticien ; égal accès de tous à une protection sociale complémentaire ; accroissement de la responsabilité du médecin généraliste ; réforme de l'hôpital public ; maintien de la retraite par répartition à compléter par l'épargne ; organisation de la retraite à la carte à partir de soixante ans ; possibilité d'un système de retraites par points.

9) Défense. — Modernisation de la force de dissuasion ; organisation à l'horizon 2000 d'une armée professionnelle avec ses conséquences sur le service militaire ; effort budgétaire maintenu tant que les super-puissances n'auront pas démantelé leurs arsenaux stratégiques.

10) Europe. — Accroissement du rôle des institutions politiques, Parlement, Conseil européen et conseil des ministres ; instauration d'une monnaie commune et d'une politique commune de défense et de sécurité ; maintien des décisions au niveau national pour en priver « les bureaucraties de Bruxelles » ; préparation, le plus rapidement possible, de la future adhésion à la CEE des pays européens démocratiques, notamment des nouvelles démocraties de l'Est.

A. P.

POINT DE VUE

La grande attente des élus locaux

par Dominique Perben

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 9 octobre, deux projets de loi portant sur les conditions d'exercice des mandats locaux (le Monde des 10, 11 et 20-21 octobre). M. Dominique Perben, RPR, exprime son opinion sur ces textes.

L'INTENTION est bonne, ancienne et partagée par tous ceux qui posent sur la vie publique un regard sérieux. Mais il ne faut pas se tromper d'objectifs. En présentant ces mesures concernant les élus, le gouvernement a tort de les lier explicitement au climat délétère qui entoure depuis quelques mois la vie publique. On aurait pu soulever à un tel projet, dont la nécessité ne fait pas question, d'être lancé sous de meilleures auspices.

De quoi s'agit-il en réalité ? Quelles sont les vraies difficultés à résoudre ? J'en vois, pour ma part, quatre de nature assez différente. D'une part, il existe un véritable déficit dans le renouvellement des élus, notamment dans les communes rurales, qui composent à elles seules plus de 80 % de l'effectif total. D'autre part, les différences de situations professionnelles entraînent trop d'inégalités dans l'accès à la vie publique et les conditions d'exercice des mandats. Cela a deux conséquences : une augmentation du nombre des inactifs parmi les élus et une sous-représentation des salariés du secteur privé.

Un travail urgent

Ensuite, l'absence quasi totale de formation sérieuse d'élus appelés à prendre des décisions considérables au nom de la collectivité constitue un anachronisme. Pour quoi accepterait-on pour les responsabilités d'intérêt général ce que l'on n'accepte pas dans la gestion des affaires privées ? Enfin, le niveau actuel des pensions de retraite est un pur scandale, lorsque l'on sait que l'exercice d'un mandat de maire, par exemple, même dans une commune rurale, représente l'équivalent d'une deuxième activité professionnelle, si on le mesure au temps passé, à la disponibilité requise et à la diversité des tâches.

C'est donc à un urgent travail d'organisation matérielle et pratique de l'exercice des mandats locaux que nous sommes appelés. Dans les projets du gouvernement, un seul point est vraiment clair : l'harmonisation des indemnités, qui me paraît justifiée. Mais le dispositif envisagé pour l'instant

n'atteindra pas tous ses objectifs, pour deux raisons.

Il est avantageux pour les élus des petites communes, et ce n'est que justice. Mais, dans la pratique, le ministre de l'Intérieur l'a reconnu publiquement, ces élus choisissent très souvent de ne pas se verser les indemnités auxquelles ils ont droit. On voit mal pourquoi ils se verseraient des indemnités plus élevées. Dans une très large part, cette juste réévaluation, laissée à la charge des communes, ne sera pas appliquée.

Par ailleurs, pour les autres élus municipaux, notamment ceux des communes moyennes, les effets conjugués de la fiscalisation et de la réévaluation somme toute modeste des indemnités n'entraîneront aucune modification substantielle de la situation actuelle. Ces élus, le plus souvent adjoints au maire chargés à part entière de secteurs techniques, sociaux ou culturels, demeureront les laissés-pour-compte de notre système. Il faudra, dans la discussion parlementaire, ouvrir ce débat. Il faudra aussi poser le problème d'un juste retour vers les petites communes des recettes fiscales récupérées par l'État.

L'autre aspect, assez flou, du projet du gouvernement, est celui de l'affirmation des droits nouveaux, selon une terminologie beaucoup utilisée par ce gouvernement, qui lui sert généralement à rappeler des évidences qu'il ne sait pas organiser ou qu'il ne peut financer. Droits à la formation, à l'autorisation d'absence et à sa compensation financière, à la réintégration dans l'entreprise, à une retraite décente. Qui ne s'en réjouit ? Mais, ces droits affirmés, tout reste à faire, c'est-à-dire à prévoir la participation financière de l'État, sans laquelle le système restera lettre morte. On aura noté d'ailleurs que le ministre de l'Intérieur s'est déclaré « personnellement favorable » à cette participation de l'État. Cela signifie donc que le gouvernement n'y est pas décidé. Alors que croire ?

Il y a une grande attente des élus locaux de voir leur activité au service de la collectivité mieux reconnue. Or, sans vouloir dévaliser quiconque le moins du monde, ce projet va décevoir, parce qu'il est inachevé, qu'il pose de bonnes questions auxquelles il ne répond pas et qu'en prétendant servir à la transparence de la politique, il oublie que la politique ne se réhabilite que par sa capacité à régler les problèmes.

M. Dominique Perben est secrétaire général adjoint du RPR, député de Saône-et-Loire, maire de Chalon-sur-Saône, président de l'Association nationale pour la démocratie locale.

La préparation du conseil national de l'UDF

M. Méhaignerie dénonce les « méthodes de voyou » de M. Madelin

RENNES

de notre correspondant

Ouverte sur le thème de l'union, l'élection des sept représentants de l'Ille-et-Vilaine au nouveau conseil national de l'UDF, qui doit se réunir les 9 et 10 novembre à Paris, s'est achevée, vendredi 18 octobre, sur fond de rupture entre M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, et M. Alain Madelin, vice-président du PR et de l'UDF. Le premier a même quitté la salle avant le vote en déclarant à l'adresse du second qu'il ne voulait plus travailler avec des gens qui utilisent des méthodes de voyous.

A l'origine de ce coup de colère du président du CDS, le passage en quarante-huit heures de deux cent cinquante à quatre cent trente-neuf du nombre d'adhérents au PR dans ce département où le CDS en compte trois cent soixante-dix-huit, les clubs persévérants et Réalités cent quatre-vingt-trois, les adhérents directs soixante-sept et le Parti radical douze. Arrivés en car de Dinard, Bain-de-Bretagne et Redon, les nouveaux adhérents du PR s'installaient, en entrant dans la salle des congrès, de la remise de leur toute nouvelle carte par le secrétaire de M. Madelin. Sur 492 votants et 486 suffrages exprimés, le CDS a obtenu 191 voix et trois sièges, le PR et ses amis 297 voix et quatre sièges.

La surprise est également venue de Dinard avec la présence très remarquée de M. Marius Mallet, qui fut secrétaire fédéral du PR de 1977 à 1983 avant de conquérir la mairie de Dinard en mars 1989 avec le soutien du Parti socialiste. La question est de savoir si les sortants de la mairie de Dinard, et notamment le président du conseil régional, M. Yvon Bourges, accepteront de côtoyer sur une liste commune celui qui a défilé de son chef de la Côte d'Emeraude.

CHRISTIAN TUAL

M. Le Pen met en doute les « compétences » de M. Schwartzberg. — Commentant l'annonce de la candidature du professeur Léon Schwartzberg aux élections régionales dans les Alpes-Maritimes (le Monde daté 20-21 octobre), M. Jean-Marie Le Pen, qui conduira la liste du Front national dans le département, a déclaré samedi 19 octobre sur RMC : « Je ne suis pas sûr que M. Schwartzberg ait les mêmes compétences en politique qu'en médecine. C'est un candidat tapage, un candidat socialiste, c'est tout dire. » M. Bernard Tapie a affirmé qu'il était nécessaire « de faire contrepoids à l'image de M. Le Pen avec un homme de grand talent, reconnu mondialement pour ses compétences et ses valeurs ».

M. Juppé : « Il serait bon de redonner la parole aux Français »

M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, invité par le Club de la presse d'Europe 1 lundi 21 octobre, a affirmé qu'il n'attendait « rien » des déclarations que devait faire M. Mitterrand mardi, estimant que celui-ci avait « perdu la main » et n'avait plus « le ressort nécessaire pour engager le pays sur la voie du renouveau ». Le député de Paris a ajouté : « Je souhaite un changement contre l'immobilisme. Il serait bon de redonner la parole aux Français. » M. Juppé s'est dit prêt pour des élections anticipées sans toutefois les souhaiter puisque, a-t-il rappelé, « cela ne dépend que du président de la République ».

Devant les représentants des Cours constitutionnelles de onze pays

M. Chirac plaide pour « l'Europe du droit »

M. Jacques Chirac a reçu à dîner, lundi 21 octobre, à l'hôtel de Ville de Paris, les présidents et membres des Cours constitutionnelles de onze États européens, qui consacreront leur neuvième conférence, en mai 1993 à Paris, à la protection des droits de l'homme.

En présence de M. Robert Badinter, président du Conseil constitutionnel, M. Chirac a souligné que cette Cour constitutionnelle en France avait tenu le rôle de « gardien vigilant de l'équilibre des pouvoirs et garant indispensable

des libertés fondamentales et du respect de l'État de droit ».

Il a estimé que « le danger venait moins de la multiplication des règles juridiques que du déficit de droit » dans les sociétés occidentales. Il a invité les représentants des onze États participants à développer leur contribution à la présence du droit dans la constitution de l'Europe en s'inspirant de la philosophie des droits de l'homme.

Pour lui, « le projet de l'Europe du droit doit permettre de promouvoir l'humanisme ».

1^{er} vols de la journée. Paris/Madrid - Paris/Barcelone.

Pour gagner une matinée sur une journée.



Un homme d'affaires, c'est toujours pressé. Avec les 1^{er} vols de la journée, à 7 h 25 au départ d'Orly Sud pour Madrid et pour Barcelone, vous êtes servis. Et bien servis !
Un personnel stylé, un confort de voyage parfait, vous avez tout, même l'avantage de gagner une matinée sur une journée.
Iberia, la compagnie qui va vers les hommes d'affaires.

IBERIA
LIGNES AERIENNES D'ESPAGNE

Pour tous renseignements, consultez votre agence de voyage ou le 3615 IBERIA.

Paris 7h25-10h30 14h05 16h40-20h15
Madrid 9h15 12h20 15h55 18h30 22h05
Paris 7h25-10h35 17h15 20h30
Barcelone 9h00 12h10 18h50 22h05

*Sauf dimanche
*Sauf samedi et dimanche
Les horaires sont valables à partir du 27/10/91
jusqu'au 28/03/92.

SOCIÉTÉ

Un entretien avec M. Hubert Curien

« L'accord franco-américain de 1987 sur le sida apparaît anormalement favorable aux intérêts américains », nous déclare le ministre de la recherche et de la technologie

Après l'annonce par le *Chicago Tribune* (daté 20 octobre) que le virus du sida découvert à l'Institut Pasteur pourrait être à l'origine du test américain de dépistage du sida (1), M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, qu'à la lumière de ce que l'on sait aujourd'hui, l'accord franco-américain sur le sida de 1987 « apparaît anormalement favorable aux intérêts américains ».

« Étiez-vous informé de la teneur des documents dont fait état le *Chicago Tribune* dans ses éditions du 20 octobre ? Comment les interprétez-vous ? »

« Je n'étais pas informé de la teneur des documents que le *Chicago Tribune* a publiés le 20 octobre, ce qui ne veut pas dire que j'ai été surpris par ce que j'y ai lu. L'histoire de la découverte du virus du sida est jalonnée par la succession des preuves concernant ce qui s'est réellement passé dans le laboratoire de M. Robert Gallo, et que nous soupçonnions tous. Ce qui m'étonne le plus, c'est la progression fulgurante des méthodes qui permettent aujourd'hui de reconstituer ce qui s'est passé il y a six ans dans ce laboratoire. »

« L'article du *Chicago Tribune* de dimanche dernier contient toute une série de révélations. Je ne retiendrais pas les plus incroyables et m'en tiendrais aux faits scientifiques. S'ils sont avérés, les détails révélés hier sont tout à fait surprenants et éclairent les déclarations des uns et des autres d'un jour nouveau. »

« L'information principale de cet article concerne l'analyse faite pour la commission d'enquête du NIH (National Institute of Health) des

différents échantillons dont disposait M. Robert Gallo lors du dépôt du brevet sur les tests de diagnostic du sida. Il faut se rappeler que cette commission d'enquête a été constituée il y a près de deux ans afin de répondre aux investigations d'une autre commission d'origine parlementaire constituée par le représentant Dingie. »

« Afin de mettre au point son test pour détecter la présence dans le sang d'un patient d'anticorps anti-sida, M. Robert Gallo avait besoin d'une grande quantité de virus. Il aurait donc utilisé pour cela un virus qu'il dénomme HTLV-III/B. Le NIH a essayé à l'aide de techniques sophistiquées d'amplification génique (la PCR) d'identifier l'origine du virus ainsi utilisé. »

L'article du *Chicago Tribune* indique qu'à ce moment-là, il n'existait dans le laboratoire de M. Robert Gallo que trois sources de virus : le virus en provenance du laboratoire de M. Luc Montagnier, nommé LAV. Un autre virus appelé MOV d'origine incertaine et dont aucune trace ne se trouvait dans les archives du laboratoire Gallo qui, analysé par le NIH se révélerait être du LAV français. Enfin, troisième possibilité, un pool de prélèvement de dix donneurs atteints du sida. Or l'analyse faite par les experts ne retrouvait dans ce pool aucune séquence virale correspondant aux fameux HTLV-III/B.

« En bref, la conclusion de l'article du *Chicago Tribune* est que le virus HTLV-III/B ne peut être que le LAV. »

« Si les informations publiées dimanche sont exactes, il apparaît que les tests de diagnostic brevetés par le NIH ont été mis au point avec le virus de l'Institut Pasteur et que l'on s'interroge sur les raisons exactes qui ont conduit ce virus à être présent dans les échantillons et dans le pool d'échantillons de virus supposés américains. Mais bien évi-



Hubert Curien

demment, il est nécessaire de disposer de la totalité des documents officiels américains pour pouvoir conclure valablement.

« Vous étiez la semaine dernière en voyage officiel aux États-Unis. A-t-il été question avec vos homologues américains d'une renégociation de l'accord franco-américain de 1987 ? »

« J'aborde ce sujet chaque fois que j'ai l'occasion de rencontrer mes homologues américains. Je m'en suis entretenu il y a une semaine avec M. Allan Bromley, conseiller scientifique du président Bush, et il y a quelques jours avec M. Currier, ambassadeur des États-Unis en France. »

« Je leur ai dit que les informations publiées récemment, notamment dans vos colonnes, avaient radicalement changé les données du problème telles qu'elles apparaissent en 1987. Je ne vous cache pas que je leur ai demandé des confirmations de ces informations

et que je les ai incités à accélérer la publication officielle des informations révélées par la presse. »

« A cela, ils m'ont répondu fort honnêtement que s'ils comprenaient ma préoccupation, les procédures légales devaient suivre leur cours aux États-Unis, et que ce n'est qu'après la publication du rapport d'enquête que les autorités américaines pourraient prendre position officiellement. Mes interlocuteurs ont tout à fait admis la légitimité de tous ces faits nouveaux. Enfin, ils m'ont donné des assurances sur les délais de publication de ce rapport qu'ils attendent pour la fin de l'année ou au plus tard dans les premiers jours de 1992. »

« Si est effectivement établi que c'est une souche française qui a servi à la mise au point du test de dépistage américain, cela doit-il conduire selon vous à une renégociation de cet accord ? Quelles seraient les implications financières de cette nouvelle négociation ? »

« Il est évident que si le brevet américain est fondé exclusivement sur une souche virale fournie par l'équipe du professeur Luc Montagnier (alors même que l'Institut Pasteur avait spécifié explicitement que ces échantillons n'étaient destinés qu'à un usage scientifique, à l'exclusion de tout usage médical), un réexamen des termes de l'accord de 1987 s'impose. Quelles que soient les raisons pour lesquelles le virus d'origine française s'est retrouvé dans les échantillons américains, les apports des uns et des autres doivent être revus à la lumière de ce que l'on sait aujourd'hui. »

« Les implications financières sont subordonnées aux implications scientifiques. Elles découlent de la reconnaissance par le NIH et le gouvernement américain des contributions réelles de la recherche française à la découverte du virus et de

l'invention des tests de diagnostic du sida. »

« Comment les autorités américaines vous ont-elles informées des progrès des différentes enquêtes en cours ? »

« Quel que soit le canal par lequel nous avons interrogé les autorités américaines, leur réponse a été invariable : « Une procédure est en cours et aucune information sur cette procédure ne peut être donnée avant la conclusion de cette dernière. » Nous pouvons bien comprendre cette position même si notre impatience est justifiée. »

« Regrettez-vous aujourd'hui les termes de l'accord passé en 1987 entre les gouvernements américain et français ? »

« En 1987, dans une atmosphère de polémique aiguë, cet accord pouvait apparaître comme un moindre mal. Les procédures engagées étaient ruineuses et discréditaient l'image de la recherche. L'accord avait de plus le mérite de clarifier cette affaire sur une reconnaissance de paternité de la découverte du virus au bénéfice de l'équipe du professeur Luc Montagnier. »

« A la lumière de ce que l'on sait aujourd'hui, cet accord apparaît anormalement favorable aux intérêts américains. En fait, si nous avions eu connaissance des informations dont nous disposons à présent, les problèmes se seraient posés autrement et des procédures longues et coûteuses auraient pu être évitées. On peut cependant s'interroger sur les informations que possédaient déjà à cette époque le NIH et le DHSS (Department of Health and Social Services). »

« Cette affaire s'est-elle selon vous contribué à ralentir la recherche sur le sida ? »

« Elle ne l'a pas accélérée. »

« Compte tenu de la concurrence de plus en plus grande entre les chercheurs et des enjeux commerciaux nouveaux

qui entourent leurs recherches, comment faire en sorte qu'à l'avenir pareille affaire ne se reproduise plus ? »

« La compétition scientifique entre les équipes de chercheurs est saine et fait progresser les connaissances. Le fait que ces chercheurs valorisent leurs découvertes et se préoccupent de l'avenir industriel de leurs inventions est une démarche très positive et que nous encourageons. »

« Ce qui est critique, ce sont les tentatives de quelques-uns de ces chercheurs visant soit à empêcher des résultats soit à attribuer le mérite des inventions de leurs collègues. Ces manœuvres sont détestables et il est nécessaire de moraliser les pratiques. Il semble que ces faits aient pris une réelle importance outre-Atlantique au point que le NIH a créé à l'initiative du Parlement un Office pour l'intégrité scientifique (OSI). »

« La suite des événements déterminera, je l'espère, le niveau des responsabilités dans l'affaire qui nous préoccupe aujourd'hui et les éventuelles compensations ou pénalités dont leurs auteurs ont pu bénéficier. Les modalités d'évaluation de la recherche et des chercheurs que les grands organismes français ont mis depuis longtemps en place sont, en somme, un antidote au poison de la tricherie. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

(1) L'Office américain pour l'intégrité scientifique (OSI) de l'Institut médical de la santé (NIH) a publié un communiqué indiquant que le rapport dont fait état le quotidien américain « ne fournit aucune preuve que l'Institut français ait été déloyal par le docteur Gallo ou son équipe pour la mise au point du matériel de test sanguin. »

Les immigrés vieillissent, eux aussi

Des années durant, ils ont été des « travailleurs immigrés ». Que deviennent-ils à l'heure de la retraite ? Privés de leur légitimité sociale - leurs bras -, lâchés par leurs enfants qui ont adopté les valeurs de la société française, ou vivant en célibataire dans un meublé, ils nourrissent l'angoisse ultime de mourir et d'être inhumé loin du pays natal.

M. Smail, quatre-vingts ans, n'a jamais quitté le foyer d'immigrés où il a passé une bonne partie de sa vie, et dont il est à présent le doyen. Il refuse le placement en maison de retraite, craignant de ne pas pouvoir y respecter les interdits alimentaires de l'islam. Il mourra en France car, soupire-t-il, « l'Algérie c'est fini ». Mohamed, un autre octogénaire algérien, vit dans un taudis : après trente-cinq ans de travail, il ne touche ni retraite ni pension et voit venir « la catastrophe pour nos gosses ». Situations dramatiques, visages pathétiques fixés dans un reportage de l'émission « Rencontres » de FR3 projeté lors du deuxième colloque du Comité d'aide aux Maghrébins âgés de France (CAMAF) qui vient de se tenir à Paris (1).

Les immigrés, eux aussi, vieillissent. Ils sont quelque 700 000 âgés de plus de soixante-cinq ans, de nationalité étrangère ou français par acquisition. Contrairement à une idée reçue, il s'agit pour les trois quarts de personnes originaires de pays d'Europe : Italiens, Espagnols et Polonais, installés en France depuis des lustres. Mais les Maghrébins vont prendre la relève avec l'arrivée à l'âge de la retraite des vagues massives d'immigration des années 50 et 60. Déjà, 12 % des résidents des foyers d'immigrés sont des retraités, et la question se pose de la transformation de certains de ces foyers en maisons spécialisées.

Jusqu'à très récemment, le sort des vieillards immigrés n'intéressait personne. On a vécu longtemps dans l'illusion du retour. Les intéressés eux-mêmes ne repêtaient pas qu'un jour ils rentreraient pour vivre dans la petite maison que, tout au long de leur vie, ils ont construite à bas ? Un

jour éternellement attendu, toujours repoussé, qui ne se lève jamais pour la plupart. « Les immigrés âgés ont toujours été ignorés non seulement par les politiques migratoires françaises, mais dans l'imaginaire social », constate la politologue Catherine de Wenden.

Même aujourd'hui où l'évidence de l'enracinement est reconnue, cette catégorie n'apparaît dans le débat public qu'en termes négatifs : maladie, coût social, « problèmes » supplémentaires liés à l'immigration. D'où la nécessité du travail de valorisation de cette catégorie et de sensibilisation des politiques publiques qui commencent à être menés. Le CAMAF réunit depuis 1989 des gérontologues, des juristes, des travailleurs sociaux, des psychologues et des sociologues. Des bénévoles de l'association visitent les personnes âgées, accompagnent les handicapées, des animations et des permanences sont organisées dans certains hôpitaux comme Charles-Foix à Ivry-sur-Seine.

Les Portugais et les Chinois

Mais la tâche est vaste et complexe. Les situations à traiter sont diverses et doivent l'être « sans migrationisme ni apitoyement », comme l'a souligné M. Omar Samraoui, anthropologue et psychologue, président et fondateur du CAMAF. Tous les Maghrébins retraités ne sont pas des cas sociaux. Ainsi cet Algérien qui partage sa vie entre son pays natal, où vit sa famille, et Paris, où il a travaillé pendant trente ans et où il revient « faire ses courses » pour ses enfants d'Algérie qui lui font fête à chaque retour. Ce type de vie entre deux n'est pas rare, mais pourrait se trouver menacé par l'application stricte des accords européens et la généralisation des contrôles par informatique aux frontières, s'est inquiété M. Rémy Laveau, professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

A l'opposé, les services d'urgence connaissent des cas scandaleux de marginalisation extrême, lorsque maladie, solitude et carences administratives se conjuguent. La vie irrégulière, l'illettrisme et, parfois, le travail illégal sont de sérieux handicaps à l'heure de la « reconstitution de

carrière » et de la collecte des points de retraite. Le docteur Zoubeida Djilali, qui soigne les dépresses de la rue parisiennne pour Médicos du monde s'est dit « désespérée » par « ces vieillards qui se retrouvent dans la rue sans couverture sociale et parfois sans papiers après trente ans de travail en France ».

La question des pensions et des retraites, les pathologies liées au déracinement ne se limitent évidemment pas aux Maghrébins. Les Portugais, première communauté étrangère par le nombre en France, vivent aussi le drame du retour mythique et de l'incompréhension, voire la rupture, avec leurs enfants français. Leur couverture sociale est parfois dérisoire, notamment pour les anciens travailleurs ruraux venus du Portugal avant la généralisation de la sécurité sociale. Le sociologue Albano Cordeiro, analyse démographique à l'appui, a pronostiqué un « baby boom » portugais en France pour l'horizon 2000.

Aussi discrète et non moins lourde est la situation des vieillards chinois arrivés en France avec la vague des réfugiés du Sud-Est asiatique depuis le fin des années 70. Pour eux, le déracinement s'est produit à un âge déjà avancé, et le déphasage s'avère total. Habités à une société où l'ancêtre personnifie la sagesse et inspire le respect, ils vieillissent dans un pays qui isole et occulte ses aînés.

Une contradiction qui vitent à leur manière les Maghrébins et les Noirs d'Afrique, comme l'ont rappelé lors du colloque du CAMAF M. Kofi Yamgnane, secrétaire d'Etat aux affaires sociales et à l'immigration, et M. Amadou Mouctapha Diop, enseignant aux Langues orientales. Vieilles loin de son pays, sans même pouvoir assumer le rôle valorisant du grand-père, est une souffrance indicible.

Mais la même journée du pré-retraité sénégalais en France, entre ticket de tiercé, feuilletons américains et discussions de bistrot sur le pays, les fermes et le temps passé de l'usine, at-elle grand-chose à envier au quotidien de la plupart des retraités français ?

PHILIPPE BERNARD

(1) Comité d'aide aux Maghrébins âgés de France, 49, rue Mirabeau Paris-16. Tél. : (1) 44-55-87-08.

Après la suspension des négociations

Les infirmières attendent de nouvelles propositions du gouvernement

Les organisations et syndicats représentant les infirmières attendaient de nouvelles propositions du ministre de la santé, M. Bruno Durieux, avant de reprendre mercredi 23 octobre les négociations. Celles-ci n'ont pas permis d'aboutir à un accord en dépit de dix heures de discussions dans la nuit de lundi 21 à mardi 22 octobre.

Le ministre de la santé, M. Bruno Durieux, a proposé, lundi 21 octobre, aux syndicats et organisations représentatives des infirmières, de nouvelles mesures. Les créations de postes sont portées à 4 500 sur trois ans - soit 1 000 de plus que ce qui était annoncé samedi - « pour compenser la réduction du travail de nuit à trente-six heures et remédier aux insuffisances d'effectifs ».

Le problème des dimanches et jours fériés sera traité sur une base

trimestrielle et non plus annuelle. Le premier dimanche du jour férié travaillé dans le trimestre donnera lieu à une majoration de 33 % à 100 % des suppléments de rémunérations (ils passeront ainsi de 150 à 200 francs).

Le ministre prévoit également une reprise de l'ancienneté à 100 % pour les infirmières ayant quitté l'hôpital pour des raisons familiales ou personnelles ainsi que le développement de la promotion professionnelle. Ces propositions complètent celles déjà présentées le 19 octobre (*Le Monde* du 22 octobre).

Lundi, les organisations syndicales et professionnelles n'étaient plus que huit, et non neuf à la table des négociations. L'UNASIP (Union nationale des associations de soins infirmiers) et des infirmières de France) avait annoncé, le matin même, son intention de ne pas se rendre à la nouvelle séance de négociations. « Nous souhaitons parler des condi-

tions de travail alors que l'ensemble des intervenants ne veut parler que des salaires », a déclaré M. Henri du Roure, président de l'UNASIP.

A l'issue des discussions, la coordination nationale infirmière a indiqué qu'elle romprait les négociations « en l'absence de propositions nouvelles d'ici mercredi » et a confirmé son appel à une opération, « zéro infirmière » dans les hôpitaux. M. Bernard Desormière, de la CGT-Santé, a souligné « les points de convergence » entre la Coordination, Force ouvrière et la CGT, notamment à propos des salaires et des effectifs.

Plusieurs syndicats, dont la CFDT, CFTC, COC, ont fait des contre-propositions à M. Durieux. « Nous demandons notamment le passage à trente-six heures hebdomadaires de nuit ce qui suppose la création de 9 000 postes supplémentaires », a précisé M. Marc Dupont, de la CFDT.

Polémique sur l'origine des incidents du 17 octobre

Alors que M. Jacques Chirac a vivement dénoncé, lundi 21 octobre, « la manière dont la manifestation des infirmières a été réprimée », le jeudi 17 octobre, et « les méthodes de maintien de l'ordre employées », le préfet de police de Paris, M. Pierre Verbrugghe, a présenté, lundi 21 octobre, sa version des faits devant le Conseil de Paris.

« Rompant avec les engagements préalables formés de ses organisateurs de s'en tenir à un rassemblement statique place Vauban, cette coordination a voulu forcer les barrières de police pour se diriger vers la rue droite », à l'aide notamment d'un véhicule de sonorisation. D'où, selon le préfet, l'intervention des forces de police pour

éviter les débordements d'une manifestation mal contrôlée. Il n'y a eu de la part de la police ni charge ni emploi de bâton de défense et aucun coup n'a été porté contre qui que ce soit, a précisé le préfet de police.

La coordination affirme pour sa part que la camionnette de sonorisation dont parle le préfet de police est restée immobile et n'a pas tenté de forcer le barrage de police. C'est seulement après les incidents que le véhicule transportant un blessé est passé, avec l'accord des gardes mobiles, de l'autre côté du barrage. Le reporter du *Monde* présent sur place confirme cette version des faits de même qu'il a vu des manifestants recevoir des coups de matraque.

سكروان الناصلي

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La contamination des hémophiles par le virus du sida

Le professeur Jacques Roux et les docteurs Robert Netter et Michel Garretta ont été inculpés

Le professeur Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, le docteur Robert Netter, ancien directeur du laboratoire national de la santé, et le docteur Michel Garretta, ancien directeur du Centre national de transfusion sanguine (CNTS) ont été inculpés, lundi 21 octobre, par le juge d'instruction Sabine Foulon, chargée de l'affaire de la contamination des hémophiles par le virus du sida.

Après le dépôt de plusieurs plaintes au cours des années 1988 et 1989 par des particuliers visés notamment par l'Association française des hémophiles, le Comité consultatif d'éthique, le CNTS et le Laboratoire national de la santé, M. Sabine Foulon, juge d'instruction au tribunal de grande instance de Paris, a procédé à trois inculpations. Celles de M. Michel Garretta, ancien directeur général du CNTS, est fondée sur la loi du 1^{er} août 1905 sur des fraudes et sur les mesures relatives à la sécurité des consommateurs qui prévoit que « les produits et les services doivent, dans des conditions normales d'utilisation, ou dans d'autres conditions raisonnablement prévisibles par le professionnel, présenter la sécurité à laquelle on peut légitimement s'attendre et ne pas porter atteinte à la santé des personnes ». M. Garretta est accusé de ne pas avoir retiré du marché ou fait détruire des produits « corrompus et dangereux au cours des années 1984 et 1985 » et de ne pas avoir signalé les risques inhérents à l'utilisation de ces produits ni précisé les précautions à prendre. Il est passible d'une peine de six mois à quatre ans de prison et d'une amende de 200 000 francs à 500 000 francs.

Pour leur part, le professeur Roux et le docteur Netter ont été inculpés de non-assistance à personne en danger. Ils sont accusés de ne pas être intervenus à temps

pour faire cesser la diffusion du sang contaminé. Ils risquent des peines de trois mois à cinq ans de prison et une amende de 360 à 20 000 francs.

Le professeur Roux, immédiatement après avoir pris connaissance de son inculpation, a estimé celle-ci « parfaitement inadmissible » et destinée à « couvrir la responsabilité des ministres ». « En face du drame des hémophiles contaminés dès les années 1983 et les années suivantes, j'ai pris les décisions et fait au gouvernement les propositions qui relevaient de mes responsabilités de Directeur général de la santé », indique-t-il dans un communiqué transmis par les soins du Parti communiste dont il est membre du comité central. Il ajoute que « s'agissant du dépistage systématique du sida chez les donneurs de sang et de l'inactivation du virus par chauffage des produits sanguins, (il) s'est heurté en permanence aux ministères qui avaient le pouvoir de décider et qui refusaient de donner les moyens financiers pour la mise en œuvre des dispositions à prendre ».

« La responsabilité des ministres »

Il conclut que « le premier ministre, M. Laurent Fabius, le ministre des affaires sociales, M. Georges Dufoix et le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy, ont retardé censurement la signature des textes nécessaires. Je ne pense pas avoir, à aucun moment, failli à ma mission de défense de la santé publique et avoir négligé aucun argument pour convaincre de la nécessité et de l'urgence des décisions à prendre. Les conflits permanents avec le gouvernement ont d'ailleurs été la cause de mon départ à la fin de l'année 1985. Je considère que mon inculpation est destinée à couvrir la responsabilité des ministres et, en même temps, à jeter un écran de fumée sur les projets de remise en cause du système

français de transfusion sanguine. J'ai la conscience en paix. Il faut que toute la clarté soit faite dans l'intérêt des hémophiles et des autres transfusés, dans l'intérêt de la justice et de la prévention de la santé publique ».

Pour sa part, le docteur Netter s'est déclaré « profondément indigné » par son inculpation estimant qu'il avait l'impression d'être « le lampiste ». Enfin, dans son communiqué, M. Charvet estime que ce qui est reproché aujourd'hui au docteur Garretta, c'est « la mise en œuvre de décisions prises, le plus souvent à l'unanimité, par des dizaines de responsables impliqués dans la politique transfusionnelle et son application, et qui sont tout et autant que lui concernés. Il ne peut que prendre acte de cette décision et considère que seule la comparaison dans les mêmes conditions de l'ensemble des personnes concernées permettrait un réel débat ». Le docteur Garretta réaffirme par ailleurs « être solidaire des décisions qui ont été prises à l'époque, à partir des informations disponibles et dans leur contexte ».

Au nom de l'Association française des hémophiles, M. Francis Graeve, président d'honneur de l'association et ancien préfet, a déclaré à l'AFP qu'il était « normal » que le docteur Garretta ne soit pas le seul inculpé. « Il s'agit d'une affaire criminelle et les responsabilités concernant l'année 1985 sont accablantes », estime-t-il. Au cours du Club de la Presse d'Europe 1, M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, a demandé que l'on recherche « les responsabilités à tous les niveaux, médical, administratif ou politique, sans s'arrêter ». Quant à M. Pierre Bérégovoy, ministre des finances, il a affirmé lundi 21 octobre qu'une solution « commune » entre l'État et les compagnies d'assurances concernant l'indemnisation des victimes du sida après une contamination sanguine devrait être mise en place « sans délai ».

Une nouvelle dimension

par Franck Nouchi et Jean-Yves Nau

PRONONCÉES au terme d'une longue instruction, les inculpations des trois principaux responsables administratifs en place en 1985 confèrent une nouvelle dimension à l'affaire des hémophiles contaminés par le virus du sida. Et si ces inculpations ne préjugent en rien de futures décisions de justice, elles n'en accroissent pas moins l'impression que ce drame pourrait prendre la dimension d'un scandale. Si tel était le cas, où devrait-on situer les responsabilités ?

La longue et complexe enquête judiciaire indispensible à la recherche de la vérité a suivi l'action entreprise il y a plusieurs années par un petit groupe de victimes réunies au sein de l'association des polytransfusés. Comment, dans le silence de l'instruction, elle a, ces derniers mois, et plus encore ces dernières semaines, coïncidé avec la révélation par la presse de nouveaux documents, de nouvelles mises en cause. C'est dans ce contexte que le docteur Michel Garretta avait démissionné en juin dernier des fonctions qu'il occupait à la tête du Centre national de transfusion sanguine depuis 1984.

La « volonté de transparence » exprimée tardivement par le gou-

vernement n'aura fait que précipiter les événements. La transmission à la justice du rapport - incomplet - demandé à M. Michel Lucas, chef de l'inspection générale des affaires sociales, aurait-elle influé sur les décisions de M. Sabine Foulon, juge d'instruction ? En toute hypothèse, la publication de ce document devait permettre de disposer de nouveaux éléments mettant mieux en lumière l'étendue des responsabilités, y compris politiques.

L'engrenage des lors était en place. Ainsi s'explique que le docteur Robert Netter ait aujourd'hui le sentiment de jouer le rôle du « lampiste ». Et, de la même manière, que le professeur Jacques Roux, membre du comité central du PCF, puisse juger son inculpation « inadmissible » et souligner ses responsabilités, à ses yeux, du premier ministre de l'époque, M. Laurent Fabius, de M. Georges Dufoix (ministre des affaires sociales) et de M. Pierre Bérégovoy (ministre de l'économie).

Pourra-t-on fixer la limite des responsabilités à cet échelon intermédiaire entre médecins prescripteurs et responsables politiques ?

EN BREF

Interdiction provisoire prononcée à l'encontre du bétailier de Dijon. Une interdiction provisoire a été prononcée à l'encontre de M. Robert Bernier, bétailier de l'ordre des vétérinaires de Dijon, par le conseil de l'ordre, réuni lundi 21 octobre en séance extraordinaire et en formation disciplinaire. L'interdiction provisoire a été décidée en raison « de faits gravement répréhensibles révélés par une expertise précédemment ordonnée par le conseil de l'ordre », précise un communiqué de l'ordre des vétérinaires. Un comité d'administration a été désigné pour assurer la gestion du cabinet de M. Bernier.

Saisie record de cannabis au large de Boulogne-sur-Mer. Une importante quantité de résine de cannabis a été saisie dans la nuit du dimanche 20 au lundi 21 octobre à bord d'un cargo allemand au large de Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais). La quantité de stupéfiants ainsi saisis serait de 10 à 15 tonnes. Le *Tamito* a été arrêté alors qu'il se trouvait en mer au large de la direction interrégionale des douanes. Sept membres de l'équipage, composé de Britanniques, d'Allemands, de Français, de Néerlandais et de Yougoslaves, ont été interpellés.

JUSTICE

Le réquisitoire au procès Chaumet

Des peines d'emprisonnement ont été requises contre les joailliers faillis

Cinq ans d'emprisonnement, dont trois avec sursis, ont été requis, lundi 21 octobre, contre le joaillier failli Jacques Chaumet par le substitut général Christian Melottée devant la 11^e chambre du tribunal correctionnel de Paris. Trois ans, dont deux avec sursis, ont été requis contre son frère Pierre. Si le tribunal suit le parquet, les frères Chaumet pourraient donc théoriquement retourner en prison.

Les échanges à mi-voix, les demi-aveux sursis, la sourdine du bon ton ont été en écho. On s'est assis devant un tribunal correctionnel qui juge des délinquants. Ils ont les Chaumet, ruinés de simples vies. Comme tous ceux qui s'assoient sur les mêmes bancs de bois, ils ont semé le malheur, menti, trompé, méprisé des victimes, qui n'étaient pas toutes des habituées de la chronique mondaine et n'ont pas toutes aussi aisément rebondi que la princesse de Beauvau-Craon, le cher confrère Reza ou le roi du Maroc.

Déjà la semaine dernière, quelques parties civiles avaient rappelé comment certains perdirent dans la faillite toute une vie de travail. On cite l'exemple d'une comédienne de soixante-douze ans, contrainte à cet âge de travailler encore, après que, sur les conseils de M. Puel de Lobel, comploté, elle eut vendu tous ses biens pour prêter aux Chaumet. Mmes dramatiques certes, des lettres furent lues à l'audience, qui expliquent l'acharnement dont a pu faire preuve M. Alexandre Reza, justement : les Chaumet n'étaient certes pas des tendres pour leurs confrères plus récemment apparus sur la place, n'hésitant apparemment pas à manœuvrer pour faire disparaître aux concurrents potentiels l'accès à la Biennale des antiquaires de Paris.

Mais ce n'était rien. Il restait aux Chaumet à s'entendre leur leurs vérités à la figure de la bouche du substitut général Melottée. Ce fut fait méthodiquement, au fil d'un réquisitoire qui

commença par fustiger leur « aveuglement », pour continuer par leurs « manœuvres, leur mise en scène, leurs machinations », et terminer par ce qui fut « méprisable et ignoble » : avoir reçu certaines sommes « sur le tard, jusqu'à un mois de leur faillite, en sachant qu'ils ne pourraient jamais les rembourser ».

Sous l'orage, les Chaumet restèrent silencieux et impénétrables. Tout au long de leur procès-fléuve, ils s'étaient d'ailleurs montrés flegmes, impassibles, répondant sans zèle, à mots comptés, aux questions posées et à elles seules. Bât-ce le silence du remords ? Le substitut général sembla en douter, qui regretta de n'avoir pas entendu « le moindre mot de regret à l'égard des victimes ».

Leurs explications ont pris un tour presque mondain, remarquait-il. On a eu l'impression qu'ils se justifiaient comme des chefs d'entreprise en difficulté, qu'ils se sentaient étrangers à leurs turpitudes. Comme si tous ces délits s'étaient commis en dehors d'eux. Quand leurs affaires ne vont plus, c'est la faute au destin. Pourtant, les Boucheron, Van Cleef et autres joailliers prestigieux, qui ont dû aussi avoir leurs difficultés, on ne les a pas vus devant le tribunal correctionnel, eux. De qui se moquent-ils ?

Accablantes révélations

Impassibles encore devant quelques accablantes révélations du substitut général : tous deux, la semaine dernière, avaient assuré au tribunal se verser des salaires d'environ soixante 10 000 francs par personne et par mois. En fait, M. Melottée révéla que pour l'année 1986, par exemple, il fallait, en incluant les primes et avantages divers, multiplier ce chiffre par trois pour approcher de la vérité. « C'est correct, ironisa-t-il, pour les dirigeants d'une société dont les créanciers sont spoliés ».

« Pierre Chaumet, conclut le substitut général, vous avez tout approuvé, tout laissé faire, et tout fait vous aussi. Mais vous accompagnez votre frère un pas derrière : je requiers trois ans d'emprisonnement, dont deux avec sursis, un

million d'amende et vingt ans de faillite personnelle. » Et, se tournant vers Jacques Chaumet : « C'est vous le plus coupable car, d'ailleurs, c'est vous le plus intelligent. Par quel aveuglement d'orgueil avez-vous pu tendre toute votre intelligence vers la commission de ces inavouables délits ? A cause de vous, aujourd'hui, pour beaucoup de gens, bijoutier est synonyme d'escroc. Vous avez tout détruit, tout trahi, tout sali. » Et de requérir cinq ans d'emprisonnement, dont trois avec sursis, 1 million d'amende et vingt ans de faillite personnelle.

Les complices, eux, avaient eu droit à des réquisitions atténuées. Clémentes pour les trois anciens employés de la joaillerie, Jacques Perruchon de Brochard, Guy Bertrand de Puyraimond et Guy Thion de la Chaume, dont « la marge de manœuvre était assez étroite » : pour chacun d'eux, deux à six mois d'emprisonnement avec sursis et 50 000 francs d'amende. Plus sévères pour Raymond Puel de Lobel, le publicitaire qui attirait encore des prêteurs chez Chaumet plusieurs mois après avoir lui-même soldé son propre compte : un an avec sursis et 200 000 F d'amende.

Plus rigoureuses encore pour l'avocat cannois Gérard Banon, autre pourvoyeur des Chaumet : deux ans avec sursis et 300 000 mille francs d'amende. Enfin, dix-huit mois avec sursis et 60 000 francs d'amende ont été requis contre Claude Opreasco, employé de la Banque républicaine de l'Ouest, accusé d'avoir détourné vers la joaillerie des fonds de ses clients.

La défense, qui devait s'exprimer mardi et mercredi, jugera sans aucun doute ces réquisitions sévères. Le substitut général, dans son adresse finale au tribunal, l'a volontiers reconnu, et en a livré sans mystère la raison : « Même si ce n'est pas l'usage, transportez-vous un instant au niveau inférieur, à ces chambres où l'on juge la délinquance ordinaire, a-t-il lancé. Nous sommes tous responsables d'une certaine morale commerciale. De votre jugement dépend la crédibilité de la justice tout entière. »

DANIEL SCHNEIDERMAN

Le monde hippique face au dopage

Six autres inculpations d'entraîneurs de chevaux de courses à Chantilly

Six entraîneurs de chevaux de courses ont été inculpés d'infractions à la législation sur les substances vénéneuses et interdites, le 15 octobre, par M. Catherine Samet, juge d'instruction au tribunal de Senlis (Oise). Cette nouvelle vague d'inculpations confirme le ministère de l'Agriculture, autorité de tutelle, dans sa volonté d'arrêter et les contrôles antidopage et la transparence en cette matière.

Cette nouvelle série d'inculpations succède à celle qui a touché, cet été, une dizaine de pharmaciens et d'entraîneurs appartenant au Gotha des courses de galop et de l'élevage des pur-sang (le *Monde* du 4 septembre). Tous les entraîneurs se voient reprocher par la justice d'avoir utilisé, sans ordonnance, des médicaments interdits ou des produits dopants. Ils ont été inculpés d'infractions à la législation sur les substances vénéneuses et interdites.

S'agissant de M. François Boutin, entraîneur des écuries de M. Louis Mermet, amateur milliardaire, et Jean-Luc Lagardère, PDG du groupe Hachette, l'inculpation succède logiquement aux réquisitions prises à son égard, fin août, par le parquet de Chantilly. Membre éminent du comité du Syndicat des entraîneurs, M. Jacques de Chevigny est une personnalité célèbre parmi les inculpés, qui comptent aussi M. Erwan Charpy, Arnaud de Monseac, Jean-Yves Arn, et Philippe Lacomme.

Le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermet, qui exerce la tutelle sur les courses hippiques et l'élevage, n'a pas tardé à réagir à l'action judiciaire en cours en adressant à ses services, le 12 août, une lettre sur « la lutte

contre le dopage ». Objectifs fixés par le ministre : « Assurer une plus grande transparence » et « adapter si nécessaire certaines dispositions existantes ».

« Code de bonne conduite »

Au cabinet du ministre de l'Agriculture, on explique qu'il s'agit de préciser un « code de bonne conduite ». Il est notamment envisagé de créer un livre sanitaire sur lequel seraient inscrits tous les traitements vétérinaires administrés à chaque cheval. Il est aussi question de promouvoir l'application au cheval de courses de la loi Bambi, adoptée le 28 juin 1989 pour lutter contre le dopage. Mais le décret d'application de cette loi aux chevaux de courses n'a pas encore été pris, commente-t-on du côté du ministère de la jeunesse et des sports. Autant dire que les autorités de tutelle sont désireuses d'aller beaucoup plus loin dans l'amélioration des contrôles antidopage. Une table ronde réunissant les responsables des courses concernées sera organisée, le 25 octobre, sous l'égide du ministère de l'Agriculture. Professionnels du monde des courses, vétérinaires, juristes et scientifiques se sont déjà penchés, le 27 septembre à Laval, sur « le contrôle antidopage chez le cheval ». Après cette réunion, le secrétaire général de la Fédération nationale des sociétés de courses, M. Gilles Delloye, estime que « si le prix à payer pour améliorer notre image de marque, c'est de renoncer totalement à l'usage des anabolisants - avant, pendant et après les courses - nous le ferons, pour ne plus être suspectés d'en faire un usage abusif ».

Évoquant « la suspicion qui pèse sur les ventes de yearlings dans le monde entier », le Syndicat des éleveurs et le PDG de l'Agence française, l'ou, organise la « vente des

pur-sang à Deauville) ont fait connaître, fin septembre, une décision qui marque, elle aussi, un changement de cap important. Les deux organismes ont annoncé l'institution, dès 1992, d'un « contrôle systématique des animaux présentés dans les ventes françaises, concernant les produits anabolisants ». Ce qui traduit, ajoutent-ils, la volonté d'instaurer « une étape décisive dans l'instauration d'une image nouvelle des courses et de l'élevage » et d'organiser une véritable transparence, essentielle au renouveau de notre institution. »

ERICH INCIVAN

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

Éditions de la Bibliothèque de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

12, rue Saint-Guillaume 75007 PARIS - TEL. 43.49.30.21

Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques

MOTS

Orthographe et société

sous la direction de Nina Catéch, Lucie Petitjean, Maurice Tournier

septembre 1991 128 p., 80 F

17, rue Saint-Guillaume PARIS 7^e - TEL. 43.49.30.21

CULTURE

CINÉMA

L'Europe des cinéastes

Des réalisateurs de toute l'Europe réunis pour défendre la liberté de création

BEAUNE

de notre envoyé spécial

Prestigieuse affluence de cinéastes en Bourgogne, du 17 au 21 octobre : sous les auspices de l'ARP se déroulent les premières journées européennes de la création cinématographique de Beaune, auxquelles étaient conviés des réalisateurs de toute l'Europe, et des représentants officiels des États concernés, de Bruxelles et de Strasbourg. Créée, à l'initiative de Claude Berri, pour défendre les intérêts des réalisateurs-producteurs - ce qui est aujourd'hui le plus grand des cinéastes français - l'ARP est aujourd'hui un groupe de pression actif sous la houlette de son « stratège » Pascal Rogard, délégué général.

Annaud, Chabillez, Jugnot, Leducq, Miller, Oury, Rappeneau, Tavernier, Varda, Zidi et une trentaine d'autres (avec Depardieu en guest star) ont accueilli quarante-cinq réalisateurs de vingt-quatre nationalités européennes. Dans les rues de Bourgogne, bien sûr, mais aussi lors d'une série de colloques qui se révéleront plus fertiles que ne le sont habituellement les réunions de ce genre. Appuyé sur la relative bonne santé de leur cinématographie, les Français ont souvent tendance à donner des leçons à leurs collègues. Ils ont cette fois surtout écouté.

Et les multiples témoignages sur les relations avec la télévision, la langue de tournage des films et leur diffusion en version originale ou sous-titrée, le statut de l'auteur ou l'essor de la vidéo, ont décrit des

rapports de force variables, même si la toute-puissance hollywoodienne dessinait sa menace dans la plupart des interventions, même si le souci de préserver la diversité de création formait le socle commun des préoccupations.

Décrivant le vide réglementaire qui a succédé aux lois répressives dans leur pays, les cinéastes des pays de l'Est ont trouvé à Beaune des propositions d'aides pour l'élaboration de nouveaux cadres juridiques, tandis que dans les coulisses se nouaient des projets de coproduction. Des Anglais décrivaient les ruines de leur cinéma livré aux seules lois du marché par Mr Thatcher et qui trouvent leur principal soutien dans les télévisions, aux Néerlandais ou aux Autrichiens qui se plaignent de subir les exigences de ces chaînes, alors que les Belges ou les Espagnols déplorent au contraire leur manque d'investissement, une image contrastée, mais relativement complète, se dessinait peu à peu.

Une évolution stratégique

En apostrophant directement M. Dondelinger, commissaire européen chargé de la communication et de l'audiovisuel, pour obtenir des assurances sur des points précis, Claude Berri donnait aux cinéastes étrangers l'exemple du rapport de force que peut instaurer une précision vis-à-vis des décideurs politiques - et, en marge des débats, Pascal Rogard annonçait ainsi l'intention de l'ARP de déposer plainte contre le CSA devant le Conseil

d'Etat, pour n'avoir pas imposé à M6 le respect de ses engagements en matière de quotas. Position offensive il est vrai, facilitée par le soutien quasi constant d'un ministre de la culture et d'un Centre du cinéma que les participants étrangers ont en grand nombre déclaré envier aux Français.

Les participants des Rencontres devaient adopter une résolution demandant que la culture soit intégrée au traité de Rome, afin que les responsables de Bruxelles ne puissent plus traiter les films comme une marchandise ordinaire. Au-delà de l'appel à la création de salles réservées à l'exploitation de films européens en version originale et à la mise en place d'un organisme de promotion internationale de ces mêmes films, l'appel de Beaune traduisait une évolution stratégique - ici aussi synchronisée de la position de la Rue de Valois.

Après avoir beaucoup ferrailé pour chercher des alliés dans d'autres pays afin d'obtenir une réglementation plus favorable de la CEE, il s'agit plutôt de s'adresser directement à Bruxelles pour que les décisions prises « redescendent » dans différentes capitales nationales hostiles ou indifférentes à la protection de leur cinématographie. En filigrane se dessinait ainsi la nécessité de constituer une grande puissance face au rouleau compresseur américain, faute de quoi la résistance française n'aurait été qu'un baroud d'honneur.

JEAN-MICHEL FRODON

L'Italie à Annecy

ANNECY

de notre correspondant

Les neuvièmes Rencontres du cinéma italien d'Annecy, qui se sont terminées dimanche 20 octobre, ont consacré *Condominio* de Felice Farina. *Condominio* pourrait se traduire par *Chronique d'une cité HLM*. Sous ses airs de ne pas y toucher, le film aborde avec ironie et émotion les constantes du quotidien banlieusard : la solitude, l'éloignement du pays, la délinquance, la pauvreté, la méfiance à l'égard de la société bien installée et de ses services publics. L'amour s'y noue aussi tendrement qu'il se défait cruellement, dans cet univers peu fait pour les contes de fée.

« *Condominio* nous a favorables-ment impressionnés par sa construction et le plaisir qu'il a pris Felice Farina à le tourner », a déclaré la présidente du jury. C'est une œuvre partagée par un grand nombre de participants, puisque le film a reçu le prix du public et celui du CICAIE (Art et Essai). Les autres récompenses sont allées à Antonio Falduta pour *Intelope Celler* (prix spécial du jury) et à Fabio Carpi pour l'ensemble de son travail. Hors compétition, Giuseppe De Santis a été honoré du festival qui a projeté l'intégrale de son œuvre, a reçu l'hommage de la ville d'Annecy.

GÉRARD DEL RIC

Les deux orphelins

Quatrième version du chef-d'œuvre de Jack London

CROC-BLANC de Randal Kleiser

Croc-Blanc est d'abord un livre, l'histoire d'un loup de l'Alaska et de ses rapports avec les humains, auxquels il finit par s'identifier. C'est une histoire triste. Il est la métaphore de Jack London, aventurier et écrivain social, auteur de ce chef-d'œuvre sauvage et onirique, donc difficile - sinon impossible - à représenter. Pourtant, régulièrement, au moment de quelque vacances, sort un film qui s'appelle Croc-Blanc. Celui de Randal Kleiser est le quatrième, et dans la zone nord vont bientôt commencer les congés de la Toussaint.

Parce qu'il promène ses lecteurs dans des paysages très lointains, parce qu'il raconte des aventures exotiques, et ne parle jamais - directement - de sexe, Jack London est classé « pour enfants » - un malin, les salles parisiennes projettent le film en version française. On le lit beaucoup, c'est vrai, pendant la pré-adolescence, l'âge de tous les tourments, des pulsions les plus violentes. Croc-Blanc n'est pas Lassie, ce que semblent oublier les différents cinéastes qui ont donné son nom à leur film.

Hormis la musique omniprésente, sirupeuse, inutile, celui de Randal Kleiser n'est pas pire que les précédents.

On y voit une louve se sacrifier pour porter à manger à son petit. Et le petit, devenu orphelin, s'en aller tout seul dans la neige. On le retrouve « chien » de traîneau d'un Indien, puis tombant aux mains d'un trio d'afreux qui le dressent au combat, puis récupéré par un autre orphelin, cherchant d'or cubain, en compagnie de Klaus-Maria Brandauer, menestrel illettré et taciturne - il a beau faire, on ne peut pas y croire, et d'ailleurs, il ne se donne pas un mal fou.

Le dernier des Croc-Blanc, produit par Walt Disney et approuvé par la SPA, est fait pour rassurer tout le monde : les paysages sont grandioses, les gens meurent hors champ, les yeux des loups phosphorescents dans la nuit sont impressionnants, les péripéties bien calculées pour qu'on n'ait pas le temps de s'ennuyer. Les combats de chiens sont filmés dans un ralenti qui les transforme en curieuse danse amoureuse, les méchants qui ont des têtes de méchants, sont punis, le tout accompagné de la haine au loup, qui, sans ça, serait, c'est bien connu, un vrai chien. A la fin les deux orphelins, l'animal et l'humain, qui ne peuvent plus vivre l'un sans l'autre, restent ensemble dans leur cabane en plein milieu d'un magnifique paysage écologique. Le film ne dit pas s'ils auront beaucoup d'enfants.

COLETTE GODARD

Céline Samie, pensionnaire de la Comédie-Française. La comédienne Céline Samie, élève stagiaire à la Comédie-Française depuis avril 1990, a été engagée comme pensionnaire. Formée au Conservatoire national supérieur d'art dramatique à Paris, Céline Samie a notamment joué dans les *Médécins de Molère*, mis en scène par Dario Fo. Elle est la fille de Catherine Samie, doyenne de la Comédie-Française.

MUSIQUE A 18H



23 ET 25 OCTOBRE
QUATUOR TAKACS
Intégrale
des Quatuors de Bartók

prix 75 F
les 2 concerts 120 F
ou lieu de 150 F
LOC 42 74 22 77
2 PL DU CHATELET PARIS 4^e

ARCHITECTURE

Haussmann le castor impérial

Suite de la première page

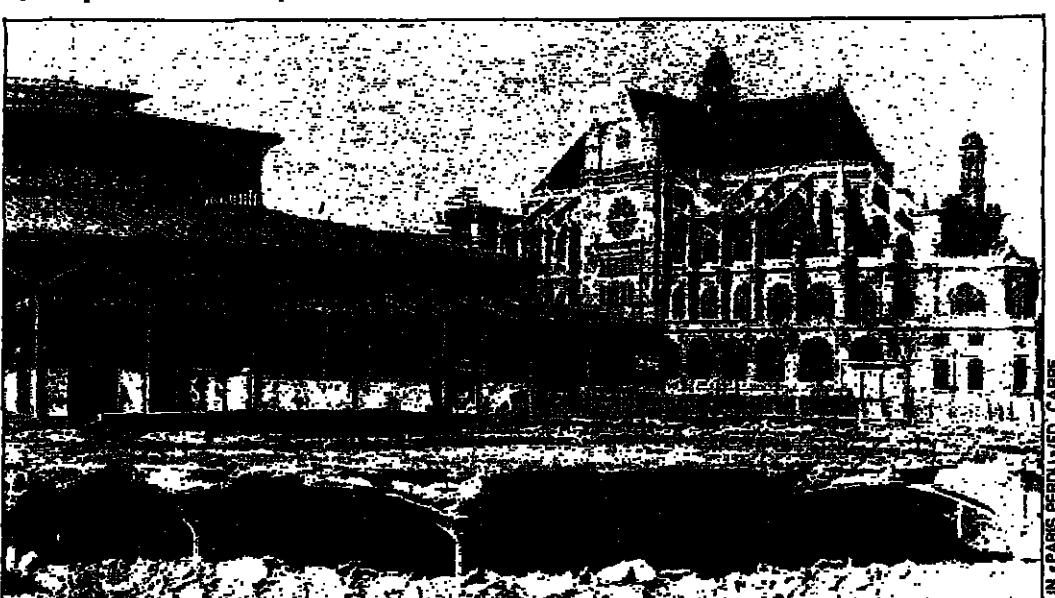
Malgré tout, cela vaut mieux que rien, et rendons grâce à l'arsenal de châtiment que l'architecte de la disparition d'Haussmann qu'on aurait attendu à Orsay (1). L'ouvrage de Jean des Cars et Pierre Pinon restitue, au contraire, le tout et le détail de l'immense épopée qui, sous la main sans faiblesse du préfet, conduit à transformer profondément la capitale

d'éclairage, de mobilier urbain, etc.

La capitale bientôt ne ressemble plus à la ville d'autan, si largement médiévale encore par ses rues étroites, ses coupe-gorge, ses cloaques. C'est déjà la Ville lumière. Et c'est aussi, masquant ses cicatrices, un nouveau Paris qui s'impose, où alternent quartiers de pierre franche et bourgeoise et villages indolents, quar-

livre publié sous la direction de Françoise Hamon et Charles MacCallum. Une trace qui est aussi une sorte de préface au même Haussmann, en ce que Visconti, néoclassique à l'origine, évolue, de pompes en circonstances, jusqu'à donner la matrice stylistique d'une bonne part de l'architecture haussmannienne.

La mairie du dix-neuvième arrondissement a croisé elle aussi l'épopée des transformations de Paris, avec une exposition charmante, toujours gentiment bricolée, et qui reste dotée - encore - d'un beau catalogue sur les *Folies, Tivolis et attractions*, autrement dit sur tout ce que les friches, ban-



Les Halles (1854-1870) de Baltard en 1972, avant leur destruction.

pour lui donner un visage dont même les sinistres balafres de l'après-guerre (le massacre du treizième arrondissement, la destruction des Halles, etc.) n'auront pu véritablement altérer la beauté. Une beauté maigre et compassée, sans doute, mais certainement lumineuse, et où l'on perçoit, au-delà de l'immensité des travaux engagés, l'idée d'un bien public qui dépasse de très loin la seule gloire d'un souverain.

Dix-sept années de chantier

D'ailleurs, parle-t-on de Napoléon III lorsqu'on évoque les transformations de Paris, de ce Napoléon le Petit qui, pourtant, avait tracé de sa propre main l'essentiel des grands travaux de son règne ? C'est le nom d'Haussmann qui revient pour définir les dix-sept années de chantier que connaît Paris, de 1853 à 1870. Jusqu'à masquer l'œuvre de ses prédécesseurs, les préfets Chabrol et Rampeau, ou celle de ses successeurs, qui, il est vrai, n'eurent guère d'autre choix que de poursuivre ou achever les percées et projets du baron. Et jusqu'à rassembler sous son seul bicornie le travail d'une pléiade d'architectes, d'ingénieurs, de techniciens de tout rang ? C'est miracle si les noms d'Alphand (les Buttes-Chaumont), ou de Baltard (les Halles) n'ont pas rejoint dans la tourmente de la mémoire collective.

Deschamps, Michel, ou Belgrand, les autres bras droits en guêches de Sieva-Haussmann, dieu de la destruction... donc de la construction.

Cette célébration centenaire permet ainsi de faire revivre et de réorganiser le tout et le détail de ce haut moment dans l'histoire de l'urbanisme. Les mécanismes financiers, en premier lieu, sans lesquels rien n'aurait été possible : l'endettement certes, mais surtout l'investissement, le pari sur l'avenir, avec un corollaire rassurant, si l'on peut dire, Haussmann, en effet, qui permit tant d'opérations immobilières, qui engendra tant d'affaires et de spéculation, se comporta lui-même, sur le plan financier au moins, de façon tout à fait régulière. Rien à voir avec le portrait-charge qu'en fait Zola dans *Au Bonheur des Dames* sous les traits du baron Hartmann. Zola qui charge l'homme, Zola qui décrit l'enfer des travaux incessants, jour et nuit, mais Zola aussi qui reconnaît l'importance des transformations haussmanniennes.

Une formidable infrastructure

Car en plus des avenues tracées, qui fondent un modèle international d'urbanisme (avec ses qualités et ses insuffisances), en plus des modèles architecturaux qui vont définir par leur langage l'allure moyenne de l'immeuble parisien, en plus des grandes réalisations, comme l'Opéra de Garnier, ou d'institutions aussi diverses que des églises, des prisons, des casernes, des théâtres, Haussmann et son équipe vont donner à Paris une formidable infrastructure de canaux de réservoirs, d'égouts,

tiers riches et quartiers d'artisans.

Le nom d'Haussmann va alors passer au purgatoire. On voue le démolisseur aux gémonies, on oublie le constructeur. Puis les fougueux analystes du vingtième siècle assigneront de façon simpliste aux boulevards haussmanniens le rôle de vides sanitaires anti-émeutes, voire de tirs à l'ouvrier. En fait, si Haussmann a créé les conditions urbaines de la répression, il a créé en même temps celles des manifestations de masses. Qui fait l'ouf, qui fait la poule ?

L'exposition Haussmann ne doit pas être prise seule, pour elle-même. Elle doit être l'occasion de visiter et revisiter, au rez-de-chaussée de l'Arsenal, l'histoire et l'actualité de l'urbanisme et de l'architecture parisiennes, en rupture parfois avec les tracés du baron, plus souvent dans leur prolongement. Les projets et réalisations présentés changent régulièrement, sont expliqués clairement, de façon concise, d'où la fréquentation de plus en plus fidèle du public. Hors l'Arsenal, il y a, en outre, les expositions de la Ville de Paris et de sa délégation à l'action artistique. Ainsi, voici Louis Visconti, qui meurt en 1853 lorsqu'Haussmann entre en fonctions et qui est né en 1791.

Le bicentenaire de Louis Visconti

Ce bicentenaire de l'architecte du nouveau Louvre, de tant de fontaines, d'immeubles et de fêtes éphémères est célébré à la mairie du sixième arrondissement. On y trouve des documents splendides présentés un peu à la va-comme-je-te-pousse, mais auraient-ils trouvé autrement des crédits pour sortir des cartons ? Une trace, de la qualité du catalogue Haussmann, en sera laissée à travers un

lieux ou jardins de la capitale auront pu produire d'attractions et d'amusements. C'est l'espace public, éventuellement le jardin public, et ses fonctions qui se définissent ici derrière les jeux, les rires, les cris du peuple ou de la « haute ».

Et comme nous en sommes à trois pas, on jettera un œil dans la rotonde de La Villette, place Stalingrad, qui consacre une boucle émouvante à « La construction privée à Paris de 1876 à 1899 ». C'est après Haussmann, ça n'est plus Haussmann, mais ça reste Haussmann.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) Le Musée d'Orsay a cependant organisé un cycle de conférences et, le 19 octobre, un débat sur « l'utilisation des concepts haussmanniens dans la ville actuelle » précédé par la projection du film *Paris, roman d'une ville*, de Stan Neumann (conseiller : François Loyer), diffusé prochainement sur la SEPT.

► « Le Paris d'Haussmann », pavillon de l'Arsenal, 21, bd Morland, 75004 Paris. Tél. : 42-76-33-97. Jusqu'au 5 janvier 1992. L'ouvrage, qui porte le même titre, est publié sous la direction de Jean des Cars et Pierre Pinon, avec la collaboration de nombreux spécialistes. Éditions Picard, 368 p., 320 F.

► « Louis Visconti », mairie du sixième arrondissement. Jusqu'au 10 novembre. L'ouvrage correspondant est publié par la délégation artistique à la Ville de Paris. 288 p., 290 F.

► « Folies, Tivolis et attractions », par Gilles-Antoine Langlois. Ed. DAAVP, 216 p., 240 F.

► « La Construction privée à Paris » 1876-1899. Rotonde de La Villette, place de Stalingrad. Jusqu'au 17 novembre.

Une école d'art au Fresnoy

Une ambitieuse école supérieure d'art doit être installée au Fresnoy, sur la commune de Tourcoing (Nord). Cet ancien centre de loisirs populaires (manèges, cinéma, dancing, piscine) est fermé depuis les années 70. La région Nord-Pas-de-Calais et le ministère de la culture ont décidé d'y loger « un centre artistique et audiovisuel de formation, de production, de création et de diffusion ». Le président de l'association de préfiguration est M. Michel Delabarre, ministre de la ville et vice-président du conseil régional.

Un concours d'architecture a été lancé. A l'issue d'un premier tour, deux équipes restent en piste : celle de Bernard Tschumi (le parc de La Villette) et celle de Pierre Du Besset et Dominique Lyon (l'immeuble du Monde, rue Falguère). Le lauréat sera désigné en décembre. L'association a également mis sur pied une manifestation -

« Les arts étonnants » - au cours de laquelle, jusqu'au 23 octobre, le public est convié à voir des « œuvres mutantes », à la croisée du spectacle, des arts plastiques, de l'écriture et de la musique, le tout relevé d'une solide pincée de technologie.

Matt Mullican trafique les images de synthèse jusqu'ici utilisées par les scientifiques et les pilotes de chasse ; Alain Fleischer présente ses écrans silénographiques ; Stephen Taylor Woodrow tente de « court-circuiter l'art officiel » à partir de « peintures vivantes » ; Daniel Harvey - dont les œuvres ont souvent été utilisées par Peter Greenaway - et Heather Ackroyd proposent des sculptures végétales. La future école du Fresnoy a pour ambition de former demain ces « jongleurs de l'invention plastique et audiovisuelle ».

E. de R.

CHATELET

ARNOLD SCHOENBERG

Gurrelieder

Margaret Price, Reinhild Runkel, Gary Lakes, Falk Struckmann, Hans Hotter

Kent Nagano

Orchestre de l'Opéra de Lyon

Orchestre Philharmonique de Montpellier

Chœur d'hommes de Prague

Miroslav Kosler

Chœur de la Radio de Prague

Stanislav Bogunia

Coproduction Opéra de Lyon / Orchestre Philharmonique de Montpellier

9 novembre 20 h 30

40 28 28 40

NOTATION SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

Mairie de Paris

هكنا من النخيل

كازمان الفيل

CULTURE

THÉÂTRE

Jambes à leur cou dans la prairie

Chez Gilles Bouillon, Labiche retrouve la force du mouvement

TOURS

de notre envoyé spécial

«Toute son âme est dans son coude». C'est le mot, proche d'un cri d'extase, de Kleist à la vue d'une marionnette. Illumination : Kleist vient de découvrir le «centre de gravité», comme il dit, de l'acteur de théâtre. L'âme de sa dynamique. Son œil s'est arrêté au coude, l'une des articulations du geste. Avant tout la marionnette est une figure en mouvement. Et «figure», ici, c'est aussi bien la silhouette, le corps, que la parole — comme dans «figure de rhétorique». C'est par ce même joint, anatomique et mental, qu'Antonin Artaud, frappé par le mouvement décomposé du danseur balinais de l'Exposition coloniale, l'imaginera source d'énergie du drame pur.

Saisir la vraie portée du théâtre d'Eugène Labiche, c'est le profiler dans la grande aventure d'une dramaturgie du mouvement. La course-poursuite du *Chapeau de paille d'Italie*, les percuteurs déclenchés par le quiproquo et le couple d'âne des vaudevilles, tout cela n'est chez Labiche que l'élan idéal du geste, le signe de vie. Débloquer l'animé. Un versant de l'art de Labiche peut être marqué par «des verbes commençant par «de» : dégourdir, débarrasser, dépanner, décaler, etc... Délivrer.

Gilles Bouillon, actuel directeur du Centre dramatique régional de

Tours, s'attache souvent à explorer cet axe essentiel du comédien : le saut de l'animé à la vie. Et, comme dans deux arts de mouvement pur, la musique et la danse, il y a sur scène un appel du mouvement poussé à bout, accéléré — comme si l'accélération réamorçait l'inspiration, l'inspiration, de la musique, à l'entrechat et aux jettés battus de la danse, répond, au théâtre, une rapidité de réponse du geste et de la parole que relance, notamment, le quiproquo.

C'est pourquoi Gilles Bouillon a souvent mis en scène deux virtuoses du malentendu, du pseudo : le Shakespeare des Comédies, et Marivaux. Sur sa lancée, il présente aujourd'hui *Le Plus heureux des trois*, l'œuvre souvent tenue pour la plus sensible de Labiche (au sens d'«émulsion sensible»), en ce qu'il n'y a dans cette pièce, justement, ni quiproquo ni course-poursuite à proprement parler. C'est le fond de train en toute liberté. A toute vitesse Labiche «décolle, décontracte, dénoue» l'existence même, par un heurt d'actes gratuits. «Entre la patinoire et le parcours du combattant», dit Gilles Bouillon.

La vitesse n'est pas quelque chose d'abstrait. C'est, par exemple, le battant du cœur. Ou le tic tac de la montre (la montre, objet de la seule plaisanterie typique d'idiote-labichienne de la pièce : «Non, ne me rendez pas ma montre, gardez-la — Mais elle

retarde! — Oh, quand on n'est pas pressé»). Labiche, d'une pointe d'aiguille, effleure des zones stratégiques. D'Alenbert, dans un article de l'Encyclopédie, disait : «Le théâtre donnerait aux citoyens une finesse de tact, une délicatesse de sentiment, qu'il est très difficile d'acquiescer sans ce secours».

Le bonheur rare de cette présentation du *Plus heureux des trois* tient qu'à la bonne entente Labiche-Bouillon se joignent deux phénomènes. Primo, le décor de Nathalie Holt : par l'antithèse accord de couleurs et de substances concrètes, elle édifie un fragment d'univers surréel, plein, mûr, dont la splendeur fait table rase du terrestre. Cette construction déconstruit, dénature, dé-sine, si bien que «l'âme dans le coude» qui sautait aux yeux de Kleist apparaît ici nettement détachée.

Le sol du théâtre est une prairie. Vert nature, clair. Non que la pièce ait lieu dehors. Mais telle poésie, tels rappels d'un temps perdu, suscitent la vision d'une prairie. C'est Rimbaud, sa mère seule en l'absence du père : «Madame se tient trop debout dans la prairie». Dominant l'herbe, un affrontement d'imaginaires de visages, d'architectures, dans des rouges de fresques de Pompéi, et dans le défilé des salles de bal de la Pétersbourg impériale, en 1900. Les acteurs apparaissent ou disparaissent d'un coup, traversent ce mensonge comme les fauves du cirque traversent le cerceau de papier, comme l'ange de Coteau traverse les miroirs.

Secondo : il y a la troupe des comédiens de Gilles Bouillon, qui jouait ici, à Tours, ce printemps 1991, la danse sauvage des médecins de *Monteur de Pourceaugnac* : Pascal Siméon, Gérard Hardy, Véronique Müller, Philippe Carboneux, leurs camarades. Chacun a son art personnel, son âme singulière. Mais ils sont aussi accords, vifs, entraînants, qu'un merveilleux orchestre de chambre, ou qu'un grand quinze de rugby. Acteurs-actifs, virtuoses d'exploits.

L'Histoire racontera, éblouie : «Il était une fois, à Tours, un théâtre qui chauffait terrible. Et le TGV, quand il ne s'arrêtait pas à caprice, mettait Tours à une heure de Paris».

MICHEL COURNOT

Théâtre Louis-Jourvet, 12 rue Léonard-de-Vinci, mardi, mercredi, vendredi, samedi, de 20 h 30, jeudi à 19 h, jusqu'au 24 octobre. Tél. : 47-64-48-64.

NOTES

Pour Micheline Presle

LA NUIT DE VALOGNES
à la Comédie
des Champs-Élysées

Un jeune auteur, Eric-Emmanuel Schmitt, nous avait surpris en écrivant pour Niels Arestrup et ses élèves une pièce, *Écrit sur l'eau*, totalement atypique et risquée, mise en voix des inévitables de l'époque (à l'affiche au Théâtre de la Renaissance). On attendait donc *La Nuit de Valognes* — sa première pièce, chronologiquement — avec une vraie curiosité. D'autant plus que son ambition était énorme : livrer un épilogue définitif à Don Juan, sous la forme d'un procès mené par ses victimes.

Première mauvaise surprise : la légèreté de nombreuses répliques, leur ton ouvertement «boulevardier», à la façon, au mieux, d'Anouilh. Le sujet est trop grave, trop difficile, trop important pour être traité à si gros traits. Et surtout on ne peut croire que le héros de légende se repente de ses crimes d'amour pour se ranger dans un couple improbable avec une ingénue...

Seconde mauvaise surprise : le rôle de Don Juan a été confié à Mathieu Carrière, qui ne parvient pas une seule fois à justifier le choix du metteur en scène, Jean-Luc Tardieu. Mince, trop mince, ténor léger sans épaisseur, il est «beau», gentil, bien élevé, bref inacceptable dans ce personnage.

Troisième mauvaise surprise : la direction d'acteurs de Jean-Luc Tardieu — qui a par ailleurs imaginé quelques solutions vraiment réussies dans sa mise en scène, — est proche de la correctionnelle. Comment une actrice telle que Danièle Lebrun, si souvent excellente, peut-elle ainsi aller à la pêche au succès, en clins d'œil appuyés à la limite de la vulgarité que ne justifie pas son rôle de femme légère?

Il y a pourtant dans cette *Nuit* peu enveloppante une bonne nouvelle : la forme irréprochable de Micheline Presle. Duchesse au soir de sa vie, malicieuse et décadente, elle mène le jeu avec rigueur et conviction. Elle seule est juste. Mais, étant seule, à ce niveau d'engagement, elle paraît curieusement décalée par rapport à ses camarades, qui ne paraissent à aucun moment capables de la rejoindre.

O.S.

Du mardi au vendredi à 21 heures. Le samedi à 17 heures et 20 h 30 les carnés. A 14 h 15 et 19 h 15 les dimanches. De 125 F à 220 F. Tél. : 49-95-98-98.

Un divertissement réussi

PETER PAN
au Casino de Paris

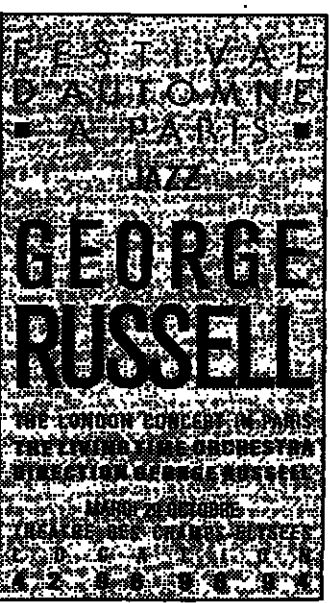
Créée à New-York en 1954 dans une mise en scène de Jérôme Robbins, la comédie musicale *Peter Pan* est enfin présentée à Paris dans une nouvelle mise en scène d'Alain Marcel. Trente-sept ans et trente millions de spectateurs après, la capitale peut s'émerveiller joyeusement des tribulations drolatiques du héros de légende dans son «pays inconnu».

Quand on aura regretté que l'orchestre se réduise en fosse à trois synthétiseurs à tout faire, une batterie, une basse et une guitare qui sonnent par moments comme un orchestre de bal, on dira tout le bien de ce spectacle au rythme tenu et à l'interprétation impeccable. Peter Pan, c'est Fabienne Guyon, Cosette des *Misérables* version Hossein, passe par une chambre en ville et *Cats*, une présence de tous les instants et une grande habileté vocale. Elle chante et elle joue bien. Tout aussi en voix, mais plus retranchée au plan du jeu, Nathalie Lhermitte est Wendy, la grande sœur puis la jeune mère. Très drôle, et moins en voix, est Bernard Alane, pourtant succulent capitaine Crochet.

Les décors sont plan-plan, les costumes à l'avenant. Cela n'a aucune importance. La mise en scène est vive et les chorégraphies de Molly Molloy pleines d'esprit. Les enfants hurlent de joie, les parents chantent à l'unisson le grand air, *Je suis un coq, cocorico*. Bref, tout le monde est enchanté. Au premier sens du terme.

OLIVIER SCHMITT

Jusqu'au 14 janvier. A 20 heures les mardis et vendredis. A 14 h 15 les mercredis. A 17 heures et 20 h 30 les carnés. A 14 h 15 et 19 h 15 les dimanches. De 125 F à 220 F. Tél. : 49-95-98-98.



GEORGE RUSSELL

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

avec le concours de l'Orchestre National de France

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS

QUATUOR
ALBAN BERG
Intégrale
Johannes Brahms
(4 concerts)
Jeanine Rose Prod.

MARK MORRIS
DANCE GROUP
Dido and
Aeneas
H. PURCELL
Chorégraphie
MARK MORRIS
Dir. : Marc
MINKOWSKI
Ensemble Vocal
et Instrumental
LES MUSICIENS
DU LOUVRE

PIANO
MURRAY
PERAHIA
célèbre
MOZART
3 programmes différents
les 4, 12 et 18 novembre
RENS. LOC. PLEYEL 45-61-06-30

EK ENSEMBLE
INTER
CONTEMPORAIN

Anton Webern
Michael Jarrell
création française
Bernd Alois
Zimmermann
Peter Eötvös
création française

Ingrid Ade
soprano
Pierre Strauch
violoncelle

Ensemble
Intercontemporain
direction
Peter Eötvös

28 octobre - 19h
L'Auditorium/Châtelet
40 28 28 40
en coproduction avec le Châtelet

THEATRE DE LA RENAISSANCE
20, bd Saint-Martin
75010 PARIS
(M^o Strasbourg-St-Denis)

"ECRIT SUR L'EAU"
Niels ARESTRUP

10 DERNIERES

Un peintre doit représenter des
hommes, de la naissance à la
mort, privilège ou malédiction ?
Depuis des millénaires, le tinte
d'atteindre l'harmonie.
DIEU attend.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde ARTS et SPECTACLES

DIAGONALES

«DEMANDEZ les pin's !», «Demandez les briquets !». A l'entrée de Jésus était son nom, les ouvriers vendent des briquets à l'effigie du héros de la pièce. Le public du Palais des congrès pense évidemment aux marchands du temple, contre qui le Christ poussa une des rares colères de sa vie. Pour prévenir l'objection, l'interprète de Jésus fait mine de chasser les ouvriers. La cohérence du spectacle paraît sauve, et le jeu de scène profite aux ventes de colifichets. Telles sont les lois de la communication moderne, sensiblement distinctes de l'enseignement évangélique : péché étalé est doublement pardonné, le simulateur vaut la réalité, et la contradiction renforce le message...

Si seulement il suffisait de le savoir ! Hélas, se méfier de la logique marchande aboutit à y succomber plus aveuglément. A propos des ratonnades d'octobre 1981 dans les rues de Paris, un excellent catholique de mes amis, qui ne plaisante pas avec les droits de la personne mais qui a fait de la lucidité une nouvelle vertu théologique, a eu maille de réclamer : «Allons donc ! c'est l'auteur d'un livre sur la question qui fait mousser la chose !» Et les deux cents assesseurs impuissants ? «Paul ! dit-il, ravi : pub d'éditeur, voilà tout !»

La publicité aurait-elle pouri jusqu'aux défenses qu'elle suscite ?

C'est l'opinion sombre du cinéaste Wendy, auteur de *Jusqu'au bout du monde* (sortie le 23 octobre), «Toute la culture visuelle est envahie par la publicité, dit-il. Les images nous vendent des choses, elles ne nous montrent plus rien». (Amante 2, 20 octobre).

De ce point de vue, les idées suivent le sort des images. Les mots sont déviés et déviés au gré des spots. Les «débats» tels qu'ils se multiplient à l'écran et sur la place publique sont aux confrontations d'idées ce que sont à la musique les mazzettas des standards téléphoniques et des ascenseurs : un fond sonore.

La pensée devenue ambiance décorative : les marchands jouent de cette dérive. Ils savent bien que le sarrage des marques de lessive ou de cosmétiques, nos chères mamans et épouses réquent de s'en laisser. En Europe comme aux Etats-Unis, on commence à voir glisser les budgets des marques vers le «spon-

Marchands
du temple

soring» haut de gamme. Fiat vole au secours de l'institut. Paribas se flatte d'inscrire la Bibliothèque nationale parmi ses œuvres de charité, divers champagnes se vantent de faire mousser la «bonne» littérature. Invitations sur papier glacé, escouades d'hôtesse bon genre, badges, oriflammes : la culture n'a jamais été à pareille fête !

Vous êtes contre ? C'est que vous êtes brouillé avec votre temps, en retard, mal dans votre peau, archaïque. Souriez, que diable ! Cela vaut tout de même mieux que le goulet, non ?

Pardonnez-moi : j'oubliais que le repoussoir marxiste n'existe plus. Les zéloteurs de la si merveilleuse civilisation du «marché» vont devoir s'en passer. Car on dit «marché», désormais, vous avez remarqué ? «Capitalisme» rimait trop avec son affreux contraire, le communisme. L'allergie aux «ismes» risquait de nuire au vainqueur sans combat du duel idéologique du siècle. «Marché» vous a un air plus inoffensif. Que redouter d'un mot qui évoque des événements de légumes sous le soleil ? Elle est belle, elle est belle ma bêtise...

Combien de temps le «marché» va-t-il survivre à l'autre système, comment l'appellez-vous déjà ?

Pour les prophètes qui prolifèrent en ces temps de bascule historique, les jours du gagnant sont aussi comptés que ceux du vaincu. Personne ne voit comment l'idéologie américaine de la rapacité, du *greed*, sauverait l'humanité. Il nous faudra forcément une morale planétaire — pardon : une «éthique», c'est plus chic. D'après le théologien Hans Küng (*Projet d'éthique planétaire*, Seuil), le néo-capitalisme s'écroulera à son tour. La survie de l'espèce supposera la paix entre les religions.

En attendant, le «marché» se dépêche d'étendre son emprise au plus secret des gens, dans le temple des consciences. Il s'ef-

force de vendre son semblant de morale sous laquelle se dévise le fameux précepte jugé ignoble quand l'adversaire d'hier y recourait (avec moins de malice, il est vrai) : la fin justifie les moyens.

Comment contrecarrer cette «ingérence» avant liquidation et inventaire ? Au fait, on a du mal, depuis quelque temps, avec ce mot bizarre d'«ingérence». Tantôt la loi le donne pour un délit : tantôt, nos humanitaires voudraient en faire un devoir opposable à tous les gouvernements, démunis de préférence. Pauvres auteurs de dictionnaires !

A qui nous en prendrions pour rester propriétaires de nos pensées, de nos émotions ? Puisque le «marché» n'est qu'une pratique sans fondateur ni doctrine, puisqu'il n'est plus contesté faute de concurrent, et qu'il récupère d'évidence toute rébellion, peut-être ne reste-t-il qu'à lutter chacun pour soi, en bout de chaîne, contre ses effets les plus visibles et les plus salissants !

Avec les moyens frères des catacombes, des illuminés de la désaliénation prônent le boycott individuel des autocollants, des dériachages à domicile, des cadeaux mensongers, des entractes de cinéma, des fournitures scolaires affirmées et autres vêtements-tracts. Ils suggèrent divers trucs pour échapper aux affiches éloquentes du métré, aux spots télévisés, à leurs imitations soi-disant rédactionnelles, aux injonctions partout tapées...

Ce programme a de quoi faire sourire les marchands, par son ingénuité minuscule et désarmée. Mais, après tout, le mouvement écologiste a commencé ainsi. C'est d'une autre forme de pollution qu'il s'agit, celle des âmes. L'avenir dépend de notre intégrité mentale, autant que de la sauvegarde de l'environnement.

J'ai eu vent qu'une poignée de rebelles conscients de ces menaces avaient déjà pris le maquis de la dignité. Si vous désirez connaître leurs analyses, leurs recettes, ou leur faire connaître les vôtres, vous pouvez vous adresser au *Publiphobe*, 56 bis, rue Escudier, 92100 Boulogne-sur-Seine.

Ce sera peut-être grâce à eux si la culture cesse de confondre, comme elle l'a fait si souvent, ce qui la nie.

Bertrand Poirot-Delpech
de l'Académie française

SPECTACLES

Programmes du mercredi 23 au mardi 29 octobre

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

MERcredi
Les Archives du film présentent : le Destin fabuleux de Dédé (1941), de Sacha Guitry, 16 h ; Les deux visages (1943), de Sacha Guitry, 21 h ; Rues au Paradis (1951), de Mario Zampi, 18 h ; Nous irons à Monte-Carlo (1951), de Jean Boyer, 20 h.

CENTRE GEORGES POMPIDOU

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
Hommage à la Warner Bros : les Aventures de Robin des Bois (1938, v.o. s.f.), de Michael Curtiz et William Keighly, 14 h 30 ; Paté Rider (1985, v.o. s.f.), de Clint Eastwood, 17 h 30 ; Le Couleur pourpre (1985, v.o. s.f.), de Steven Spielberg, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles
(40-26-34-00)

L'Empire des médias : Jeune Public : Spot Nescréd, Bonis Bessera de Russie (1984) de Terence Young, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Eclair journal, 18 h 30 ; Carte blanche à Edwy Plenel : les Hommes du président (1978) d'Alan J. Pakula, 18 h 30 ; Histoire de la radio : les Radios libres (1982) d'Olivier Landau, Solitaire à micro ouvert (1983) de Jules Armédon Laro, Carbone 14, le film (1982) de Jo Maiberg et J.-F. Gallot, 20 h 30 ; Festival cinéma express : le Train dans le film d'aventures.

LES EXCLUSIVITÉS

ALICE (A., v.o.) : Cinoches, 4 (45-33-10-82).
LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-48) ; 14 Juillet Bastille, 6 (43-25-59-83) ; Bretagne, 6 (42-22-57-87) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Élysées, 8 (43-59-04-67) ; Saint-Lazare-Passager, 9 (43-87-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Opéra, 14 (43-20-32-20) ; UGC Lyon Bastille, 15 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Bastille, 16 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 17 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler, 18 (42-22-48-01).
AN ANGEL AT MY TABLE (néo-zélandais, v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

ATLANTIS (Fr.) : Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

L'AUTRE (Fr.) : Pathé Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; Elysées Lincoln, 6 (43-59-36-14) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

AY CAMELIA (Esp., v.o.) : Latina, 4 (42-78-47-86) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

BACKDRAFT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (42-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-98).

LA BANDE À PICOU (A., v.f.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; UGC Trompette, 8 (45-74-93-50) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

BARTON FINK (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-41-46) ; Rex, 2 (42-36-83-93) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Fauvette Bis, 13 (47-07-55-88) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; Mistral, 14 (43-39-52-43) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

LA BELLE NOISEUSE (Fr.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauraigard, 6 (42-22-87-23) ; Les Trois Balcars, 6 (45-61-10-80).

BOYZ'N THE HOOD (A., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; v.f. : Micamar, 14 (43-20-32-20).

LES BRANCHES DE L'ARBRE (Fr.-Ind. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS (A., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

CHUENNE DE VIE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (48-33-10-82) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

LE CHOIX D'AIMER (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50).

CITY SLICKERS (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).

LES COMMITMENTS (irlandais, v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

CROC-BLANC (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (45-62-41-46).

LES FILMS NOUVEAUX

A PROPOS D'HENRY, film américain de Mike Nichols, v.o. : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Denfert, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-40-40) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; 14-44-25-02 ; UGC Maitre, 17 (40-88-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-93-50) ; Gaumont Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (42-22-48-01) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Publicis Champs-Élysées, 8 (45-62-41-46).

LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

FISHER KING (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Action Rive Gauche, 5 (43-29-44-40) ; 14 Juillet Odéon, 6 (42-25-10-30) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 6 (43-59-18-08) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; 90-81 ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; UGC Maitre, 17 (40-88-00-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9 (47-07-55-88) ; Fauvette, 13 (47-07-55-88) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (42-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (48-36-10-98).

GREEN CARD (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

HALFMOON (Fr.-Tur., v.o.) : Épée de Bois, 5 (45-44-57-34).

HENRY V (Brit., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

HIDDEN AGENDA (Brit., v.o.) : Utopia, 5 (43-26-48-18).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÈTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

J'ENTENDS PLUS LA GUITARE (Fr.) : Épée de Bois, 5 (45-44-57-34) ; L'Entrept, 14 (45-43-61-63).

JACQUOT DE NANTES (Fr.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34).

JAMAIS SANS MA FILLE (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Mistral, 14 (45-39-52-43).

LES LIASONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

LIFE IS SWEET (Brit., v.o.) : Europe Pathéon (ex-Reflet Panthéon), 5 (43-52-15-04).

MADAME BOVARY (Fr.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).

MILLER'S CROSSING (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (45-44-57-34) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

MISERY (A., v.o.) : Cinoches, 6 (46-33-10-82).

MISSISSIPPI MASALA (A., v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; L'Entrept, 14 (45-43-61-63).

MOHAMED BERTRAND-DUVAL (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).

LA MORT D'UN MAÎTRE DE THÉ (Lip., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A., v.o.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).

AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) ; mer., jeu., sam., lun. 15 h 30.

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 19 h, ven. 17 h.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. 22 h, dim., lun. 19 h 10.

ASTÈRE LE GAULOIS (Fr.) : Le Barry Zèbre, 11 (43-57-51-55) mer., lun., mar. 13 h 45, sam., dim., lun. 15 h.

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 19 h, ven., lun. 21 h.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 21 h 15.

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-48-18) mer., jeu., sam., mer. 16 h 10.

BÉRUCHET DIT LA BOULE (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer. 20 h 10, jeu., ven., sam. 16 h, mar. 20 h.

BRAZIL, BRIC, V.O. : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer. 20 h 20 dim., lun. 20 h 10, jeu., ven., sam. 16 h, mar. 20 h.

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-48-18) mer., dim. 16 h.

CHEAT BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) mer., jeu., sam., mer. 16 h 10.

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : Reflet Média Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) mer., avec.

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : Reflet Média Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) mer., avec.

DOUZE HOMMES EN COLÈRE (A., v.o.) : Reflet Logos L, 5 (43-54-42-34) mer., ven. 12 h.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) mer. 10 h 40.

EASY RIDER (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-51-55) mer., ven., mar. 22 h.

EMMANUELLE (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

FANTASIA (A.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer., sam., dim. 17 h, lun. 13 h 30.

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-48-18) mer., dim. 14 h.

HOMICIDE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-48-18) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. 12 h.

HUBBLES (A., v.o.) : Acropole, 5 (43-39-52-43) mer. 19 h 50, sam. 22 h, lun. 16 h 10, mar. 16 h 40.

L'ÎLE AU TRÉSOR (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 15 h, dim. 19 h.

IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 17 h 30, ven. 15 h 30.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) mer., ven., mar. 12 h.

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) mer. 16 h, jeu. 18 h, ven. 14 h, 18 h, sam. 22 h, dim. 16 h 20, lun. 14 h, 20 h.

LOLITA (Brit., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer., mar. 21 h, dim. 17 h 10.

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer., dim., mar. 17 h.

MÉTAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 19 h 45, sam. 20 h 30.

LE MIROIR (Sov., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 19 h.

LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos L, 5 (43-54-42-34) mer., jeu., ven., sam., mer. 12 h 10.

NEW JACK CITY (A., v.o.) : Studio 28, 18 (45-06-36-07) mer., jeu. 19 h, 21 h.

LES SEANCES SPÉCIALES
AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer., jeu., sam., lun. 15 h 30.

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 19 h, ven. 17 h.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. 22 h, dim., lun. 19 h 10.

ASTÈRE LE GAULOIS (Fr.) : Le Barry Zèbre, 11 (43-57-51-55) mer., lun., mar. 13 h 45, sam., dim., lun. 15 h.

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 19 h, ven., lun. 21 h.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 21 h 15.

BASHU, LE PETIT ÉTRANGER (Iranien, v.o.) : Utopia, 5 (43-26-48-18) mer., jeu., sam., mer. 16 h 10.

BÉRUCHET DIT LA BOULE (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer. 20 h 10, jeu., ven., sam. 16 h, mar. 20 h.

BRAZIL, BRIC, V.O. : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer. 20 h 20 dim., lun. 20 h 10, jeu., ven., sam. 16 h, mar. 20 h.

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-48-18) mer., dim. 16 h.

CHEAT BAKER, LET'S GET LOST (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) mer., jeu., sam., mer. 16 h 10.

LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU TU ADORERAS (Pol., v.o.) : Reflet Média Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) mer., avec.

LE DÉCALOGUE 2, TU NE COMMETTRAS POINT DE PARJURE (Pol., v.o.) : Reflet Média Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34) mer., avec.

DOUZE HOMMES EN COLÈRE (A., v.o.) : Reflet Logos L, 5 (43-54-42-34) mer., ven. 12 h.

DROWNING BY NUMBERS (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) mer. 10 h 40.

EASY RIDER (A., v.o.) : Épée de Bois, 5 (43-57-51-55) mer., ven., mar. 22 h.

EMMANUELLE (Fr.) : Studio Galand, 5 (43-54-72-71) mer. 22 h 30.

FANTASIA (A.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer., sam., dim. 17 h, lun. 13 h 30.

LA GLOIRE DE MON PÈRE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-48-18) mer., dim. 14 h.

HOMICIDE (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-48-18) mer., jeu., ven., sam., lun., mar. 12 h.

HUBBLES (A., v.o.) : Acropole, 5 (43-39-52-43) mer. 19 h 50, sam. 22 h, lun. 16 h 10, mar. 16 h 40.

L'ÎLE AU TRÉSOR (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 15 h, dim. 19 h.

IN BED WITH MADONNA (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 17 h 30, ven. 15 h 30.

JULES ET JIM (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (46-33-97-77) mer., ven., mar. 12 h.

JUNGLE FEVER (A., v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-67-18-08) mer. 16 h, jeu. 18 h, ven. 14 h, 18 h, sam. 22 h, dim. 16 h 20, lun. 14 h, 20 h.

LOLITA (Brit., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer., mar. 21 h, dim. 17 h 10.

MAMAN, J'AI RATÉ L'AVION (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer., dim., mar. 17 h.

MÉTAL HURLANT (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer. 19 h 45, sam. 20 h 30.

LE MIROIR (Sov., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 19 h.

LE NARCISSE NOIR (Brit., v.o.) : Reflet Logos L, 5 (43-54-42-34) mer., jeu., ven., sam., mer. 12 h 10.

NEW JACK CITY (A., v.o.) : Studio 28, 18 (45-06-36-07) mer., jeu. 19 h, 21 h.

LES SEANCES SPÉCIALES
AKIRA (Jap., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-46-85) mer., jeu., sam., lun. 15 h 30.

ALEXANDRE NEVSKI (Sov., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 19 h, ven. 17 h.

ARSENIC ET VIEILLES DENTELLES (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. 22 h, dim., lun. 19 h 10.

ASTÈRE LE GAULOIS (Fr.) : Le Barry Zèbre, 11 (43-57-51-55) mer., lun., mar. 13 h 45, sam., dim., lun. 15 h.

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer. 19 h, ven., lun. 21 h.

BARRY LYNDON (Brit., v.o.)</

Le Monde

SCIENCES • MEDECINE

L'effet de Gennes

Touche-à-tout génial et médiatique, le dixième Prix Nobel de physique français fascine tout autant le public que ses collègues et ses étudiants

LE BOUDIN sauvage n'a pas fini de bruler de la dernière piroquette de Pierre-Gilles de Gennes. Teau de main de maître par son épouse, ce bistrôt d'Orsay, rendez-vous des gastronomes et des chercheurs, va connaître de manière indirecte un surcroît de renommée grâce aux académiciens suédois qui ont couronné son mari Prix Nobel de physique.

Une reconnaissance que beaucoup attendaient. « C'était un des espoirs qui me restaient, confesse le ministre de la recherche, Hubert Curien. J'ai toujours le regret de ne pas avoir vu Jacques Friedel, physicien du solide récompensé par le Nobel. Mais, avec Pierre-Gilles de Gennes, c'est presque un de ses élèves qui est couronné. Un superbe physicien. Un homme gourmand de science, qui fait des greffes d'idées et qui a cette faculté rare d'introduire un autre mode de culture dans une culture pour faire avancer ses recherches ».

Ce goût de la culture mixte est une des forces de Pierre-Gilles de Gennes. Un petit plus qui, au-delà de ses qualités, lui a permis de se transformer en un touche-à-tout génial, en une véritable star de la science mondiale dont la longue silhouette d'endurant a souvent banté les campus américains.

« C'est un physicien qui sait autre chose », dit de lui Pierre Papon, PDG de l'ITEREM et professeur à l'Ecole de physique et chimie. Il est curieux de tout et capable de devenir un rien de temps un spécialiste d'une discipline que quelques mois auparavant il ne connaissait guère. « Il sait de la chimie. Il sait de la biologie, et je connais peu de scientifiques qui aient une culture aussi large qui ne soit pas un vernis. » « C'est un homme de son temps, ajoute un de ses collègues. Il souhaite vraiment que son travail serve au progrès, sans pour autant courir après les brevets. » Un souci de l'application industrielle dont témoigne son rôle de conseiller scientifique chez Rhône-Poulenc, aux côtés d'un autre Prix Nobel célèbre, Jean-Marie Lehn.

Pas étonnant dans ces conditions qu'on ait dit de lui, ce que le comité Nobel, peu enclin à l'emphase, a pourtant repris, qu'il était une sorte d'Isaac Newton de son temps. « C'est une expression du lyrisme nordique des académiciens suédois, dit-il. L'œil bleu un tantinet goguenard, Newton avait une stature très au-dessus de celle des chercheurs d'aujourd'hui. A dix-huit ans, il avait inventé le télescope. A vingt ans, compris l'optique interférentielle et, quelques années

plus tard, la gravitation et le mouvement des planètes. Mais c'était un type insupportable, un individualiste forcené. Ce temps-là est fini. La recherche est désormais un travail collectif, et c'est, je crois, un défaut du Nobel que de mettre en avant une seule personne et non une équipe. »

Une idée par jour

Cette modestie, ce rappel de l'autre, est permanent chez Pierre-Gilles de Gennes. Il cite plus volontiers ses maîtres que ses travaux. Le physicien Yves Rocard, le père de l'ancien premier ministre, « l'un des grands créateurs de la science française après la guerre et l'initiateur de l'astrophysique en France ». Pierre Algrain, fondateur de la science des semi-conducteurs en France, qui « avait une idée par jour ». Anne Abram et Jacques Friedel, dont il admire « la rigueur de pensée » et déplore « qu'ils n'aient pas encore été honorés par le Nobel ». Ses collaborateurs aussi, qu'il met systématiquement en avant. Comme ce chercheur qui se découvrit un jour, avec étonnement, cosignataire d'une communication scientifique qu'il n'avait pas écrite. « Je m'étais contenté de lui soumettre l'idée de départ, raconte-t-il. A la limite, je ne comprenais rien à l'article. » Pierre-Gilles de Gennes s'oublie donc, se met en marge, il parle avec aisance, mais au nom des autres. « Au point, se souvient un de ses amis, d'avoir refusé d'entrer à l'Académie des sciences tant que certains scientifiques plus âgés que lui n'y seraient pas admis. » Ce n'est que contrairement qu'il évoque sa propre trajectoire.

Son enfance montagnarde dans les Hautes-Alpes, près d'Ornières, dans le Champsaur, où il a longtemps évité l'école et appris à lire avec sa mère dans les livres sur les campagnes de l'Empire. La famille de médecins dont il est issu. Une de ces dynasties analogues, bien qu'à une moindre échelle, à celle des Langevin, des Bernoulli, des Friedel, la Grande Guerre, son père chef de clinique à la Pitié où l'un de ses cousins est professeur. Tous médecins. Sauf lui.

« Mouton noir », il a donc préféré s'orienter vers la physique plutôt que vers « cette filière médicale ». « Une des plus belles qu'on puisse proposer



optique, chimie et théoriciens). Résultat : deux ans plus tard la France avait un rôle de leader. Il suffisait de se regarder. Mais, dans l'histoire, je n'ai pas eu une espèce de mouche du coche », dit-il en allumant un énième cigare.

Secouer le cocotier

Avec le même bonheur, il se lance ensuite dans la physique des polymères que, selon Pierre Bergé, chef d'un département de recherche au CEA, « il domine de la tête et des épaules depuis une quinzaine d'années. Son nom est partout : la formule de de Gennes, le concept de reptation de de Gennes. » Aujourd'hui, il a encore changé de domaine et s'intéresse à l'adhésion, à ces collées superglues qui permettent d'accomplir des prodiges et dont les mécanismes sont toujours incompris. « Là encore, dit-il, c'est l'inconnu qui m'attire. Quand je vois un échec, bien enchevêtré, je me dis qu'il serait bien de trouver un fil conducteur. Tout n'est pas dans les théorèmes, contrairement à ce que croient trop d'étudiants, paralysés par l'éducation mathématique française. »

Certains de ses amis le suivent dans cette course à la connaissance. Mais, confie un chercheur, « tout le monde n'a pas son agilité d'esprit, sa puissance de travail, il ne se rend pas toujours compte qu'on ne change pas de cap comme ça, sur un claquement de doigts, et que la recherche c'est souvent comme un pétrolier, il faut du temps avant de tourner. » Reste que ceux qui ont tenté l'aventure ne le regretent pas. Ils reconnaissent cependant que «... changements périodiques de domaine de recherche sont parfois difficiles à vivre pour ceux qu'il abandonne. »

Il ne prévient pas quand il part et laisse parfois « des gens sur la route ». « C'est dommage pour les étudiants, estime Pierre Bergé, mais pas pour les physiciens confirmés qui sont souvent trop peu mobiles. » « Quand on secoue le cocotier, dit-il, un tantinet cynique, il y a forcément des noix de coco qui tombent. » Un constat que ne refuse pas Pierre-Gilles de Gennes, pour qui « quand un domaine devient mûr et que les jeunes commencent à avoir leurs idées, il faut les laisser devenir majeurs. C'est une bonne chose. Quitter des groupes, des équipes, des enfants épile de garder des hiérarchies figées, avec un patron qui demeure toute sa vie sur le même sommet. »

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU et JEAN-PAUL DUFOUR

à un gamin car on décide tardivement de ce que sera son style de vie : recherche très fondamentale, vie hospitalière, médecine orientée vers le tiers-monde ou... faire de l'argent. » Les raisons de cette rupture ? Peut-être faut-il les chercher dans l'expérience d'un enfant pour les expériences du Palais de la découverte, « une institution qui avec des petits moyens fait des choses importantes ». Peut-être faut-il y voir aussi l'influence de ses professeurs de lycée, « des gens de première heure » qui, aujourd'hui, pourraient être des professeurs d'université.

Une génération d'enfants gâtés

Rétrospectivement, Pierre-Gilles de Gennes estime avoir eu de la chance. « J'ai fait partie d'une génération d'enfants gâtés. Trop jeunes pour avoir vraiment été marqués par la guerre, nous sommes entrés dans la vie active au moment précis où il y avait des choses à faire. » Un temps, dit-il, où des chercheurs et des responsables particulièrement actifs et audacieux, comme Yves Rocard, avaient entrepris de relever la science française. C'est précisément à cette époque que Cécile de Witt, « jeune théoricienne d'aspect fragile », crée, dans les Alpes, l'école d'été de

physique théorique des Houches. Les jeunes étudiants de dix-neuf ou vingt ans pouvaient y côtoyer les plus grandes sommités scientifiques de l'époque, se souvient Pierre-Gilles de Gennes. A commencer par l'Américain William Shockley, illustre Nobel, inventeur du transistor, qui, le soir, « coiffé d'un énorme chapeau, nous racontait des histoires de chevaliers hilares ». Et c'est dans cette ambiance bon enfant, raconte-t-il, « qu'on apprend toute la science en deux mois. On travaillait jour et nuit. C'était épuisant, mais extraordinaire. »

Après l'Ecole normale, le jeune homme complète cette formation déjà exceptionnelle au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), où il entre à l'âge de vingt-trois ans. Nous sommes en 1952. Les meilleurs barons neutrons qui sortent des « piles atomiques » attirent alors les meilleurs physiciens. Des hommes formés à l'école des chercheurs américains, danois et britanniques et qui, « une fois revenus en France, sont devenus pour nous de merveilleux formateurs. Une chance que n'ont pas eue nos prédécesseurs qui, à ce stade de leur carrière, ne disposaient que de peu ou pas de livres, et n'avaient personne à qui parler. »

Ne pas copier le patron

Ces « formateurs » avaient nom Anatole Abragam, Pierre Algrain ou Jacques Friedel. A leur contact, le futur Nobel va s'épanouir, et révéler ses qualités. « D'emblée, se souvient Jacques Friedel, il m'est apparu comme un étudiant original, doté d'une forte volonté de faire les choses et d'une grande capacité à les réaliser. Très vite, il a affirmé son autonomie et, chose rare, s'est appliqué à ne pas copier le patron. Il voulait faire ses propres affaires... C'est un peu unique. Car à l'époque, les « thésards » brillants, ils ont souvent été classés, restant dans les schémas qu'ils avaient appris. »

Un jugement que beaucoup partagent. A commencer par Hubert Curien, qui se souvient d'un autre « touche-à-tout organisé », guidé par les Nobels, Pierre Auger, capable de passer d'un domaine à l'autre et de tout laisser tomber un temps pour se consacrer à la... poésie ! Comme lui, Pierre-Gilles de Gennes est un homme homme. Avide de tout. Des jeux de l'esprit comme de ceux du corps. Mens sana in corpore sano. Un cocktail que, pour des raisons de santé, il ne pratique plus autant qu'avant, le kayak sur la Durance et les rivières du Pays basque ayant cédé le pas à des randonnées plus tranquilles et à une planche à voile « très classique ». Son rêve : patiner sur les canaux gelés de la Hollande, après un séminaire de physique.

La période bleue

« Je n'ai pas l'attention » longue, confesse-t-il. Deux heures de leçon, c'est le maximum de sa capacité. Après, il faut que je change, que j'aie ailleurs, comme je l'ai fait l'été fois en allant visiter en Suède la cathédrale romane de Luleå pour croquer ses arches. J'aime le dessin, la peinture. Ah ! posséder un Vermeer. » Giovanni Bellini ou un Picasso, peintures du Musée de Rome.

POINT DE VUE

Prendre en compte la différence de l'infirmière

par le professeur Jean-Paul Cachera

L'UNE des plus belles professions qui soient - celle d'infirmière - est conduite, aujourd'hui, en France, à descendre dans la rue pour clamer son amertume. Celles et ceux qui, jour et nuit, veillent et s'activent avec compétence et compassion au chevet de ceux qui nous sont chers - et un jour, certainement à notre propre chevet - sont obligés de défendre l'honneur de leur profession par le moyen de leur réplique le plus. Coincée entre son sens professionnel et la nécessité, l'infirmière a aujourd'hui épinglé sur sa blouse blanche le mot que, secrètement, elle déteste : la grève.

Les infirmières, comme d'ailleurs tous les médecins, sont en général peu jouées pour organiser de grands mouvements revendicatifs : le métier - sur lequel elles travaillent : ni le béton, ni l'acier, le transport, ou le coureur, mais l'homme malade. Elles savent que cet homme, cette femme, cet enfant qui souffrent et attendent tout, elles ne pourront réellement les délaisser, encore moins en faire des otages.

Qu'on y prenne bien garde, tout pouvoir public - de quelque obédience politique qu'il soit - ne

donnerait l'impression d'astromoyer en misant sur le sens professionnel du corps infirmier, commettre une grave erreur. La crise qui frappe les professions de santé est réelle et profonde. Si on ne la traite pas, elle resurgira demain avec une plus grande ampleur.

N'ayons pas peur des mots : le seul, le vrai, l'incontournable problème est celui des rémunérations. L'insuffisance de ces dernières condamne tout le reste par une réaction en chaîne : les écoles d'infirmières se vident, les départs des hôpitaux s'accroissent, la charge qui pèse sur celles qui restent augmente et devient insupportable. Ainsi, le manque d'effectifs d'infirmières pose à l'administration des problèmes insolubles. Aucune réorganisation de l'hôpital ne pourra évaluer le fait simple et cruel que de nombreux postes d'infirmières sont vacants dans tous les grands hôpitaux, où l'on est aujourd'hui contraint à des expédients inadmissibles, comme le recours aux marchands de travail intérimaire.

Comment accepter paisiblement l'idée qu'une jeune fille sortant de l'école d'infirmières trois ans après le baccalauréat puisse être

un salaire tout juste supérieur au SMIC ? Quelle erreur ne fait-on pas ainsi lorsque l'on s'agit le prestige considérable dont jouit l'infirmière auprès de la population et lorsque l'on voit tous les jours les témoignages de respect et de tendresse que le public lui prodigue dans nos hôpitaux ?

Non, l'infirmière et l'infirmier ne sont pas, ne seront jamais des fonctionnaires comme les autres. Leur compétence, leur savoir-faire, les responsabilités qu'ils assument, la dureté quotidienne d'un métier confronté sans trêve à la souffrance et à la mort méritent bien d'autres égards que la silence gêné des décideurs ou l'emploi du canon à eau.

Gérer nos sociétés modernes est une chose difficile. Les infirmières le savent. Mais chacun sait aussi qu'il y a des choix à faire. Consacrer beaucoup d'argent à de grands travaux nationaux, c'est bien. Mais si, dans le même temps, les hôpitaux périssent, faute d'infirmières, quelle sera, au bout du compte, l'opinion de la population française ?

Le professeur Jean-Paul Cachera est chirurgien à l'hôpital Henri-Mondésir (Clermont).

1ère JOURNÉE D'ECONOMIE DE LA SANTÉ de Clichy

organisée par la Délégation à la Santé de la Ville de Clichy-la-Garenne

« le monde de la Santé est - il créateur de richesses ? »

samedi 7 décembre 1991

Théâtre Rutebeuf
allées Léon Gambetta
Clichy-la-Garenne
Hauts de Seine

Si vous souhaitez participer, téléphonez à la Délégation à la Santé : 47 57 41 51

هكذا من الأهل

SCIENCES • MÉDECINE

Le matin des molécules

Bien avant la cellule, c'est à l'échelle des macromolécules qu'apparaît la véritable unité du monde vivant

BLOIS
de notre envoyée spéciale

AU commencement était la génération spontanée. «Tels sont les faits: tout être vient de la vie ou non, mais aussi à partir de la décomposition de la terre et du fumier», écrivait Aristote. Près de vingt siècles plus tard, l'alchimiste Paracelse (1493-1541) restait persuadé de pouvoir donner la vie à un homuncule, un être humain miniature entièrement conçu en laboratoire.

Lancés dans d'autres débats, Descartes et Newton, par leur silence même, continuèrent de soutenir la théorie aristotélicienne pendant la majeure partie du dix-septième siècle. Et il fallut attendre 1668 pour que Francesco Redi affirme, expériences à l'appui, que les asticots ne naissent pas spontanément de la viande en putréfaction. La gigantesque polémique déclenchée par ce médecin naturaliste devait durer deux siècles, jusqu'à ce que les travaux décisifs de Pasteur, réalisés en 1862 dans les greniers de l'École normale supérieure de Paris, dont il venait d'être nommé administrateur, portent un coup définitif au dogme de la génération spontanée.

Depuis, les chercheurs cherchent. Non plus comment naissent les bêtes, mais comment la vie, aujourd'hui représentée par des millions d'espèces, est apparue sur Terre il y a environ 3,8 milliards d'années. «En deçà de cette limite, c'est le règne de la chimie minérale et organique. Au-delà, celui du vivant et de l'évolution des espèces. Dans les deux cas, les chercheurs disposent d'un terrain propice à l'expérimentation», rappelle Edward Brody, biologiste au centre de génétique moléculaire (CNRS) de Gif-sur-Yvette. Mais aux origines mêmes de la vie, le matériel expérimental est quasiment inexistant. «C'est dire la teneur des débats, souvent théoriques et toujours passionnés, qui ont en lieu la semaine dernière au château de Blois sur le thème des «Frontières de la vie» (Le Monde du 16 octobre).

En 1953, l'Américain Stanley Miller démontrait que l'on pouvait

produire certaines «briques» du vivant (les acides aminés) «dans les conditions plausibles de la Terre primitive», en soumettant dans un ballon un mélange d'eau et de gaz à des décharges électriques. Depuis, les explorateurs du vivant ont obtenu peu de résultats concrets pour étayer leurs nouvelles hypothèses. Depuis que d'autres chercheurs ont remis en cause l'existence de cette «soupe primitive», préférant imaginer que les premières réactions chimiques du vivant s'étaient peut-être produites sur des surfaces minérales, les mêmes arguments, bien souvent, se sont heurtés aux mêmes contre-arguments.

Mais, de temps à autre, une vraie découverte vient bouleverser les esprits et faire progresser la connaissance. Ce fut le cas avec les ribozymes ou «enzymes à ARN». Des molécules organiques géantes qui se comportent à la fois comme des acides nucléiques (ADN et ARN, porteurs de l'information génétique) et comme des protéines (responsables directs des réactions chimiques du vivant), dont la mise en évidence, survenue au début des années 80, est considérée par la plupart des spécialistes comme l'une des avancées récentes les plus fondamentales de la biologie (voir encadré ci-contre).

L'œuf et la poule

Y avait-il des ribozymes à l'origine de la vie? Rien n'est encore certain, mais la découverte de ces molécules très spéciales modifie considérablement les données du problème. D'abord parce qu'elles résolvent, en partie, le fameux paradoxe de l'œuf et de la poule (il faut des acides nucléiques pour fabriquer des enzymes, et il faut des enzymes pour fabriquer des acides nucléiques). Ensuite et surtout parce qu'elles offrent aux scientifiques un nouveau matériel expérimental, dans un domaine qui, on l'a vu, en est fort dépourvu.

«Juste alors, le scénario que l'on pourrait imaginer à l'origine de la vie tenait en trois actes», explique André Brack, responsable d'une équipe de recherche au centre de biophysique moléculaire d'Orléans

(CNRS), qui vient de cosigner un ouvrage sur ce sujet (1). Premier acte: l'apparition de petites molécules organiques, provenant soit de l'espace, soit des constituants de l'atmosphère terrestre primitive, soit des deux à la fois. Deuxième acte: l'organisation de ces molécules en une structure portatrice d'une information biologique, capable de se reproduire et de se transformer.

Un monde d'ARN

Troisième acte: l'émergence des premières cellules contenant des acides nucléiques et des protéines,

molécules universelles du vivant qui ouvrent la voie aux organismes que nous connaissons aujourd'hui. Du long cheminement qui a mené des premières molécules organiques aux premières cellules, on ne connaît pratiquement rien. Les ribozymes permettent-ils d'en préciser les étapes? La découverte de ces ARN capables d'une activité catalytique a, en tout cas, donné lieu à une nouvelle et importante théorie, sur laquelle se concentrent désormais une grande partie des recherches menant aux frontières de la vie. Une théorie selon laquelle un véritable «monde à ARN» aurait précédé l'apparition de

l'ADN et des protéines, et aurait joué un rôle extrêmement précoce dans le développement des constituants de la vie. A l'appui de cette hypothèse, que soutiennent désormais la majorité des chercheurs, certains rappellent que l'ARN, aujourd'hui relégué au second plan derrière l'ADN chez la plupart des espèces vivantes, reste cependant le principal support héréditaire de plusieurs espèces virales: le virus de la poliomyélite, celui du sida, ou encore les rétrovirus impliqués dans certains cancers font partie de cette famille de «virus à ARN». Si le monde constitué d'ARN a réellement précédé à l'origine de la vie, les témoins de cette époque lointaine qui ont survécu jusqu'à nous se révéleraient alors, pour l'espèce humaine, singulièrement néfastes.

Quoi qu'il en soit, l'idée d'un monde primitif peuplé de ribozymes a fait son chemin. Et les résultats s'accumulent. A la Scripps Clinic de La Jolla (Californie), aux Etats-Unis, le biochimiste Gerald Joyce utilise ainsi les outils de la biologie moléculaire pour faire évoluer, en accéléré, des ribozymes dans un tube à essai. Après maintes manipulations, il obtient des molécules légèrement différentes, capables de réactions chimiques qu'elles n'effectuaient pas à l'origine.

Autoreproduction

«A l'échelle moléculaire, Darwin avait raison: sélection + réplication + mutation, cela donne bien une évolution», ironise-t-il. Mais les recherches de Gerald Joyce sont peut-être d'une portée considérable, et il ne désespère pas de voir un jour des ribozymes capables de s'autoreproduire. L'expérience est d'ores et déjà en cours dans le laboratoire du biologiste Jack Szostak, à la Harvard Medical School de Boston (Massachusetts), qui tente de reconstituer *in vitro* des systèmes autoreproducteurs en partant des ribozymes actuels. Avec des résultats extrêmement prometteurs, récemment publiés dans les revues *Science* et *Nature* (2), qui suggèrent que «des molécules prébiotiques d'ARN ont peut-être été capables de s'assembler en un complexe doté d'autoreplication».

Car sur ce point, tout le monde

est d'accord: la vie, c'est avant tout la reproduction. Mais si les ribozymes se révélaient capables de s'autoreproduire, comme le laissent penser les travaux de Szostak, on leur attribuerait les premiers éléments organiques à développer cette capacité? La question est loin d'être tranchée, et le débat, à ce niveau, tourne vite à la querelle d'école.

Ainsi, à un Stanley Miller, aujourd'hui professeur à l'université de Californie (San-Diego), pour lequel «l'ARN est déjà une molécule trop complexe pour avoir constitué la première souche autoreproductrice», Christian de Duve rétorque en évoquant le hasard et la nécessité. Pour ce Prix Nobel de médecine 1974, professeur émérite à l'université de Louvain (Belgique), «même si les conditions qui ont permis l'apparition de la vie sur Terre étaient à nouveau exactement réunies, la vie n'apparaîtrait peut-être pas pour autant». André Brack, quant à lui, ne croit pas beaucoup à un monde initial constitué d'acides nucléiques. Dans son laboratoire orléanais, il continue de synthétiser des mini-protéines (des peptides), et pense que ces molécules ont précédé l'apparition de l'ARN, qu'elles ont «préparé le terrain, sans doute en association avec un partenaire minéral, peut-être de la pyrite».

Plus pragmatique, le paléontologue William Schopf, professeur à l'université de Californie (Los Angeles), à qui l'on doit la datation des plus anciens micro-organismes fossiles connus à ce jour (3,5 milliards d'années), rappelle simplement que «la nature n'est pas comparative». Selon lui, «la compréhension des mécanismes qui ont précédé à l'apparition du vivant implique forcément la collaboration étroite des géologues, des biologistes, des chimistes, des physiciens, des paléontologues et des astronomes». Les détracteurs de la vie, décidément, ont encore de beaux jours devant eux.

CATHERINE VINCENT

(1) L'Ensemble chimique et les Origines de la vie, d'André Brack et François Raulin. Masson (à paraître). A lire également: L'Apparition du vivant, de François Raulin. Presses Pocket, collection «Explora».

(2) *Nature*, vol. 339 (15 juin 1989); *Science*, vol. 251 (29 mars 1991).

La mort et le sacré

Le Musée de l'homme présente une exposition sur les «rites funéraires préhistoriques»

L'HOMME est apparu en Afrique orientale avec *Homo habilis* il y a 2,5 millions d'années. Mais les plus anciennes inhumations connues ne datent que d'environ 100 000 ans: elles ont été le fait de populations d'*Homo sapiens sapiens*. C'est-à-dire d'hommes modernes (un peu archaïques, il est vrai) dont on a retrouvé les sépultures à Skhul et à Qafzeh (sur le territoire actuel d'Israël). Elles ont ainsi «détrôné» les sépultures néandertaliennes d'Europe et d'Asie occidentale dont les plus anciennes ne remontent qu'à 80 000 ou 60 000 ans mais qui, jusqu'aux découvertes faites en

Israël au cours des dernières années, étaient les plus vieilles sépultures à avoir été mises au jour.

L'homme a donc mis 2,4 millions d'années avant d'enterrer ses morts ou, en d'autres termes, à se poser des questions métaphysiques. Dès les premières sépultures, en effet, on constate que, non seulement le corps a été déposé dans une fosse (et non plus abandonné à l'air libre), mais encore que des rites ont été observés: offrandes posées sur le corps ou à côté de celui-ci, poudres d'ocre, parures ornant les morts, etc. Or, il est évident que ces rites n'auraient pas existé si l'homme n'avait pas commencé à s'interroger sur l'exis-

tence d'un au-delà et sur la survie d'un de ses principes constitutifs. Ce sur quoi l'homme actuel se pose toujours des questions.

Il est amusant de rappeler que la première tombe à avoir été découverte, en 1908 à La Chapelle-aux-Saints (Corrèze), a suscité une querelle qui traduit bien l'état d'esprit de l'époque (la loi de séparation des Eglises et de l'Etat avait été votée en 1905): il ne pouvait pas y avoir de rites de sépulture puisque l'homme préhistorique n'était pas encore «contaminé» par la religion.

L'exposition du Musée de l'homme, «Rites funéraires préhistoriques, naissance du sacré», présente de nombreux objets et surtout vingt et un moules très fidèles de sépultures couvrant quelque cent mille ans (de 90 000 avant Jésus-Christ au septième siècle de notre ère). Les trois sépultures les plus récentes, en effet, sont celles de Wisigoths et appartiennent donc aux temps historiques.

Parures et jouets

Dès la plus ancienne tombe présentée au Musée de l'homme, une de celles de Qafzeh, les rites apparaissent sous la forme d'un corps de cervidé qui a été posé sur le dos d'un adolescent. Bien après, ce sont quatre bâtons percés de bois d'élan et une longue lame de silex qui accompagnent le «jeune prince» d'Arené-Caudide (près de Finale-Ligure, Italie, 15 000 ans avant Jésus-Christ), les galets plats alignés près de la tête d'un enfant ayant vécu il y a 10 000 ans (mis au jour aussi à Arené-Caudide), les objets de silex et les pointes en os (contenus dans des sacs?) qui avaient été déposés il y a environ 12 000 ans dans la tombe d'un jeune homme du Val-Rosna (près de Belluno, Italie). Sans parler de la position des corps qui, quelques dizaines de milliers d'années avant notre ère, répondait très probablement à des règles précises:



Squelette de l'homme adulte dit homme de Menton, découvert en 1872 par M. Rivière dans la grotte du Castillon. Le crâne est orné d'une parure de coquillages et de «crâches» (dents) de cerf perforées qui devaient former une véritable raie.

allongé sur le dos mais les bras repliés le long du corps en sorte d'orant, etc.

Il y a aussi les parures dont certaines sont somptueuses. Plusieurs des adultes de Gramadi (en Ligurie italienne, tout près de la frontière française) et la femme de la grotte de Paglicci (Pouilles) portaient une résille et un bandeau ornés de coquillages et de «crâches» (dents) de cerf percées confectionnées il y a

ans, enterré aussi à Arené-Caudide (vers 8 000 avant notre ère) avait été posé sur une cape ornée de queues d'écureuil, mais on avait pris le soin de mettre dans sa tombe des «craques» (des bâtonnets) de couleur noir bleuté où l'on a envie de voir - probablement à tort - les jouets favoris du petit mort. La femme inhumée beaucoup plus récemment (au début de l'âge du fer, vers 800 avant Jésus-Christ) à

ornements de bronze (coiffure, bracelets, perles, etc.) et aussi d'ambre.

Par définition, les très vieilles sépultures ne contiennent que des os. Ce qui est très sec. Pourtant, un certain nombre de tombes présentées à l'exposition sont très étonnantes parce qu'elles montrent que la souffrance, et le chagrin des hommes ont toujours existé. Une des tombes de Qafzeh, datant de quelque 90 000 ans avant notre ère, contient une femme aux pieds de laquelle on a posé un enfant. La femme de la grotte Romito (Calabre, vers 10 500 avant Jésus-Christ) tient dans son bras gauche un bébé adulte aux ossements déformés.

L'homme de Mondoval de Sora (Dolomites italiennes, vers 7 000 avant notre ère), qui était âgé d'une quarantaine d'années, était atteint d'ostéoporose déformante. Le squelette de Castellar (Alpes-Maritimes, 4 300 ans avant Jésus-Christ) est celui d'un homme de 60 ans qui souffrait, à l'évidence, de la maladie de Kesh.

A Roaix (Vaucluse), on est dans l'horreur: il s'agit d'une tombe collective à deux niveaux où plusieurs dizaines d'individus de tous âges ont été jetés d'abord vers 2150, puis vers 2090 avant notre ère. On pense aux massacres de toute la population de villages, idée que renforcent les pointes de flèche encore fichées dans certains squelettes.

Trois étonnantes sont les preuves de l'amour maternel (ou paternel) que l'on trouve dans certaines sépultures d'enfants, comme celle de la Vela (près de Trévise, en Italie): à côté d'un enfant d'environ six ans, quel qu'un a eu l'attention, il y a quelque six mille ans, de poser deux poteries miniatures à embouchure carrée reproduisant fidèlement la céramique typique de l'époque.

YVONNE REBEYROL

Musée de l'homme, palais de Chaillot, place du Trocadéro, Paris, 16°. Ouvert tous les jours, sauf le mardi, de 9 h à 17 h 15, du 23 octo-

(Publicité)

INED

Institut national d'études démographiques

Recrutement de CHERCHEURS

Deux concours sur titres et travaux sont ouverts à l'INED, pour le recrutement de chargés de recherche de 1^{re} et de 2^e classe (CRI et CR2). Ils sont ouverts aux candidats (hommes ou femmes) de toute nationalité, titulaires d'un doctorat d'Etat ou de 3^e cycle ou d'un titre jugé équivalent. La répartition des postes par discipline est la suivante:

- un poste de CRI pour un spécialiste en démographie et épidémiologie; les candidatures émanant de médecins sont particulièrement souhaitées;
- six postes de CR2, ouverts à toutes les disciplines de l'établissement (notamment démographie, statistique, économie, sociologie, histoire, géographie, génétique des populations).

Les dossiers de candidature doivent être retirés avant le 8 novembre 1991 à 17 heures, à l'INED, 66 bis, avenue Jean-Moulin, 75014 Paris, tél.: 45-40-45-60.

مركز البحث

SCIENCES • MEDECINE

Spot contre les plaies d'Egypte

La production agricole de la vallée du Nil est contrôlée par un satellite

UN million et demi d'Égyptiens expropriés en Irak ou au Koweït sont rentrés au pays au moment du conflit du Golfe. Un afflux brutal qui aggrave d'autant l'un des problèmes majeurs de l'Égypte : l'engorgement de la vallée du Nil. Cette enclave verdoyante perdue dans le désert est en effet le cadre d'une urbanisation aussi explosive qu'incontrôlée, mais elle abrite aussi la totalité des terres cultivables (4 millions d'hectares environ, soit quelque 4 % de la superficie du pays).

Or, avec 18 % du produit national brut, l'agriculture constitue la première ressource de l'Égypte. Ce capital foncier, inestimable pour un pays en voie de développement, risquerait donc de disparaître au rythme même de l'accroissement de l'urbanisation. Pour tenter d'arrêter - ou, au moins, de maîtriser - cette évolution catastrophique, l'Égypte a décidé de miser sur les technologies les plus en pointe. Elle vient de lancer un projet ambitieux à vocation agricole basé sur des images prises par satellite. Un programme de 27 millions de francs, financé par la France dans le cadre de son aide au développement égyptien, et mené par un consortium français dirigé par la société Spot Image (1).

Réagir en temps presque réel

L'utilité, pour l'agriculture, des images prises par satellite n'est plus à prouver. Un spécialiste entraîné peut, en effet, tirer des informations précieuses sur la nature des cultures et sur les rendements des surfaces cultivées à partir de la comparaison de vues prises à des périodes différentes et traitées en « fausses couleurs » sur un écran à haute définition. « Par les méthodes classiques d'analyse statistiques, ces renseignements ne sont généralement disponibles que très longtemps après les récoltes », explique M. Kilmayer, de la société spécialisée Geosys. Avec notre système, le délai n'est que de quatre mois entre l'acquisition des images des champs pas encore moissonnés et le rendu des conclusions.

Les responsables de pays en voie de développement peuvent ainsi réagir pour organiser leur politique alimentaire presque en temps réel, et en tout cas avant que les gens ne descendent dans la rue, poussés par la faim. Ces techniques sont aussi très appréciées des économistes, qui peuvent, grâce à elles, anticiper sur les cours des denrées agricoles.

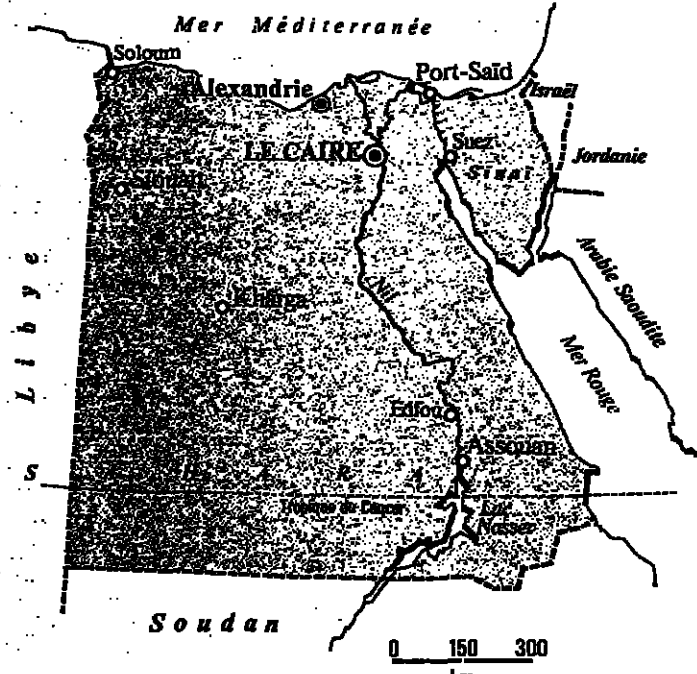
Les Égyptiens, eux, comptent les utiliser notamment pour surveiller de près le grignotage des terres agricoles par l'urbanisation. Le satellite leur fournira dans ce cas la rapidité de réaction indispensable pour corriger éventuellement les dérives les plus perverses. Ils entendent aussi contrôler les implantations agricoles nouvelles autour des zones nouvellement irriguées. Le projet ALIS (agricultural land information system), dont la mise en place s'effectuera en trois ans, porte sur l'établissement d'une cartographie de l'occupation des sols, d'une base de données statistiques sur les surfaces cultivées égyptiennes et sur la formation d'une équipe de huit personnes, dont un ingénieur spécialiste en informatique.

« L'objectif », explique M. Michel Pousse, responsable du projet à Spot Image, est de mettre à la disposition du ministère égyptien de l'Agriculture un système d'information agricole, mais aussi d'environnement technique et humain nécessaire pour qu'ils puissent le gérer eux-mêmes. »

Aujourd'hui complètement opérationnel, et promis à un bel avenir si l'on en croit ses promoteurs, ce genre de système doit beaucoup aux fonctionnaires de la Communauté européenne. Depuis cinq ans, en effet, la CEE élabore des estimations mensuelles de production agricole basées uniquement sur des images fournies par le satellite français Spot et son concurrent américain Landsat.

L'œil du « photo-interprète »

Grâce au centre de recherche européen d'Ispra (Italie), le dispositif a été mis au point et perfectionné un peu « sur le tas », en fonction de l'expérience et des débours rencontrés.



trés. « C'est ainsi, explique un expert, que nous pensions au départ que l'information nous permettrait de tout faire. Nous nous sommes vite rendu compte que l'homme reste indispensable. Les logiciels sont utiles pour préparer son travail, mais rien ne vaut l'œil exercé des « photo-interprètes » pour exploiter une image. Ils sont devenus aujourd'hui des spécialistes très recherchés, un peu à l'image des « oreilles d'or » qui, à bord des sous-marins, sont capables d'identifier les bâtiments ennemis au son de leurs moteurs. »

Les Européens ont pu aussi, à cette occasion, expérimenter l'une des qualités primordiales du satellite : son objectivité. Dans certaines régions et pour des cultures très subventionnées, la différence entre les surfaces cultivées déclarées et la réalité telle que la détectait l'œil impitoyable du satellite pouvait atteindre jusqu'à 30 %. De la même manière,

Un marché qui décolle

À côté de la cartographie - l'utilisation la plus évidente des photos aériennes ou par satellite -, ce genre d'applications, en plein développement, témoigne du décollage du marché de la télédétection. L'aménagement du territoire, la surveillance de l'environnement et, surtout, la prospection géologique et minière constituent d'autres débouchés prometteurs. La firme Amoco et les grandes compagnies pétrolières figurent déjà parmi les bons clients de la société Spot Image, chargée de la

commercialisation des images du satellite Spot. Comme pour l'agriculture, les pays en voie de développement sont aussi intéressés : la Mongolie vient de signer avec Spot Image un contrat de 12 millions de francs axé essentiellement sur la prospection minière.

Après cinq ans de fonctionnement, Spot Image contrôle environ la moitié du marché mondial, affirme son PDG, M. Gérard Brachet. L'autre part est détenue par Eosat, qui commercialise les images du satellite américain Landsat, seul concurrent de Spot pour l'instant (même si les Soviétiques tentent une percée avec Soyuzkart). Son chiffre d'affaires n'est pas moins fort : 185 millions de francs en 1990, et ne permet pas encore de couvrir les frais d'exploitation du système (210 millions de francs en 1988) ni, a fortiori, le coût du développement des satellites. Mais il augmente de 35 % par an globalement.

« Pour l'instant, nous avons l'impression de gratter seulement la surface », lance M. Brachet, qui constate avec satisfaction l'émergence d'un besoin en images satellitaires, qu'il s'agit parfois, souligne-t-il, de savoir révéler aux utilisateurs potentiels. C'est ainsi, explique M. Brachet, que le contrat passé avec l'armée de l'air américaine (le Monde daté 26-27 mai), et complété récemment pour atteindre, au total, 6 millions de dollars (près de 35 millions de francs), a été obtenu au terme d'un long travail des équipes commerciales de la filiale américaine de Spot Image auprès du Tactical Air Command de l'US Air Force.

« Les cartographes militaires étaient persuadés que nos images n'étaient pas assez fines pour l'usage qu'ils voulaient en faire. Aujourd'hui, ils sont ravis. Mais le nouveau satellite américain Landsat, dont le lancement est prévu à la fin de l'an prochain, proposera des services concurrentiels. »

Lancé le 22 février 1986, Spot-1, le pionnier, a cédé la place à Spot-2 en janvier dernier (le Monde du 23 janvier 1990), après avoir transmis près d'un million et demi

d'images. Spot-3 devrait suivre fin 1992 (ou avant, en cas de besoin) et Spot-4 en 1994. La continuité du système devrait donc être assurée jusqu'à l'an 2000.

La prochaine génération

Cela n'empêche pas Spot Image d'envisager une extension de ses activités. La société est ainsi sur les rangs pour commercialiser les données des satellites de télédétection de nouvelle génération, comme l'europan ERS-1, lancé en juillet dernier (le Monde du 17 juillet). Des images radar remarquables de qualité et des données altimétriques (ERS-1 est capable de mesurer la hauteur des vagues à 10 centimètres près) ou radiométriques (mesure de la température de surface de l'océan). Les pays membres de l'Agence spatiale européenne n'ont, cependant, pas encore réussi à dégager un consensus quant à la manière dont seront distribuées ces images. Les uns prônant une gratuité totale pour un usage réservé à la recherche scientifique, d'autres étant partisans d'une commercialisation.

Le problème, reconnaît M. Brachet, c'est que, « contrairement aux images classiques, où il existait un marché préexistant avec la photo aérienne, ces données nouvelles sont encore à la limite de la recherche scientifique ». Il sera donc encore plus difficile aux commerciaux de convaincre les clients potentiels. Et si certains, comme les pétroliers, manifestent déjà leur intérêt, la rentabilité commerciale de ces nouveaux produits n'est probablement pas pour demain.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Outre Spot Image, société chargée de la diffusion des images du satellite français Spot, et maître d'œuvre du projet, ce consortium comprend l'Institut géographique national (IGN) et les sociétés Geosys (pour l'analyse cartographique et les statistiques agricoles) et Sysame (pour l'occupation des sols et les potentialités agricoles).

L'effet de Gennes

Suite de la page 17

Après de Pierre Aigrain il a, dit-il, appris à faire vivre de petits groupes de chercheurs où « les gens soient heureux, se posent des questions et n'ont pas l'impression d'être écrasés par un « patron » qui commande tout et veut tout faire ».

Ces qualités en feront l'homme idéal pour prendre, en 1976, la tête de l'École de physique et de chimie industrielles de la Ville de Paris sur laquelle veillent avec bienveillance les fantômes des Langevin, Joliot et Curie. De grands anciens. De ces hommes qui, comme Pierre-Gilles de Gennes, « s'intéressaient à tout ».

« Quand nous sommes allés le voir, raconte Lucien Monnerie, directeur des études à l'École, il a accepté d'emblée, sans hésiter, de s'installer un peu de la tour d'Ivoire du Collège de France. » Mais ravi aussi de pouvoir mettre rapidement en pratique ses idées sur la formation des ingénieurs.

En quelques mois, il fait souffler un vent de révolution sur l'école, qui découvre alors qu'on peut très bien faire un très bon étudiant « en réduisant de 30 % le volume des

connaissances à acquérir ». Il suffit de se concentrer sur quelques points-clés. « C'est une espèce de nettoyage de chat qui il faut faire tous les quinze ans. » Se remettre sans cesse en question comme dans la recherche et tenter de donner aux élèves cette triple culture que se doit d'avoir « tout ingénieur un tant soit peu incult ». Aussi ne pense-t-il depuis dix ans qu'à ajouter un « B », comme biologie, aux « P » et « C » de la physique et de la chimie qui ont fait la renommée de l'établissement.

La triple culture

Rien n'est encore acquis et Pierre-Gilles de Gennes aura besoin de tout son art du verbe pour convaincre administrations, écoles et politiques. Mais « c'est un confesseur exceptionnel », disent ses amis. Il sait séduire son auditoire, se mettre à sa portée, vulgariser autant que faire se peut et transmettre ainsi, sans en avoir l'air, le savoir le plus délicat, le plus complexe, le plus subtil. Ses cours au

Collège de France, se souvient Pierre Bergé, « j'y allais par plaisir pour le voir jongler avec des concepts difficiles. À chaque moment, il introduisait dans son discours de petites griffes, de courts exemples, et lançait parfois des idées nouvelles sous l'inspiration du moment. Pour nous autres physiciens, c'était une cure d'imagination, une source d'inspiration ».

Homme comblé, Pierre-Gilles de Gennes n'a que deux regrets. Celui de ne pas avoir rencontré deux grands noms de la littérature. Giono, qu'il adore et qu'il aurait aimé connaître, et Richard Friedmann, écrivain plus confidentiel, mais auteur d'un remarquable papier, pratiquement sans équations, sur « l'hélium superfluide ». Et puis il y a aussi cet autre regret de ne pas avoir pu percer les secrets de la gravitation et ceux des « trous noirs », ces objets astronomiques combien exotiques qui dévoreraient toute la matière qui les entoure et ne laissent échapper aucune lumière.

Sa curiosité dans ce domaine l'a même conduit, raconte-t-il, à une douloureuse expérience de gravitation. « J'étais dans mon bain en train de lire un merveilleux ouvrage sur le sujet d'un ami américain. C'était assez dur et je me suis endormi. Et, tout naturellement, le bouquin est tombé, victime... bien sûr de la gravitation. » Preuve s'il en est, dit-il avec malice, que « savoir d'un sujet à l'autre n'est guère facile ». Cela suppose « une gymnastique préalable, deux ou trois ans sur les bancs de l'école pour s'imprégner du sujet ». Faute de cela, on dit d'importance quoi et l'on s'imagine avoir le droit de commenter tous les problèmes de l'époque. Or les scientifiques, comme les philosophes, ne doivent être pris ni pour des oracles ni pour des gourous ou des prophètes.

JEAN-FRANÇOIS AUGÉRAU et JEAN-PAUL DUFOUR

POINT DE VUE

Qui fixe la politique de santé ?

par Gérard Dubois, Claude Got, François Grémy, Albert Hirsch, Maurice Tubiana

« L'OPINION publique a pris conscience du coût humain et financier d'une consommation excessive de tabac et d'alcool. » C'est ce que nous a répondu Pierre Bérégovoy au nom de François Mitterrand lorsque nous avons interrogé les candidats à l'élection présidentielle de 1988. Nous doutons de la conviction des responsables de l'économie et du budget :

- en février 1990, une réunion interministérielle a réglé les derniers conflits sur les mesures de santé publique que nous avions proposées à la demande du ministre de la Santé et de la Famille, Claude Evin. L'arbitrage de Michel Rocard a fixé la première augmentation du tabac à 15 % pour 1991 alors que nous propositions 30 % par an pendant trois ans ;
- cette politique est remise en question par la décision récente d'échelonner l'augmentation de 15 % prévue pour 1991 (5 % en octobre et 10 % en avril 1992) et de ne rien faire de plus en 1992. Les expériences des pays comparables au nôtre indiquent qu'il faut une augmentation forte et répétée pour dissuader durablement. Nous assistons donc au sabotage du plan du gouvernement précédent dans un domaine important de la santé publique ;
- dans l'affaire des cigarettes Chevignon, Michel Charasse a semblé plus attentif au soutien de la manufacture de cigarettes de Riom qu'au danger d'associer l'image d'un produit apprécié des jeunes à celle du tabac.

Ces abandons interviennent au moment où la CEE a renoncé à imposer en 1993 une politique de prix communs élevés du tabac. La directive de 1987 prévoyait une taxation qui aurait contraint la France à une forte hausse. À la fin de 1989 un premier recul réduisait les taxes minimales. Le 24 juin un dernier abaissement du seul tabac faisait la renouveau à une politique fiscale favorable à la santé.

Il est parfois reproché aux experts de ne pas prendre clairement position, les catastrophes de santé publique échappant alors à la responsabilité des politiques qui les ont causées. Conscients de la nécessité d'affirmer sans ambiguïté nos connaissances et nos propositions, nous disons que :

- notre pays a le tabagisme le plus important d'Europe chez les jeunes de 15 à 18 ans ;
- le risque de cancer est d'autant plus important que le tabagisme commence tôt ;
- les 65 000 morts prématurés provoqués par le tabac doubleront au cours des trente prochaines années si les jeunes maintiennent les niveaux de consommation actuels ;
- la dissuasion par une augmentation des prix est plus efficace chez les jeunes, qui ont des moyens limités et une dépendance encore réduite, que chez les adultes ;
- les dangers du tabagisme passif sont maintenant prouvés.

Nous proposons donc que l'accroissement de 15 % par an pendant trois années soit un minimum ; qu'il soit associé à une politique de protection de la liberté des non-fumeurs et à un financement à un niveau suffisant des actions de prévention, en particulier par une taxation des publicités pour le tabac encore possibles en 1992 et des publicités pour l'alcool, qui demeurent autorisées par la loi de janvier 1991.

Pour défendre ces propositions, nous posons les questions suivantes :

- Qui fixe la politique de santé ? MM. Bérégovoy et Charasse ou MM. Bianco et Durieux, qui se sont déclarés favorables à la poursuite du plan Evin ? Que signifie l'absence de réunion au niveau gouvernemental sur la partie fiscale du plan Evin-Rocard ? Traduit-elle l'abandon de cette politique par Maignon ou le déplacement du pouvoir Quai de Bercy ?
- Pourquoi le ministère de l'éco-

nomie utilise-t-il l'argument pseudo-vertueux de la lutte contre l'inflation ? Il est possible de faire une opération avec une faible incidence sur l'indice des prix en augmentant le prix du tabac et en réduisant d'autres taxes comme nous devons le faire d'ici à 1993 ?

- Pourquoi privilégier un indice des prix qui donne un poids excessif au tabac (1,76 % dans l'indice, 1,12 % dans la consommation des ménages) ? Un indice est un outil, il est souhaitable qu'il soit calculé pour les consommations de l'ensemble de la population (comme dans les autres pays européens), ce qui n'introduit pas d'utiliser un indice faisant référence à « des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé » et de surcroît non-fumeur pour calculer le SMIC.

- Comment fonctionne notre démocratie ? L'augmentation de 1991 était prévue dans les recettes budgétaires votées par le Parlement. Au cours de la discussion de la loi Evin, l'accord sur une forte augmentation dépassait largement la majorité gouvernementale. L'opinion publique est également majoritairement favorable à cette politique (66 % dans un sondage de 1990).

- Quelle est la position du président de la République sur un problème de cette importance ? Il vient de montrer de l'intérêt pour les taxes sur les objets d'art, nous lui demandons d'intervenir sur une taxe concernant la vie de dizaines de milliers de personnes.

Comme nous l'avons fait dans le passé, nous allons poser ces questions jusqu'à l'obtention de réponses. Le gouvernement ne peut avoir une rigueur inflexible pour lutter contre l'inflation des dépenses de santé et renoncer à tenir son rôle dans la lutte contre le tabagisme.

► Les professeurs Dubois, Got, Grémy, Hirsch et Tubiana sont les auteurs d'un rapport sur la santé publique qui a été à l'origine de la loi Evin de lutte contre l'alcoolisme et le tabagisme.

SCIENCE

NUMÉRO SPECIAL

COMMUNICATION ORDINATEURS ET RÉSEAUX

NOVEMBRE 1991 38 F

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

مركز العمل

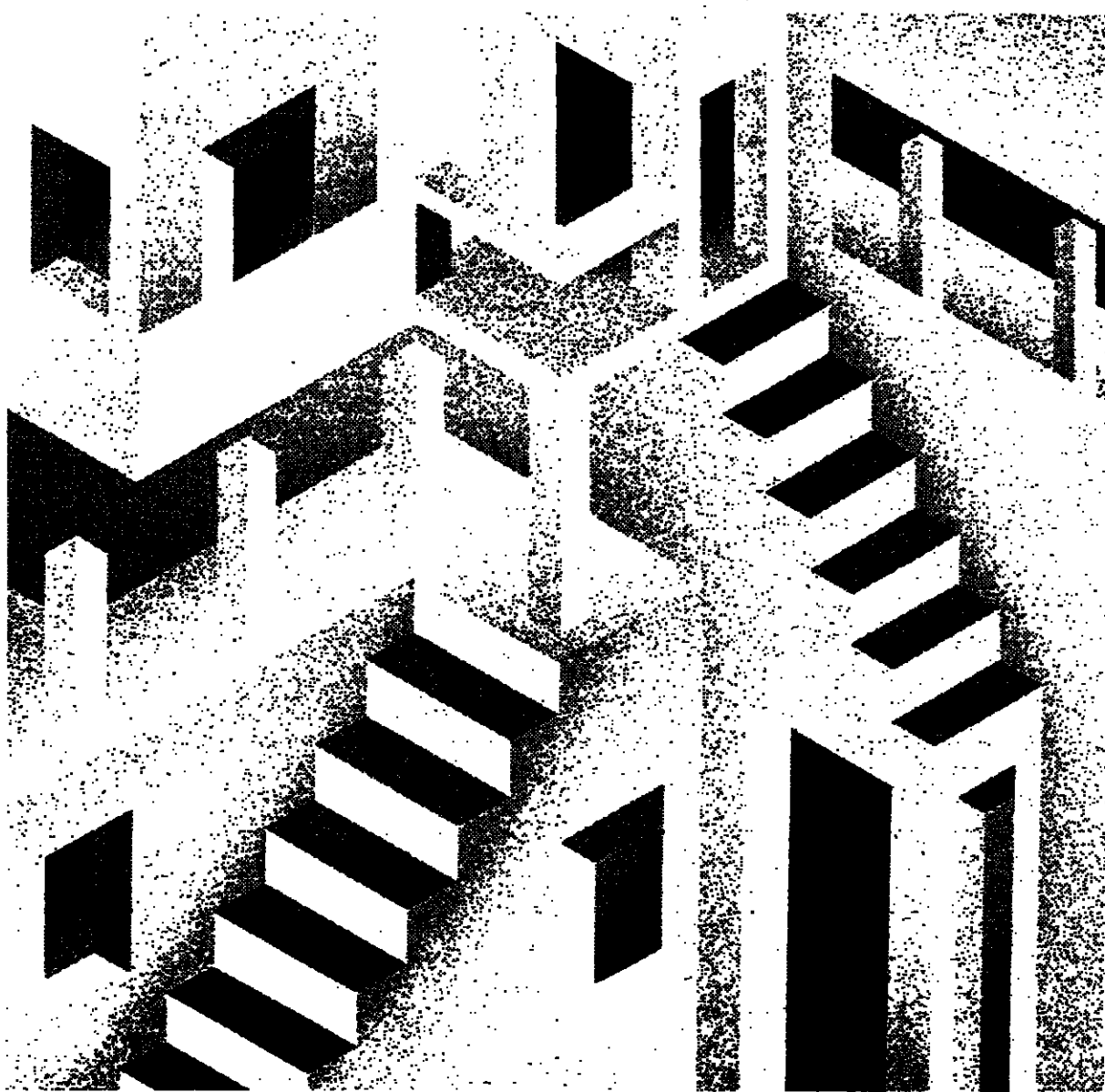
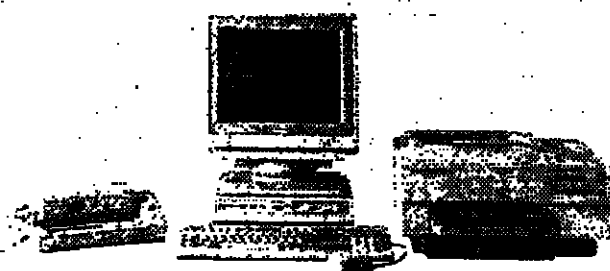


Illustration: Alberto Ball

OPEN LINE[®] : LA MICRO-INFORMATIQUE COMMUNICANTE.

Open Line[®] est opérationnel dès qu'EGT l'a installé. Et c'est déjà une performance de disposer, sans souci, d'une configuration optimale ! Open Line est constitué d'un micro-ordinateur puissant, fiable et convivial sous Windows 3[®], des logiciels bureautiques dont vous avez besoin et d'une imprimante laser haut de gamme. Mais Open Line est surtout le premier système micro-informatique à offrir toutes les possibilités de la télécopie Groupe 3 ou 4, du vidéo-tex, du transfert de fichiers, des applications voix/données sur réseau téléphonique commuté ou Numéris. *Open Line est une marque déposée par EGT. *Windows est une marque déposée par Microsoft Corp. EGT est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM). **N^o Vert 05.486.486**



EGT

BILLET

Virage sur l'aile

En termes équestres, on dirait « contourner l'obstacle » ; dans le langage aéronautique, il s'agit plutôt d'un virage sur l'aile : faute d'avoir pu racheter purement et simplement le canadien De Havilland en raison du veto, le 2 octobre, de la Commission de Bruxelles, le groupe français Aérospatiale et son allié italien Alenia travaillent à un nouveau montage, qui ne porterait pas ombrage aux principes de la concurrence, farouchement défendus par le très britannique Sir Leon Brittan. Officiellement, « il n'y a plus de projet d'acquisition ». Le patron de l'Aérospatiale, M. Henri Martre, a du reste confirmé au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, le retrait du dossier initial de rachat. Mais, cette affirmation est aussitôt suivie de propos riches de sous-entendus, selon lesquels « le problème est canadien, il regarde le gouvernement fédéral (canadien) et le gouvernement (provincial) de l'Ontario (...) Une société comme la nôtre ne peut être indifférente. Nous sommes ouverts à toute coopération ». En fait, Paris n'a pas perdu espoir de faire l'opération De Havilland - industriellement fort prometteuse dans le secteur des avions de transports régionaux, - toute la question étant de faire apparaître le tandem franco-italien moins gros qu'il n'est pour éviter d'achopper à nouveau sur un veto de Bruxelles. Un des schémas envisagés a été de monter l'opération via une filiale, afin de passer sous la barre des 5 milliards d'euros (35 milliards de francs) de chiffre d'affaires cumulés à partir de laquelle il revient à la Commission de se prononcer sur une opération de concentration. Mais cette formule n'a pas, semble-t-il, été poursuivie. Aujourd'hui, la solution sur laquelle les différentes parties travaillent est un mariage à trois, puisque l'Etat de l'Ontario (particulièrement concerné par le sort de De Havilland et de ses salariés puisque le constructeur y est installé) serait majoritaire aux côtés de l'Aérospatiale et d'Alenia, opérateurs minoritaires. Des précautions s'imposent pourtant, car le dossier est en cours de montage, la phase juridique n'étant pas encore entamée. Mais les ministres concernés en ont discuté. Si les conversations se formalisent, reste à savoir, enfin, si le seul habillage consistant à présenter le tandem franco-italien comme minoritaire suffit à convaincre Bruxelles et surtout Sir Leon.

FRANÇOISE VAYSSÉ
Lire en page 2 le point de vue de Laurent Cohen-Tanugi

Les syndicats finlandais acceptent une baisse des revenus des salariés

Des syndicats représentant une majorité de salariés finlandais et les représentants des employeurs ont conclu, le lundi 21 octobre, un accord qui réduira, pour vingt-deux mois à partir de janvier 1992, les revenus des salariés de 4,1 % en termes réels, tandis que les charges sociales des employeurs diminueront de 6,5 %. Cet accord intervient un lendemain de la panique provoquée les 18 et 21 octobre sur les marchés des changes par des rumeurs de dévaluation et après la plus grande manifestation syndicale qu'ait connue depuis 1956 Helsinki le 3 octobre (le Monde daté 6-7 octobre). Il est destiné à restaurer la confiance dans l'économie finlandaise, qui connaît une grave récession en raison notamment de la chute des échanges commerciaux avec l'Union soviétique. Grâce à cet accord, le produit national brut (PNB) finlandais, qui doit diminuer de 5 % à 6 % en 1991, devrait augmenter de 0,2 % en 1992 et de 3,5 % en 1993.

Unissant dix-neuf Etats européens

La CEE et l'AELE vont mettre en place un espace économique commun

L'accord instaurant entre les douze membres de la Communauté économique européenne (CEE) et les sept pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE) (1) un espace économique européen (EEE) est enfin conclu. Les dix-neuf représentants, après bien des atermoiements, sont en effet parvenus dans la nuit de lundi 21 à mardi 22 octobre à surmonter les trois principales difficultés qui les empêchaient d'aboutir depuis juin dernier : les droits de pêche à accorder dans les eaux, surtout norvégiennes, aux armements de la CEE, le financement par les pays de l'AELE d'un fonds de « cohésion » au profit des régions les moins nantées de la CEE, les conditions offertes par l'Autriche et la Suisse aux transporteurs routiers communautaires pour le transit alpin.

LUXEMBOURG
(Communauté européenne)
de notre correspondant

La longueur et l'âpreté des pourparlers sur les questions en litige ont illustré la dévalorisation progressive dans l'opinion publique, et au moins dans la classe politique, d'un projet - l'EEE - qui était conçu à l'origine comme une alternative possible à l'adhésion, voire dans l'esprit des dirigeants comme M. Jacques Delors, le président de la Commission européenne, comme un vœu pour tenter d'enrayer à temps la multiplication des candidatures.

Sous cet angle politique, l'opération a échoué : l'Autriche est plus que jamais déterminée à rejoindre les Douze, la Suède est candidate, la Finlande pourrait le devenir dès l'année prochaine. Il paraît peu probable que la signature du nouveau traité, souvent considéré, à tort ou à raison, comme instaurant des relations, certes privilégiées, mais néanmoins de seconde zone, soit de nature à faire changer les uns ou les autres d'avis.

Une première période de transition

L'enseignement en est simple, et au reste déjà parfaitement assimilé par les Douze : l'EEE ne peut dispenser la Communauté d'engager rapidement (dès après le Conseil européen de Maastricht en décembre prochain) une réflexion sur l'organisation d'une Communauté à quinze, à seize ou à vingt, et sur

le fonctionnement de ses institutions.

Une telle évolution des esprits ne doit cependant pas conduire à négliger l'importance concrète de l'EEE, qui peut désormais apparaître, pour plusieurs des pays de l'AELE concernés, comme une première période de transition de nature à faciliter plus tard une adhésion pleine et entière. Les sept pays de l'AELE sont, et de loin, les principaux partenaires commerciaux de la Communauté, à laquelle ils sont d'ores et déjà liés par des accords de libre-échange.

En fait, les liens déjà innombrables entre les Sept et les Douze vont se resserrer et coaguler, avec quelques dérogations (dont l'agriculture, mais les Français espèrent bien cependant développer leurs exportations agricoles vers ces nouveaux partenaires), les quatre fameuses libertés qu'institue le marché unique européen : les échanges de personnes, de biens, de capitaux, de services. Les pays de l'AELE, qui ont souvent anticipé l'accord, vont reprendre dans leurs législations respectives, comme l'ont fait les Douze depuis 1986/1987, les directives qui constituent l'armature du marché unique. Pour superviser, contrôler le fonctionnement harmonisé de l'accord, arbitrer les différends, une charte juridictionnelle commune sera même mise en place.

PHILIPPE LEMAÎTRE

(1) L'Autriche, la Finlande, la Liechtenstein, la Suède, la Suisse, la Norvège, l'Islande.

Sur fond de manifestations paysannes

Paris accepte de réformer la politique agricole commune mais demande des inflexions

La France accepte de considérer les propositions présentées par la Commission européenne en juillet pour réformer la politique agricole commune (PAC) comme base de négociation entre les Douze, même si elle s'efforce d'obtenir sur certains points des « inflexions substantielles » (le Monde daté 20-21 octobre). Telle était l'impression dominante, lundi 21 octobre à Luxembourg, où étaient réunis les douze ministres de l'Agriculture, après que M. Louis Mermaz eut exposé sa manière de concevoir cette nécessaire réforme.

LUXEMBOURG
(Communauté européenne)
de notre correspondant

S'agissant de la production de viande en pleine crise et à l'origine des débordements paysans actuels, la position de la France est même très voisine de celle de Bruxelles et peut se résumer en quelques mots : priorité absolue à l'élevage traditionnel herbager. En ce qui concerne les céréales - au centre de la réforme dans le projet de la Commission et des préoccupations des interlocuteurs de la CEE dans l'Uruguay Round - la parenté entre la position de Paris et celle de Bruxelles est moins nette. Les Français se montrent plus prudents et, en écartant à ce stade l'idée d'une baisse des prix de 35 %, privilègent largement de sa substance le projet bruxellois. Dans celui-ci, tout découle de cette baisse de 35 % (largement compensée par des versements directs pour la Commission), devant être intégralement compensée pour M. Mermaz, qui rendait leur pleine compétitivité aux céréales communautaires, permettait de reconquérir le marché intérieur envahi par les produits de substitution étrangers, réduisait le coût des moyens de production des éleveurs.

M. Ray Mac Sharry, le commissaire compétent, n'en a pas été affecté, l'essentiel étant de se retrouver avec la France et d'autres sur une même ligne pour définir les

modalités pratiques d'une entreprise qui va sensiblement modifier les mécanismes de soutien que les agriculteurs connaissent depuis trente ans. M. Mermaz a insisté sur la nécessité de ne pas se précipiter. Il souhaite une réforme progressive, où le remplacement des mécanismes de soutien anciens par des nouveaux s'échelonne sur cinq ans au lieu des trois ans préconisés par la Commission. Il plaide aussi pour des baisses des prix d'intervention inférieures aux 35 % proposés pour les céréales, aux 15 % pour la viande bovine, aux 10 % pour le lait, mais il ne fournit pas, à ce stade, d'indications sur l'ampleur des ajustements de prix qu'il estime souhaitables.

En termes de calendrier, sa vision coïncide avec celle de la Commission et sera sans doute partagée par une large majorité de délégations : l'idée est de parvenir à des orientations politiques communes d'ici à Noël, de façon que les intentions de

la Communauté soient claires et crédibles pour les partenaires du GATT, puis de se donner de cinq à six mois pour arrêter les modalités pratiques de la réforme.

Le souci de contrer une « option GATT », de ne pas se laisser imposer de l'extérieur une réforme qui risquerait alors de tourner le dos aux objectifs agricoles de la France (maintien d'une forte capacité exportatrice, refus d'une maîtrise de la production par des instruments purement quantitatifs et notamment des quotas, appui renforcé aux productions extensives et de qualité) est bien présent dans la démarche de M. Mermaz : « Mes propositions ne tournent pas forcément le dos à celles de M. Mac Sharry, même si elles tendent à les infléchir de façon substantielle. Elles pourraient donc être l'occasion pour les Douze de se rassembler et de se présenter dans une bonne position lors de l'ultime phase de l'Uruguay Round ».

Ph. L.

Le gouvernement dénonce les violences

Les manifestations d'agriculteurs ont continué lundi 21 octobre. De nombreux barrages ont été installés sur les routes et des camions transportant de la viande interceptés, afin de vérifier leurs chargements et d'empêcher l'importation de viandes de pays de l'Est, dans le Centre (Creuse, Haute-Vienne, Puy-de-Dôme et Cantal), le Sud-Ouest (à Toulouse) et la Bretagne (sur la route Nantes-Rennes).

Mais les incidents violents ont, cette fois, été rares. Quelques dizaines d'agriculteurs se sont heurtés aux forces de police près de Thiers dans l'après-midi, une centaine à Dijon, dans la nuit, 250 à Bourges, où quatre agriculteurs étaient entendus par la police, après les manifestations de vendredi. En revanche, à Montauban, les 300 manifestants se sont dispersés, bien qu'un seul des sept responsables syndicaux gardés à vue ait été

libéré ; ceux-ci avaient été interpellés après l'incident intervenu vendredi soir au dîner de l'Association du patrimoine culinaire et des arts de la table.

M. Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a condamné « les agissements inqualifiables » de certains agriculteurs contre des bâtiments des services des impôts ; le Syndicat national unifié des impôts (SNU) avait menacé de déclencher une grève nationale si cela se reproduisait. D'autre part, le premier ministre, M. Cresson, a fait savoir que les déplacements des ministres - qui avaient été l'objet de manifestations des agriculteurs - se feraient désormais avec son autorisation. M. Mangin, président du Centre national des jeunes agriculteurs, a déclaré le 21 octobre que des mouvements extrêmes profitaient des événements et s'inscrivaient sur le terrain, faisant notamment allusion au Front national.

Soumis à de vives critiques

Le président Bush envisage des mesures budgétaires pour soutenir l'activité aux Etats-Unis

Confronté à la perspective de la poursuite d'une croissance économique très faible aux Etats-Unis, le président Bush a fait savoir, lundi 21 octobre, que des mesures d'allègements fiscaux visant particulièrement les classes moyennes étaient actuellement à l'étude. Cette décision intervient alors que l'année fiscale 1992, entamée le 1^{er} octobre, sera marquée par un accroissement du déficit budgétaire très supérieur à l'objectif fixé en 1990.

HOUSTON (Texas)

de notre envoyé spécial

« L'économie américaine est dans un état de grande faiblesse, ainsi que le démontrent les dernières statistiques nationales, et il en sera ainsi pendant les deux ou trois prochains années. A tel point que je n'accepte pas une croissance supérieure à 1 % à court terme. De toute évidence, la baisse des taux d'intérêt ne suffit pas à relancer la consommation et l'activité, dans la mesure où les particuliers et les entreprises sont toujours dans une situation maximale d'endettement, et le plus préoccupant, pour nombre d'Américains, est la forte augmentation de la fiscalité à l'échelon local et des Etats ». Placés dans la bouche d'un agent immobilier de Boston, en Nouvelle-Angleterre, là où la récession a frappé le plus fort depuis trois ans, ces propos n'auraient rien de surprenant.

En revanche, prononcés à Houston, une ville désignée en septembre dernier par le président Bush comme la métropole américaine la plus dynamique en termes de créations d'emplois -

pour le sixième mois consécutif -, ont été qualifiés de réducteurs. Surtout lorsque les salaires de la bouche de M. Marc Shapiro, le patron de la Texas Commerce Bankshares, un établissement lié à Chemical Banking Corp. et qui affiche une augmentation de 32 % de ses bénéfices pour le troisième trimestre 1991, alors que l'ensemble du secteur bancaire ne se dépatille pas de sa morosité.

En un an, l'ensemble de l'Etat du Texas aura permis la création de 75 000 emplois nouveaux. Dans le même temps, en revanche, à l'échelon national, 1,6 million de demandeurs d'emploi, provenant - fait nouveau - en grande partie du secteur des services, venaient grossir le nombre des chômeurs, estimés actuellement à quelque 8,5 millions de personnes, un peu moins de 7 % de la population active. Un pourcentage très élevé au regard de la tradition américaine, et d'autant plus préoccupant que seuls trois millions de ces chômeurs perçoivent des indemnités, pendant une durée limitée à vingt-six semaines maximum.

Trois millions de chômeurs indemnisés

Le Congrès, à majorité démocrate, se proposait de prolonger cette période de vingt semaines avant que le président Bush ne mette son veto à la mi-octobre. Au motif que cette rallonge, destinée aux deux millions de chômeurs en fin de droits, présentée initialement par les démocrates mais aussi soutenue, sous une forme adoucie, par les républicains, alourdirait le déficit budgétaire de 6,5 milliards de dollars. Une dépense que la Maison Blanche juge incompatible avec le fameux accord quinquennal laborieusement élaboré à l'automne dernier

entre les parlementaires des deux bords et l'aire réductrice, lequel prévoit une réduction d'un peu moins de 500 milliards de dollars du déficit budgétaire fédéral sur cette période de cinq ans.

D'ores et déjà, l'année fiscale 1992 a démarré, le 1^{er} octobre, avec un « trou » budgétaire établi à 348 milliards de dollars par l'administration, supérieur de 70 milliards aux prévisions, et à 362 milliards par le Congressional Budget Office, les services spécialisés du Capitole. Encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte d'un accroissement de reprise économique à l'automne, confirmée par les statistiques de ces derniers jours sur la production industrielle (plate), l'inflation (en augmentation), le déficit commercial (croisé), les mises en chantier (en baisse) et des pertes d'emplois qui s'annoncent « bien plus nombreuses avant qu'intervienne une reprise robuste », si l'on en croit la récente déclaration de M^{me} Lynn Martin, secrétaire à l'emploi auprès de M. George Bush.

Face au déconfortement relatif par les sondages, que provoque la politique économique du président Bush, et dont son vice-président, M. Dan Quayle, s'est fait l'écho à l'issue d'une série de déplacements dans l'Amérique profonde, l'administration, consciente de l'ajout à un an de l'élection présidentielle (prévue en novembre 1992), a décidé de réagir. En s'efforçant de marchander avec l'opposition parlementaire, bien décidée à en découdre sur le chapitre de la justice sociale, un accord budgétaire qui, depuis plusieurs mois, a pris l'eau de toutes parts. Ne serait-ce qu'à la suite, par exemple, des incessantes rallonges dues à l'appareil sans fin du scandale des caisses d'épargne (Savings and Loans).

A l'issue d'un entretien avec les leaders du Parti républicain au Congrès, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan, et avec des chefs d'entreprise « amis », suivie d'une séance de remise-ménages avec ses principaux conseillers économiques auxquels s'étaient joints certains fidèles - parmi lesquels le secrétaire au commerce, M. Robert Mosbacher, appelé à jouer un rôle clé dans la campagne électorale, - M. Bush a envoyé son directeur au budget, M. Richard Darman, sur les plateaux de télévision. Il s'agissait tout d'abord pour ce dernier de démentir toute idée de « renégociation » du sacro-saint accord budgétaire de 1990 avant d'admettre qu'il fallait en passer par là sous la forme d'un nouveau train de mesures visant à réduire les dépenses budgétaires afin de parvenir à relancer « la croissance économique » annoncée par le président.

Les dividendes de la paix

En attendant la présentation officielle, dans les prochains jours, du projet fiscal visant à relancer l'activité économique, les suites savamment orchestrées ont permis d'apprendre que ce dispositif reposait essentiellement sur une diminution de la taxation des plus-values, agrémenté notamment de l'instauration de comptes d'épargne familiaux et de crédits d'impôts pour la recherche et le développement. Les contre-feux aussitôt mis en place par l'opposition démocrate ont contraint la Maison Blanche à surenchérir en annonçant, le 21 octobre, par la voix du porte-parole, M. Martin Fitzwater, des mesures spécifiques d'allègements d'impôts pour la classe moyenne américaine, particulièrement pénalisée par la crise

économique. Un bon moyen de répliquer à M. Lloyd Bentsen, le président de la commission des finances du Sénat, où il représente l'Etat du Texas, et l'un des figures de proue du Parti démocrate, qui avait dévoilé la veille un package de 72,5 milliards de dollars de diminutions d'impôts, profitant aussi à la middle-class, en échange... d'une baisse de 5 % des dépenses militaires. Une perspective qu'il sait parfaitement inacceptable en l'état par les sénateurs républicains.

Prudemment, la Maison Blanche a fait savoir qu'il était encore trop tôt pour déterminer quelle ampleur pourraient prendre les « dividendes de la paix ». Et confirmé qu'à ses yeux, l'allègement de la pression fiscale sur les plus-values, synonyme de la création de richesses destinée à être injectée dans l'économie américaine, était un bien meilleur moyen de rétablir sa santé. A la différence de la position adoptée l'année dernière lorsqu'il s'agissait d'arçonnements pour refuser cette « injustice sociale destinée seulement aux riches », les démocrates semblent, cette fois-ci, plus conciliants. A condition de pouvoir marquer des points sur les deux dossiers qu'ils comptent faire avancer à l'occasion des joutes électorales : la santé à laquelle n'ont plus droit, selon eux, les plus défavorisés, et l'emploi, redevenu incontestablement un excellent thème électoral.

En attendant de pouvoir doter les candidats démocrates qui se sont officiellement lancés dans la bataille d'un programme économique généreux mais crédible, susceptible de compenser la réelle absence de stature politique que leur reproche l'opinion publique américaine.

SERGE MARTI

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRUCTIFRANCE

Sicav du Groupe des Banques Populaires

TRANSFORMATION EN SICAV MIXTE

A compter du 18 décembre 1991, le Groupe des Banques Populaires propose à sa clientèle et à l'ensemble des investisseurs l'une des toutes premières SICAV françaises à double catégorie d'actions.

Les Banques Populaires offrent en effet aux actionnaires de FRUCTIFRANCE et à ses futurs souscripteurs la possibilité de choisir, à tout moment, en fonction de leur souhait et de leur situation fiscale entre :

- les actions C de capitalisation pour lesquelles les revenus seront capitalisés par incorporation dans la valeur de l'action,
- les actions D de distribution pour lesquelles les revenus de la SICAV seront distribués sous forme d'un dividende annuel auquel est attaché l'avis fiscal correspondant.

Créée en octobre 1978, FRUCTIFRANCE est une SICAV du Groupe des Banques Populaires orientée vers le marché des actions françaises. Avec un actif net de 2,75 milliards de francs au 30 septembre 1991 et près de 80.000 actionnaires, FRUCTIFRANCE est largement diffusée tant auprès des Banques du Groupe que de nombreux autres établissements de la Place.

Du 1^{er} au 30 novembre 1991, ses actionnaires pourront opter pour l'échange de leurs actions actuelles contre un nombre identique d'actions nouvelles de distribution (actions D). Ceux qui n'auront pas déclaré ce choix se verront attribuer des actions de capitalisation (actions C) qui présenteront les mêmes caractéristiques que les actions anciennes.

L'échange sera réalisé le 18 décembre 1991 sans frais, ni imposition pour l'actionnaire.

Par la suite, les actionnaires pourront obtenir à tout moment l'échange de leurs actions de distribution contre des actions de capitalisation ou inversement, dans les conditions prévues par la SICAV.

Cet échange sera effectué sur la base de la parité du moment et sera soumis au régime fiscal des plus-values de cession de valeurs mobilières.

Les demandes relatives à l'option initiale visée plus haut et à tout échange ultérieur pourront être déposées auprès des établissements placeurs de FRUCTIFRANCE : BANQUES POPULAIRES, CREDIT FONCIER DE FRANCE, BANQUE DU PHENIX, BANQUE OBC OBIER BUNGENER COURVOISIER, BANQUE PARISIENNE DE CREDIT, BANQUE FRANÇAISE DE CREDIT COOPERATIF.



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Schlumberger

RÉSULTATS DU TROISIÈME TRIMESTRE 1991
CHIFFRE D'AFFAIRES ET BÉNÉFICE EN PROGRESSION

Le maintien de la croissance de l'activité pétrolière hors d'Amérique du Nord a contribué à une augmentation de 33% du bénéfice net et du bénéfice net par action, respectivement de 196 millions de dollars et de 0,82 dollar, par rapport à la même période de 1990. Le bénéfice net du troisième trimestre inclut 46 millions de dollars, soit un gain de 0,19 dollar par action, provenant de la cession de titre de participation, et d'un charge de 0,10 dollar par action, pour la restructuration du secteur pétrolier en Amérique du Nord. Le chiffre d'affaires est de 1,47 milliard de dollars contre 1,32 milliard de dollars au troisième trimestre de 1990, soit une augmentation de 11%.

Pour les neuf premiers mois de 1991, le bénéfice net, qui comprend les deux éléments exceptionnels, est de 510 millions de dollars contre 421 millions de dollars l'année dernière, soit une augmentation de 21%. Le bénéfice net par action est de 2,14 dollars, en progression de 21%. Le chiffre d'affaires est de 4,53 milliards de dollars, en hausse de 18%.

Malgré la baisse de 9% du nombre d'appareils de forage en activité dans le monde, le chiffre d'affaires des services pétroliers a progressé de 17%, soit 9% sur des bases comparables. La diminution du nombre d'appareils de forage a eu lieu principalement aux Etats-Unis, où la restructuration des opérations a nécessité le départ de nombreux employés et la fermeture de plusieurs bases. L'organisation est désormais structurée pour correspondre au niveau d'activité prévu.

Euan Baird, président-directeur général, a noté que les inquiétudes au sujet des approvisionnements en pétrole, particulièrement ceux d'Union Soviétique, apparaissent au moment où la demande mondiale reprend, après la stagnation du premier semestre. Cette situation conduira l'industrie pétrolière à redoubler d'efforts pour trouver de nouvelles réserves de pétrole dans les prochaines années. Les services pétroliers de Schlumberger ne manqueront pas de bénéficier de cette tendance.

OUI AUX SICAV
DU CREDIT LYONNAIS
TRILION

TRILION, SICAV à revenu trimestriel, vous procure chaque trimestre un revenu d'un montant régulier grâce à l'acompte sur dividende qui vous est distribué.

TRILION étant investie principalement en obligations françaises, votre épargne bénéficie d'un bon niveau de rémunération avec une fiscalité avantageuse.

L'Assemblée Générale Ordinaire du 23 septembre 1991 a approuvé les comptes de l'exercice 1990-1991.

Dividende net par action :

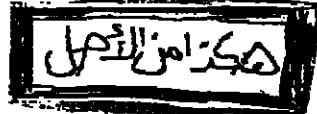
F 436,61 assorti d'un impôt déjà versé au Trésor (crédit d'impôt) de F 11,62 pour les personnes physiques et de F 10,98 pour les personnes morales.

Ce dividende a été partiellement mis en paiement sous la forme de trois acomptes trimestriels :

- premier acompte, le 18 décembre 1990, d'un montant net de F 104,50 assorti d'un crédit d'impôt de F 1,20 pour les personnes physiques et de F 1,19 pour les personnes morales,
- deuxième acompte, le 15 mars 1991, d'un montant net de F 106,00 assorti d'un crédit d'impôt de F 3,00 pour les personnes physiques et les personnes morales,
- troisième acompte, le 18 juin 1991, d'un montant net de F 109,00 assorti d'un crédit d'impôt de F 3,00 pour les personnes physiques et les personnes morales.

Le solde d'un montant net de F 117,11 par action assorti d'un crédit d'impôt de F 4,42 pour les personnes physiques et de F 3,79 pour les personnes morales est mis en paiement depuis le 26 septembre 1991.

LES 2300 AGENCES DU CREDIT LYONNAIS SONT A VOTRE DISPOSITION POUR VOUS RENSEIGNER.

CREDIT LYONNAIS
LE POUVOIR DE DIRE OUI.

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Selon le rapport annuel de l'INSEE

La croissance des services s'est fortement ralentie

Les services tirent-ils encore la croissance? Le rapport annuel présenté par l'INSEE lundi 21 octobre à la commission des comptes des services, invite à se poser la question. La progression de l'activité des services, déjà déclinante en 1990, a été suivie d'une baisse de 0,2% au premier semestre 1991. Le « rebond » de 1,4% au deuxième trimestre se prolonge-t-il?

Le coup d'arrêt a été particulièrement marqué pour les services aux entreprises. Le retournement de conjoncture est apparu d'abord dans l'interim, dont l'activité a baissé de 5,2% en valeur au premier semestre, après des progressions de 11,4% en 1990 et de 26,1% en 1989, dans la publicité (-2% au premier semestre, après une croissance de 3,6% en 1990 et de 6,9% en 1989) et les services liés à l'immobilier. Quelques branches seulement y échappent : l'expertise comptable, qui conserve une bonne progression, les études de marché et le nettoyage industriel (+6%).

Dans les services aux ménages, les deux secteurs majeurs, les hôtels-café-restaurants, le commerce et la réparation automobile, ont rebondi après une baisse en début d'année, mais sans retrouver le niveau d'activité de 1990. La crise du tourisme, consécutive à la guerre du Golfe, a fait tomber de 3,6% en volume le chiffre d'affaires de l'hôtellerie et de la restauration, déjà étiée en 1990. Celui de la réparation et du commerce automobile a baissé de 2,6% en volume après une très faible croissance en 1990 (0,3%).

Diminution des créations
nettes d'emplois

Par suite de ce ralentissement, les créations nettes d'emplois ont diminué : 20 000 sur le premier semestre 1991 contre 35 000 par trimestre en moyenne en 1990. Dans l'interim, les effectifs ont même baissé de 8 000 au deuxième trimestre. En revanche, la concurrence plus vive a provoqué une pression plus forte sur les prix, qui se sont rapprochés de l'évolution générale des prix (notamment pour les restaurants).

Déjà, en 1990, les services avaient été touchés d'abord par l'affaiblissement de la demande des entreprises (+5,9% contre +9,8% en 1989) puis par un tassement de celle des ménages (+4,3% contre +5,1% en 1989). Seuls les services de santé avaient continué leur expansion : +9,1% en volume pour la médecine ambulatoire et +6,4% pour les cliniques privées malgré la quasi-

stabilité des prix. Les créations d'entreprise, notamment dans les services aux entreprises, avaient stagné aussi en 1990, même si elles demeuraient plus nombreuses que dans les autres secteurs de l'économie.

L'emploi avait crû (+4,2%), mais moins vite qu'en 1989 (+5,2%) et 1988, mais les situations étaient diverses selon les secteurs. Pour les non-salariés, un ralentissement entamé en 1989 s'est amplifié en 1990 (+1,5% contre +2,9% l'année précédente). Chez les salariés, l'interim (+6% contre +20% en moyenne de

1985 à 1989) a chuté, les effectifs revenant fin 1990 au-dessous du niveau de fin 1989. Ralenties dans la publicité, les créations d'emplois avaient continué à progresser régulièrement dans les cabinets de services et d'organisation (+12,5%), les études de marché (+12,2%), et le nettoyage (+6,2%); elles s'étaient même accélérées dans l'expertise comptable (+2,8% en 1989, +4% en 1990) et pour les auxiliaires des assurances (+3,5% en 1989, +4,1% en 1990).

G. H.

Un excédent plus faible
pour les échanges extérieurs

Selon le rapport de la Banque de France sur les échanges extérieurs de services en 1990, l'excédent de ces échanges, qui, traditionnellement, compense le déficit du commerce extérieur, s'est réduit de 35% en 1990, tombant de 44,4 à 28 milliards de francs : à peine le niveau de 1988 mais sur des flux considérablement plus élevés.

Cette baisse est surtout imputable à celle des revenus du capital (un déficit de 10 milliards de francs au lieu d'un excédent de 2 milliards), sur un flux également croissant. Elle s'accompagne aussi d'un renversement de la situation des transports (avec un déficit de 0,3 milliard, les transports aériens ont le plus faible résultat des dix dernières années) et d'un moindre gain des échanges de satellites.

En revanche, l'excédent des échanges touristiques a augmenté, les recettes progressant

de 6%, paradoxalement plus que le chiffre d'affaires de l'hôtellerie-restauration. Cet excédent augmente surtout (de 25%) avec la CEE, la Suisse et l'Autriche. Il s'accroît même avec l'Italie tandis que le déficit avec l'Espagne se réduit. En revanche, l'excédent des échanges avec les Etats-Unis a diminué, la crise du Golfe ayant incité dès le début les Américains à restreindre leurs voyages en Europe.

Les investissements directs français à l'étranger pour les services ont encore augmenté sensiblement en 1990, atteignant 104,3 milliards de francs (+28,5%). Plus de la moitié continuait à être réalisée par les banques et les assurances. Mais ceux des secteurs de réparation, commerce et réparation, en progression continue, ont presque doublé par rapport à 1989, atteignant 7,8 milliards de francs.

G. H.

TRANSPORTS

Pour «abus de position dominante»

Air Littoral porte plainte auprès de la Commission européenne contre Air France et Amadeus

MONTPELLIER

de notre correspondant

La compagnie montpelliéraine Air Littoral a déposé une plainte, lundi 21 octobre, auprès de la Commission européenne à Bruxelles contre Air France et Amadeus pour «abus de position dominante» et «violation du code de conduite européen régissant les systèmes de réservation informatisée».

Le litige porte sur Amadeus, le système de réservation informatisé fondé par Air France, Lufthansa, Iberia et SAS, avec lequel Air Littoral avait signé un contrat en 1989 et qui s'était substitué à l'ancien système Alpha 3, géré par Air France. Ce système doit permettre les réservations de toutes les compagnies adhérentes. Or Air Littoral, qui accuse une baisse du taux de remplissage de 25%, reproche à Air France de ne pas jouer le jeu.

«Nous avons eu des plaintes de passagers à qui l'on avait dit que certains vols n'existaient pas alors qu'ils ont bien eu lieu, ou qu'ils existaient avec des horaires différents. Cela parce que la mise à jour de notre catalogue n'était pas faite correctement», explique le directeur d'Air Littoral, M. Marc Dufour.

«Auparavant, la mise à jour de notre programme était instantanée. Désormais, assure M. Dufour, on nous demande trois semaines à un mois; dans le transfert d'Alpha 3 au système Amadeus, Air Littoral a été traité d'une manière qui lui porte préjudice alors que d'autres compagnies bénéficiaires n'ont pas été lésées».

J. M.

EN BREF

Le conseil d'administration de Kangaroo rejette l'OPA de Arjo-Wiggins-Appleton. Le conseil d'administration de la société espagnole Corporacion Comercial Kangaroo SA a rejeté, lundi 21 octobre, une offre publique d'achat (OPA) faite la semaine dernière par la société des Paqueteries d'Ivry, filiale du holding franco-britannique Arjo-Wiggins-Appleton (le Monde du 19 octobre). Kangaroo, qui n'a pas pour l'instant l'intention de lancer de contre-OPA, a estimé insuffisant le prix proposé de 2 700 pesetas par action (145,8 francs). Spécialisée dans la distribution de produits papetiers et de fournitures de bureau, la société espagnole a réalisé au premier semestre un bénéfice avant impôt de 298 millions de pesetas (15 millions de francs environ) pour un chiffre d'affaires de 5,4 milliards de pesetas.

Electroménager : Tefal (groupe SEB) reprendra l'activité «ménages» de Tournus. Le spécialiste de l'anti-adhésif Tefal (groupe SEB) a annoncé, lundi 21 octobre, la signature d'un protocole d'accord avec Terrillon, filiale du groupe Bernard Tapie finances, pour la reprise, au 1^{er} décembre 1991, de l'activité «ménages» de Tournus. Ce projet d'acquisition, non encore finalisé, ne concerne que les articles de ménage grand public en aluminium et porte sur les éléments corporels et incorporels de cette branche (70 millions de francs de chiffre d'affaires) de la société. L'avenir des soixante-huit emplois et du site de production de Tournus serait préservé. Le groupe SEB affirme n'être pas intéressé par les autres activités de Terrillon.

Rectificatif. - Dans l'article «Les assises de la City tentent de se défendre», paru dans nos éditions du 22 octobre, une malencontreuse erreur laisse supposer que la compagnie pétrolière Ultramar a lancé une offre publique d'achat sur son concurrent Lamo. Il s'agit bien évidemment de l'inverse, comme nous l'avions annoncé dans le Monde du 18 octobre.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

AFFAIRES

L'ancien promoteur
Dominique Bouillon
achète la station
de sports d'hiver
Isola 2000

M. Dominique Bouillon, ancien patron de la Financière des Champs-Élysées, qu'il a cédée à la banque Indosuez au début de l'année, vient d'acquiescer avec l'appui de la Société de banques occidentales (groupe Crédit lyonnais) la totalité des actions d'un holding luxembourgeois, la SIADS, qui détenait l'intégralité du capital de la Société pour l'aménagement et la promotion de la station d'Isola 2000 (SAFSI). Le prix de la transaction n'a pas été communiqué.

Lancée par des capitaux britanniques, renforcée par le groupe libanais Aboukhatir, la plus moderne des stations de sports d'hiver des Alpes-Maritimes (8 700 lits) revient donc dans le giron de la promotion immobilière classique. La SAFSI exploite et commercialise trois mille lits et plus de deux cents appartements ainsi qu'un hôtel quatre étoiles. Elle exploite aussi les 24 remontées mécaniques et 125 kilomètres de pistes. Elle dispose de droits à construire pour 125 000 mètres carrés. Ses actifs sont évalués à 300 millions de francs.

Mannesmann veut prendre
le contrôle de l'équipementier
automobile VDO

Deux mois après le rachat de la société Boge, numéro un des amortisseurs en Europe, le groupe sidérurgique allemand Mannesmann a annoncé son intention d'acquiescer avant la fin de l'année la majorité du capital de l'équipementier automobile VDO Schindling. Cette nouvelle acquisition permettra à Mannesmann, dont le chiffre d'affaires dans l'équipement atteint 3,6 milliards de deutschemarks (1,2 milliards de francs), d'accroître son entrée parmi les grands de ce secteur, aux côtés de Valeo.

Déjà présent dans le secteur des transmissions et des boîtes de vitesses avec les sociétés Fichtel et Sachs, ainsi que dans les amortisseurs depuis le récent rachat de Boge, Mannesmann investit à présent dans l'électronique. VDO réalise en effet la quasi-totalité de ses 2,2 milliards de DM de chiffre d'affaires dans le secteur de l'équipement, et notamment dans l'instrumentation de tableaux de bord. Un spécialiste très convoité puisque Siemens était également parmi les repreneurs potentiels. La reprise de 51% du capital de VDO doit encore attendre le feu vert de l'Office des cartels allemands. Dans ce cas, elle donnera naissance à un nouveau géant de l'équipement automobile avec un chiffre d'affaires évalué d'ores et déjà à 6 milliards de DM.

DESORMAIS, RETROUVEZ VOLVIC
AUX MEILLEURES TABLES.

Les grands chefs et sommeliers de la gastronomie, dont PAUL BOCUSE, ont choisi VOLVIC pour son extrême pureté issue du filtre naturel des volcans d'Auvergne. Retrouvez aux meilleures tables l'eau qui valorise la saveur des mets les plus fins.

rolvic L'EAU DES SAVEURS INTACTES

مركز العمل



Société anonyme au capital de F 2 000 866 950
Siège social : Tour TOTAL - 24, cours Michelet 92800 Puteaux (Hauts-de-Seine)
RCS Nanterre B 542 051 180

AUGMENTATION DE CAPITAL OCTOBRE 1991

EXTRAITS DE LA NOTE D'OPÉRATION
MISE À LA DISPOSITION DU PUBLIC À L'OCCASION DE L'AUGMENTATION
DE CAPITAL DE F 2 000 866 950 À F 2 145 866 950 PAR L'ÉMISSION
DE 2 900 000 ACTIONS "B" NOUVELLES DE F 50 NOMINAL

Cette note d'opération ne peut être utilisée que dans le cadre de l'offre en France.
Un document de référence, comprenant le rapport d'activité de l'exercice 1990, les renseignements financiers, le capital et l'actionnariat, les renseignements de caractère général et les filiales de la Société fait partie intégrante de la présente note d'opération.
Des exemplaires sont disponibles auprès des Établissements désignés pour recevoir les souscriptions.

PRIX D'ÉMISSION :	F 903 à libérer en espèces, soit avec une prime d'émission de F 853.
JOUISSANCE DES ACTIONS NOUVELLES :	1 ^{er} janvier 1991.
SOUSCRIPTION DU PUBLIC :	Du 22 octobre 1991 au 24 octobre 1991 inclus.
PLACE DE COTATION :	Bourse de Paris (Règlement Mensuel).
COURS EXTRÊMES EN BOURSE :	1989 Plus haut : F 584 - plus bas : F 357. 1990 Plus haut : F 734 - plus bas : F 508. 1991 Dernier cours connu : F 919, cours d'ouverture le 21 octobre 1991.
DERNIER DIVIDENDE VERSÉ LE 24 JUIN 1991 :	F 23 (hors avoir fiscal).

1 RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'OPÉRATION

En vertu de l'autorisation et des pouvoirs qui lui ont été conférés par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires lors de sa réunion du 5 juin 1990, le Conseil d'Administration de TOTAL, dans sa séance du 21 octobre 1991, a décidé d'augmenter le capital social d'un montant nominal de F 145 000 000 pour le porter de F 2 000 866 950 à F 2 145 866 950 par l'émission de 2 900 000 actions "B" nouvelles de F 50 nominal chacune à souscrire en numéraire.
Le Conseil d'Administration a prévu une majoration éventuelle du montant de cette augmentation de capital d'un montant nominal maximum supplémentaire de F 10 000 000, par émission complémentaire d'un maximum 200 000 actions "B" nouvelles.

PRIX D'ÉMISSION
Ces actions seront émises au prix de F 903 par action, dont F 50 représentant le capital nominal et F 853 la prime d'émission.

PRODUIT BRUT DE L'ÉMISSION ET ESTIMATION DU PRODUIT NET DE L'ÉMISSION
• Brut : F 2 619 millions.
• Net : F 2 530 millions environ compte tenu des charges représentées par :
- la rémunération des intermédiaires financiers : environ F 80 millions.
- les frais légaux et administratifs : environ F 9 millions.

JOUISSANCE
Ces actions nouvelles seront créées le 1^{er} janvier 1991. Elles seront, dès leur création, soumises à toutes les dispositions des statuts et seront entièrement assimilées aux actions anciennes.
En conséquence, dans les répartitions des bénéfices qui pourront être effectuées au titre de l'exercice commencé le 1^{er} janvier 1991 et au titre des exercices ultérieurs, comme au cas de remboursement total ou partiel de leur capital nominal, ces actions recevront le même montant net que celui qui pourra être réparti aux actions anciennes.

RESTRICTIONS CONCERNANT LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
Les actions constituant la tranche française de l'émission n'ont pas été enregistrées au titre de la "United States Securities Act of 1933" (la "Securities Act") en vue de leur offre ou de leur vente dans le cadre de leur distribution initiale. En conséquence, ces actions ne pourront être offertes ni vendues aux États-Unis sauf dans le cadre d'opérations bénéficiant d'une exemption à l'enregistrement prévue par la "Securities Act".
Sous réserve de certaines exceptions, chaque Établissement garantissant l'offre ne peut offrir et ne pas vendre ces actions aux États-Unis.
En outre, pendant une période de quarante jours à compter de la date du début de l'offre, toute offre ou vente aux États-Unis par tout intermédiaire de quelque nature qu'il soit et que celui-ci ait ou non participé au

placement des actions vendues initialement dans la tranche française, pourra être en infraction avec l'obligation de remise d'un prospectus visé par le "Securities Act". Le prospectus faisant partie de la Déclaration d'Enregistrement déposée auprès de la "United States Securities and Exchange Commission" pourra être utilisé pour satisfaire l'obligation de remise d'un prospectus mentionnée ci-dessus. Les termes utilisés dans ce paragraphe ont été traduits à partir du Règlement S du "Securities Act" et auront le même sens que celui qui leur est donné par ce même règlement.

SOUSCRIPTIONS
Les actionnaires ayant renoncé à leur droit préférentiel de souscription lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 5 juin 1990, les 2 900 000 actions nouvelles feront l'objet d'un placement public, en France et sur le marché international, du 22 octobre 1991 au 24 octobre 1991 inclus et aux États-Unis, le 24 octobre 1991 :
• 800 000 actions constitueront la tranche de placement française,
• 600 000 actions constitueront la tranche de placement internationale.
• 1 500 000 actions constitueront la tranche de placement aux États-Unis : en conformité avec les pratiques du marché américain, le montant minimum de la tranche (1 500 000 actions) pourra être porté à 1 700 000 actions en fonction de la demande.

Par ailleurs, en fonction de la demande sur chacun des marchés, afin de satisfaire tout ou partie des demandes excédentaires de l'une ou de deux des trois tranches de placement, il pourrait être utilisé des titres qui n'auraient pas été alloués dans l'une ou les deux autres tranches.
PARTICIPATION DE L'ÉTAT
L'État ne souscrit pas à la présente émission. Il maintiendra sa participation dans le capital de TOTAL en demandant le remboursement de TSDIRA. Ce remboursement portera sur un maximum de 1 669 231 TSDIRA.

LIEUX DE SOUSCRIPTION
Les souscriptions seront recueillies, en France, sans frais aux guichets des sièges, succursales et agences des Établissements suivants :
Banque Paribas, Crédit Lyonnais, Banque Indosuez, Banque Nationale de Paris, Société Générale, Lazard Frères & Co, Caisse Nationale du Crédit Agricole, Caisse Centrale des Banques Populaires, Caisse des Dépôts et Consignations, Banque de Neufville-Schlumberger-Mallet, Crédit Commercial de France, Banque du Phénix, Banque Worms, Compagnie Financière Barclay de Zoete-Wedel, Compagnie Financière de CIC et de l'Union Européenne, Crédit du Nord, Demachy Worms & Co, J.P. Morgan & Co SA, Banque Eurofin, Crédit National, Banque Arjil, Compagnie Financière Edmond de Rothschild-Banque.
Les notes d'information concernant l'opération, y compris les documents de référence, seront tenus à la disposition du public dans ces Établissements.

VERSEMENT
Lors de la souscription, il devra être versé pour chaque action souscrite une somme représentant la totalité du montant nominal et de la prime d'émission.

DÉPÔT DES FONDS
Les fonds provenant des souscriptions seront déposés chez la BANQUE PARIBAS, 3, rue d'Amis - 75002 Paris.

FORME DES ACTIONS NOUVELLES

Ces actions seront délivrées, au choix des souscripteurs, sous la forme nominative ou au porteur. Conformément aux dispositions de l'article 94-II de la Loi n° 811160 du 30 novembre 1981 (Loi de Finances pour 1982) et du Décret n° 83359 du 2 mai 1983 relatif au régime des valeurs mobilières, les droits des titulaires seront représentés par une inscription en compte à leur nom :
• chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres au porteur,
• chez l'émetteur et, s'ils le souhaitent, chez l'intermédiaire de leur choix pour les titres nominatifs.
Il est rappelé que l'émetteur a désigné comme mandataire chargé de la tenue des comptes d'actionnaires la BANQUE PARIBAS.
L'admission des actions nouvelles aux opérations de la SICOVAM, de CEDEL S.A. et d'EUROCLEAR sera demandée dès la clôture de l'opération.
Elles seront inscrites en compte dans un délai de 2 mois après la clôture de la souscription.

COTATION

Les actions nouvelles seront admises à la Cote Officielle de la Bourse de Paris après la clôture de l'opération. Dès le 25/10/91, elles feront l'objet de négociations au comptant sous forme de promesses d'actions. Elles seront négociées sur le marché à Règlement Mensuel dans un délai de 15 jours maximum suivant la clôture de l'opération.
Les actions nouvelles feront également l'objet d'une demande d'admission au London Stock Exchange où le titre TOTAL est actuellement coté.
Les actions nouvelles seront cotées au New York Stock Exchange sous la forme d'ADS (American Depositary Shares). Il sera émis 8 ADS pour 1 action.

GARANTIE

La tranche française fait l'objet d'une garantie de placement par un groupe de banques dirigé par la BANQUE PARIBAS.
La tranche internationale fait l'objet d'une garantie de placement par un groupe de banques dirigé par CRÉDIT SUISSE FIRST BOSTON, et la tranche de placement aux États-Unis par un groupe de banques dirigé par LEHMAN BROTHERS.
Si l'un ou l'autre contrat de garantie de la tranche de placement aux États-Unis ou de la tranche de placement international venait à être résilié, le contrat de garantie de la tranche française serait résilié de plein droit.

RÉGIME FISCAL DES ACTIONS NOUVELLES

En l'état actuel de la législation, le régime fiscal applicable est le suivant :

1) **SOCIÉTÉ ÉMETTRICE :**
Les dividendes alloués aux actions nouvelles sont déductibles à hauteur de 53,4% des bénéfices imposables pendant 6 exercices en vertu des dispositions de l'article 214 A du Code Général des Impôts. Les dividendes alloués aux actions nouvelles détenues par des Sociétés détenant une participation de 10% au moins du capital ou dont le prix de revient de la participation est au moins égal à F 150 millions, sont exclus du bénéfice de la déductibilité, sauf renonciation de ces dernières au régime des Sociétés mères.

2) **ACTIONNAIRES :**
a) **Résidents français**
Personnes physiques
Les dividendes d'actions françaises sont pris en compte pour la détermination du revenu soumis :
• à l'impôt sur le revenu ;
• à la contribution complémentaire de 1% (article 204 A du CGI) ;
• à la contribution sociale généralisée de 1,1% (articles 132 et 134 de la Loi de Finances pour 1991 du 29 décembre 1990) ;
• au prélèvement social de 1% (reconduit, pour les revenus perçus en 1990, par l'article 43-I de la Loi de Finances rectificative pour 1990 du 29 décembre 1990).

Ce prélèvement est susceptible d'être reconduit pour les revenus perçus en 1991.
Par ailleurs, ces dividendes bénéficieront avec les revenus d'obligations françaises, d'un abattement global et annuel de F 8 000 pour les personnes célibataires, veuves ou divorcées quel que soit leur âge, et de F 16 000 pour les couples mariés soumis à une imposition commune.

Les contribuables nés avant le 1^{er} janvier 1932 et encore en activité peuvent demander à continuer de bénéficier des dispositions du Titre I de la Loi n° 78-741 du 13 juillet 1978 (Article 6 - détaxation du revenu investi en actions).

Personnes morales passibles de l'impôt sur les Sociétés
Les dividendes perçus sont imposables dans les conditions de droit commun des lors qu'ils ont bénéficié de la déductibilité fiscale au niveau de la Société distributrice. Toutefois, les personnes morales détenant plus de 10% du capital de la Société distributrice ou dont le prix de revient de la participation est au moins égal à F 150 millions, et susceptibles de bénéficier du régime des Sociétés mères, pourront s'en prévaloir à condition d'en exercer l'option, ce qui conduira la Société distributrice à renoncer à la déductibilité fiscale des dividendes versés à ces personnes morales.

b) **Non résidents français**
Les dividendes distribués par des Sociétés dont le siège social est situé en France font en principe l'objet d'une retenue de 25% lorsque le domicile fiscal ou le siège des bénéficiaires est situé hors de France. Mais cette retenue à la source peut être réduite, voire supprimée et un droit au remboursement d'une partie de l'avoir fiscal peut leur être accordé, en application des conventions fiscales internationales.

INCIDENCE DE L'ÉMISSION SUR LA SITUATION DE L'ACTIONNAIRE

Dans l'hypothèse où un actionnaire détenant actuellement 1% du capital émis de TOTAL ne souscrirait pas à la présente émission, il verrait sa part dans le capital passer à 0,900%, soit une diminution de 0,100% pour une émission

de 2,9 millions d'actions nouvelles, et à 0,893%, soit une diminution de 0,107% pour une émission de 3,1 millions d'actions nouvelles.

Se quote-part dans les capitaux propres de la Société mère qui est d'environ F 217 millions (F 446 par action, sur la base des éléments comptables au 30 juin 1991 avant affectation des résultats du 1^{er} semestre 1991, passerait à environ F 228,7 millions, soit F 443 par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de F 2 530 millions) et à environ F 229,4 millions, soit F 443 par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de F 2 705 millions).

Se quote-part dans les capitaux propres consolidés qui est d'environ F 352 millions (F 724 par action) sur la base des éléments comptables au 30 juin 1991 avant affectation des résultats du 1^{er} semestre 1991, passerait à environ F 356,6 millions, soit F 691 par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de F 2 530 millions) et à environ F 356,7 millions, soit F 689 par action (après prise en compte de l'augmentation de capital pour un montant net de F 2 705 millions).

Le montant de la présente émission, prime d'émission comprise, soit F 2 619 millions, représente 5,7% de la capitalisation boursière de la Société, telle qu'elle résulte de la moyenne des 20 séances de Bourse du 23 septembre au 18 octobre 1991 inclus, pour une émission de 2,9 millions d'actions nouvelles.

Ces chiffres doivent être portés respectivement à F 2 799 millions et 6,1% de la capitalisation boursière pour une émission de 3,1 millions d'actions nouvelles.
L'évolution de la valeur boursière de l'action, indépendamment de tout autre élément conjoncturel, est notamment fonction de l'évolution de la capacité bénéficiaire de la Société. Celle-ci devant être favorablement influencée par l'augmentation des fonds propres, la présente émission, toutes choses égales par ailleurs, devrait avoir une incidence positive sur la valeur boursière de l'action.

2

BUT DE L'ÉMISSION

Cette opération s'adresse aux marchés traditionnels du titre TOTAL en France et en Europe.
Elle vise également, pour la première fois, le marché des USA, sur lequel TOTAL souhaite développer la diffusion de son titre. À cette occasion, TOTAL a demandé son admission au New York Stock Exchange.
Les fonds obtenus à la suite de l'augmentation de capital contribueront à financer les activités du Groupe.

3

PERSONNES ASSUMANT LA RESPONSABILITÉ DE LA NOTE D'INFORMATION

À notre connaissance, les données de la présente note et du document de référence enregistré le 25 avril 1991 par la Commission des Opérations de Bourse sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Le Président-Directeur Général
Serge TCHOURUK

Nous avons procédé à la vérification des informations financières et comptables données dans la présente note d'information en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession.
Les comptes consolidés des exercices 1988, 1989 et 1990 ont fait l'objet d'un audit par nos soins. Les situations intermédiaires consolidées au 30 juin 1990 et 1991 ont fait l'objet d'un examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité des informations financières et comptables présentées.

Les Commissaires aux Comptes
Cabinet Carvin, Angley, Saint-Pierre, Reiffers, 12, rue de Madrid - 75008 Paris
Représenté par M. Amirghani
Frimat-Fiduciare, 8, rue de Bellini - 75016 Paris
Représenté par M. Barthes de Ruyter.

VISA DE LA COMMISSION DES OPÉRATIONS DE BOURSE

Par application des Art. 6 et 7 de l'Ordonnance n° 67-833 du 28 septembre 1967, la Commission des Opérations de Bourse a approuvé la présente note, le Visa n° 91-397 en date du 21/10/1991.

Un document de référence a été enregistré sous le n° R 91-005 par la Commission des Opérations de Bourse le 25 avril 1991.
La notice légale sera publiée au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires le 24-10-1991.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Toute personne désireuse d'obtenir des renseignements complémentaires sur TOTAL peut, gratuitement et sans engagement, obtenir le document de référence sur simple demande adressée à : TOTAL, Tour TOTAL 24, cours Michelet 92800 Puteaux.

Pour toute information sur l'opération :

N° Vert 05 22 24 26



ON NE S'APPELLE PAS TOTAL PAR HASARD

هكذا من الناحية

24 Le Monde • Mercredi 23 octobre 1991 •

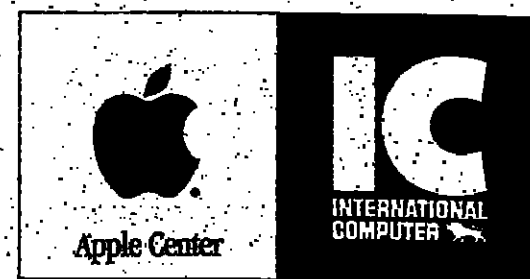


100, 140, 170, les Macintosh PowerBook associent à un niveau de puissance extrêmement élevé toute la simplicité d'utilisation Macintosh. Tirant pleinement parti du système 7, ils offrent un trackball, des écrans très rapides et un confort de frappe inconnu jusqu'à ce jour. Conçus pour communiquer, ils se connectent à tous les périphériques et grâce à leur Port Local Talk s'intègrent à tous réseaux Mac. Apple Talk Remote leur permet de communiquer à distance et même d'avoir accès aux sites centraux.

Avec le fax modem, envoyer une télécopie se fait aussi simplement que lancer une impression...

Il y a tant à dire que la vraie révélation vous l'aurez en venant chez IC. Là, vous vous demanderez comment vous avez fait pour vous en passer. Vous choisirez celui des trois Macintosh PowerBook qui deviendra votre inséparable compagnon. En devenant client chez IC, vous bénéficierez de plus de 10 ans d'expérience Apple, des conseils et des services du premier distributeur Apple d'Europe. A bientôt.

(1) 42 72 26 26



10 ANS D'APPLE ÇA COMPTE

APPLE CENTER IC BEAUBOURG (1) 42 72 26 26
APPLE CENTER IC VENDOME (1) 42 86 90 90

IC MARSEILLE 91 37 25 03 • IC TOULOUSE 61 25 62 32
IC NANTES 40 47 08 62 • IC LYON 78 62 38 38

WELDON

Handwritten signatures and notes at the bottom right of the page.

هكذا من الامم

COMMUNICATION

Un entretien avec M. Georges Kiejman

« La télévision ne s'adresse pas qu'au consommateur » nous déclare le ministre délégué à la communication

Le gouvernement doit prochainement défendre devant le Sénat la nouvelle loi sur les quotas télévisés. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Georges Kiejman, ministre délégué à la communication, défend la réglementation et le rôle de l'Etat comme garants de la qualité des programmes.

« Votre loi sur les quotas est attaquée de toutes parts : inapplicable économiquement pour les uns, inacceptable parce que trop dirigiste pour les autres. Que répondez-vous à ce front commun des chaînes privées ? »

« L'observe d'abord que ce front n'est pas si commun. Les chaînes ont souvent des positions contraires. En réalité, elles sont d'abord féroce concurrentes entre elles et comptent sur le marché pour dire lesquelles doivent survivre. Leur point d'accord, c'est qu'elles ne veulent au fond aucune réglementation ou qu'elles réclament une réglementation sur mesure, ce qui n'a alors plus aucun sens. »

« Mais peut-on instaurer la qualité par décret ? »

« Il ne s'agit pas d'entourer, mais de se préoccuper du genre d'émissions que choisissent de programmer les chaînes. Une, deux ou trois soirées de variétés ou de séries américaines par semaine, c'est bien, mais la quantité ne me demande ce que vont devenir les films, les grands magazines d'informations et toutes les émissions qui ne s'adressent pas forcément au public le plus large. Au-delà des quotas de production qui entraînent de l'argent vers la création, il faut donc maintenir des quotas de diffusion, qui imposent aux chaînes de faire des émissions de qualité aux heures de grande écoute, celles pendant lesquelles le public peut exercer son choix. »

« Une réglementation souple »

« L'observe d'ailleurs que cette démarche réglementaire n'est pas franco-française. Elle est adoptée partout où il y a une culture à défendre. La directive Télévision sans frontières de la CEE, comme la convention transfrontalière des 25 pays du Conseil de l'Europe (dont le Parlement devrait autoriser la ratification au printemps prochain) imposent un minimum de règles, sur un nombre d'œuvres européennes, sur les quotas et les délais de diffusion des films, sur la place de la publicité, etc. La réglementation ne peut à elle seule susciter des talents, mais elle peut les protéger. Le reste, le travail de réglementation souple, respectée parce que respectable. »

« Trop de protection, n'est-ce pas nuire au dynamisme de la création ? »

« Les nouvelles règles imposent aux heures de grande écoute 40 % d'œuvres francophones (au lieu de 50 %) et 60 % d'œuvres européennes (et non plus seulement communautaires). Elles sont moins contraignantes qu'il n'y paraît, parce que ces œuvres européennes incluent désormais celles des pays de l'Est, et que ces pourcentages sont appréciés par rapport au total des œuvres, et non de l'ensemble de la grille. Est-ce trop demander que les spectateurs aient, quelques soirs par semaine, des œuvres françaises ou européennes, disponibles à 20 h 30 ? »

« Mais les chaînes privées estimant que l'accumulation de

règles les empêche de vivre comme entreprises, et que c'est au secteur public de remplir ces missions culturelles... »

« On ne peut pas accepter que les télévisions, publiques et privées, soient des entreprises comme les autres. Ce n'est pas le profit qui ne choque, c'est qu'en son nom on ne vise que des records d'Audimat. Il est normal que les télévisions publiques assument le plus d'obligations. Mais on doit attendre de toutes les chaînes, qui exploitent une ressource nationale et d'ailleurs rare - les fréquences -



un minimum d'exigence envers leurs publics, qui ne passe pas forcément par l'Audimat. Je regrette évidemment les déficits de la Cinq ou de M6, mais ils constituent un investissement qui est le prix à payer pour exploiter ces fréquences. Sinon, autant faire payer les autorisations et affermer directement les chaînes aux Américains. »

« Mais la loi ne devrait-elle pas tenir compte des situations différentes des chaînes ? »

« La loi ne doit pas avantager l'une ou l'autre, mais tenir compte du fait que certaines passent plus d'œuvres, au sens défini par la loi. Nous allons entrer dans une procédure parlementaire, je crois beaucoup à la coopération entre le gouvernement et le Parlement sur ce terrain. A cette occasion, on pourrait envisager que la loi laisse place à un pouvoir de réglementation du gouvernement, qui lui permettrait de tenir compte des caractéristiques de la programmation de chaque chaîne. On pour-

rait même envisager que, convenablement encadré, ce pouvoir de réglementation soit délégué à l'autorité la plus compétente, en l'occurrence le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). »

« Mais il ne peut être question d'un blanc-seing au CSA : la pente naturelle de son activité l'amène à prendre en considération, parfois de manière excessive, les doléances des chaînes. De toute façon, il est normal que le gouvernement attende pour se déterminer de voir ce que le Parlement fait. Nous avons à nous déterminer entre deux pôles : permettre aux télévisions d'entreprendre, tout en exigeant qu'elles n'entreprennent pas n'importe quoi. »

« Seriez-vous opposé à ce que le Parlement rétablisse une seconde coupure publicitaire dans les fictions de la Cinq et M6 ? »

« C'est un amendement parlementaire qui avait aboli cette deuxième coupure, à laquelle TF1 avait contractuellement renoncé d'elle-même, lors de l'attribution de son autorisation d'émettre. Ce que le Parlement fait, il peut le défaire. Je m'en remets à sa sagesse. »

« Que pensez-vous des coupures publicitaires dans certaines émissions des chaînes publiques, comme le demande M. Hervé Bourges ? »

« Un peu de publicité, c'est un signe de vie, mais trop de publicité... Ce n'est pas parce que le président commun des deux chaînes publiques demande cette coupure que le gouvernement doit s'incliner. Le service public doit faire entendre sa différence. A ce stade de ma réflexion, je préfère qu'on ne coupe pas les émissions des chaînes publiques. »

« La CSA souhaite plus de pouvoir sur ces chaînes publiques. Etes-vous prêt à l'accorder ? »

« Dans le cadre d'une refonte plus vaste, restant à l'Etat l'ensemble des droits et prérogatives d'un actionnaire, pourquoi pas ? »

« Un des combats de la gauche »

« Etes-vous satisfait des télévisions publiques ? »

« Les hommes ne sont pas en cause, ils sont de grande qualité. Pourtant, pourquoi ne pas dire que je suis parfois déçu par les chaînes de service public ? Je ne méconnaissais pas leurs difficultés. Leurs dirigeants sont courageux pour ce qui touche à la reconstruction mais en matière de programmes, le service public rencontre des obstacles : le prix des retransmissions sportives a atteint des montants effrayants, les images du patrimoine national sont mises à l'encas au plus offrant. Il en va ainsi de la dernière grotte sous-marine découverte au large de Marseille. Tout cela me choque. »

« Mais il reste que le service public a aussi sa part de responsabilité dans les choix qui sont les siens. Trop de magazines culturels sont actuellement supprimés sans qu'on les remplace par leurs équivalents américains. Il ne m'appartient pas de faire les grilles de programmes mais je suis ambivalent pour le service public. J'attends énormément de lui. »

« Mais avec quels moyens ? »

« L'Etat doit faire un effort exceptionnel. Le monde politique n'a hélas pas pris conscience des enjeux culturels de la télévision, au-delà des journaux de 20 heures. Le premier geste de Jules Ferry avait été de faire doubler le budget de l'école. Or, l'éducation ne passe-t-elle pas aujourd'hui autant par la télévision que par l'école ? Nous devons sortir de ce déclin budgétaire à l'égard des télévisions publiques. 260 milliards de francs pour l'éducation, ce n'est pas trop ; mais 10 milliards pour tout le secteur public de télévision, c'est dérisoire. Il faut accroître de manière considérable son budget, voire le doubler dans les prochaines années. C'est une des ambitions que je m'assigne au sein du gouvernement. Cultivez un homme et vous avez toutes les chances d'en faire un démocrate : en ce sens, la télévision a son rôle à jouer, au même titre que l'école. »

« Tout le monde a sa responsabilité dans ce grand combat culturel. La télévision, devant laquelle un enfant passe plus d'heures qu'en classe, peut être un fantastique moyen de réduire les inégalités culturelles, c'est-à-dire d'accroître l'égalité des chances face à la vie. Ce devrait être le combat de tous. Ce devrait être au moins l'un des grands combats de la gauche. »

Propos recueillis par MICHEL COUDINA D'ISTRIA et YVES-MARIE LABÉ

Une initiative de la télévision sénégalaise

« Fann-Océan » ou l'anti-« Dallas »

L'anti-« Dallas » est né : il est sénégalais et s'appelle « Fann-Océan ». Les premiers épisodes de ce feuilleton venu du Sud sont en cours de tournage à Dakar depuis le 23 septembre. L'idée de réaliser un feuilleton qui soit à l'opposé des séries américaines de type « Dallas », abondamment diffusées par les télévisions d'Afrique, date de 1986. « La jeunesse du tiers-monde ne peut pas vivre éternellement à Dallas ou sur la côte ouest des Etats-Unis, fait remarquer M. Macar Sylva, producteur délégué de l'Office de radio-télévision du Sénégal (ORTS). Nous devons montrer nos propres réalités. » « Fann-Océan » est réaliste, il n'y a ni mythe ni légende, confirme le réalisateur, Mahama Johnson Traoré, déjà réputé pour ses longs-métrages comme *Diagne bi* (la Femme) ou *Mjanjan* (les Disciples) primés aux Festivals de Cannes et de Taormina.

Ecrit par un ancien ambassadeur sénégalais, M. Mamadou Seyni Mbengue, « Fann-Océan » - nom d'un quartier résidentiel de Dakar - est une comédie de mœurs qui réunit de nombreux ingrédients de la société africaine. Elle relate les mésaventures conjugales et familiales d'un usurier, Massara Cissé, qui a mille à

partir avec sa troisième jeune épouse. Avant de se lancer dans la fabrication de son long cours - une première tranche de six épisodes de cinquante-deux minutes est en préparation - les initiateurs du projet ont essayé plusieurs refus de la part des producteurs. Finalement, ils ont trouvé un accueil favorable à la RTBF, la télévision belge francophone. Le budget du feuilleton s'élève à 180 millions de francs CFA, soit 3,6 millions de francs : une somme énorme pour une télévision africaine mais dérisoire si on la compare au coût d'une série comme « Riviera » (210 millions de francs...). Ce budget est couvert par l'ORTS, la RTBF et l'Agence de coopération culturelle et technique française (ACCT).

L'ORTS envisage, bien sûr, de vendre son feuilleton à d'autres chaînes africaines, qui ont déjà manifesté leur intérêt. Mais l'Office voudrait aller plus loin et vendre cette coproduction à des télévisions européennes, mais aussi faire naître une sorte de « Fann-Océan mania » en lançant des porte-clefs, des tee-shirts, etc. Et faire un malheur au MP-TV de Cannes, lieu où se vendent les droits des séries et feuilletons du monde entier, en avril 1992. - (AFP.)

BIBLIOGRAPHIE

Les messagers de la perestroïka

Messagers et acteurs de la perestroïka, les médias soviétiques ont changé sous Mikhaïl Gorbatchev. Et ils continueront de changer sans lui, voire contre lui. Le moindre des mérites de l'ouvrage de Géorgi Vatchnadze, *Les Médias sous Gorbatchev* (1), n'est pas de retracer les atterrissements, les ambiguïtés, les aller-retour de ces changements, au travers d'une multitude de citations et de documents.

Ce parcours foisonnant, à l'instar de la réalité observée, a l'avantage d'éviter le manichéisme dont ont trop souffert ces médias. Ainsi Vatchnadze salue bien sûr l'abolition de la censure, mais note qu'elle « a été la place aux pratiques d'une dure pression économique ». Et, à l'heure d'un empire plus éclaté que jamais, il souligne la dichotomie en matière d'information entre le « centre » et la périphérie : « En fait, toutes les Républiques de l'URSS, à l'exception de la Russie, subissent un blocus informationnel. Les opinions de leurs habitants ne peuvent parvenir ni aux Républiques voisines, ni à

l'ensemble de l'Union, ni à l'étranger ». Car la nouvelle vague de presse radicale - celle des *Kommunist* ou *Necarissimata Gazeta*, qui succède à la première vague réformatrice des *Ogoniok* ou *Nouvelles de Moscou* - rencontre des obstacles aussi « durs » que le prix du papier, ou une distribution de presse encore favorable aux anciens titres.

Le sociologue Vatchnadze, s'il éclaire le rôle central de l'écrit dans le mouvement des idées, n'oublie en rien les luttes de pouvoir autour des médias électroniques et offre d'intéressantes ouvertures sur l'opinion publique dans l'Union, et sa mesure par des sondages encore balbutiants. Ce panorama de la liberté d'expression, celle de la liberté d'expression, inaugure la collection « Communication et Médias ».

M. C. I.

(1) *Les Médias sous Gorbatchev*, de Géorgi Vatchnadze, Editions de l'Espace européen, coll. « Communication et Médias », préface de Dominique Wolton, 484 p., 160 F.

EN BREF

Le mensuel *Croissance* célèbre son trentième anniversaire avec un numéro spécial. - Pour fêter ses trente ans, le mensuel *Croissance* des jeunes nations, qui dépend des Publications de la Vie catholique (PVC), devient en mai 1992 *Croissance*, le monde en développement, publie un numéro spécial intitulé *Trente ans de croissance, trente raisons d'espérer pour le tiers-monde*. Créé en mai 1961 par Georges Hourdin, fondateur de la Vie catholique, le mensuel, consacré aux pays du Sud et à leur développement, compte aujourd'hui vingt-deux mille abonnés payants, dont 32 % ont entre vingt-cinq et quarante-cinq ans, et 70 % militent dans une association.

Nouvelle formule pour *Sud-Ouest Dimanche*. - La nouvelle formule de *Sud-Ouest Dimanche* (SOD) a débuté le 6 octobre. Le magazine du quotidien *Sud-Ouest* comporte deux cahiers indépendants et complémentaires, la maquette ayant été renouvelée, dont un supplément télévision du groupe Hachette, personnalisé grâce à douze pages régionales. Ce cahier de programmes restera fabriqué par l'imprimerie d'Hachette Hélio-Corbel et ne sera donc pas transféré, comme la direction générale d'Hachette l'avait indiqué, dans sa nouvelle imprimerie madrilène Heli Color (le Monde du 11 septembre). Le nouveau SOD correspond à une stratégie de reconquête des lecteurs. Les ventes de SOD, qui étaient passées de deux 240 000 à 300 000 exemplaires de 1980 à 1989, se sont effritées, avec 287 697 exemplaires vendus en 1990. SOD espère séduire les 40 % de lecteurs du quotidien qui ne lisent pas l'hebdomadaire. - (Corresp.)

Philippe Labarde directeur de la rédaction de la Tribune de l'Expansion. - En raison de divergences sur la préparation de la nouvelle formule de la Tribune de l'Expansion, Jean-Michel Quatrepoint quitte la direction de la rédaction de ce quotidien et du même coup le groupe Expansion. Il sera remplacé, à compter du 4 novembre, par Philippe Labarde, qui a déjà occupé ces fonctions entre 1984 et 1986, puis entre 1987 et février 1991.

Le déficit d'Antenne 2 sera supérieur de 100 millions de francs aux prévisions. - Le comité d'entreprise d'Antenne 2 a été informé d'un déficit prévisionnel de 395 millions de francs pour l'année, soit 100 millions de plus que le budget initial ne prévoyait. Ce déficit est notamment dû au coût du plan social (entre 120 et 180 millions de francs), qui a déjà entraîné le départ de plus de trois cents salariés. Le comité d'entreprise a voté contre le licenciement économique de deux salariés protégés.

LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE L'OISEAU DE COMPAGNIE et le 10^e Championnat de Paris
(Concours des plus beaux oiseaux domestiques), organisés par l'AOP France, exposent les 1^{er}, 2^e et 3^e novembre 1991
salle Saint-Pierre, 7 bis, rue du Moulin Vert, 75014 Paris
M^o Alésia, vendredi 1^{er}, de 14 h à 18 h 30, samedi 2^e et dimanche 3^e de 10 h à 18 h 30.

L'Etat ne saurait réglementer l'audiovisuel sans vision stratégique à long terme

Si l'Etat veut protéger la culture française, intervenir sur le contenu des programmes de télévision, il doit s'en donner les moyens. Telle est l'argumentation développée par M. Michel Fansten, directeur délégué de LMK Images, dans un rapport remis à M. Georges Kiejman, ministre délégué à la communication, à la demande du ministre. Conclusion du rapporteur : il n'est pas de réglementation viable sans vision stratégique (et surtout financière) à long terme.

Alors que les patrons de chaîne partent dans le désordre à l'assaut de l'obligation qui leur est faite par le gouvernement de diffuser 40 % d'œuvres originales françaises aux heures de grande écoute, M. Michel Fansten, producteur et auteur d'un rapport intitulé « Situation et perspectives du secteur de la production et des programmes à l'automne 1991 », prend, lui, le parti inverse. Puisque les pouvoirs publics veulent avoir un droit de regard sur les programmes de télévision, qu'ils mettent les chaînes en position de satisfaire à ces obligations, explique-t-il. Il suggère ainsi que des financements soient débiqués pour donner à l'industrie des programmes les moyens d'une mise à niveau internationale. Si une stratégie financière à long terme n'accompagne pas la réglementation, le système risque l'implosion.

Ce rapport dense, bourré de tableaux, peut se lire à plusieurs niveaux. Tout d'abord, il contribue à une histoire des relations entre le pouvoir et la télévision. Il montre aussi que, faute d'une réelle stratégie réglementaire, le secteur public pâtit de la concurrence des chaînes privées. Enfin, il souligne

la situation faite aux chaînes de télévision face au secteur de la production à la stagnation.

Bien que les statistiques flahes fassent curieusement défaut en matière audiovisuelle, M. Fansten montre comment, à partir des années 80, les ressources des producteurs ont diminué dans une proportion inverse à l'offre d'images des diffuseurs. Alors que la concurrence a obligé les chaînes à redéployer les budgets en direction des émissions à fort potentiel d'audience (émissions de variétés essentiellement), elles n'avaient plus les moyens d'investir dans des programmes nouveaux.

Rediffusions massives

Pour pallier cette insuffisance financière, elles ont pratiqué une politique de rediffusion massive et ont constitué des stocks de programmes étrangers achetés à bas prix sur le marché. Les conséquences ont été paradoxales : le volume horaire des productions originales a été accru (même si l'effort a surtout porté sur des productions bas de gamme comme les sitcoms, les téléromans...), mais la participation financière des diffuseurs à ces mêmes productions a diminué. Entre 1984 et 1985, les chaînes finançaient 65 % à 70 % des coûts, contre moins de 32 % en 1990.

Plus intéressant encore, M. Fansten montre que ce désengagement des chaînes du secteur de la production n'est pas lié aux résultats financiers du diffuseur. Alors que l'écart se creusait entre les situations financières respectives de TF1 et d'Antenne 2, les deux chaînes ont suivi la même logique. Elles ont imposé au producteur une réduction de leur participation financière que celui-ci n'était pas en mesure de refuser. Selon le rapporteur, « la diminu-

tion des investissements moyens du diffuseur par heure de programmation constitue une tendance forte ». La situation ne peut être inversée qu'en assurant les quotas de contraintes financières. Bien entendu, pareille proposition n'a de sens que si les quotas sont modulés. Obliger la Cinq à investir autant que TF1 la conduirait droit à un dépôt de bilan. Par conséquent, les quotas n'ont de sens que si l'environnement économique de chaque chaîne est pris en compte.

Autrement dit, puisqu'il n'est pas question pour l'Etat de laisser le marché imposer sa loi, puisqu'il n'est pas question de laisser les chaînes égarer les producteurs, autant utiliser les quotas intelligemment, plaide M. Fansten. Le gouvernement doit donc assurer ses exigences d'une relance de l'investissement. Le compte de soutien aux industries de programmes doit être réformé, les SOFICA (sociétés de financement du cinéma et de l'audiovisuel) incitées à intervenir dans le financement d'œuvres de télévision et les aides financières et fiscales accordées à l'industrie devraient être étendues à l'audiovisuel.

Dernier volet de sa démonstration, M. Fansten estime que seul le secteur public peut jouer un rôle pilote dans la relance de la production. Comme sa situation financière actuelle l'en empêche, c'est à l'Etat de lui en donner les moyens. Les modalités de ce financement extraordinaire « peuvent donner matière à débat ; mais son ordre de grandeur est incontournable : c'est celui du montant actuel des exonérations de redévenance », soit 2 à 2,5 milliards de francs. Une pilule que M. Michel Charasse, ministre du budget, devrait avoir du mal à avaler.

YVES MAMOU

MARCHÉS FINANCIERS

Pour la première fois

La COB utilise son pouvoir de sanction

Pour la première fois depuis l'obtention de ses nouveaux pouvoirs l'an dernier, la Commission des opérations de Bourse (COB) vient de sanctionner une firme pour pratique contraire au règlement relatif à l'utilisation d'information privilégiée. Dans son bulletin du mois de septembre, celle-ci révèle qu'une amende d'un montant de 800 000 francs vient d'être infligée à la Compagnie foncière de la Banque d'Alsace et de crédit (CFB) après une enquête sur le marché du titre de la Sicom Paris-Bail entre le mois d'août et le mois de septembre 1990.

Le 10 septembre 1990, la CFB acquiert, par la levée de contrats optionnels, au prix unitaire de 350 F environ, 2,8 millions d'actions Paris-Bail représentant 80,1 % du capital. Cette acquisition est effectuée auprès de filiales des groupes d'assurances Zurich, GMP et ZFA. Le même jour, elle achète 96 771 actions qui lui sont cédées directement par les mêmes vendeurs. Conformément au règlement du Conseil des Bourses de valeurs la CFB assure, entre le 19 septembre et le 9 octobre 1990, une garantie de cours à 350 francs par titre.

Le marché des actions Paris-Bail ayant enregistré dès le 21 août un volume plus important qu'à l'ordinaire, une enquête sur le marché du titre fut ouverte le 24 septembre. Celle-ci révèle notamment qu'entre le 2 juillet et le 7 septembre, la CFB avait été le principal acheteur de titres avec 17 866 actions sur 24 235, soit environ les trois quarts.

Sur cette même période, plus précisément entre le 21 et le 24 août, la COB constatant que des achats effectués par la CFB étaient susceptibles de constituer une pratique contraire au règlement relatif à l'utilisation d'information privilégiée.

En conséquence, la COB reproche à la CFB d'avoir acquis, au cours de ces quatre jours, 7 175 titres Paris-Bail à des prix compris entre 278 et 285 F, avant que le public ait pris connaissance d'une opération de maintien de cours à 350 F sur Paris-Bail, et d'avoir effectué ainsi une plus-value estimée à 484 425 F.

De son côté, la CFB, citée par la commission, ne conteste pas l'acquisition des titres entre le 21 et le 24 août mais précise que celle-ci n'était qu'un simple placement financier et affirme qu'elle n'était pas en possession d'informations privilégiées : l'aboutissement des conversations qu'elle avait alors avec les sociétés du groupe Zurich était encore incertain. Selon la COB, le principe d'une cession par le groupe Zurich d'actions Paris-Bail à la CFB était arrêté, dès le 21 août, au prix de 350 francs l'action, donc bien avant que les négociations n'aboutissent, le 28 août, à la signature d'un protocole d'accord entre les vendeurs et l'acquéreur du bloc de contrôle.

En se référant aux textes, l'amende infligée — qui représente le double des gains réalisés par la CFB — est relativement modérée. Elle aurait pu aller jusqu'à décupler le profit réalisé par l'intéressé. En revanche la portée de cette action est importante puisque le gendarme de la Bourse, jusqu'en juillet 1990, n'avait pas de tels pouvoirs de sanction. De son côté la CFB a décidé de faire appel.

F. Bn.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



NOUVELLES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT

Le Conseil d'Administration de la SILIC s'est réuni le 17 octobre 1991, sous la présidence de Monsieur André MOULY, pour examiner l'activité de la société.

Les comptes de la société au 30.06.1991 font apparaître un résultat courant avant impôt de 100 948 997 F contre 81 991 066 F soit une progression de 23,77 % ; toutefois, compte tenu de la cession de terrain intervenue sur le site de PARIS-NORD VILLEPINTE dégageant une plus-value après impôt de 3 041 101 F et de l'impôt sur les sociétés d'un montant de 10 081 285 F, le résultat net de SILIC au 30 juin 1991 s'élève à 93 910 565,55 F contre 82 325 640,16 F.

Les loyers provisionnels de l'exercice 1991 devraient être de l'ordre de 256,6 millions de francs. En l'état actuel des hypothèses retenues, le résultat de l'exercice devrait permettre de servir un dividende de l'ordre de 52,82 F, avoir fiscal compris. (Dividende 1990 : 50,60 F.)

Le Conseil d'Administration a arrêté le plan triennal d'investissements (1992-1994) qui s'élève à 800 millions de francs qui permettra à SILIC de renforcer son patrimoine de bâtiments d'activités pour assurer son développement dans les prochaines années. Ce programme sera financé sur la trésorerie propre de SILIC et par des concours bancaires.

Dans le cadre de ce plan, le Conseil d'Administration a, lors de la même séance, décidé l'acquisition d'un patrimoine composé de huit bâtiments d'activités entièrement construits et loués, sur le site de COLOMBES conformément à la volonté de SILIC de maintenir sa spécialité sur ce type de produit.



TELEFLEX LIONEL-DUPONT, coté au comptant de la Bourse de Paris, vient de prendre le contrôle de la société américaine DEVTEC par achat d'actions et souscription à une augmentation de capital. Sa participation s'élève à 60 %. Les actionnaires fondateurs conservent une participation minoritaire dans DEVTEC et continueront à apporter leur collaboration à la société.

DEVTEC, dont le siège est à Hartford (Connecticut), a réalisé en 1990 un chiffre d'affaires de 200 millions de francs et emploie 132 personnes. Créée en 1966, DEVTEC dispose aux États-Unis, en France et en Asie d'un réseau commercial dans le domaine des matériels d'assistance aéronautique.

DEVTEC détient 3 filiales de production : ACE, dans le Connecticut, spécialisée dans les démarreurs de réacteurs, les climatiseurs et les générateurs électriques ; NORDCO, en Californie, qui fabrique notamment des tapis à bagages, des escaliers pour passagers, des plates-formes élévatoires ; DEVTEC TAIWAN dont la production est identique à celle de NORDCO.

En outre, sa filiale française BABE Co, située près de Versailles, commercialise les matériels de DEVTEC et fabrique des produits de contrôle de la qualité des métaux.

Par cette acquisition, le groupe TELEFLEX devient l'un des leaders mondiaux dans le matériel d'assistance aéronautique.

De nombreuses synergies existent entre DEVTEC et les 3 filiales de matériel de pistes aéronautiques du groupe : ALBRET, ERMA et TRACMA :

- les réseaux commerciaux se complètent et assurent à leurs produits une distribution à l'échelle mondiale ;
- la complémentarité des produits permet aux deux sociétés de proposer à leurs clients une gamme plus étendue ;
- des économies d'échelles, en matière de recherche, développement et de commercialisation, seront réalisées ;
- le groupe TELEFLEX disposera d'unités de production performantes aux États-Unis (1^{er} marché mondial) et en Asie (marché en forte croissance).

NEW-YORK, 21 octobre

Ventes bénéficiaires

Après avoir établi le semaine écoulée de nouveaux records d'altitude, Wall Street a prêté la fièvre lundi 21 octobre à des ventes bénéficiaires. Le marché américain n'a cependant pas trop mal résisté, réussissant à regagner dans la deuxième partie de la séance une partie du terrain perdu. A la clôture, l'indice Dow Jones des Industrielles s'élevait à 3 080,38 avec une perte limitée à 18,77 points (-0,54 %). Au par-bien de la journée, il était revenu à 3 042,49. Le bilan de la journée a été comparable à ce résultat. Sur 2 122 valeurs traitées, 1 018 ont baissé, 819 seulement ont monté et 491 n'ont pas varié.

Ainsi donc, une fois de plus, le facteur technique a joué. Phénomène inévitable, dans la mesure où les indices boursiers à terme arrivent à expiration. Mais le Bourse new-yorkaise a aussi été affectée par la baisse du marché obligataire et la hausse à 8,07 % du rendement de l'emprunt à trente ans, en liaison avec les craintes d'une reprise de l'inflation soulevées par la possible réduction des impôts et taxes.

Selon les analyses de la place, le maintien au-dessus de 8 % de ce rendement pourrait avoir des effets négatifs sur le marché des actions. Cela étant, des spéculations assurent que les intentions des investisseurs restent potentiellement importantes. Prudence de l'ambiance : l'activité a nettement diminué, et le volume des transactions a diminué de 204,03 millions vendus dernier.

VALEURS	Cours de 18 octobre	Cours de 21 octobre
Alcoa	84	83 7/8
AT&T	39	38 5/8
Boeing	60	59 3/4
Chrysler	18 1/2	18
Deere	48 3/8	48 1/2
Du Pont de Nemours	44 7/8	44 1/2
Eastman	81 1/2	81 1/4
Ford	29 3/8	29
General Electric	27 3/8	27 1/4
General Motors	44 1/8	43 7/8
Goldman Sachs	100 3/8	100 1/4
IBM	112 3/4	112
ITT	58	57 3/8
McGraw-Hill	71 3/4	71 1/4
Pfizer	68 3/4	67 3/8
Schering	89	88
Tyco	108 1/8	107 3/4
Union Carbide	20 1/8	20
United Tech	67 3/4	67 1/4
Westinghouse	18 3/4	18 1/4
Xerox Corp.	82 1/8	81 1/2

LONDRES, 21 octobre

Net reculé

Les valeurs ont terminé la séance en nette baisse, lundi 21 octobre au Stock Exchange. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 25,4 points, soit 1 % 2 576,7. Le volume des échanges s'est contracté à 388,3 millions de titres contre 549,9 millions vendredi.

La tendance a été affectée par un sondage plaçant les travailleurs devant les conservateurs ; la baisse du dollar a été par les chiffres décevants des ventes de détail, qui ont entraîné un échange pour le mois de septembre. L'ouverture en forte baisse de Wall Street, en raison des récentes gains qui avaient poussé le marché américain vers des records absolus, est venue équilibrer la baisse du Stock Exchange en fin de séance.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Démission du chairman de l'Industrial Bank of Japan. — Assurant la responsabilité des liens entre son établissement et l'autorité présumée d'une gigantesque escroquerie bancaire, le président du conseil d'administration de l'Industrial Bank of Japan (IBJ), M. Kaneko Nakamura, a démissionné mardi 22 octobre. Il pourrait être remplacé par le président actuel de la banque, M. Yo Kurosawa. M. Kurosawa avait reconnu à la fin août devant le Parlement que sa banque et ses filiales avaient accordé l'an dernier des prêts pour un montant de 1,8 milliard de dollars (plus de 10 milliards de francs) à une entreprise insolvable d'Osaka, arrêtée depuis pour usage de faux.

□ Total va renforcer ses fonds propres de 2,62 milliards de francs. — Total a lancé lundi 21 octobre une augmentation de capital de 2,9 millions d'actions qui va lui permettre de renforcer ses fonds propres d'au moins 2,62 milliards de francs. Le groupe a précisé que le conseil d'administration a fixé à 900 francs l'action le prix unitaire des nouvelles actions qui seront émises, avec jouissance au 1^{er} janvier 1991. Total avait annoncé le 2 octobre cette opération, parallèlement à sa demande d'admission à la Bourse de New-York. L'Etat ne souscrit pas de nouvelles actions de Total, selon un avis publié par la Société des Bourses françaises (SBF). Toutefois, il maintiendra sa participation dans le capital de Total en demandant le remboursement de ses titres subordonnés à durée indéterminée remboursables en actions (TSDIRA).

□ Salomon a été 10 % de ses filiales japonaises. — Salomon, le fabricant français d'articles de sport (pour le ski et le golf) a cédé 10 % du capital de ses deux filiales japonaises, dans la perspective de leur entrée en Bourse de Tokyo. L'acquéreur est la société Jafco, première société de capital-risque au Japon. Cette vente,

PARIS, 22 octobre

Poursuite de la baisse

La Bourse de Paris restait sur la pente descendante mardi dans un marché très calme préoccupé par l'évolution des taux d'intérêt, du mark et par le climat politique et social. En recul de 0,52 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en début d'après-midi une baisse quasi anecdotique (-0,48 %). L'indice CAC 40 se maintenait à 1 837,23 vers 14 heures. Dans les déclarations faites mardi matin à la radio par M. François Mitterrand, les milieux boursiers n'ont rien vu de susceptible de modifier leur sentiment. Les investisseurs continuent en priorité à observer le marché des changes, où le mark rasait notamment au-dessus des 3,41 francs mardi matin. La liquidation des opérations nouvelles pendant le mois d'octobre sur le marché à règlement mensuel est avancée au 23 octobre au lieu du 24, dans la mesure où la Société des Bourses françaises (SBF). Le transfert du marché à règlement mensuel sur Refi, système de règlement-livraison, est à l'origine de cette modification des échéances. En revanche, les dates de liquidation des mois boursiers de novembre et de décembre demeurent en revanche inchangées, pour les 22 novembre et 23 décembre.

L'OPCA, tenue par Quadral sur la CSE (Compagnie des signaux et d'entreprises électroniques) a connu un nouvel épisode avec la décision du tribunal de commerce de Paris mardi matin. Le président de cette instance, a renvoyé Quadral devant le cour d'appel, refusant de mettre sous séquestre les actions de la CSE achetées par le holding italien Finmeccanica et de lui interdire tout achat supplémentaire comme Quadral l'avait demandé.

TOKYO, 22 octobre

Prise de bénéfices

A Tokyo comme à New-York, des prises de bénéfices ont contraint le marché à faire volte-face, mardi 22 octobre. Et l'indice Nikkei, qui avait franchi d'un coup les 28 000 points, a été ramené à 27 545 points à la clôture. Le marché japonais a ainsi perdu 455 points, soit 1,6 %, après avoir gagné 62,15 points (-0,26 %).

D'une façon assez générale, la tendance est apparue assez résistante. De fait, beaucoup s'attendent à une prochaine baisse des taux d'intérêt. C'est l'avis de M. Michio Ochi, directeur général de l'Agence de planification économique. Du coup, des professionnels estiment que le dollar va continuer à monter, ce qui n'empêche pas des investisseurs de prendre leurs bénéfices.

VALEURS	Cours de 21 octobre	Cours de 22 octobre
Alcoa	1 080	1 080
Boeing	1 080	1 080
Chrysler	1 080	1 080
Du Pont de Nemours	1 080	1 080
Eastman	1 080	1 080
Ford	1 080	1 080
General Electric	1 080	1 080
General Motors	1 080	1 080
Goldman Sachs	1 080	1 080
IBM	1 080	1 080
ITT	1 080	1 080
McGraw-Hill	1 080	1 080
Pfizer	1 080	1 080
Schering	1 080	1 080
Tyco	1 080	1 080
Union Carbide	1 080	1 080
United Tech	1 080	1 080
Westinghouse	1 080	1 080
Xerox Corp.	1 080	1 080

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (22 octobre) : 5,7885 - 9 %

New-York (21 octobre) : 5,78 %

Le franc suisse (22 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (21 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (20 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (19 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (18 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (17 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (16 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (15 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (14 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (13 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (12 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (11 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (10 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (9 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (8 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (7 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (6 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (5 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (4 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (3 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (2 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (1 octobre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (30 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (29 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (28 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (27 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (26 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (25 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (24 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (23 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (22 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (21 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (20 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (19 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (18 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (17 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (16 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (15 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (14 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (13 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (12 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (11 septembre) : 1,175 - 1 %

Le franc suisse (10 septembre) : 1,175 - 1 %

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cables	3770	3830	Imtech. Heliore	820	815
Amend. Assurances	288	288	Imtech. Computer	184 50	184
B.A.C.	127	127	Imtech. Invest.	72	72
Banque Paribas	877	875	Imtech. Invest.	228	228
Banque Paribas	348	346	Imtech. Invest.	72	70 50
Banque Paribas	233	235	Imtech. Invest.	103 80	100 70
Banque Paribas	888	880	Imtech. Invest.	168	168
Banque Paribas	386	386	Imtech. Invest.	380	370
Banque Paribas	682	704	Imtech. Invest.	610	480
Banque Paribas	140	140 10	Imtech. Invest.	318	318
Banque Paribas	280	285	Imtech. Invest.	182	177
Banque Paribas	935	935	Imtech. Invest.	98 80	101 50
Banque Paribas	285	280 50	Imtech. Invest.	370	370
Banque Paribas	786	786	Imtech. Invest.	350	350
Banque Paribas	178	180	Imtech. Invest.	289 80	285
Banque Paribas	405	400 10	Imtech. Invest.	380	348 50
Banque Paribas	1280	1240	Imtech. Invest.	233 20	238
Banque Paribas	321	333 80	Imtech. Invest.	218	218
Banque Paribas	932	950	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	285	285	Imtech. Invest.	88	882
Banque Paribas	144	141	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	248	245	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	280	285	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	180	183	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	117 20	118	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	145 10	144	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	434	430	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	196	196	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	830	830	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	963	967	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	228 10	228 10	Imtech. Invest.	88	88
Banque Paribas	120	120	Imtech. Invest.	88	88

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 21 octobre 1991

Nombre de contrats : 95 348

COURS	Déc. 91	Mars 92	Jun 92
Dernier	187,22	187,26	187,86
Précédent	187,48	187,58	187,74

Options sur notional				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Déc. 91	Mars 92	Déc. 91	Mars 92
107	0.70	1.25	0.51	0.85

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Octobre	Novembre	Décembre
Dernier	1 837,23	1 872	1 889
Précédent	1 882	1 895,58	1 906

CHANGES

Dollar : 5,7885 F. †

Les opérateurs attendent l'annonce d'une possible baisse des impôts aux États-Unis, le dollar s'échangeant en hausse, mardi 22 octobre sur le marché des changes européens. A Paris, le billet vert, en hausse à 5,7885 au closing contre 5,7545 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCFORT 21 octobre 22 octobre

Dollar (en DM) : 1,884 1,879

TOKYO 21

هذه من النسخ

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 22 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 47

Règlement mensuel									
Compos.	VALEURS	Cours	Précéd.	Différence	%	Compos.	VALEURS	Cours	Précéd.
4051	CLASSE	4100	4100	0	0	4051	CLASSE	4100	4100
4052	CLASSE	4100	4100	0	0	4052	CLASSE	4100	4100
4053	CLASSE	4100	4100	0	0	4053	CLASSE	4100	4100
4054	CLASSE	4100	4100	0	0	4054	CLASSE	4100	4100
4055	CLASSE	4100	4100	0	0	4055	CLASSE	4100	4100
4056	CLASSE	4100	4100	0	0	4056	CLASSE	4100	4100
4057	CLASSE	4100	4100	0	0	4057	CLASSE	4100	4100
4058	CLASSE	4100	4100	0	0	4058	CLASSE	4100	4100
4059	CLASSE	4100	4100	0	0	4059	CLASSE	4100	4100
4060	CLASSE	4100	4100	0	0	4060	CLASSE	4100	4100
4061	CLASSE	4100	4100	0	0	4061	CLASSE	4100	4100
4062	CLASSE	4100	4100	0	0	4062	CLASSE	4100	4100
4063	CLASSE	4100	4100	0	0	4063	CLASSE	4100	4100
4064	CLASSE	4100	4100	0	0	4064	CLASSE	4100	4100
4065	CLASSE	4100	4100	0	0	4065	CLASSE	4100	4100
4066	CLASSE	4100	4100	0	0	4066	CLASSE	4100	4100
4067	CLASSE	4100	4100	0	0	4067	CLASSE	4100	4100
4068	CLASSE	4100	4100	0	0	4068	CLASSE	4100	4100
4069	CLASSE	4100	4100	0	0	4069	CLASSE	4100	4100
4070	CLASSE	4100	4100	0	0	4070	CLASSE	4100	4100
4071	CLASSE	4100	4100	0	0	4071	CLASSE	4100	4100
4072	CLASSE	4100	4100	0	0	4072	CLASSE	4100	4100
4073	CLASSE	4100	4100	0	0	4073	CLASSE	4100	4100
4074	CLASSE	4100	4100	0	0	4074	CLASSE	4100	4100
4075	CLASSE	4100	4100	0	0	4075	CLASSE	4100	4100
4076	CLASSE	4100	4100	0	0	4076	CLASSE	4100	4100
4077	CLASSE	4100	4100	0	0	4077	CLASSE	4100	4100
4078	CLASSE	4100	4100	0	0	4078	CLASSE	4100	4100
4079	CLASSE	4100	4100	0	0	4079	CLASSE	4100	4100
4080	CLASSE	4100	4100	0	0	4080	CLASSE	4100	4100
4081	CLASSE	4100	4100	0	0	4081	CLASSE	4100	4100
4082	CLASSE	4100	4100	0	0	4082	CLASSE	4100	4100
4083	CLASSE	4100	4100	0	0	4083	CLASSE	4100	4100
4084	CLASSE	4100	4100	0	0	4084	CLASSE	4100	4100
4085	CLASSE	4100	4100	0	0	4085	CLASSE	4100	4100
4086	CLASSE	4100	4100	0	0	4086	CLASSE	4100	4100
4087	CLASSE	4100	4100	0	0	4087	CLASSE	4100	4100
4088	CLASSE	4100	4100	0	0	4088	CLASSE	4100	4100
4089	CLASSE	4100	4100	0	0	4089	CLASSE	4100	4100
4090	CLASSE	4100	4100	0	0	4090	CLASSE	4100	4100
4091	CLASSE	4100	4100	0	0	4091	CLASSE	4100	4100
4092	CLASSE	4100	4100	0	0	4092	CLASSE	4100	4100
4093	CLASSE	4100	4100	0	0	4093	CLASSE	4100	4100
4094	CLASSE	4100	4100	0	0	4094	CLASSE	4100	4100
4095	CLASSE	4100	4100	0	0	4095	CLASSE	4100	4100
4096	CLASSE	4100	4100	0	0	4096	CLASSE	4100	4100
4097	CLASSE	4100	4100	0	0	4097	CLASSE	4100	4100
4098	CLASSE	4100	4100	0	0	4098	CLASSE	4100	4100
4099	CLASSE	4100	4100	0	0	4099	CLASSE	4100	4100
4100	CLASSE	4100	4100	0	0	4100	CLASSE	4100	4100

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

21/10

VALEURS	% du nom	% de l'opération	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Fraie incl.	Rachet net
Obligations												Etrangères											
Emp.État 1997	123 10	3 85	CIN	1149	1197	Mag.Urals	180	180	A.A.A.	1043 02	1017 58	Fordcredit	873 88	882 37	Pontefranco	2024 13	2080 53	Pontefranco	2024 13	2080 53	Pontefranco	2024 13	2080 53
Emp.État 1998	100 45	2 79	CITIRAM 95	2800	...	Mog.Mog	750	750	Asiclon	224 27	219 37	Fordcredit	28 47	27 76	Pontefranco	62008 78	62008 78	Pontefranco	62008 78	62008 78	Pontefranco	62008 78	62008 78
Emp.État 1999	102 35	1 41	Citram	95 10	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	803 95	787 23	Fordcredit	1079 28	1091 63	Pontefranco	10550 82	10550 82	Pontefranco	10550 82	10550 82	Pontefranco	10550 82	10550 82
Emp.État 2000	100 25	1 19	Citram	250	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	7985 82	7659 44	Fordcredit	1504 47	1501 84	Pontefranco	131 93	112 83	Pontefranco	131 93	112 83	Pontefranco	131 93	112 83
Emp.État 2001	102 88	0 48	Citram	348	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	841 89	823 18	Fordcredit	359 49	328 39	Pontefranco	27389 17	27389 17	Pontefranco	27389 17	27389 17	Pontefranco	27389 17	27389 17
Emp.État 2002	110 50	7 32	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	8602 28	8602 28	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2003	104 40	5 27	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	1140 81	1140 81	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2004	107 10	4 04	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	886 94	799 20	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2005	105 01	8 40	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	1348 81	1307 58	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2006	102 35	3 85	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	1723 91	1650 11	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2007	100 25	1 19	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	162 74	155 73	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2008	102 88	0 48	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	7473 08	7473 08	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2009	110 50	7 32	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	127 84	122 14	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2010	104 40	5 27	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	123 11	118 01	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2011	107 10	4 04	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	861 26	841 26	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2012	105 01	8 40	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	113 31	112 97	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2013	102 35	3 85	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	144 87	138 03	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2014	100 25	1 19	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	126 91	120 48	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2015	102 88	0 48	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	111 69	108 49	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2016	110 50	7 32	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	896 13	866 13	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2017	104 40	5 27	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	854 27	841 26	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2018	107 10	4 04	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	129 80	122 90	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2019	105 01	8 40	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	26 80	27 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2020	102 35	3 85	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	1280 81	1279 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2021	100 25	1 19	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	3315 21	3310 24	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2022	102 88	0 48	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	356 28	349 28	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2023	110 50	7 32	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	819 10	804 17	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2024	104 40	5 27	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	229 80	225 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2025	107 10	4 04	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	28 80	27 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2026	105 01	8 40	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	1280 81	1279 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2027	102 35	3 85	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	3315 21	3310 24	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2028	100 25	1 19	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	356 28	349 28	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2029	102 88	0 48	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	819 10	804 17	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2030	110 50	7 32	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	229 80	225 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2031	104 40	5 27	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	28 80	27 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2032	107 10	4 04	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	1280 81	1279 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2033	105 01	8 40	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	3315 21	3310 24	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2034	102 35	3 85	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	356 28	349 28	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2035	110 50	7 32	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	819 10	804 17	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2036	104 40	5 27	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	229 80	225 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2037	107 10	4 04	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	28 80	27 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2038	105 01	8 40	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	1280 81	1279 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2039	102 35	3 85	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	3315 21	3310 24	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2040	100 25	1 19	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	356 28	349 28	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2041	102 88	0 48	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	819 10	804 17	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2042	110 50	7 32	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	229 80	225 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2043	104 40	5 27	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	28 80	27 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2044	107 10	4 04	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	1280 81	1279 80	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2045	105 01	8 40	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	3315 21	3310 24	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2046	102 35	3 85	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	356 28	349 28	Fordcredit	14028 04	13956 28	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85	Pontefranco	1117 10	1089 85
Emp.État 2047	110 50	7 32	Citram	530	...	Mog.Mog	550	...	Agroparc	819 10	804 17	Fordcredit	14028										

DÉFENSE

Dans l'espace, sur mer et à la DGSE

La France va accroître dès 1992 ses moyens de renseignement

En 1992, la France devrait accroître son effort pour la recherche du renseignement, comme le ministre de la défense, M. Pierre Joxe, en a publiquement manifesté l'intention. Outre la décision de créer, au printemps prochain, une direction du renseignement militaire (le Monde du 26 septembre), qui doit proposer une organisation plus centralisée des moyens humains et techniques en ce domaine, et le projet de majorer de 17,5 % les crédits consacrés à l'observation et à la communication d'origine spatiale, deux autres faits - nouveaux - vont dans le même sens : d'une part, l'autorisation donnée à la marine de développer une coque pour y embarquer des moyens d'écoute, et, d'autre part, la hausse très sensible du budget alloué à la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) en 1992.

Depuis 1964, la marine nationale arme un ancien cargo, lancé en 1958 sous le nom de *Médor* et acquis par elle après avoir été rebaptisé *Berry*. Ce navire de 2 700 tonnes à pleine charge est bourré d'électronique. Officiellement, il a été présenté comme un bâtiment d'expérimentation diverses. En réalité, il sert de navire d'espionnage électronique, pour l'interception et l'écoute des transmissions de toute sorte ou pour celles des émissions-radar. Le *Berry* a été modernisé en 1974 mais on juge aujourd'hui nécessaire de remplacer ses équipements.

Pour 1992, la marine a été autorisée à réserver, au sein de ses crédits d'équipement, quelque 80 millions de francs à la recherche - et donc à l'achat ultérieur - d'une nouvelle coque susceptible d'embarquer des moyens plus modernes de la guerre électronique. Il s'agit du programme dit *Berry-NG* (nouvelle génération). Si la marine fournit l'équipement, les techniciens du renseignement et les spécialistes linguistiques à bord, pour faire fonctionner les matériels et exploiter, en première analyse, les informations recueillies, appartiennent au Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM), qui

dépend de l'état-major des armées, et à la DGSE, qui œuvre pour tout le gouvernement sous le contrôle du ministre de la défense.

Des emplois de haute qualification

La DGSE, précisément, devrait voir son budget pour 1992 - de l'ordre de 989,8 millions de francs - augmenter de 9,7 % par rapport à celui de 1991. Cette hausse est sans commune mesure avec celle de l'ensemble des crédits militaires, qui croîtront de 0,5 % dans le même temps. Sans compter les fonds secrets à la disposition du premier ministre (quelque 448,2 millions de francs en 1992, en augmentation de 4 %), dans lesquels elle peut puiser pour des opérations ponctuelles d'importance autorisées par l'Elysée et par le chef du gouvernement, la DGSE a donc un budget qui croît plus vite et plus fort que celui des armées.

Ce sont, au demeurant, les crédits d'équipement (soit 466 millions de francs) qui sont en hausse très nette par rapport à ceux de 1991, avec pas moins de 12,3 % d'augmentation. Plus de la moitié de ces engagements de dépenses concernent la modernisation de l'information (avec l'achat de puissants moyens de calcul) et de recherche électromagnétique, quand un quart de ces mêmes dépenses va à l'aménagement des centres ou des stations destinés au recueil du renseignement. De ce point de vue, par exemple, la DGSE n'a pas perdu tout espoir, en dépit d'une action judiciaire en cours pour cause d'atteinte à l'environnement, de pouvoir déployer ses antennes en Cantargue.

En revanche, les crédits de fonctionnement en 1992 (soit 523,8 millions de francs) enregistrent une hausse de 7,6 %, qui est inférieure à celle des dépenses d'équipement de la DGSE mais qui reste notablement plus forte que la croissance des mêmes crédits affectés à l'ensemble des armées. La raison en est que, contrairement aux trois armées qui doivent consentir à une nouvelle déflation de leurs effectifs, la DGSE pourra, l'an prochain, embaucher jusqu'à cent sept fonctionnaires civils supplémentaires (le Monde du 19 septembre). Parmi ces recrutements prévus, plus de la moitié se feront au niveau des postes de chef d'études et de délégués, qui sont des

emplois hiérarchiquement importants dans la grille propre à la DGSE. Le « patron » de la DGSE, M. Claude Silberstein, a obtenu par ailleurs la nomination, à ses côtés, d'un directeur, M. Jérôme Ventre, ingénieur général des télécommunications de son état, qui est notamment chargé des questions techniques.

Une recherche tous azimuts

Cette augmentation des effectifs de la DGSE participe d'un plan à plus long terme, qui prévoit d'accroître d'un millier d'hommes et de femmes la composition des agents français du renseignement. Au total, les services secrets devraient réunir l'an prochain quelque quatre mille fonctionnaires civils et militaires, parmi lesquels cinq ou six cents relèvent du service dit « action », composé de « clandestins » civils, et de cadres du 11^e régiment parachutiste de choc (RPC) basé à Cercottes (Loiret).

Traditionnellement, ces embauches au profit de la DGSE sont longues et délicates à mener à bien. Civils et militaires se montrent soucieux d'obtenir que toute affectation dans les services secrets ne soit pas, ensuite, un handicap à une carrière normale au sein de leur administration d'origine. Le contexte international, avec le déclin de l'empire soviétique et la désorganisation du KGB, complique sans doute la situation. A quoi sert, dans ces conditions, un service secret si la « menace », longtemps tenue pour principale, doit avoir désormais plutôt tendance à s'estomper ? La DGSE consacre 80 % de son temps et de ses effectifs à la quête du renseignement à l'étranger et 20 % au double secteur du contre-espionnage et du contre-terrorisme, lequel demeure une activité à 100 % de la Direction de la surveillance du territoire (DST). Pour autant, cette recherche de l'information extérieure par la DGSE se veut aujourd'hui tous azimuts : militaire, naturellement, mais davantage encore de nature économique, industrielle, bancaire, scientifique, technologique, commerciale ou financière. C'est sur ces créneaux-là que les spécialistes, parce qu'ils ne sont pas légion, sont les plus sollicités par les services secrets.

JACQUES ISNARD

ENVIRONNEMENT

Grève des impôts locaux à Montchanin

Le 15 octobre dernier, le trésorier-payeur de Saône-et-Loire n'a pu recouvrer la taxe d'habitation de la commune de Montchanin : 1 100 foyers fiscaux font la grève des impôts locaux avec la bénédiction de leur maire, M. Pierre Cornet (RPR). Motif : les travaux d'urgence annoncés sur la décharge de Montchanin se font attendre.

Le trésorier-payeur général dénonce « un refus de payer à la grève des impôts d'une annexe et de prison ». Il précise par ailleurs que les pénalités de retard ne pourront être annulées, sauf sur ordre ministériel. L'exploitant de la décharge, Elipol, du groupe Elf-Aquitaine, vient d'annoncer le démarrage de travaux d'urgence pour le 1^{er} décembre et la nomination d'un cabinet de contrôle, mais les habitants de Montchanin exigent l'annulation des 700 m³ d'ordures ménagères extraits du site lors de l'enquête sur les fuites de dioxine. (Corresp.)

SPORTS

FOOTBALL : dépôt de bilan du Brest Armoricain. - Le Brest Armoricain (rétrogradé en deuxième division en début de saison) a déposé son bilan, lundi 21 octobre, devant le tribunal de grande instance de Quimper. Le parquet de ce même tribunal était saisi d'une enquête préalable sur la situation financière du club et un expert avait été nommé. Il ne faisait pas de doute qu'une procédure de redressement serait demandée. Mais le président du club, M. Alain Guilloux, n'a pas attendu cette décision prévue pour vendre. Le déficit est évalué à 150 millions de francs. (Corresp.)

L'HERMÈS Editeur

Tél. (1) 46 34 07 70

L'essentiel sur ECONOMIE DE L'ENTREPRISE

par François MCRAEU et Jean-Louis ROMEYER

Diffusion MEDILIS SA

9 rue Séguier-75006 PARIS

PARIS

Polémique après l'abattage des arbres du quai Branly

Le conseil de Paris a mandaté, lundi 22 octobre, le maire de la ville pour déposer un recours devant le tribunal administratif et engager une action au pénal pour « procédure illégale et voies de fait » après l'abattage, vendredi 18 octobre, de 109 arbres, que le Brest Armoricain a défriché du quai Branly, de la Seine à la Seine, afin de permettre l'ouverture du chantier du Centre international de conférence, voulu par le président de la République.

Le texte a été voté à l'unanimité des élus RPR et UDF et de l'unique conseiller écologiste, la gauche n'ayant pas participé au vote. Pour le maire de Paris, l'abattage des arbres a été effectué « sur ordre du gouvernement, sans concertation », avant même que la lettre du préfet demandant à la Ville de modifier le plan d'occupation des sols ne parvienne à son destinataire, et avant la signature du permis de construire.

Selon M. Chirac, il s'agit « d'un acte de vandalisme, illégal, perpétré par l'Etat sous la protection de la police ». Le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, a estimé, pour sa part, que « quel que soit le maître d'œuvre, l'Etat ou la Ville, le fait accompli et l'absence de concertation ne sont pas une politique », et il s'est écrié « contre les méthodes utilisées » au quai Branly.

Le Monde PUBLICITE LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

CARNET DU Monde

Naissances

Véronique PIERRE et Eric FLAME sont ravis de vous annoncer la naissance de Ferdinand, Bendyk, Pietro, le 3 octobre 1991. 41, rue de Poitou, 75003 Paris.

Décès

M^{me} Guy Jouveau du Breuil, sa mère, M^{me} Paul Jouveau du Breuil, son épouse, M. et M^{me} Fabrice Jouveau du Breuil, et leurs enfants, Le docteur Yvaine Jouveau du Breuil et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, M. André Jouveau du Breuil, son frère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Paul du BREUIL, écrivain, philosophe et historien des religions, professeur d'anthropologie orientale, membre de sociétés savantes françaises et étrangères et de l'Académie des sciences d'outre-mer, président de la Société d'études zoroastriennes, survenu le 18 octobre 1991.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 23 octobre, à 10 h 30, en la cathédrale américaine, 23, avenue George-V, Paris-8, où l'on se réunira.

M^{me} Geneviève Gabison, née Busch, son épouse, M^{me} Marie-Françoise Gabison, sa fille, Olivier Gros, son petit-fils, M. et M^{me} Zacharie Jaffe, ses sœur et beau-frère, M. et M^{me} Léon Ajzenman et leurs enfants, Ses neveu et nièce, Les familles Lehar et Busch, ont la tristesse de faire part du décès de

Elie, Georges GABISON, chevalier de la Légion d'honneur, croix du combattant, croix de guerre 1939-1945, croix du combattant volontaire de la Résistance, médaille de l'Ordre républicain du Mérite civil et militaire, survenu le 11 octobre 1991, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Le défunt ayant fait don de son corps à la science, il n'y a pas eu d'obsèques.

Il convient pour un dernier hommage, qui aura lieu à la synagogue, 24, rue Copernic, Paris-16^e, le samedi 26 octobre, à 19 heures.

29, rue Calande, 75005 Paris, 8, rue Philippe-de-Metz, 92770 Bois-Colombes.

La famille Hallard et ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel HALLARD, ingénieur A.M., survenu le vendredi 18 octobre 1991.

Les obsèques auront lieu le mercredi 23 octobre, à 11 heures, au cimetière nouveau de La Celle-Saint-Cloud (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} Pierre Aaron, sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre KRAEMER-RAINE, survenu le 15 octobre 1991.

75, rue de Longchamp, 75116 Paris.

M^{me} Joël Le Gall, née Solange Choïnard, son épouse, M. et M^{me} Alain Rogère, M. et M^{me} Yves Le Gall, M. et M^{me} Hervé Le Gall, M. et M^{me} Bernard Grémand, M. et M^{me} Jean-Armel Le Gall et leurs enfants, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Joël LE GALL, professeur agrégé à la Sorbonne, le dimanche 20 octobre 1991, dans sa soixante-dix-neuvième année.

La cérémonie a eu lieu en l'église de Verrières (Orne), le mardi 22 octobre.

Une messe sera célébrée ultérieurement à Paris.

Ni fleurs ni couronnes.

La Masure, 61110 Verrières, 14, rue Carnot, 94240 L'Hay-les-Roses.

Le président de l'Université de Bourgogne, Le directeur de l'Unité de formation et de recherche sciences humaines, Le personnel enseignant et administratif de la Faculté de lettres, ont le regret de faire part du décès de

M. Joël LE GALL, professeur agrégé à la Sorbonne, ancien professeur d'histoire ancienne à l'Université de Bourgogne, doyen de la Faculté de lettres de l'Université de Bourgogne de 1966 à 1968.

Les obsèques ont eu lieu le mardi 22 octobre 1991, à 15 heures, en l'église de Verrières-Rémillard (Orne).

Le directeur et le personnel du Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre (FIRS). Ses collègues et amis, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Jean-Michel REVERSAT, chef du service économique, survenu le 18 octobre 1991.

Le président et les membres du conseil d'administration du Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre (FIRS), ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Michel REVERSAT, chef du service économique, survenu le 18 octobre 1991.

Nous apprenons le décès, survenu le jeudi 17 octobre 1991, de

Alexandre TER-SARKISSOFF, compagnon de la Libération.

dont les obsèques seront célébrées, le mercredi 23 octobre, à 11 heures, en l'église orthodoxe Saint-Nicolas, 2, rue de la République, 91000 Evry. [Né le 14 décembre 1911 à Paris, Alexandre Ter-Sarkissoff, après avoir quitté la Marine, rejoint les Forces françaises libres (FFL) à Londres dès le 19 juillet 1940. Il est envoyé, en août 1940, à Agde pour monter un réseau de renseignement. Démobilisé, il est condamné à vingt ans de travaux forcés et à être notament emprisonné à Saint-Basile et à Riom. C'est de la prison de cette ville de Pey-de-Dôme qu'il parvient à s'évader le 31 décembre 1943 pour rejoindre la Résistance dans le Lot. En avril 1944, il rejoint Alger via l'Espagne et, le mois suivant, il commande le 2^e commando de France. En novembre 1944, il est affecté à la 13^e demi-brigade de Légion étrangère (DBLE) au sein de laquelle, comme chef du 1^{er} bataillon tactique, il participe aux campagnes de Vosges et des Alpes, se couronnant de succès. Il est fait compagnon de la Libération, le 20 janvier 1946, comme capitaine à la 13^e DBLE. Titulaire de la croix de guerre 1939-1945 et de la médaille de la Résistance (jeune version), Alexandre Ter-Sarkissoff était officier de la Légion d'honneur.]

Remerciements

La comtesse Isabelle de La Rochefoucauld, Le duc et la duchesse de La Rochefoucauld, Le comte et la comtesse de La Rochefoucauld, M^{me} Solange Faguel, profondément touchés des marques d'affection et de la sympathie que vous leur avez témoignées à la suite du rapatriement à Din, le 20 septembre 1991, de la

duchesse de LA ROCHEFOUCAULD, née Fels,

et dans l'impossibilité d'y répondre individuellement remercier toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil.

La famille, Jean-Michel, Et ses amis, très touchés par les marques de sympathie qui leur ont été manifestées à l'occasion du décès de

M. Pierre LESPINE, expriment à tous leur sincère reconnaissance.

J.-M. Labeyrie, 55, boulevard Soult, 75012 Paris, Guy Lespine, 39, avenue des Fauvettes, 33700 Mérignac.

STERN GRAVEUR depuis 1840

Chevalleries armées Cartes de visite

le prestige de la gravure 47, Passage des Panoramas 75002 PARIS

Tél. : 45.88.45 - Fax : 42.36.48

Pour toutes vos commandes de fleurs Naissance, baptême, fiançailles, mariage et décès

Le Fleuriste de Vaugirard

Livraisons à domicile, Paris, banlieue et grande banlieue. 131, rue de Vaugirard, 75015 PARIS

Tél. : 47-34-56-09

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

Eric de GOUTEL, journaliste, une messe sera célébrée à son intention, le vendredi 23 octobre 1991, à 18 h 30, en la nouvelle église Saint-Honoré, 66 bis, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e.

Anniversaires

Le 23 octobre 1989, disparaissait

Alain LANDRÉAT, ENSMP, ENSAE.

Sa famille, ses amis et collègues de la SNCF ont une pensée particulière pour lui.

Il y a neuf ans, mourait

Elisabeth WEINER.

Mais peut-être la personne est devenue comme un air de temps de neiges, qui entre par la fenêtre. Henri Michaux. Nous deux encore.

Avis

Le cabinet d'avocats Ashurst, Morris, Crisp, Broadwalk House, 5 Appold Street, London, EC2A 2HA, recherche les filles de M^{me} Mabel Leroy, née Taylor (veuve de Charles Léon Joseph Leroy), décédée le 13 janvier 1968 et qui habitait à « Paradis », 5, rue des Oliviers, Le Cannet, Nice.

Ecrire à l'intention de M. D.D. Vacha.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-65-29-94 ou 40-65-29-96

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 92 F

Abonnés et actionnaires : 80 F

Communications diverses : 95 F

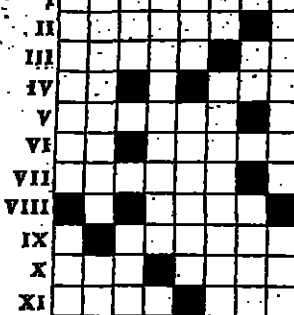
Thèmes étudiants : 50 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5834

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

1. Ne fut pas un homme sans principes. - 2. Donne le moyen de fier. Comme le diction de la farce. - 3. Rendre délicat, toute approche. Sont de bois. - 4. Pronom. Peut recevoir certaines chaînes. - 5. Attraper sans saisir. Peut, à la fois, priver de dessert et apporter la « tarte ». - 6. Note. Moyens de tenir bon. - 7. Note. Suscite des réactions. Ne saurait être le mot de la fin. - 8. Qui a resté simple. - 9. Vêtement pas heureux. - 10. Mauvais élève. Pour les gars de la marine. - 11. Marge comme un cochon. Laisse entrer l'invisible.

VERTICALEMENT

1. Est aux arêts. Le bec dans l'eau. - 2. Il est facile de lui faire perdre la boule. Fait jouer. - 3. Employés pour faire des tours. Ses coups ne font pas de mal. - 4. Jeune messager. - 5. Chaine étroite. De quel faire rougir. - 6. Réfléchi. Se fera désagréablement entendre. - 7. Dut changer de mode de vie. Est au violon. - 8. Qui est donc partie. Adverbe. - 9. Qui peuvent être poussés à la révolte. Source de lumière.

Solution du problème n° 5833

Horizontalement

I. Libations. - II. Eclaircie. - III. Poirée. - IV. Inn ; thé. - V. Noct ; et. - VI. Es ; aéré. - VII. Tas ; il. - VIII. Bagatelle. - IX. Osé ; ouï. - X. Cécécie. - XI. Tu ; suff.

Verticalement

1. Lépine ; bock. - 2. Iconostase. - 3. Blin ; agent. - 4. Aar ; sa. - 5. Tierce ; toc. - 6. Ire ; brésl. - 7. Oc ; lieu. - 8. Niche ; il. - 9. Se ; étale ; il.

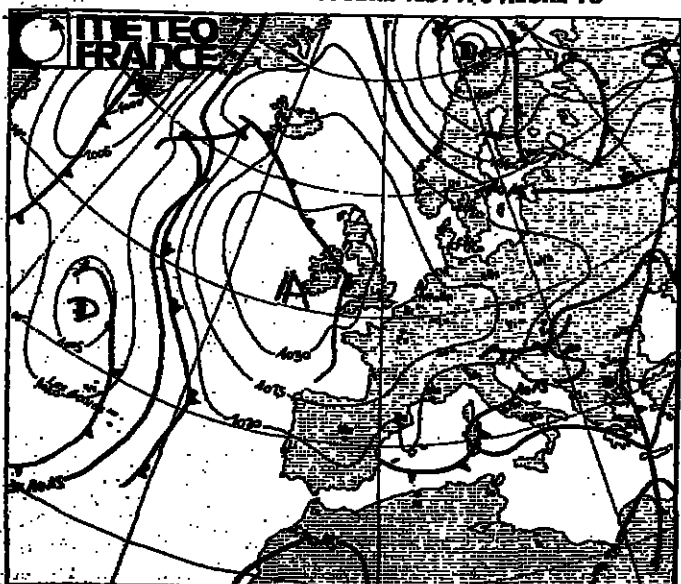
GUY BROUTY

هنا من النخيل

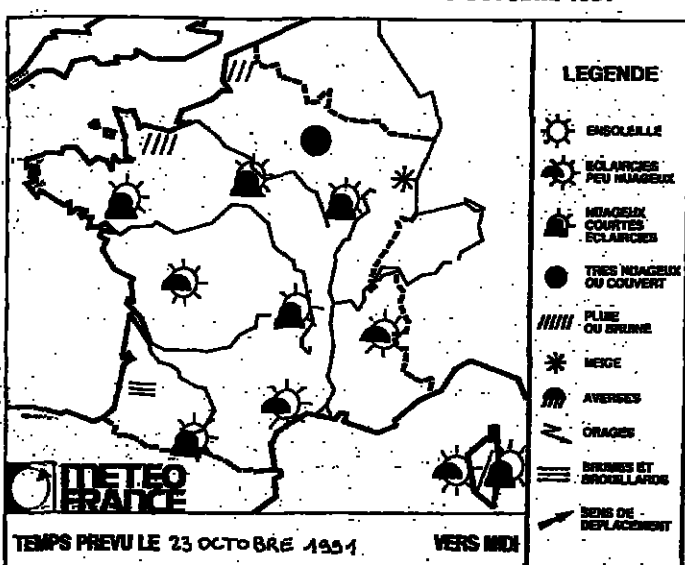
مركز التمثيل

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 OCTOBRE 1991 À 0 HEURE TU

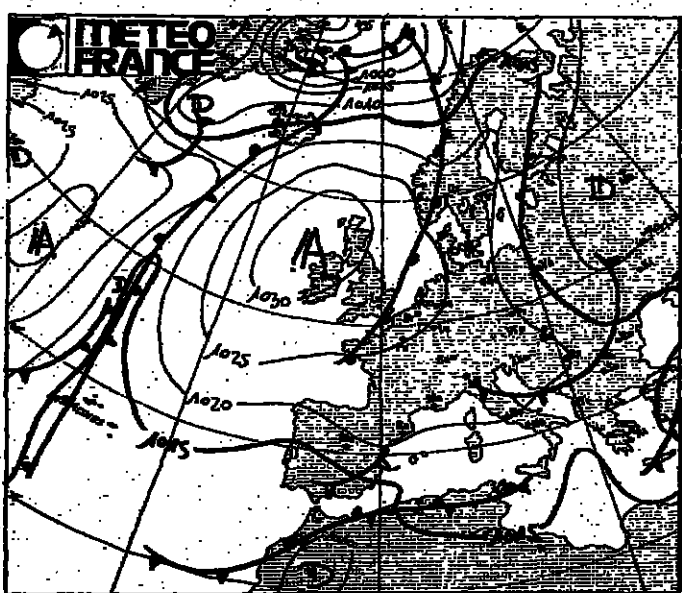


PRÉVISIONS POUR LE MERCREDI 23 OCTOBRE 1991



Mercredi : nuages au nord, soleil au sud. De la Haute-Normandie au Nord-Pas-de-Calais jusqu'aux Ardennes, le ciel restera couvert avec quelques faibles pluies ou chutes de neige au-dessus de 500 mètres. Plus au sud, de la Bretagne au Centre jusqu'à l'Alsace et à la Franche-Comté, le ciel sera très nuageux le matin, avec quelques éclaircies l'après-midi. Au sud de la Loire jusqu'au Sud-Ouest et au Sud-Est, le temps sera bien ensoleillé. Les brouillards seront parfois tenaces dans les vallées. Les nuages resteront accrochés sur les Pyrénées. Malgré les passages nuageux, les éclaircies prédomineront sur la Corse. Les températures maximales varieront de -2 degrés à 4 degrés en général, et de 6 degrés à 10 degrés sur le Sud-Est et en Corse. Les températures maximales atteindront 9 degrés à 12 degrés sur le midi nord et 13 degrés à 17 degrés sur le midi sud. Sur les régions est, elles ne dépasseront pas 7 degrés à 9 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 24 OCTOBRE 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 22-9-91. Valeurs extrêmes relevées entre le 21-9-1991 à 18 heures TU et le 22-9-1991 à 6 heures TU

FRANCE	TOULOUSE	LYON	PARIS	STRASBOURG	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	HELSINKI	BERLIN	MOSCOU	VARSOVIE	PRAGUE	BOLOGNE	GENÈVE	VALENCE	NICE	MONTPELIER	TOURNAI	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	HELSINKI	BERLIN	MOSCOU	VARSOVIE	PRAGUE	BOLOGNE	GENÈVE	VALENCE	NICE	MONTPELIER	TOURNAI
18	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10
10	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

Demain notre supplément : Le Monde ARTS et SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

PIERRE GEORGES

L'apollon du box-office

Il y a chez lui un petit côté maciste-au-pays-des-effets-spéciaux. Tout dans la mâchoire, carré, dans le visage, carré, dans l'esprit, cubique. Travail, discipline, patrie. Arnold Schwarzenegger, l'ange exterminateur, le roi de la fiction-spaghetti, est l'apollon du box-office, le plus grand acteur de ce temps. Puisque le mieux payé. Ses films ne sont pas des succès, mais des triomphes, ses cachets pas des cachets, mais des sommets, sa vie pas une vie, mais un roman. Arnold Schwarzenegger, qui fut Hercule à New-York, Conan le Barbare et Conan le destructeur, Predator le premier et Predator le

second, Terminator 1 et Terminator 2, liste non exhaustive, était, pour « Ciné Stars », l'invité de Michel Drucker. C'est une bien jolie émission, « Ciné Stars », comme une revue de cinéma de papa, uniquement vouée à la promotion des étoiles et de leur dernière œuvre. Les questions sont gentilles, les réponses aimables, le miel coule doucement entre gens de bonne compagnie. Enfin Michel Drucker avait, en face de lui, la star des stars, et qui le sait, un modèle en acier trempé de rêve américain, un homme qui, sous son coffre énorme de M. Univers, cache l'intelligence d'un rider de la gloire. Et cela donne quoi ? De la gu-

mauve, pas un mot de travers, pas une phrase dérangeante, le calme plat d'un entretien à l'eau de rose. Ce fut dommage, car on aurait aimé en savoir plus. Et sur ce fils de gendarme autrichien, adepte du culturisme, venu, comme un mort de faim, à la conquête des États-Unis, « le pays où les rêves deviennent réalité ». Et sur les temps de galère, de salle de musculation, de plastique cultivée à l'engrais, sur ces jours où il posait « à moitié nu » ou sur ces quatorze ans qui furent nécessaires pour que les réalisateurs l'imaginent « habillé ». On aurait voulu l'entendre,

Arnold Schwarzenegger, conseiller du président Bush pour la santé et le sport, parler de la violence extrême de certains de ses films. Les bons comme les nanards. Et de l'influence que cela pouvait avoir sur une jeunesse menacée précisément « par la violence, la drogue et l'alcool ». Comme on aurait souhaité qu'il raconte, autrement qu'avec un vocabulaire de Sissi aux Amériques, son entrée, par mariage, dans le club très fermé des Kennedy. C'était trop espérer d'un homme venu vendre Terminator 2, « le meilleur film qui ait jamais été fait ». Selon l'avis de sa femme.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 22 octobre

- TF 1**
- 20.40 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : Cannes-Dinamo de Moscou, en direct de Cannes.
 - 22.40 Magazine : Ciel, mon mardi !
 - 0.30 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 Mardi soir : Good Morning Vietnam. Film américain de Barry Levinson (1988). Avec Robin Williams, Forest Whitaker, Tung Thanh Tran.
 - 22.55 Débat : Radio folle.
- FR 3**
- 20.45 Téléfilm : Largo Desolato. L'aventure inattendue d'un philosophe dissident.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.45 Mardi en France. Programmes des télévisions régionales.
 - 23.40 Magazine : Océaniques. Moscou : trois jours en août, de l'ossif Pasternak.
 - 0.30 Musique : Carnet de notes. Jazz. Violento, par Caratini, Seytalan, Moschini et Ducet.

- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : Music Box. Film américain de Constantin Costa-Gavras (1988). Avec Jessica Lange, Amin Moulouk, Frédéric Forrest.
 - 22.30 Flash d'informations.
 - 22.40 Cinéma : Tuer n'est pas jouer. Film britannique de John Glen (1987). Avec Timothy Dalton, Maryam d'Abo, Jeroen Krabbé (v.o.).
- LA 5**
- 20.50 Cinéma : Top Gun. Film américain de Tony Scott (1986). Avec Tom Cruise, Kelly McGillis, Val Kilmer.
 - 22.45 Magazine : Ciné Cinq.
 - 23.00 Téléfilm : Le Feu de la passion. 0.40 Le Club du télé-achat.
- M 6**
- 20.40 Téléfilm : Crinière de feu. La difficile intégration d'une famille australienne dans un petit village de Nouvelle-Zélande.
 - 22.25 Documentaire : 60 Minutes. La Colonie de la torture, de Jamie Doran. Le Chili de Pinochet.
 - 23.15 Magazine : La 6e Dimension. Japon : man bese sur la planète.
 - 23.45 Six minutes d'informations.

- LA SEPT**
- 20.45 Série : Portraits d'Alain Cavalier. 4. La Fleuriste.
 - 21.00 Théâtre : Le Soulier de satin. Pices de Paul Claudel, mise en scène d'Antoine Vitez (4e journée).
- FRANCE-CULTURE**
- De 11 h à 11 h 20 Espace éducation, en collaboration avec le Monde : « Comment définir aujourd'hui les métiers de l'innovation ? », avec Henri Guillaume, directeur de l'ANVAR.
 - 20.30 Archipel médecine. Hôpital dans la ville ou ville dans l'hôpital ?
 - 21.30 Les longues peines. Débat, avec Irène Terrel, Jean-Jacques De Felice, Antoine Lazarus.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. La rencontre (1).
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 Haiku.
 - 20.30 Concert (donné le 19 octobre à l'Abbatiale d'Ambronay) : Messe en si mineur BWV 232, de Bach, par le Chœur de la Bachgesellschaft de Salzboung et le Concert des Nations, dir. Jordi Savall.
 - 23.07 Poussières d'étoiles. Plain ciel-Studio 116. Archives : Acousmatheque n° 122, de Bernecker.

Mercredi 23 octobre

- Tu aimeras ton prochain, de Stephen L. Posey, avec James Earl Jones, Laila Robins.
- TF 1**
- 17.00 Série : 21 Jump Street.
 - 17.55 Spécial sport : Football. La coupe féminine en Libye.
 - 19.45 Divertissement : Pas folles les bêtes (sous réserve de prolongations).
 - 19.50 Thriller du Loto (et à 20.45).
 - 20.00 Journal, Tapis vert et Météo.
 - 20.50 Variétés : Sacré soirée.
 - 22.50 Magazine : En quête de vérité. Les enfants bulles : Morts pour rien : Face à face.
 - 0.00 Spécial sports : Football. Coupe d'Europe des clubs champions (résumé) : Benfica Lisbonne (Portugal) - Arsenal FC (Angleterre) ; FC Barcelone (Espagne) - FC Kaiserslautern (Allemagne).
 - 1.20 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 14.35 Documentaire : Opération Terre. Sa Majesté le lion : Raid motorisé en Sibirie (2e partie).
 - 16.00 Hanna Barbara Dingue Dong.
 - 17.00 Magazine : Giga.
 - 18.10 Jeu : Des chiffres et des lettres Junior.
 - 18.35 Série : Défendez-vous.
 - 18.45 Série : Mister T.
 - 19.10 INC.
 - 19.15 Jeu : Question de charme.
 - 19.45 Divertissement : La Caméra indécrotable.
 - 20.00 Journal et Météo.
 - 20.45 Téléfilm : Bonjour la galère. Une comédie sur le thème de la séparation, d'après le roman de Philippe Adler.
 - 22.15 Magazine : Direct. L'Europe de la haine.
 - 23.30 1. 2. 3. Théâtre.
 - 23.35 Magazine : Musiques au cœur de toutes les musiques. Spécial « voix noires ».
 - 0.35 Journal et Météo.
- FR 3**
- 14.55 Questions au gouvernement en direct de l'Assemblée nationale.
 - 17.00 Jaf.
 - 18.15 Magazine : Une pêche d'enfer.
 - 18.30 Jeu : Questions pour un champion.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
 - 20.00 Un livre, un jour. L'Afrique des explorateurs, d'Anne Hugon ; Les Mornes, de François Dunand et Roger Lichtenberg.
 - 20.10 Divertissement : La Classe.
 - 20.45 Magazine : La Marche du siècle. Les élus locaux, la démocratie locale.
 - 22.20 Journal et Météo.
 - 22.35 Histoire de voir. August Sender.
 - 22.40 Série : Gabriel Bird.
- CANAL PLUS**
- 23.30 Traverses.
 - 0.25 Musique : Carnet de notes. Jazz. Hampton, par le François Faure Trio.
- LA 5**
- 15.30 Téléfilm : Pulsion fatale.
 - 17.05 Les Nuls... l'émission.
 - 18.00 Canaille peluche.
 - En clair jusqu'à 20.30
 - 18.30 Ça cartoon.
 - 18.50 Le Top.
 - 19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
 - 20.05 Sport : Football. Coupe d'Europe des clubs champions : Manchester United de Prague, en direct.
 - 22.20 Sport : Football. Coupe d'Europe de l'UEFA : Lyon-Trazen-spor.
 - 0.10 Cinéma : Voir l'éthéphant. Film français de Jean Marbœuf (1990). Avec Françoise Arnoul, Jean-Marc Thibault, Bernard Manet.
 - 1.25 Cinéma : Le Boje des enfants. Film français de Claude Autant-Lara (1959). Avec Érika Remberg, Laurent Terzieff, François Rosay.
- M 6**
- 14.50 Magazine : 6e Avenue (et à 15.25, 17.30, 18.00).
 - 15.00 Magazine : La Tête de l'emploi.
 - 17.00 Magazine : Noubie.
 - 17.40 Jeu : Zygomusic.
 - 18.05 Série : Mission impossible.
 - 19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
 - 19.54 Six minutes d'informations.
 - 20.00 Série : Cosby Show.
 - 20.30 Magazine : Mode 6.
 - 20.40 Téléfilm : Parle gagnante. Pour sponger ses dettes, une jeune mère

- de famille sans emploi joue au billard.
- TF 1**
- 22.20 Téléfilm : Sale affaire. Enlèvement d'enfants et trafic d'organes.
 - 23.45 Magazine : Vénus.
 - 0.15 Six minutes d'informations.
 - 0.20 Magazine : Dazibao.
 - 0.25 Boulevard des clips.
- LA SEPT**
- 17.10 Magazine : Avis de tempête. De Sylvie Jézéquel et Alain Charoy.
 - 18.55 Flash d'informations (et à 20.55, 23.00).
 - 19.00 Documentaire : Histoire parallèle.
 - 20.00 Documentaire : Paris, roman d'une ville.
 - 20.50 Le Courrier des téléspectateurs.
 - 21.00 Documentaire : Le Réve perdu de Nicolas Vassilievitch Kazakov. 2. Natasha, Tatiana et Lena.
 - 23.05 Cinéma : Le Chant des sirènes. Film canadien de Patricia Rozema (1987).
 - 0.25 Court métrage : Apprends-moi à danser.
 - 0.50 Court métrage : La Confession.
- FRANCE-CULTURE**
- De 11 h à 11 h 20, Espace éducation, en collaboration avec le Monde : « Du côté des employeurs, profils et évolution des exigences », avec Pierre Baylet, Télécom Paris, et Jean-René Lyon, de la société AXA.
 - 20.30 Antipodes. Le roman francophone au féminin.
 - 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
 - 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Entre le temps et l'éternité (2).
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. La rencontre (2).
 - 0.05 Du jour au lendemain. Avec Jean-Claude Protte (Fond de salle ; l'Épreuve du jour).
 - 0.50 Musique : Coda. Nocturnes sans nocturnes, musiques autour des poèmes de Vivre avant l'éveil, d'Emily Dickinson.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 6 octobre au Palais de la musique et des congrès) : Hella Nacht pour grand orchestre, de Dillon ; Ata pour grand orchestre, de Xenakis, par l'Orchestre symphonique de la BBC, dir. Arturo Tamayo ; sol : Irène Arditi, violon.
 - 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club. En direct de l'hôtel Coubertin à Clermont-Ferrand, Vincent Herring, Jesse Davis, Donald Harrison, saxophones alto, Donald Brown, piano, James Genus, contrebasse, Tony Rodius, batterie, et la chanteuse Vanessa Rubin.

Malgré une violente répression

Les partisans du Père Aristide appellent à une grève générale le 30 octobre en Haïti

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Aux visiteurs qu'il reçoit à Caracas, le président exilé Jean-Bertrand Aristide répète que son retour en Haïti est proche. La conjugaison des pressions internationales et de la mobilisation populaire aura bientôt raison du « petit groupe de militaires putschistes dirigés par le général Cédras » et du gouvernement qu'ils ont mis en place, affirme le président renversé par un sanglant coup d'Etat il y a trois semaines.

En dépit de la violente répression qui continue de frapper les partisans du Père Aristide ainsi que les organisations de jeunes et de paysans dans les provinces, la résistance s'organise. Une trentaine d'organisations, dont la Fédération nationale des étu-

dants, la Confédération nationale des enseignants et le syndicat des chauffeurs de Port-au-Prince, ont appelé à une grève générale de vingt-quatre heures le 30 octobre.

La résistance armée a également fait son apparition : selon la télévision nationale, trois guérilleros de l'Armée révolutionnaire pour la libération d'Haïti ont été tués lors d'un accrochage avec des soldats à Petit-Goâve, à 70 kilomètres au sud de Port-au-Prince.

Alors que le « président provisoire » Joseph Nérette, installé par les militaires, est tombé malade, l'armée demeure le principal obstacle au retour du président Aristide. La thèse de la « mutinerie des petits soldats » que les officiers supérieurs n'auraient pu contrôler apparaît une nouvelle fois comme un rideau de fumée.

Selon divers témoignages concordants, il semble en fait que deux complots se sont chevauchés. Les premiers à passer à l'action, les partisans de Roger Lafontant, l'ancien chef des « tons macoutes », ont rallié le deuxième coup après que leur leader eut été assassiné par un

militaire dans sa cellule. Une disparition qui a laissé le champ libre au général Cédras et au commandant Michel François, les deux nouveaux hommes forts d'Haïti.

Quant au colonel Alix Sylva, présent au côté du général Cédras, aux premières heures du coup, il a préféré prendre ses distances et gagner les Etats-Unis. « Le colonel Sylva, très proche des Américains, est gardé en réserve au cas où les choses tourneraient mal », estime un diplomate.

« Le président Aristide faisait confiance au général Cédras. Peu avant le coup, il lui avait demandé de traiter des informations sur un complot en préparation », raconte M. René Prévail, le premier ministre du Père Aristide, réfugié dans un pays étranger. Pourtant les indices inquiétants se multipliaient : « Nous n'avions pratiquement plus de munitions et le Grand Quartier général (l'état-major) refusait d'honorer nos réquisitions », se rappelle le capitaine Dany, l'un des rares officiers restés fidèles au Père Aristide, qui commandait l'unité chargée d'assurer la protection du président.

JEAN-MICHEL CAROIT

La fin du sommet de Harare

L'Afrique du Sud n'est plus un sujet de contentieux entre Londres et ses partenaires du Commonwealth

Les travaux du vingt-huitième sommet du Commonwealth se sont achevés lundi 21 octobre dans la capitale du Zimbabwe. L'Afrique du Sud a encore été au centre des débats mais, cette fois, il s'agissait de se prononcer sur la levée des sanctions contre ce pays et non plus sur leur maintien ou leur renforcement.

HARARE

de notre envoyé spécial

Ce sujet qui opposait traditionnellement M. Thatcher aux autres représentants du « club », ne fut donc pas une source de conflit. Le successeur de la « Dame de fer », M. John Major, s'en est bien rendu compte. La Grande-Bretagne a finalement précisé qu'elle n'était « pas d'accord » avec les recommandations qui prévoient de lever les sanctions économiques et financières sous condition. Le premier ministre britannique a souligné l'importance des investissements étrangers dans la restauration de la croissance en Afrique du Sud.

La conférence du Commonwealth, après avoir levé les sanctions de « peuple à peuple » touchant directement les individus (le Monde du 20-21 octobre), a précisé que l'embargo sur les armes ne saurait être levé avant « la mise en place d'un gouvernement post-apartheid démocratique et responsable ». Les sanctions économiques et financières ne devraient être supprimées qu'après « l'adoption d'une nouvelle Constitution ». Enfin, les chefs de gouvernement du Commonwealth suggèrent que les mesures frappant le commerce et les investissements soient levées dès qu'un processus garantissant à « tous les partis » la possibilité de « participer pleinement aux négociations » aura été engagé.

Les membres du Commonwealth condamnent la violence, demandent au gouvernement de faire le nécessaire pour y mettre fin, et déplorent « le financement d'organisations politiques » (le mouvement Inkatha, à dominante zouloue, et son syndicat). Le Commonwealth, qui se déclare prêt à favoriser les négociations, demande à son secrétaire général, l'ancien ministre des affaires étrangères nigérian Emeka Anyaoku, d'effectuer dès que possible une mission en Afrique du Sud. M. Anyaoku a confirmé avoir eu des entretiens avec des représentants du gouvernement de Pretoria, du Congrès national africain (ANC) et du Congrès panafricain (PAC). Sous la pression du Canada, de la Grande-Bretagne et d'organisations non gouvernementales, la question des droits de l'homme a été également discutée. Vingt-neuf pays membres sur cinquante n'ont toujours pas signé les deux conventions des Nations unies sur les droits civils et politiques et sur les droits économiques, sociaux et culturels. Le Commonwealth demande à ces pays de le faire sans tarder.

La proposition de lier directement l'aide économique à la démocratie et au respect des droits de l'homme n'a pas reçu l'écho escompté par les Britanniques et les Canadiens. M. Major n'a pas insisté outre-mesure. Il est vrai qu'il avait déjà fait à faire pour essayer de faire oublier les « années Thatcher » et les déclarations intempestives de la « Dame de Fer » qui avaient fini par remettre en question le leadership de Londres au sein du Commonwealth.

Les sanctions économiques avaient été imposées progressivement par le Japon depuis 1969. Après l'abrogation en juin des dernières lois sur l'apartheid par le Parlement sud-africain, le Japon avait fait un premier geste en levant les restrictions portant sur les échanges culturels, éducatifs et sportifs.

Le Japon, premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud jusqu'en 1988, n'occupait plus que la cinquième place l'an dernier, derrière l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, avec un commerce dans les deux sens s'élevant à 3,3 milliards de dollars. (AFP)

Le Japon décide la levée des sanctions économiques contre Pretoria

Le gouvernement japonais a décidé, mardi 22 octobre, de lever la quasi-totalité des sanctions économiques imposées à l'Afrique du Sud. La décision a été prise en tenant compte de « l'évolution positive de l'Afrique du Sud vers l'établissement d'un système démocratique libre de toute discrimination raciale », a indiqué le gouvernement.

Les sanctions économiques avaient été imposées progressivement par le Japon depuis 1969. Après l'abrogation en juin des dernières lois sur l'apartheid par le Parlement sud-africain, le Japon avait fait un premier geste en levant les restrictions portant sur les échanges culturels, éducatifs et sportifs.

Le Japon, premier partenaire commercial de l'Afrique du Sud jusqu'en 1988, n'occupait plus que la cinquième place l'an dernier, derrière l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, avec un commerce dans les deux sens s'élevant à 3,3 milliards de dollars. (AFP)

La justice ordonne aux grévistes de l'usine de Cléon de libérer les accès

Le tribunal de grande instance de Rouen a ordonné, lundi 21 octobre, aux responsables CGT de l'usine Renault de Cléon (Seine-Maritime) de libérer les accès de l'entreprise. Le tribunal n'a pas prévu d'astreinte mais a autorisé la direction à faire appel à la force publique si les syndicalistes n'évacuaient pas les entrées de l'établissement, qui compte 3600 salariés, dans les vingt-quatre heures.

Depuis le 17 octobre, l'accès est interdit aux camions mais les non-grévistes peuvent pénétrer dans les locaux, où la production est fortement ralentie à la suite d'un arrêt de travail lancé par la CGT afin d'obtenir la réouverture de négociations salariales. Ces perturbations ont amené la direction à suspendre, lundi 21 octobre dans l'après-midi, la production de l'usine de Sandouville, près du Havre, qui ne peut recevoir un nombre suffisant de moteurs et de boîtes de vitesses pour les Renault 25 dont elle assure la production. Les heures perdues devront être récupérées par les 7500 salariés.

Enfin, alors que l'usine Renault de Mans pourvus des débrayages tournants, Manbenge construction automobile (MCA), filiale de la région Renault, a annoncé que près de 2000 des 2650 salariés seront placés mardi en chômage technique.

Reprise des négociations salariales dans la fonction publique

Les négociations salariales dans la fonction publique, suspendues depuis le 17 octobre, devaient reprendre, mardi 22 octobre, à 16 heures, entre le gouvernement et les syndicats. Cette décision est intervenue au terme d'une « mission bons offices » réalisée par M. Bernard Pêcheur, directeur général de la fonction publique. Lors de la dernière réunion, M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la fonction publique, avait promis que une série d'augmentations aboutissant à relever de 6,1 % le niveau des traitements entre 1991 et début 1993. Ces hausses intégraient l'inflation prévue en 1991-1992, ainsi qu'un ajustement partiel du contentieux 1988-1989.

EN BREF

AFGHANISTAN : libération d'un otage américain. Un citoyen américain retenu en otage depuis le 7 juillet par une organisation rebelle afghane a été libéré le 20 octobre. M. William Lewis, un vétérinaire travaillant pour Global Partnership, une organisation britannique spécialisée dans l'étude de projets de développement, avait été enlevé par des combattants chiites hostiles au régime de Kaboul dans la région de Ghazni, au sud-ouest de la capitale. On demeure sans nouvelles, en revanche, d'un autre Américain enlevé en même temps que M. Lewis. (AFP, Reuters)

ETATS-UNIS : visite du président Havel à Washington. Le chef de l'Etat tchécoslovaque, M. Václav Havel, est arrivé lundi 21 octobre à Washington, pour une visite officielle de trois jours. (AFP)

PÉROU : des affrontements entre guérilleros ont fait au moins 50 morts. Au moins 50 personnes ont été tuées ces derniers jours lors de combats entre rebelles du Sendero lumineux et du mouvement Tupac Amaru dans la région du Huallaga central, principale zone de production de la coca du Pérou, ont indiqué lundi 21 octobre les autorités.

La reprise d'Eurosmarché par Carrefour. Le ministre de l'économie et des finances, qui avait examiné le rachat d'Eurosmarché par Carrefour en vertu de l'ordonnance du 1^{er} décembre 1986 sur la concurrence et la concentration économique, a donné son feu vert à l'opération, moyennant la cession de plusieurs magasins (moins de dix en fait). Cette autorisation a été donnée le 5 septembre dernier. La chaîne a dû s'engager à rétroceder des magasins où l'addition des forces de vente de Carrefour et d'Eurosmarché pouvait aboutir localement à une situation pouvant difficilement être compensée par l'accès de nouveaux intervenants à ce marché, selon un communiqué du ministère publié lundi 21 octobre.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Ça sent mauvais

A H non ! Pas ça ! Déjà que les agriculteurs mettent le pays à feu et à sang, et en plus l'Europe, cette salope, veut couler nos fromages, la Cresson aura intérêt à les planquer, ses ministres. Au cabinet. Non, c'est pas de la blague ! L'ami Coffe s'en étonne d'indignation hier soir dans les studios de RTL, et le « Parisien » en fait sa « une » ce matin. Ils sont sur le point de le signer, à Bruxelles, l'arrêt de mort du munster, du reblochon, du cantal, du brie de Meaux et autres produits du terroir fabriqués de façon artisanale. Au lait cru.

Cru. Pas pasteurisé. Et elle se reconnaît au premier coup d'œil, cette bête et moite pâte jaune, pas blanche, pas standardisée, pas aseptisée et vendue sous plastique dans les hypermarchés, de Copenhague à Munich. Tout ça sous prétexte d'hygiène et d'harmonisation. Un fromage commun au goût commun, voilà ce qu'ils veulent, les grands lobbies du fromage industriel.

Et je te flanque à la poubelle 148 000 tonnes par an de pont-l'évêque, de coulommiers et de

saint-nectaire bien de chez nous. Et je t'étale sur toutes les saletés mélangées au menu des bistros grecs des grosses tranches de feta fabriquées dans le Schleswig-Holstein ! Et je te trafique du roquefort doux, pas moi, surtout pas, pour palais néerlandais sans papilles ! Et je te balance un gorgonzola danois dans la Caddle de la ménagère londonienne.

Elles ont bon dos, les normes bactériologiques ! Vous savez de quel elle le soupçonne, notre saint-marcellin, la CEE ? De fermenter ! Ça fait des garmes. Qu'elle s'occupe donc de ses escalopes de dinde, de ses charcuteries et de ses laitues à la salmoirée, avant de venir nous chahouter les oreilles en s'attaquant au glorieux souvenir du général de Gaulle et de ses trois cent-soixante-cinq fromages. Dont le camembert, directement visé, lui aussi. Ça, j'osais même pas vous le dire. Le camembert, oui, qui fête cette année son bicentenaire. C'est la Révolution qui l'a vu naître, et croyez-moi, s'il doit mourir, la Révolution on le refait. Le héret basque en bataille et la baguette sous le bras !

Les réactions après les déclarations du président de la République

de se rassembler et agir avec encore plus de force.

M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement : « N'en déplaise aux grincheux, plus que jamais le président de la République a le droit de s'exprimer librement et de défendre la République et la démocratie ». M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du parti socialiste : « Confiance et détermination. Face aux tensions sociales et aux interrogations des Français qu'il a lucidement analysées, le président de la République a répondu avec la fermeté et la sagesse que le socialisme vit comme un parti sur le corps malade de la nation. (...) Après onze ans de socialisme, n'ayant rien résolu des questions politiques, sociales et économiques qui concernent les Français, ce président de gauche en est réduit à s'appuyer sur la police pour gouverner. François Mitterrand a bouclé la boucle. Il est redevenu ministre de l'Intérieur de la Quatrième République. A quand, la République suivante, celle où le peuple retrouvera le droit à la parole. »

M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC : « Quelle déception ! De bonnes paroles pour les infirmières, des menaces pour les agriculteurs, aucune flexibilité de la politique économique. Des lampes seront punies pour avoir dit sur les infirmières, mais par contre, les ministres sont félicités, M. Bérégovoy en tête. (...) La seule réponse est, maintenant, la mobilisation, pour permettre au corps social tout entier de manifester puissamment son mécontentement et sa volonté de changement. »

M. Mitterrand a reçu M. Lacombe à l'Elysée. M. François Mitterrand a reçu, mardi matin 22 octobre, à l'Elysée, M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Le principe de cette entrevue avait été arrêté avant l'annonce de l'intervention, le matin même, du président de la République sur les ondes de France-Inter.

M. Mitterrand a reçu M. Lacombe à l'Elysée. M. François Mitterrand a reçu, mardi matin 22 octobre, à l'Elysée, M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Le principe de cette entrevue avait été arrêté avant l'annonce de l'intervention, le matin même, du président de la République sur les ondes de France-Inter.

M. Mitterrand a reçu M. Lacombe à l'Elysée. M. François Mitterrand a reçu, mardi matin 22 octobre, à l'Elysée, M. Raymond Lacombe, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). Le principe de cette entrevue avait été arrêté avant l'annonce de l'intervention, le matin même, du président de la République sur les ondes de France-Inter.

MODE : AH, SI VOUS POUVIEZ DEPENSER 150 F !

En échange de 150 F, vous pourriez vous offrir par exemple ces magnifiques : 2 fois 2,50 m de tissu ravissants à 30 F le mètre, dans 2 robes nouvelles.

Et tout est à l'aventure : exotisme, nouveauté, liberté, élégance. Outiller enfin la cartouche des prix, la prétention des boutiques, etc. Et venez rencontrer « La Mode Libérée » depuis 30 F le mètre

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Economie et politique : « Du bon usage des crises », par Marcel Bleustein-Blanchet • « L'éternel retour de l'exception française », par Laurent Cohen-Tanugi 2

La préparation de la conférence de paix au Proche-Orient 4

Libération d'un otage américain au Liban 4

M. Jassa Turner, détenu depuis janvier 1987 4

La préparation du congrès du RPR 11

M. Chirac et M. Juppé présentent un programme de gouvernement 11

Le procès des frères Chaumet 13

Le parquet requiert des peines d'emprisonnement 13

L'Europe des cinéastes 14

Des réalisateurs européens réunis à Beaune 14

« Croc-Blanc », quatrième version 14

Un gérone, un chien... Un film pour les vacances 14

Diagonales 15

« Marchands du temple », par Bertrand Poirot-Delpech 15

SCIENTES ♦ MÉDECINE

L'effet de Gennes • Le matin des molécules • La mort et le sacré • « Qui fixe la politique de santé ? », par Gérard Dubois, Claude Gori, François Grémy, Albert Hirsch, Maurice Tuziana 17 à 19

SECTION B

La réforme de la politique agricole commune et les manifestations paysannes 21

Ralentissement dans les services 22

La COB sanctionne une société financière 26

La Commission des opérations de Bourse 26

Services

Abonnements 2
Carnet 28
Marchés financiers 26-27
Météorologie 29
Mots croisés 28
Radio-Télévision 29
Spectacles 16

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 22 octobre 1991 a été tiré à 524 042 exemplaires.

DÈS JANVIER 92

ÉTUDES AUX USA

Dans une grande université de Californie ou Florida.

Pour un stage linguistique ou pour des études (BA, Master, MBA, Ph.D.).

Année : 60 000 F env. Semestre : 35 000 F env. Cours, logement, repas inclus.

University Studies in America French Office, 57, rue Charles-Lafitte 92200 Neuilly (1) 47-45-09-19